Technical and Bibliographic Notes/Notes techniques et bibliographiques

The Institute has attempted to obtain the best original copy available for filming. Features of this copy which may be bibliographically unique, which may alter any of the images in the reproduction, or which may significantly change the usual method of filming, are checked below.

L'Institut a microfilmé le meilleur exemplaire qu'il lui a été possible de se procurer. Les détails de cet exemplaire qui sont peut-être uniques du point de vue bibliographique, qui peuvent modifier une image reproduite, ou qui peuvent exiger une modification dans la méthode normale de filmage sont indiqués ci-dessous.

- [ ] Coloured covers/ Couverture de couleur
- [ ] Covers damaged/ Couverture endommagée
- [ ] Covers restored and/or laminated/ Couverture restaurée et/ou pelliculée
- [ ] Cover title missing/ Le titre de couverture manque
- [ ] Coloured maps/ Cartes géographiques en couleur
- [ ] Coloured ink (i.e. other than blue or black)/ Encre de couleur (i.e. autre que bleue ou noire)
- [ ] Coloured plates and/or illustrations/ Planches et/ou illustrations en couleur
- [ ] Bound with other material/ Relié avec d'autres documents
- [x] Tight binding may cause shadows or distortion along interior margin/ La reliure serrée peut causer de l'ombre ou de la distortion le long de la marge intérieure
- [ ] Blank leaves added during restoration may appear within the text. Whenever possible, these have been omitted from filming/ Il se peut que certaines pages blanches ajoutées lors d'une restauration apparaissent dans le texte, mais, lorsque cela était possible, ces pages n'ont pas été filmées.
- [ ] Additional comments:/ Commentaires supplémentaires:

- [ ] Coloured pages/ Pages de couleur
- [ ] Pages damaged/ Pages endommagées
- [ ] Pages restored and/or laminated/ Pages restaurées et/ou pelliculées
- [x] Pages discoloured, stained or foxed/ Pages décolorées, tachetées ou piquées
- [ ] Pages detached/ Pages détachées
- [x] Showthrough/ Transparence
- [x] Quality of print varies/ Qualité inégale de l'impression
- [ ] Includes supplementary material/ Comprend du matériel supplémentaire
- [ ] Only edition available/ Seule édition disponible
- [ ] Pages wholly or partially obscured by errata slips, tissues, etc., have been refilmed to ensure the best possible image/ Les pages totalement ou partiellement obscurcies par un feuillet d'errata, une pelure, etc., ont été filmées à nouveau de façon à obtenir la meilleure image possible.

This item is filmed at the reduction ratio checked below/
Ce document est filmé au taux de réduction indiqué ci-dessous.

10X		14X		18X		22X		26X		30X	
	12X		16X		20X		24X		28X		32X
				✓							

DE LA

ÉT

CHEVALIER

ET PI

P

OUVRAG

J. G.

HISTOIRE

DE LA GUERRE DE L'INDÉPENDANCE

DES

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE,

PAR MR CHARLES BOTTA,

CHEVALIER DE L'ORDRE IMPÉRIAL DE LA RÉUNION, MEMBRE DU CORPS LÉGISLATIF,
L'UN DES QUARANTE DE L'ACADÉMIE IMPÉRIALE DE TURIN;

TRADUITE DE L'ITALIEN,

ET PRÉCÉDÉE D'UNE INTRODUCTION,

PAR MR L. DE SEVELINGES.

OUVRAGE ORNÉ DE PLANS ET CARTES GÉOGRAPHIQUES.

TOME DEUXIÈME.

PARIS,

J. G. DENTU, IMPRIMEUR-LIBRAIRE,

Rue du Pont de Lodi, n° 3, près le Pont Neuf.

1812.

GUE

Boston
vince de
terre, qu
très-étroi
tenir une
gure de
forme tou
toires. C'
l'est, qui
égalemen
mens ma
partage e
l'une, tou
pointe d'H
ouest, se
de ces de
presqu'île
s'y trouv
Charles-T
isthme ex

HISTOIRE

DE LA

GUERRE D'AMÉRIQUE.

LIVRE CINQUIÈME.

Position de Boston.

BOSTON est situé vers le milieu de la province de Massachusset, sur une langue de terre, qui, jointe au continent par un isthme très-étroit, s'élargit ensuite assez pour contenir une ville d'une grande étendue. La figure de cette presqu'île est irrégulière ; elle forme tour-à-tour des baies et des promontoires. C'est une de ces baies, du côté de l'est, qui sert aujourd'hui de port : il reçoit également les vaisseaux de guerre et les bâtimens marchands. Vers le nord, le terrein se partage en deux pointes ou cornes, dont l'une, tournée vers le nord-est, s'appelle *la pointe d'Hudson*, et l'autre, qui regarde le nord-ouest, se nomme *la pointe de Barton*. En face de ces deux pointes, on aperçoit une autre presqu'île, qui, du nom d'un gros bourg qui s'y trouve vis-à-vis de Boston, est appelée *Charles-Town*, et se joint au continent par un isthme extrêmement étroit qui porte la même

1775. dénomination. La mer forme un bras d'environ un demi-mille de largeur, entre les pointes d'Hudson, de Barton et de Charles-Town; elle s'étend ensuite pour ceindre toute la partie occidentale de la presqu'île de Boston. Plusieurs courans ont leur embouchure dans ce golfe : les principaux sont, la rivière Muddy, le Charles, et la rivière Mystique, ou de Medford. Non loin de l'isthme de Boston, le continent s'avance dans la mer, et forme un long promontoire qui s'étend à la droite vers l'est : il en résulte une autre presqu'île, quoiqu'elle tienne à la terre par un isthme beaucoup plus large que ceux de Boston et de Charles-Town : c'est ce que l'on appelle l'isthme et la pointe de *Dorchester*. Les presqu'îles de Charles-Town et de Dorchester sont tellement voisines de celle de Boston, que leurs batteries portent jusqu'à la ville même : ces presqu'îles sont d'ailleurs couvertes de dunes singulièrement favorables à l'emplacement de l'artillerie. On en remarque une nommée *Breed's-Hill*, au-dessus du bourg de Charles-Town, qui commande la ville de Boston; une autre qui se rapproche du col de l'isthme, et s'éloigne conséquemment de Boston, est appelée *Bunker's-Hill*. Sur la presqu'île de Dorchester, on distingue les

hauteurs de ce nom (*Dorchester-Heights*), et une autre enfin nommée *Nook's-Hill* qui couronne l'éperon situé vers Boston. Le golfe qui communique de la haute-mer avec le port, est semé de petites îles, dont les plus apparentes sont celles de Noddle, de Thompson, du Gouverneur, de Long-Island et de Castle-Island. A l'ouest de Boston, sur la rivière Charles, est situé le gros bourg de Cambridge, et au sud, à l'entrée de l'isthme, celui de Roxbury. 1775.

L'armée américaine avait appuyé son aile gauche sur la rivière Mystique, et interceptait l'isthme de Charles-Town ; le centre occupait Cambridge, et l'aile droite portée à Roxbury, tenait la garnison en respect du côté de l'isthme qui, étant fortifié, aurait pu faciliter ses sorties et ses courses dans le plat pays.

C'est dans cette situation que se trouvaient respectivement les deux armées ; mais le nombre, la qualité des combattans, les opinions, la science militaire, les armes, les munitions, les vivres, rendaient leur condition bien différente. Les Américains étaient très-supérieurs en nombre, mais ce nombre était sujet à des variations continuelles. La discipline sévère, sans laquelle il n'existe ni ordre ni

1775. stabilité dans les armées, n'était pas encore introduite parmi eux ; les soldats rejoignaient et quittaient leurs drapeaux selon leur plaisir : chaque jour, une troupe en remplaçait une autre dans le camp. Ils y avaient en abondance toute espèce de vivres, et spécialement les végétaux si nécessaires à la santé du soldat. Mais leurs armes étaient loin d'être suffisantes : ils n'avaient en tout que seize pièces de campagne, dont six, au plus, étaient en état de service. Les pièces de bronze, dont ils n'avaient qu'un très-petit nombre, étaient du plus faible calibre. Ils en avaient quelques-unes de plus fortes, en fer, avec trois ou quatre mortiers et obusiers, et fort peu de boulets et de bombes. La poudre se trouva manquer presque totalement ; puisqu'après la visite des magasins, on n'en comptait que quatre-vingt-deux barils. On pouvait, il est vrai, s'en procurer des provinces voisines, mais en quantité si peu considérable, que ce secours eût été à-peu-près nul. Les fusils étaient en abondance ; mais ils étaient tous de différens calibres, chacun ayant apporté le sien. Ils s'en servaient, au reste, avec une adresse merveilleuse, et qui les rendait singulièrement propres au service de chasseurs et de tirailleurs, mais incapables, au contraire, de

combattre en bataille rangée. Ils n'avaient 1775.
point d'uniformes, et point de dépôts de vivres; ils vivaient au jour, sans s'inquiéter du suivant : mais, dans les premiers momens, tout abondait autour d'eux, grâces au zèle des habitans de la campagne. A peine voyait-on de l'argent dans l'armée, mais des billets de crédit qui, à cette époque, valaient autant que l'argent même. Les officiers manquaient d'instruction, sauf ceux qui avaient fait les guerres précédentes. Ils n'étaient pas même connus de leurs soldats : l'organisation des corps n'étant pas encore terminée, et les changemens y étant continuels. Les ordres s'exécutaient mal : chacun voulait commander et faire à sa guise; peu daignaient obéir. Enfin, si on en excepte quelques régimens qui avaient été formés dans certaines provinces par des chefs expérimentés, tout le reste était plutôt un rassemblement qu'une armée. Mais tous ces défauts étaient compensés par la chaleur et l'opiniâtreté de l'esprit de parti, et par la persuasion profonde où ils étaient tous de la justice de leur cause. De plus, les chefs de l'armée et les ministres de la religion, ne négligeaient aucun moyen d'exciter chaque jour ce peuple déjà porté par lui-même à l'enthousiasmedes idées religieuses, à redoubler

1775. de fermeté et de valeur dans une entreprise qui plaisait à Dieu et à tous les hommes de bien. C'est donc avec ces faibles apprêts, mais avec cette rare ardeur, que les Américains commencèrent une guerre, que tout annonçait devoir être aussi longue que sanglante. L'on pouvait prévoir néanmoins que, quelques revers qui les attendissent dans le début, une constance inébranlable devait les faire triompher à la fin : en conservant tout leur courage, et en acquérant la discipline et la tactique, leurs soldats ne pouvaient manquer d'égaler tous ceux qu'on leur opposerait.

Quant aux troupes britanniques, elles étaient pourvues en abondance de tout ce qui leur était nécessaire pour entrer en campagne : leurs arsenaux regorgeaient d'artillerie de divers calibres, d'excellens fusils, de poudre et d'armes de tout genre. Leurs soldats étaient parfaitement exercés, accoutumés aux fatigues et aux périls; depuis longtemps, ils étaient formés à l'art difficile, mais le premier de tous à la guerre, celui d'obéir. Ils se rappelaient les exploits par lesquels ils s'étaient signalés autrefois au service de leur patrie, en combattant contre les nations les plus aguerries du monde. Un motif particulier ajoutait encore beaucoup à la ré-

solution belliqueuse de cette armée : c'était 1775.
de combattre sous les drapeaux du roi, considération qui donne ordinairement une nouvelle force à l'honneur militaire. Les Anglais, en outre, ne regardaient plus que comme des rebelles les ennemis qu'ils allaient combattre, et ils éprouvaient, à ce nom seul, une animosité plus ardente que le simple courage. Ils brûlaient de se venger de l'affront de Lexington, et ne pouvaient se persuader que les insurgés fussent capables de leur résister : ils s'obstinaient à les regarder encore comme des lâches, qui n'avaient dû leur succès à Lexington qu'à leur nombre et à l'avantage du terrein. Ils étaient convaincus qu'à la première action sérieuse, qu'à la première bataille rangée, les colons n'oseraient pas les attendre de pied-ferme. Mais avant l'arrivée des renforts promis par le gouvernement anglais, la prudence exigeait d'agir avec circonspection envers les Américains, dont les forces étaient plus que triples. Cependant le blocus était si rigide, qu'aucun convoi de vivres ne pouvant plus entrer dans la ville, la viande fraîche et toute espèce de légumes commençaient à y devenir d'une excessive rareté. Quoique les anglais eussent la mer libre, et un grand nombre de bâtimens légers

1775. à leur disposition, ils ne pouvaient tirer aucun secours de vivres des côtes de la Nouvelle-Angleterre : les habitans avaient fait rentrer tous leurs bestiaux dans l'intérieur du pays. Quant aux autres provinces, ils n'en pouvaient rien obtenir de bon gré, et ils n'osaient pas employer la force, parce qu'elles n'étaient pas encore déclarées rebelles. La disette devint donc extrême à Boston : la garnison, comme les habitans, était réduite aux viandes salées. Aussi les Anglais soupiraient-ils après l'arrivée des renforts d'Angleterre, afin de pouvoir tenter un coup d'éclat, et s'affranchir de la situation critique dans laquelle ils se trouvaient.

Les assiégeans, instruits que les habitans de Boston n'avaient plus d'autre ressource que les magasins du roi, redoublaient de vigilance pour leur intercepter tout approvisionnement du dehors. Ils espéraient que l'épuisement de ces magasins forcerait, enfin, le gouverneur à consentir que les bourgeois sortissent de la ville, ou, du moins, à permettre aux bouches inutiles, cest-à-dire aux femmes et aux enfans, de s'en éloigner. Les insurgés en avaient fait plusieurs fois la demande avec beaucoup d'instance; mais le gouverneur, malgré l'embarras qu'il éprou-

vait pour nourrir les troupes, se montrait 1775.
peu disposé à écouter cette proposition. Il regardait les habitans comme autant d'ôtages qui lui répondraient de la ville et de la garnison, craignant que les Américains ne tentassent d'enlever la place d'assaut. Ils affectaient effectivement d'en faire courir le bruit, quoiqu'ils n'en eussent aucunement l'intention. Leurs généraux étaient trop expérimentés, pour ne pas voir quelle funeste impression de découragement ne pourrait manquer de faire sur l'esprit public, un coup de cette importance, frappé sans succès dès le début de la guerre : or, il y avait peu de probabilité en faveur de cet assaut : les retranchemens de l'isthme étaient d'une force redoutable. Il fallait considérer, en second lieu, qu'une attaque ne présentait que peu d'espoir de réussite, tant que les Anglais seraient maîtres de la mer, et des mouvemens d'une marine nombreuse. Mais, enfin, le général Gage, pressé par le besoin, et voulant aussi retirer les armes des mains des bourgeois, sur le compte desquels il n'était pas sans de vives appréhensions, ouvrit une longue conférence avec le conseil de la ville. On y convint des dispositions suivantes : Les citoyens qui rendraient leurs armes et les déposeraient à Faneuil-

1775. Hall, ou en quelqu'autre endroit public, auraient la faculté de se retirer où bon leur semblerait avec tous leurs biens : on leur promettait même de leur restituer leur armes en temps opportun. Il fut encore arrêté que trente voitures seraient admises dans Boston, pour y prendre les effets appartenant aux émigrés, et que l'amirauté fournirait les bâtimens de transport qui seraient également jugés nécessaires. Cette convention fut d'abord fidèlement observée de part et d'autre. Les habitans déposaient leurs armes, et le général leur délivrait des sorties. Mais bientôt, soit qu'il ne voulût pas se priver entièrement d'ôtages, soit qu'il craignît, d'après les bruits répandus, que les insurgés n'eussent le dessein de mettre le feu à la ville, dès que leurs partisans l'auraient évacuée, il prétexta que des individus qui étaient sortis pour le service de personnes attachées à la cause royale, avaient été maltraités, et il commença à refuser des passe-ports. Ces refus excitèrent de violentes plaintes, tant parmi les troupes provinciales du dehors que parmi les habitans. Le gouverneur persista néanmoins dans sa résolution. S'il permettait à quelques citoyens de s'éloigner, ce n'était plus qu'en leur imposant la condition de laisser leurs meubles et effets,

mesure dont il ne pouvait résulter pour eux 1775.
que beaucoup de gêne et de pertes. Plusieurs d'entr'eux, qui étaient accoutumés à vivre dans une extrême aisance, se trouvaient réduits, par cette nouvelle rigueur, au dénûment absolu des choses les plus nécessaires. On dit même, et cela ne paraît que trop probable, que par une cruauté qu'aucun motif ne peut excuser, lorsqu'il accordait des passe-ports, il s'étudiait à diviser les familles, séparant les femmes des maris, les pères des enfans, les frères des frères : les uns obtenaient la permission de partir, les autres étaient forcés de rester. Les pauvres et les malades purent s'éloigner sans opposition; mais leur sortie fut accompagnée d'une circonstance qui, si elle ne fut pas l'effet d'une combinaison barbare, aurait dû au moins être prévenue avec le plus grand soin : au nombre des malades, on laissa passer ceux qui étaient attaqués de la petite vérole, maladie terrible en Amérique, où elle excite autant d'effroi que la peste même en Europe et en Asie. La contagion se répandit promptement, et fit de grands ravages parmi les confédérés.

Pendant que ces choses se passaient au-dedans et à l'entour de Boston, les autres pro-

1775. vinces se préparaient à la guerre avec une extrême activité. New-York même, ville où l'Angleterre comptait plus d'amis que dans aucune autre, et qui, jusqu'alors, avait montré tant de retenue, à la première nouvelle de l'action de Lexington, entra dans une violente émotion, et résolut de faire cause commune avec les autres colonies. On y adopta les décisions prises par le congrès général, avec la détermination d'y persister jusqu'à l'entier rétablissement des lois constitutionnelles. Ils rédigèrent une adresse énergique au grand conseil de la cité de Londres, qui s'était montré favorable à la cause des colonies : ils y déclaraient que toutes les calamités qu'entraîne la guerre civile ne pourraient contraindre les Américains à se soumettre aux volontés de la Grande-Bretagne, et que telle était la disposition des esprits, depuis la Nouvelle-Ecosse jusqu'à la Géorgie. Ils conjuraient la cité de Londres de faire tous ses efforts pour rétablir la paix entre les deux parties de l'empire, tout en protestant de la résolution où ils étaient de ne point supporter la tyrannie ministérielle.

Les habitans s'exerçaient tous avec ardeur au maniement des armes : les patriotes pour résister à l'Angleterre, et les partisans du gou-

vernement, qui étaient en grand nombre, soit 1775.
parce qu'ils n'osaient pas aller contre le mouvement général, soit pour empêcher les désordres, soit pour être prêts, les armes à la main, à se montrer à la première occasion. La ville de New-York étant entièrement ouverte du côté de la mer, et ses habitans ne pouvant espérer de la défendre contre l'attaque d'une flotte anglaise, ils se décidèrent à prendre les devants, et à s'emparer des munitions et des armes qui se trouvaient dans les magasins royaux. Les femmes et les enfans furent éloignés du lieu du péril. On s'occupa ensuite de tous les préparatifs de défense; et, dans le cas où l'on aurait perdu l'espoir de résister aux forces ennemies, il fut résolu, chose horrible à dire, mais trop commune dans les guerres civiles, que l'on livrerait la ville aux flammes.

On espérait généralement dans la Caroline du sud, que la persévérance dans les mesures prises contre le commerce anglais, suffirait pour ramener le gouvernement à des résolutions moins dures. Mais on y fut informé des actes de rigueur du parlement, le jour même où se donna le combat de Lexington, dont on reçut la nouvelle peu de jours après. Les habitans furent frappés de surprise et

1775. même de frayeur : ils ne se dissimulaient pas à quels dangers ils s'exposaient, en prenant le parti de faire la guerre à la Grande-Bretagne, dont la redoutable marine pouvait les atteindre sur tous les points d'une côte longue de deux cents milles ; ils se voyaient, en outre, presque sans armes ou munitions de guerre, sans moyens d'équiper leurs soldats, sans argent, sans officiers aguerris et sans vaisseaux. Ils éprouvaient même de vives inquiétudes relativement aux nègres esclaves, qui étaient en grand nombre dans cette province. On pouvait les séduire par des dons et des promesses, et les porter à massacrer leurs maîtres au moment où ceux-ci s'en méfieraient le moins. La province, considérée individuellement, n'était point comprise dans la proscription parlementaire : elle ne pouvait donc, sans une trahison manifeste, prendre part spontanément à la révolte et à la guerre. En définitif, néanmoins, les résolutions courageuses prévalurent, et l'on prit les mesures que l'on crut les plus convenables. Dans la nuit qui suivit la nouvelle des hostilités de Lexington, les habitans coururent à l'arsenal, s'emparèrent de toutes les armes et de toutes les munitions qu'il contenait, et les partagèrent entre les

soldats des troupes soldées. Le congrès provincial s'assembla, et il y fut conclu une ligue portant : que les Caroliniens se regardaient comme unis par tous les liens de l'honneur et de la religion, pour défendre leur pays contre tout ennemi quelconque ; qu'ils étaient prêts à marcher par-tout, et toute fois que le congrès, soit général, soit provincial, le jugerait nécessaire ; qu'ils sacrifieraient leurs biens et leurs jours à la sûreté publique et à la liberté ; qu'ils auraient pour ennemis tous ceux qui refuseraient d'adhérer à la ligue, laquelle durerait jusqu'à ce qu'il se fût opéré entre l'Amérique et la Grande-Bretagne une réconciliation conforme aux principes de la constitution. Il fut arrêté, ensuite, de lever deux régimens d'infanterie et un de chevaux légers, nommés *Rangers*. Telle était l'ardeur générale, qu'il se présenta plus d'officiers qu'il n'en était besoin, la plupart appartenant aux familles les plus riches et les plus considérées du pays. On fit pareillement une émission de billets de crédit qui, à cette époque, étaient reçus par tous les citoyens avec empressement. 1775.

Dans la province de New-Jersey, à la nouvelle de l'affaire de Lexington, le peuple s'empara du trésor provincial : une partie en

1775. fut destinée à la solde des troupes qui se levaient dans la colonie.

A Baltimore de Maryland, les habitans firent main-basse sur toutes les munitions de guerre qui se trouvaient dans les magasins publics : c'est là, qu'entr'autres objets, quinze cents fusils tombèrent en leur pouvoir. Un décret formel interdit tout transport de denrées vers les îles où se fait la pêche, ainsi que vers l'armée et la flotte anglaise qui occupaient la ville et le port de Boston.

Les habitans de Philadelphie prirent la même résolution, et se montrèrent également disposés à défendre la cause commune, les armes à la main. Les Quackers même, malgré leurs institutions pacifiques, ne purent se défendre de la chaleur avec laquelle leurs concitoyens couraient au-devant d'un nouvel ordre de choses.

Mésintelligence en Virginie, entre le gouverneur et le Congrès provincial.

Lorsque la Virginie, province importante, et particulièrement opposée aux prétentions de l'Angleterre, reçut l'avis des premières hostilités, elle était, à cet instant même, livrée à une vive commotion, par une cause qui, légère en elle-même, devenait très-grave dans les circonstances. Le congrès provincial, assemblé au mois de mars, avait ordonné une levée de volontaires dans chaque

corné, pour la sûreté du pays. Lord Dunmore, qui était gouverneur, au nom seul de ces volontaires, se courrouça fortement, et conçut le soupçon de quelque dessein pernicieux. Craignant que les habitans ne voulussent s'emparer d'un magasin qui se trouvait dans la ville de Williamsbourg, il fit transporter nuitamment les poudres du magasin, à bord d'un vaisseau de guerre mouillé dans la rivière James. Le lendemain matin, les habitans s'étant aperçus du fait, en ressentirent un violent dépit : ils coururent aux armes, s'attroupèrent, et témoignèrent qu'ils étaient déterminés à se faire rendre la poudre de gré ou de force. On s'attendait à un évènement sinistre; mais le conseil municipal intervint, et, réprimant le tumulte, il pria le gouverneur, par écrit, de satisfaire aux vœux du public. Il se plaignait avec énergie de l'injure qu'avaient reçue les habitans, et représentait les dangers auxquels ils seraient exposés en cas de révolte de la part des noirs, révolte dont, plus d'une fois, on avait eu des indices non-équivoques. Le gouverneur répondit qu'il avait fait enlever les poudres, parce qu'on l'avait averti d'une sédition prochaine dans le pays; qu'on avait choisi la nuit pour ne pas irriter les esprits; et que,

1775.

1775. très-étonné de voir les habitans en armes, il ne pensait pas qu'il fût prudent, dans cet état de choses, de leur remettre les poudres qu'ils réclamaient. Il assura cependant qu'il les leur rendrait, en cas de révolte des nègres. Le calme se rétablit ; mais, vers le soir, le bruit s'étant répandu que la garnison du vaisseau de guerre s'approchait, armée, de la ville, le peuple reprit aussi ses armes, et passa toute la nuit dans l'attente d'une attaque.

Le gouverneur ne sachant pas, ou ne voulant pas se plier aux circonstances, se montra excessivement irrité de ces mouvemens populaires. Il se laissa emporter à certaines menaces qu'il eût été beaucoup plus prudent de supprimer. Il parlait d'arborer l'étendard royal ; d'affranchir les nègres et de les armer contre leurs maîtres, résolution aussi imprudente que barbare, et contraire à toute espèce de civilisation ; enfin, il allait jusqu'à dire, que, pour venger son honneur et celui de la Couronne, il détruirait la ville même. Ces propos excitèrent une fermentation générale dans la colonie, et y produisirent même une vive aversion contre le gouvernement. C'est ainsi que les incidens les moins graves, et l'humeur dure et altière des agens de l'Angleterre en Amérique, contribuaient à préci-

piter le cours des choses vers ce terme fatal, 1775.
auquel elles ne tendaient que trop fortement par elles-mêmes.

Cependant des assemblées populaires se formaient dans tous les comtés de la province : on y dénonçait avec aigreur l'enlèvement des poudres et les menaces du gouverneur. Mais, dans le comté de Hanovre et autres pays adjacens, on ne se borna point aux paroles. Les habitans ayant pris les armes, sous le commandement de Henry, député au congrès-général, marchèrent sur Williamsbourg, dans le dessein, comme ils l'annonçaient, non seulement d'obtenir la restitution des poudres, mais encore de mettre le trésor public à couvert des tentatives du gouverneur. Cent cinquante des plus entreprenans étaient déjà arrivés aux portes de la ville, quand on en vint à un arrangement qui rétablit le calme ; mais trop d'aigreur régnait dans les esprits, pour qu'il pût être de longue durée. Les gens de la campagne rejoignirent, néanmoins, leurs demeures.

Le gouverneur travailla, le mieux qu'il put, à fortifier son hôtel ; il y plaça une garnison de soldats de marine, et le fit entourer d'artillerie. Il rendit une proclamation, par laquelle Henry et ses adhérens étaient déclarés

1775. rebelles. Enfin, par une conduite peu prudente et indigne d'un magistrat qui ne doit jamais, dans l'exercice de ses fonctions, se laisser transporter par la colère, il fit usage des paroles les plus dures pour attribuer les troubles à la déloyauté des habitans, et à leur desir d'exciter une révolte générale. Ces inculpations ne firent qu'aigrir les haines, et toute espérance d'un mieux futur s'évanouit.

Au milieu de ces divisions entre les habitans de la Virginie et le gouverneur, survint un évènement qui y mit le comble. De même que le docteur Franklin s'était procuré les lettres du vice-gouverneur Hutchinson, une autre personne avait trouvé le moyen de soustraire la correspondance officielle de lord Dunmore des bureaux du secrétaire d'Etat, et de la faire passer aux chefs de la province de Virginie. Ils la rendirent publique : il s'éleva aussitôt un cri de fureur contre le gouverneur, pour avoir écrit des choses fausses et injurieuses à la province. Ainsi toute confiance mutuelle était perdue ; le moindre incident devenait une affaire majeure, et l'inimitié réciproque envenimait de plus en plus les effets inévitables de cette mésintelligence.

Pendant ces débats qui, sauf l'irritation qu'ils entretenaient contre le gouvernement, ne pou-

vaient influer que peu par eux-mêmes sur les 1775.
affaires publiques, les habitans du Connecticut tentèrent une entreprise importante. La route qui conduit des colonies anglaises au Canada, est tracée presqu'entièrement le long des fleuves et des lacs qui se trouvent entre ces deux contrées, et dans la direction du sud au nord. Ceux qui entreprennent ce voyage, commencent par remonter la rivière d'Hudson jusqu'au fort Edouard, d'où, en se portant à droite, ils arrivent à Skeenesborough, fort situé près des sources du Wood-Creck; ou, en se dirigeant sur la gauche, ils parviennent au fort Georges, bâti à l'extrémité méridionale du lac de ce nom. Les uns et les autres s'embarquant ensuite, les premiers sur le Wood-Creck, les seconds sur le lac Georges, abordent également à Tyconderago, point où les deux lacs se réunissent pour former le lac Champlain, ainsi appelé du nom d'un gourverneur français qui s'y noya. Par le lac, et ensuite par la rivière Sorel qui en sort, on descend dans le grand fleuve Saint-Laurent qui passe à Québec. Tyconderago est donc situé près du confluent de ces eaux, entre le lac Georges et le lac Champlain. Ce lieu est de la plus haute importance, comme étant placé sur la frontière

1775. et à l'entrée même du Canada : celui qui en est maître peut intercepter toute communication entre cette province et les colonies. Aussi les Français l'avaient-ils fortifié avec un soin particulier : les Anglais, dans la guerre précédente, n'avaient pu s'en emparer qu'avec une peine excessive, et après une grande effusion de sang de part et d'autre. Les colonels Easton et Allen, chefs de cette entreprise, considérèrent de quel poids il était de se saisir de cette clé du Canada, avant que les Anglais eussent jeté dans la place une garnison suffisante pour sa défense ; car dans la paix profonde dont on jouissait alors, sans appréhension d'aucune guerre éloignée ou prochaine, les gouverneurs du Canada n'avaient fait aucun apprêts à Tyconderago, et s'étaient contentés d'y laisser un faible détachement. Il était évident que, si le gouvernement anglais voulait poursuivre la guerre contre ses colonies, il ferait passer dans le Canada des troupes destinées à prendre les Américains à revers par la voie de Tyconderago. On savait, en outre, que cette forteresse et celle de Crown-Point, situées un peu plus bas sur le même lac Champlain, étaient garnies d'une très-nombreuse artillerie ; et c'est ce dont les Américains avaient le plus urgent besoin.

Enfin, l'on sentait de quel intérêt il était, dans ces premiers temps, de frapper un grand coup pour redoubler l'ardeur des peuples insurgés. En conséquence, cette entreprise mûrement considérée dans son principe, et dirigée avec une grande prudence dans son exécution, eut les résultats qu'on devait en attendre. 1775.

Prise de Tyconderago.

L'on regarda premièrement comme un point capital d'attaquer l'ennemi à l'improviste : on résolut donc de procéder avec un profond secret ; car si les commandans de Tyconderago et de Crown-Point avaient quelque soupçon de ce projet, il leur était facile de tirer des renforts de la place de Saint-Jean qui en est voisine. Le congrès général lui-même, qui siégeait à Philadelphie, n'en eut point connaissance ; les auteurs du projet craignant que, dans un si grand nombre de membres, il ne se trouvât un individu qui manquât de discrétion. Pour subvenir aux frais de l'entreprise, l'assemblée du Connecticut alloua une somme de 1,800 dollars (*a*). On se pourvut secrètement de poudre et de boulets, et de tous les ustensiles de siége : on rassemblait promptement les troupes à Castel-Town, endroit situé sur les bords du

(*a*) Le dollar vaut 5 fr. 16 c.

1775. Wood-Creek et la grande route de Tyconderago. Elles étaient composées en grande partie des habitans des Montagnes-Vertes (*Green-Mountains*), aussi avaient-ils pris le nom d'*Enfans des Montagnes-Vertes*, race d'hommes accoutumés à la fatigue et au péril. Parmi les officiers supérieurs, outre les colonels Allen et Easton, étaient aussi les colonels Brown et Warner, et le capitaine Dickinson. Ils furent joints à Castel-Town par le colonel Arnold, qui venait de l'armée de Boston. Celui-ci, né avec une force d'esprit extraordinaire, un caractère inquiet, et une intrépidité qui tenait du prodige, avait conçu séparément ce même projet : tant était évidente l'utilité de l'entreprise, et tant était grande l'audace de ces chefs américains. Arnold s'était adressé au comité de sûreté général du Massachusset, qui l'avait nommé colonel, avec l'autorisation de lever des soldats pour tenter l'attaque de Tyconderago. Il se porta donc sur Castel-Town, et sa surprise fut extrême de s'y voir prévenu. Mais n'étant pas homme à se laisser rebuter par une contrariété, et rien ne pouvant lui être plus agréable que l'occasion de combattre, il se concerta avec les autres chefs, et consentit enfin, quelque dur que dût lui paraître ce sacrifice,

à se mettre sous les ordres du colonel Allen. 1775
Ils placèrent des vedettes sur tous les chemins, pour empêcher que le moindre bruit de leur approche ne parvînt au point menacé, et ils arrivèrent, de nuit, sur la rive du lac Champlain opposée à Tyconderago. Le succès dépendant de la promptitude, Allen et Arnold surmontèrent rapidement les difficultés du trajet, et prirent terre sur l'autre rive, dans les environs de la forteresse. Ils continuèrent leur marche, et au point du jour, ils atteignirent le chemin couvert, et de là l'esplanade; ils poussèrent alors des cris de victoire, et firent grand bruit. Les soldats de la garnison se réveillèrent à ce tumulte, et commencèrent à tirer : il s'engagea une mêlée assez chaude à coups de crosses et de baïonnettes. Le commandant du fort parut enfin; le colonel Easton lui ayant dit qu'il était prisonnier de l'Amérique, il ne comprit pas ces paroles et répéta plusieurs fois : « Que veut donc dire ceci ? » Les Anglais mirent bas les armes, et tout fut mis au pouvoir des vainqueurs. Ils trouvèrent à Tyconderago environ cent vingt pièces de canons de bronze, de six à vingt-quatre livres de balle, plusieurs obusiers et mortiers, des boulets, des bombes et des munitions de tout genre. Le déta-

1775. chement qui était resté sur l'autre rive ayant rejoint le premier, une partie fut dirigée sur Crown-Point, où les Anglais n'avaient que peu d'hommes de garnison. Cette expédition réussit sans peine : on trouva dans ce fort plus de cent bouches à feu.

Mais le plan des Américains n'eût été qu'imparfaitement rempli, s'ils ne se fussent pas assurés de la domination exclusive du lac. C'est ce qu'ils ne pouvaient cependant espérer, s'ils ne s'emparaient d'une corvette de guerre que les Anglais tenaient au mouillage du fort Saint-Jean. Ils résolurent donc d'armer un bâtiment de l'espèce de ceux qu'ils nomment *Schooner*, dont Arnold prendrait le commandement, pendant qu'Allen conduirait sa troupe sur les bateaux plats qui sont en usage sur ces lacs. Le vent soufflant du sud, le vaisseau d'Arnold laissa les bateaux en arrière : il arriva à l'improviste sur la corvette, dont le capitaine était loin de soupçonner le péril qui le menaçait, et s'en rendit maître sans résistance. Comme si le ciel eût voulu donner des marques évidentes de sa faveur à ces premiers faits d'armes des Américains, le vent passa tout-à-coup du sud au nord, de manière qu'en moins d'une heure, le colonel Arnold rentra

sain et sauf, avec sa prise, à Tyconderago. 1775.

Les choses se passèrent avec le même bonheur, pour les insurgés, à Skeenesborough : cette forteresse tomba entre leurs mains avec la garnison, et les rendit maîtres d'une grande quantité d'artillerie légère. Le colonel Allen fit mettre des garnisons dans les places conquises, et en donna le gouvernement au colonel Arnold. Quant à lui, il reprit le chemin du Connecticut. Telle fut l'heureuse issue de la première expédition des Américains sur leurs frontières septentrionales. Elle était, sans doute, d'une haute importance; mais elle aurait eu une influence bien plus grande sur la direction de toute la guerre, si ces forteresses, qui sont le boulevard et l'avant-mur des colonies, avaient été défendues, par la suite, avec autant de sang-froid et de valeur qu'on en avait mis à les conquérir.

Siége de Boston.

Les évènemens ne se succédèrent pas aussi rapidement sous les murs de Boston. Les Américains mettaient toute leur industrie à intercepter les vivres aux Anglais, et ceux-ci tous leurs soins à s'en procurer; ce qui donnait lieu à de fréquens engagemens entre l'un et l'autre parti. Un des plus vifs eut pour théâtre les îles de Noddle et de Hog, situées toutes deux dans la baie de Boston, au

1775. nord-est de cette ville ; la première vis-à-vis de Winnesimick, et la seconde en face et près de Chelsea. Ces deux îles, abondant en fourrages et en bestiaux, étaient d'une grande ressource pour les Anglais qui y allaient souvent fourrager. Les troupes provinciales résolurent de les en empêcher, en enlevant le bétail, et en détruisant tout ce qu'ils trouveraient de foin et de paille. Ils mirent ce projet à exécution, non cependant sans une vive opposition de la part des royalistes. Les insurgés débarquèrent une seconde fois dans l'île de Noddle, d'où ils enlevèrent beaucoup de gros et de menu bétail. Ils agirent de même, quelques jours après, dans les îles de Pettick et de Deer. Dans toutes ces actions, ils firent paraître une grande hardiesse, et ils en acquirent plus de confiance en eux-mêmes. La garnison de Boston, qui, déjà, souffrait du manque de vivres, en éprouva un préjudice difficile à décrire.

Ces entreprises furent les avant-courrières d'une action beaucoup plus importante, qui eut lieu quelques jours après. Les secours attendus d'Angleterre étaient arrivés à Boston, ce qui en portait la garnison à dix ou douze mille hommes d'excellentes troupes. Trois généraux distingués, Howe, Clinton

et Burgoyne, étaient à la tête de ces renforts. 1775.
L'on s'attendait, de part et d'autre, à de grands évènemens. Les Anglais brûlaient du désir de se laver de la tache de Lexington : ils ne pouvaient endurer l'idée que les Américains les avaient vu fuir. Ils ne songeaient qu'avec fureur que les soldats du roi de la Grande-Bretagne, illustrés par tant d'exploits, languissaient maintenant étroitement enfermés entre les murs d'une ville. Ils voulaient, à quelque prix que ce fût, prouver que leur supériorité sur les ramas de milices américaines, n'était pas une vaine chimère. Rien, sur-tout, ne leur tenait plus à cœur que de mettre fin, par un coup d'éclat, à cette guerre ignominieuse, en satisfaisant à la fois à leur gloire, à l'attente de la patrie, aux ordres, aux désirs et aux promesses des ministres. Mais la victoire leur était commandée plus impérieusement encore par la disette qui, chaque jour, devenait plus alarmante ; car s'il fallait qu'ils sacrifiassent leurs jours, ils aimaient mieux périr par le fer que par la faim. Les Américains, de leur côté, ne souhaitaient pas moins vivement de voir arriver l'heure du combat : leurs succès précédens enflaient leur courage, et leur promettaient de nouveaux triomphes.

1775. Dans cet état de choses, les généraux anglais délibérèrent mûrement sur le parti le plus expédient pour se tirer de cette position difficile, et se répandre dans le plat-pays. Il se présentait deux moyens de sortir de la ville : l'un était de déboucher par l'isthme de Boston, d'attaquer les retranchemens des Américains à Roxbury, et, après les avoir forcés, de se porter rapidement sur le comté de Suffolk. L'autre consistait à passer le bras de mer de Charles-Town, traverser la presqu'île de ce nom, déboucher par l'isthme, débusquer l'ennemi qui occupait les hauteurs entre Willis-Creek et la rivière Mystique, et s'étendre dans la partie de Worcester. Le général Gage avait, depuis quelque temps, le dessein de tenter la première de ces entreprises : il calculait, qu'en cas d'échec, les fortifications de l'isthme de Boston assuraient sa retraite. Les Américains, en ayant été avertis le jour même fixé pour l'attaque, se tinrent sur leurs gardes, soit par ce motif ou par un autre plus probable. Le général anglais changea de résolution, et ne sortit ni ce jour, ni les suivans. Les insurgés surent employer ce délai, et ils ajoutèrent à leurs retranchemens des parapets et des palissades. Ils y placèrent aussi du canon, et ils

renforcèrent cette partie de l'armée de toutes 1775.
les milices des pays adjacens. Toutes ces dispositions furent faites avec tant d'intelligence, que les Anglais ne pouvaient plus tenter une attaque de ce côté, sans s'exposer à un péril manifeste. Aussi en abandonnèrent-ils la pensée : ils tournèrent leurs vues vers la presqu'île et l'isthme de Charles-Town. Les généraux américains en reçurent aussitôt l'avis, et ils prirent la résolution de tout mettre en usage pour déjouer ce nouveau projet de l'ennemi. Rien n'était plus propre à ce but, que de fortifier soigneusement les hauteurs de Bunker's-Hill, qui dominent l'entrée et la sortie de la presqu'île de Charles-Town. Il fut donc ordonné au colonel William Prescott, de les occuper avec mille hommes, et de s'y retrancher dans les règles.

Mais il se commit ici une erreur qui jeta la garnison de Boston dans un danger imminent, et qui mit les deux partis dans la nécessité d'en venir aux mains sur l'heure. Soit qu'il fût trompé par la ressemblance du nom, soit par quelqu'autre motif inconnu, le colonel Prescott, au lieu de se porter sur les hauteurs de Bunker's-Hill et de s'y fortifier, marcha plus avant dans la presqu'île, et se mit aussitôt à se retrancher sur les hauteurs de Breed's-Hill,

1775. autre monticule qui domine Charles-Town, et est situé vers l'extrémité de la presqu'île, plus près de Boston. Les travaux y furent poussés avec tant d'ardeur, que le lendemain, au point du jour, les Américains avaient déjà construit une redoute carrée, qui pouvait les mettre à couvert du feu de l'ennemi. Le silence avait été si bien observé, que les Anglais n'eurent aucun soupçon de ce qui se passait; ce ne fut que vers les quatre heures du matin que le capitaine d'un vaisseau de guerre s'en aperçut, et commença à faire jouer son artillerie. Le bruit du canon fit accourir une foule de spectateurs sur le rivage. Les généraux anglais ne pouvaient s'en rapporter au témoignage de leurs yeux. Cependant la chose était trop importante pour qu'ils ne cherchassent pas à déloger les insurgés de cette position, ou, du moins, à les empêcher d'achever les fortifications commencées. En effet, la hauteur de Breed's-Hill dominant Boston, cette ville n'était plus tenable, si les Américains dressaient une batterie sur cette éminence. Les Anglais ouvrirent donc un feu général de l'artillerie des remparts, de la flotte et des batteries flottantes stationnées autour de la presqu'île de Boston. Une grêle de bombes

et de boulets foudroyait les ouvrages des Américains. Ils étaient particulièrement incommodés du feu d'une batterie plantée sur une élévation appelée Cop's-Hill, qui, située en-dedans de Boston, forme une espèce de cavalier en face de Breed's-Hill. Mais toute cette canonnade fut sans effet. Les insurgés continuèrent à travailler toute la journée avec une grande constance, et, vers le soir, ils avaient déjà fort avancé une tranchée qui descendait de la redoute jusqu'au revers de la colline, et même presqu'au bord de la rivière Mystique : la violence de l'artillerie ennemie n'avait point permis, il est vrai, de la conduire à sa perfection. Dans cette conjoncture, il ne restait plus aux généraux anglais d'autre espérance que de tenter un assaut, pour débusquer de vive force les Américains d'une position si formidable. 1775.

Bataille de Breed's-Hill.

C'est le parti auquel ils ne tardèrent pas à se décider : le 17 juin éclaira l'action de Breed's-Hill, connue aussi sous le nom de Bunker's-Hill, action remarquable par l'intrépidité, ou plutôt l'acharnement des deux partis, par le nombre des morts et des blessés, et par l'opinion qu'elle donna de la valeur des Américains, et de l'issue probable de toute cette guerre. L'aile droite des

1775. insurgés était appuyée aux maisons de Charles-Town qu'ils occupaient, et la partie de cette aile, qui se rejoignait au corps de bataille, était défendue par la redoute élevée sur les hauteurs de Breesd's-Hill. Le centre et l'aile gauche se formèrent derrière la tranchée qui, en suivant la croupe de la colline, s'étendait vers la rivière Mystique, sans cependant la joindre. Mais les officiers américains ayant fait réflexion que la partie la plus faible des défenses était précisément l'extrémité de l'aile gauche, parce que la tranchée n'arrivant pas jusqu'à la rivière, et le terrein y étant uni et facile, l'on devait craindre d'être tourné et pris à dos, ils imaginèrent de faire fermer ce passage par deux palissades parallèles, et de remplir d'herbe l'espace compris entre l'une et l'autre. Les milices du Massachusset occupaient Charles-Town, la redoute et une partie de la tranchée; celles du Connecticut, commandées par le capitaine Nolten, et celles du New-Hampshire aux ordres du colonel Stark, le reste de la tranchée. Peu de momens avant que l'on en vînt aux mains, arriva, à la tête de quelques renforts, le docteur Warren, qui avait été nommé général, personnage d'un grand poids, et l'un des plus ardens défenseurs de la cause

de l'Amérique. Le général Pomeroi survint en même temps : le premier se rendit auprès des troupes de sa province de Massachusset ; le second prit le commandement des milices du Connecticut. Le général Putnam dirigeait l'ensemble, et se tenait prêt à se porter où le bien du service l'exigerait. Les Américains n'avaient point de cavalerie : celle que l'on attendait des provinces méridionales n'était pas encore arrivée. Leur artillerie, sans être fort nombreuse, était néanmoins suffisante. Ils ne manquaient point de fusils, mais la plupart étaient sans baïonnettes. Leurs tirailleurs, faute de carabines, étaient obligés de se servir de fusils ordinaires : il est vrai qu'ils n'avaient point d'égaux dans l'art de tirer avec justesse. Tels étaient les moyens des insurgés ; mais leur espoir était grand, et ils soupiraient tous après le signal du combat. 1775.

Entre midi et une heure, la chaleur étant très-forte, tout était en mouvement dans le camp britannique. Une multitude de chaloupes et de bateaux remplis de soldats, partirent du rivage de Boston et se dirigèrent vers Charles-Town. Ils abordèrent à Morton's-Point sans rencontrer de résistance, les vaisseaux de guerre et les bâtimens armés protégeant efficacement le débarquement par

1775. le feu de leur artillerie qui forçait l'ennemi à se tenir derrière ses retranchemens. Ce corps consistait en dix compagnies de grenadiers, autant de chasseurs, et une artillerie proportionnée, le tout sous les ordres du major-général Howe et du brigadier Pigot. Aussitôt débarquées, les troupes se déployèrent, les chasseurs sur la droite, les grenadiers sur la gauche; mais ayant observé la force de la position et la bonne contenance des Américains, le général Howe fit faire halte, et envoya demander du renfort. Les Anglais se formèrent en deux colonnes; leur plan était que l'aile gauche, commandée par le général Pigot, attaquât les rebelles dans Charles-Town, tandis que le centre se porterait contre la redoute, et que l'aile droite, composée de chasseurs, forcerait le passage près de la rivière Mystique; de manière que les Américains, pris en flanc et à dos, ne pussent éviter une défaite totale. Il paraît aussi que le général Gage avait fait le projet de mettre le feu à Charles-Town, aussitôt que l'ennemi en serait délogé, afin que le corps chargé de l'attaque de la redoute, protégé par la flamme et la fumée, fût moins exposé aux coups de l'ennemi. Toutes les dispositions achevées, les Anglais s'ébranlèrent. Les milices qui devaient défendre Charles-

Town, craignant que les assaillans ne pénétrassent entre le bourg et la redoute, et de se voir coupées ainsi du reste de l'armée, se retirèrent. Les Anglais, les remplaçant aussitôt, mirent le feu aux maisons : comme elles étaient de bois, en un instant l'incendie fut général. Ils continuèrent leur marche sur la redoute et la tranchée, faisant halte par momens, pour donner le temps à l'artillerie d'arriver et de tirer avec quelqu'effet avant l'assaut. Les flammes et la fumée qui s'élevaient de Charles-Town ne leur étaient d'aucun avantage, parce que le vent les emportait du côté opposé. La lenteur de leur marche et la grande clarté du jour permettaient aux Américains d'ajuster tous leurs coups ; ils laissèrent cependant approcher l'ennemi avant de commencer leur feu, et ils attendaient l'assaut dans une profonde tranquillité. Il serait difficile de dépeindre l'aspect qui s'offrit alors aux regards : un vaste incendie dont les flammes excitées par un vent violent s'élevaient à une immense hauteur, et s'étendaient à tout instant de plus en plus ; une foule innombrable accourant de toutes parts pour être témoin de cet effrayant spectacle, et voir l'issue de la lutte sanglante qui allait s'engager ; les habitans et les soldats de la garnison qui n'étaient 1775.

1775. point de service, montés sur les clochers, sur les toits et sur les hauteurs; les collines et les campagnes circonvoisines dont on pouvait contempler en sûreté cette scène d'effroi, couvertes d'une multitude de tout sexe, de toute condition, de tout âge : chacun agité par la crainte ou par l'espérance, selon le parti qu'il affectionnait. Les Anglais étant arrivés à portée, les Américains firent pleuvoir sur eux une grêle de balles. Ce feu terrible était si bien nourri, si bien dirigé, que les rangs des assaillans furent bientôt éclaircis et rompus : ils reculèrent en désordre jusqu'au lieu du débarquement. Quelques-uns regagnèrent précipitamment leurs vaisseaux : le champ de bataille était couvert de morts. On voyait les officiers courant çà et là, employant tour-à-tour les promesses, les exhortations, les menaces, pour ranimer leurs soldats et les conduire à un nouvel assaut. Enfin, après les plus pénibles efforts, ils reprirent leurs rangs et marchèrent à l'ennemi. Les Américains les attendirent, comme la première fois, à la portée de fusil, et les accueillirent par un feu non moins vif. Les Anglais, écrasés, se débandèrent de nouveau en fuyant vers la mer. Dans ce moment critique, le général Howe se vit pres-

que seul sur le champ de bataille : tous les officiers qui l'entouraient étaient tués ou blessés. On rapporte que, dans cet instant décisif pour l'issue de la journée, le général Clinton, qui, de la hauteur de Cop's-Hill, examinait tous les mouvemens, à la vue de la destruction de ses troupes, se détermina aussitôt à voler à leur secours. En homme de guerre expérimenté, il rétablit l'ordre par un mouvement habile ; et secondé des officiers qui sentaient parfaitement de quelle importance était le succès pour l'honneur anglais et la suite des évènemens, il ramena les soldats à une troisième attaque. Elle fut dirigée sur trois points à la fois contre la redoute. L'artillerie des vaisseaux empêchait non seulement qu'il ne parvînt du renfort aux Américains par l'isthme de Charles-Town, elle découvrait même et balayait l'intérieur de la tranchée, qui était en même temps battue de front. Les munitions commençaient à manquer aux insurgés, et ils ne pouvaient en espérer de nouvelles. Il fallut que leur feu se rallentît. Cependant les Anglais s'étaient avancés jusqu'au pied de la redoute. Les troupes provinciales, manquant de baïonnettes, se défendaient vaillamment à coups de crosse. Mais la redoute étant déjà pleine d'ennemis, 1775.

1775. le général américain fit battre la retraite.

Pendant que l'on combattait ainsi à la gauche et au centre, les chasseurs avaient attaqué avec impétuosité les palissades que les insurgés avaient construites à la hâte sur le bord de la rivière Mystique. De part et d'autre on déploya la même valeur, le même acharnement. Malgré tous les efforts des troupes royales, les milices tenaient ferme dans cette position ; elles ne pensèrent à se retirer, que lorsqu'elles virent que la redoute et la partie supérieure de la tranchée étaient au pouvoir de l'ennemi. Leur retraite se fit avec un ordre que l'on n'aurait point attendu de soldats de nouvelle levée. Cette résistance opiniâtre de l'aile gauche de l'armée américaine fut, au total, le salut des autres divisions : car si elle eût plié quelques instans plutôt, les chasseurs anglais auraient pris à dos le centre et l'aile droite qui se seraient trouvés dans une situation désespérée. Mais les Américains n'étaient pas encore parvenus au terme de leurs efforts et de leurs périls. La seule voie de retraite qui leur restait, était l'isthme de Charles-Town, et les Anglais y avaient placé un vaisseau de guerre et deux batteries flottantes, dont les boulets le traversaient d'un bord à l'autre. Cependant les insurgés réussirent à

déboucher de la presqu'île sans une perte 1775.
considérable. Ce fut dans cette retraite que le docteur Warren reçut la mort. Voyant le corps qu'il commandait, pressé vivement par l'ennemi, méprisant tout danger, il sortit des rangs et s'arrêta seul, pour rallier ses troupes et les encourager par son propre exemple. Il leur criait de se souvenir de la devise écrite sur leurs drapeaux. Ils portaient, d'un côté, ces paroles : *J'en appelle au ciel;* et, de l'autre : *Qui transtulit, sustinet.* Ce qui signifiait que la Providence, qui, à travers tant de périls, avait conduit leurs ancêtres dans un lieu de refuge, daignerait aussi soutenir leurs descendans. Un officier anglais aperçut le docteur Warren, et le reconnut : il se fit donner un fusil par un des siens, et le frappa d'une balle dans la tête ou dans la poitrine; il tomba mort sur la place. Les Américains craignaient que les Anglais, profitant de leur victoire, ne sortissent de la presqu'île et n'attaquassent le quartier-général qui était à Cambridge. Mais ils se contentèrent de prendre possession de Bunker's-Hill, où ils se retranchèrent afin de garder l'entrée de l'isthme contre quelque nouvelle tentative de la part des insurgés. Ceux-ci, dans la même appréhension, fortifièrent Prospect-Hill, qui est

1775. situé au col de l'isthme du côté de Terre-Ferme. Mais ni les uns ni les autres n'osèrent hasarder aucun nouveau mouvement : les premiers, découragés par la perte de tant d'hommes, et les seconds par celle du champ de bataille et de la presqu'île. Les insurgés eurent à regretter cinq pièces de canons, avec un grand nombre d'outils de siége et d'effets de campement.

Le général Howe fut vivement blâmé d'avoir voulu attaquer les Américains, en se portant de front contre les retranchemens de Breed's-Hill, et contre la tranchée qui descendait vers la mer du côté de la rivière Mystique. On prétendait que s'il avait fait débarquer un gros détachement sur l'isthme de Charles-Town, opération que lui aurait rendu facile l'assistance des vaisseaux de guerre et des batteries flottantes, il aurait obligé les Américains à évacuer la presqu'île, sans qu'il fût besoin d'en venir à une action sanglante. Ils auraient été, effectivement, privés de toute communication avec leur camp situé hors de la presqu'île, et ils ne pouvaient non plus espérer de retraite par la mer qui était dominée par les Anglais. On obtenait donc ainsi le but désiré, sans sacrifice d'hommes. Tel était même, assure-t-on, le plan du général Clinton, qui n'avait

pu le faire adopter, tant était grande la confiance que l'on avait dans la bravoure et la discipline des soldats anglais, et dans la lâcheté des Américains. La première de ces opinions n'était pas, à la vérité, sans fondement ; mais la seconde était absolument chimérique, et elle décélait plus d'aveuglement d'esprit chez les Anglais, que de notions justes sur l'état des choses. Cette funeste erreur produisit un redoublement de hardiesse parmi les Américains, l'affaiblissement et le découragement parmi les soldats anglais, et peut-être enfin influa-t-elle sur l'issue de cette grande contestation. 1775.

La possession de la presqu'île de Charles-Town fut beaucoup moins utile que préjudiciable aux troupes du roi. Elles n'étaient point assez nombreuses pour suffire à garder tous les postes de la ville de Boston et de la presqu'île. Les fatigues des soldats se multiplièrent d'une manière excessive. Jointes à la chaleur, qui était alors très-forte, elles engendrèrent de nombreuses et graves maladies, qui paralysaient les mouvemens de l'armée et l'affaiblissaient de jour en jour. La plupart des blessures devenaient mortelles, par l'influence du climat et le manque de vivres. Si donc l'on en excepte l'honneur d'avoir con-

1775. quis le champ de bataille, les vainqueurs ne recueillirent aucun fruit réel de cette action : elle n'en eut même que d'amers, si l'on considère ses effets sur l'opinion des peuples, sur celle même des Anglais et la force de leur armée. Dans le camp américain, au contraire, les vivres de toute espèce étaient en abondance, et les troupes étant accoutumées au climat, les blessés arrivaient presque tous à une entière guérison. Les esprits y étaient animés d'une nouvelle ardeur de vengeance, et le sang répandu en demandait d'autre. Ces dispositions étaient fortifiées encore par l'incendie de Charles-Town, qui, d'un endroit florissant par le commerce, avait fait un amas de cendres et de ruines. Les Américains ne pouvaient y jeter leurs regards sans une sombre fureur, et sans abhorrer les soldats européens.

Eloge du général Warren.

Mais aucune perte ne leur fut plus sensible que celle du général Warren. C'était un de ces hommes qui sont plus attachés à la liberté qu'à la vie; mais il n'avait pas plus d'amour pour elle, que de haine pour l'ambition et l'avarice. A un jugement droit, à un esprit cultivé, il joignait une éloquence brillante. Dans toutes les affaires privées, on recherchait son avis, et sa voix était une décision

dans les affaires publiques. Amis et ennemis 1775.
également, connaissant sa loyauté et sa droiture en toutes choses, avaient en lui une confiance illimitée. Opposé aux méchans sans haine, propice aux bons sans adulation, affable, humain envers chacun, il fut aimé de tous et respecté par l'envie même. Quoique d'une taille médiocre, il était d'un extérieur fort agréable. Il pleurait, à cette époque, la perte récente d'une femme dont il était tendrement aimé, et qu'il chérissait non moins sincèrement. En mourant si glorieusement pour sa patrie dans ce jour mémorable, il laissa plusieurs orphelins dans l'enfance : la patrie reconnaissante prit soin de leur éducation. Ainsi fut perdu pour l'État et pour sa famille, un homme qui, dans la force de l'âge, pouvait être aussi utile sur le champ de bataille qu'au conseil. Quant à nous, fidèles au but de l'histoire, dispensatrice de la louange aux bons et du blâme aux méchans, nous n'avons pas voulu que ce vertueux et vaillant Américain fût privé dans la postérité du souvenir dû à ses qualités éminentes.

L'expédition des Anglais contre la presqu'île de Charles-Town, fit penser aux Américains qu'ils tenteraient peut-être d'attaquer également Roxbury, pour s'ouvrir les che-

1775. mins du plat-pays. En conséquence, ils s'y fortifièrent avec un redoublement de soins, ajoutant de nouveaux redans à leurs lignes, et les garnissant de la nombreuse artillerie qui venait de leur être amenée. La garnison de Boston, qui abondait en munitions de guerre, entretenait un feu continuel de son artillerie, et particulièrement de ses mortiers, pour empêcher les ouvrages des Américains. Ceux-ci eurent un certain nombre de morts et de blessés, et plusieurs maisons furent brûlées à Roxbury. Les travaux furent poussés néanmoins avec une merveilleuse constance, et les fortifications conduites au degré de perfection nécessaire pour être en état de résister aux attaques de l'ennemi.

Les habitans de Boston ayant vu leurs compatriotes chassés non seulement de Breed's-Hill, mais même de toute la presqu'île, et craignant les horreurs d'un siége que tout présageait devoir être long et rigoureux, éprouvèrent de nouveau un vif désir de sortir de la ville, et de chercher un refuge dans l'intérieur de la province. Une députation se rendit, en conséquence, chez le général Gage, pour le prier de délivrer des sorties à ceux qui en sollicitaient, en protestant que, selon l'accord fait précédemment, tous les

citoyens avaient déposé leurs armes à l'hôtel- 1775.
de-ville. Mais le général, voulant motiver ses refus, rendit une ploclamation deux jours après l'affaire de Breed's-Hill, pour déclarer qu'il était venu à sa connaissance, par plusieurs voies certaines, que de grandes quantités d'armes étaient cachées dans l'intérieur des maisons, et que les habitans méditaient de sinistres projets. C'était, du moins, ce que lui rapportaient les loyalistes qui, effrayés de la bravoure et de l'animosité que venaient de faire éclater les insurgés dans le combat, redoutaient une catastrophe, et ne voulaient point se dessaisir de leurs ôtages. Mais la vérité est que la plupart avaient livré leurs armes, quoique quelques-uns eussent caché les meilleures et les plus chères. D'ailleurs, le général anglais, qui ne voulait tenir parole à personne, ne voulait point qu'on lui en manquât. Il refusa donc, pendant long-temps, toutes les permissions de sortir. Mais, finalement, la disette croissant de plus en plus, et toute espérance de faire lever le blocus devenant illusoire, le gouverneur se vit réduit à accorder des passe-ports pour se débarrasser des bouches inutiles. Il s'obstina toutefois à ne point vouloir que les habitans qui s'éloignaient emportassent leurs

1775. meubles et leurs effets. Ainsi, quand la nécessité le forçait à consentir à ce qu'il ne pouvait empêcher, il y ajoutait une condition rigoureuse, d'autant plus inexcusable, qu'elle était entièrement inutile, et ne pouvait même avoir que de fâcheux résultats. C'est de cette manière que les hommes qui renoncent à toute modération d'esprit, pour se livrer à la violence des passions qui les aigrissent, prennent souvent des résolutions qui, loin de les approcher du but qu'ils se proposent, les en écartent toujours de plus en plus.

La disette de vivres à laquelle se trouvait réduite la garnison de Boston, faisait qu'elle essayait de s'en procurer en tombant à l'improviste sur les différentes îles des environs. Il en résultait de fréquentes rencontres entre l'un et l'autre parti. Les Américains s'y aguerrissaient de plus en plus, et les Anglais n'en devenaient que plus surpris et plus irrités de leur voir tant d'audace. Les premiers, connaissant mieux les lieux et sachant profiter des occasions, avaient ordinairement tout l'avantage dans ces escarmouches : tantôt ils enlevaient le bétail qui restait; tantôt ils brûlaient le fourrage, ou les maisons qui pouvaient servir de repaire à l'ennemi. En vain

les Anglais se montraient par-tout avec leur 1775.
nombreuse marine ; les insurgés se glissaient tantôt dans une île, tantôt dans une autre, et y faisaient main-basse sur les troupes royales qui pouvaient s'y trouver. Il s'engageait aussi de fréquentes actions sur les côtes, les uns y venant pour butiner, et les autres y accourant pour les repousser. Cette petite guerre de partisans ne pouvait faire incliner la balance plus d'un côté que de l'autre ; elle servit seulement à aigrir les esprits, et à faire dégénérer la mésintelligence qui régnait entre les deux partis, en haine irréconciliable.

Nouveau Congrès à Philadelphie

Tandis que ces évènemens se passaient aux environs et en-dedans de Boston, le nouveau congrès s'était assemblé à Philadelphie au mois de mai. Si le premier avait commencé un ouvrage difficile, celui-ci avait à le continuer, et les difficultés s'étaient encore accrues depuis cette époque. L'un avait dû craindre la guerre ; l'autre la trouvait allumée, et se voyait chargé du soin de la pousser avec vigueur. Alors, comme dans les commencemens de toute chose, les esprits étaient échauffés, et tendaient, par une certaine pente naturelle, vers le but ; actuellement, quoiqu'ils fussent encore très-ardens pour les mêmes opinions, il était à craindre

1775. qu'ils ne se refroidissent, par suite de ces vicissitudes si communes dans les mouvemens populaires, toujours plus faciles à exciter qu'à entretenir. Un grand nombre de loyalistes, croyant qu'on n'en serait point venu aux dernières extrémités, et que si les pétitions envoyées en Angleterre ne ramenaient pas le gouvernement à une condescendance parfaite envers les Américains, ceux-ci, du moins, se calmeraient avec le temps, s'étaient jusqu'ici tenus en repos. Mais il était à appréhender que, maintenant, voyant tout espoir de conciliation évanoui, et la guerre, non plus probable, mais engagée contre ce roi auquel ils voulaient rester fidèles, ils n'éclatassent aussi, et ne se joignissent aux forces royales contre les auteurs de la révolution. L'on pouvait même craindre que plusieurs des partisans de la liberté, qui avaient mis une grande espérance dans les pétitions, ne se désistassent tout-à-tout à la vue de pertes imminentes et de dangers inévitables. Tout annonçait que la lutte serait longue et sanglante. Il était peu présumable qu'une population jusqu'alors pacifique, et adonnée aux arts de l'agriculture et du commerce, pût tout-à-coup apprendre celui de la guerre, et s'y livrer avec constance et sans réserve. Il était bien

plus naturel d'imaginer que, dès que la pre- 1775.
mière ardeur se serait amortie, l'image d'une vie primitive plus douce revenant à l'esprit de ces nouveaux guerriers, ils abandonneraient leurs drapeaux pour aller implorer la clémence du vainqueur. Ce n'était donc pas une entreprise peu difficile pour le congrès, que de faire des règlemens et prendre des mesures capables d'entretenir le zèle des peuples, et de donner à ses lois l'influence qu'exerçait d'abord l'opinion publique. Que d'obstacles n'avait-il point à surmonter pour soumettre une multitude rassemblée à la hâte et en tumulte, à cette rigoureuse discipline sans laquelle il n'était point permis d'espérer de succès! Avec quel soin ne fallait-il pas veiller à prévenir désormais, dans la conduite de cette guerre, le renouvellement des jalousies qui régnaient entre les diverses colonies, afin d'écarter tout motif ou prétexte à ce que plusieurs parmi elles entrassent en accommodement, et désertassent la cause commune. L'argent nécessaire aux frais de la guerre manquait presque totalement, et l'on ne pouvait compter de suppléer par la suite à ce nerf principal des opérations. Il était à croire, au contraire, que cette pénurie de finances ne pourrait qu'augmenter désormais;

1775. c'était un résultat inévitable de l'interruption, ou plutôt de la cessation totale du commerce, produite par les actes du parlement britannique. Le manque d'armes et de munitions de guerre était non moins affligeant : le peu que l'on en possédait, était loin de suffire à tous les besoins. Il fallait enfin arrêter ses regards sur un point sujet à plus d'un doute : les gouvernans actuels de l'Amérique nourrissaient-ils sincèrement l'espoir de résister seuls aux forces de l'Angleterre, et d'atteindre le but d'une si hasardeuse entreprise ?

On devait penser qu'ils mettaient une grande confiance dans les secours étrangers : or, ils ne pouvaient en attendre que des rois de l'Europe ; et ces souverains, s'ils voyaient avec satisfaction les effets des troubles de l'Amérique, devaient, du moins, en haïr les causes, et proscrire les principes pour lesquels les colonies combattaient. Il n'était pas moins évident que ces puissances ne se déclareraient en faveur des Américains, et ne leur prêteraient assistance, que lorsqu'ils auraient eux-mêmes fait voir ce que pouvaient leurs armes, par une action brillante et décisive pour le succès de la guerre qu'ils soutenaient. Les insurgés sentaient parfaitement eux-mêmes que c'était vainement, d'abord,

qu'ils chercheraient à entraîner les états eu- 1775.
ropéens dans leur querelle ; que les premiers coups devaient être portés par eux seuls, et que s'ils étaient malheureux, il fallait renoncer à tout espoir de secours étrangers. La réussite de l'entreprise était donc précisément d'autant moins probable, qu'elle était plus nécessaire, puisque l'on manquait même des moyens de pourvoir à tous les préparatifs de guerre dans un aussi court espace de temps. Tant d'obstacles démontraient le peu de fond que l'on pouvait faire sur l'appui des nations étrangères. Cette considération était p[illegible] à abattre l'exaltation des chefs de l'insurrection, et à introduire une certaine vacillation dans toutes leurs mesures.

Il était, enfin, un objet d'un intérêt capital qui devait attirer l'attention du congrès : c'était de savoir quelle serait la conduite que tiendraient les nations indiennes dans la guerre actuelle. Leur neutralité ou leur adhésion à tel ou tel parti, était d'une importance essentielle pour la décision de la lutte que les insurgés avaient à soutenir. Ils avaient lieu de craindre l'influence des Anglais sur ces nations : elles ne sont sensibles qu'aux présens et à l'espoir du butin, et les Anglais avaient, dans l'emploi de ces moyens, de

1775. grands avantages sur leurs adversaires. Les Indiens pouvaient se flatter bien plus sûrement du pillage en combattant pour l'Angleterre, dont les armes, à cette époque, paraissaient devoir remporter une victoire certaine : d'ailleurs, c'était le territoire américain qui devait être le théâtre de la guerre. Le Canada offrait, de plus, aux Anglais, une voie de communication avec les peuplades indiennes, dont la plupart habitent le bord des lacs situés derrière les colonies, et en avant de cette province anglaise. Il importait, en outre, extrêmement à ceux qui conduisaient les affaires en Amérique, de se mettre à l'abri de tout reproche envers les peuples de la Grande-Bretagne, et envers leurs compatriotes mêmes, qui, mal disposés, tièdes ou chancelans, n'avaient vu éclater les hostilités qu'avec une sorte d'effroi. Or, s'il était peu difficile d'entreprendre de justifier les affaires de Lexington et de Breed's-Hill, dans laquelle les colons avaient combattu pour leur propre défense contre un ennemi qui les assaillait, avait-on les mêmes motifs à alléguer en faveur des expéditions dirigées sur les frontières du Canada, contre les forteresses de Tyconderago et de Crown-Point, où les insurgés avaient été les agres-

seurs ? Ce n'est point que ces hostilités ne pussent trouver d'excuse auprès des hommes versés dans la politique : car, la guerre une fois allumée, il était naturel que les Américains s'efforçassent de faire le plus de mal possible à leur ennemi, et de se prémunir contre ses attaques. Mais la masse des peuples ne pouvait voir les choses du même œil. Et, cependant, il était du plus haut intérêt pour les chefs de l'insurrection, de démontrer jusqu'à l'évidence la justice de la cause qu'ils défendaient. Toute leur force, en effet, consistait dans l'opinion, et les armes mêmes en dépendaient. Ils ne pouvaient s'assimiler à ces gouvernemens affermis par l'écoulement des siècles, et dans lesquels, par la vigueur des lois établies, que la guerre soit juste ou non, les troupes réglées courent au combat, les peuples paient les impôts ; et les armes, les munitions, les vivres, tout, en un mot, se trouve prêt au premier signal. 1775.

Mais le plus grand obstacle qu'eût à surmonter le congrès, était la jalousie des assemblées provinciales. Toutes les provinces étant entrées dans la ligue, et prenant part à la guerre, chacune devait concourir aux conseils généraux qui dirigeaient l'administration, et tous les mouvemens du corps poli-

1775. tique devaient tendre vers un seul but. Telle avait été l'origine du congrès américain. Mais ce corps ne pouvait prendre le gouvernement de toutes les parties de la ligue, sans s'arroger une portion de l'autorité qui appartenait aux assemblées provinciales : comme, par exemple, de faire les levées, d'organiser l'armée, de nommer les généraux qui devaient la commander au nom de l'Amérique ; enfin, d'imposer des taxes et de créer un papier monnaie. Il était à craindre que, si l'on conservait trop d'autorité aux assemblées provinciales, elles n'administrassent les affaires de l'Union dans des vues privées, ce qui serait une source des plus graves inconvéniens. D'un autre côté, on soupçonnait que ces assemblées montreraient une grande répugnance à revêtir le congrès de l'autorité nécessaire, en se dépouillant d'une partie de la leur; qu'en conséquence, ou elles s'opposeraient à ses délibérations, ou n'apporteraient pas à leur exécution cette promptitude si désirable pour assurer le succès des opérations militaires. Ce précis des circonstances dans lesquelles se trouvait le congrès, fait voir combien sa situation était difficile : d'autres hommes doués de moins de force d'esprit et de prudence, en eussent été épouvantés. Mais

ceux-ci dans la nouveauté et l'ardeur de leurs opinions, ou ne voyaient pas, ou méprisaient leurs propres dangers et les chances de la fortune publique. Il est certain que peu d'entreprises furent commencées avec plus d'audace, car peu offrirent plus d'incertitude et de péril. Mais le dé en était jeté, et la nécessité seule dans laquelle ils étaient ou se croyaient être, ne leur permettait plus de faire un pas en arrière. Pour hâter le cours des évènemens, et ne voulant pas attendre que les temps leur fissent la loi, ils résolurent de recourir, dès l'instant même, aux moyens les plus prompts et les plus efficaces. 1775.

Résolutions du congrès.

Les premières pensées du congrès devaient se tourner vers l'armée qui bloquait Boston, afin de ne la laisser manquer ni d'armes, ni de munitions, ni de renforts; ni de généraux habiles et courageux. Quant à ceux qui étaient alors employés, il était à remarquer qu'ayant reçu leur mission des assemblées coloniales, ils ne pouvaient prétendre à commander l'armée au nom de toute l'Union. S'ils avaient tous consenti à servir sous les ordres du général Putnam, c'était à cause de son ancienneté; et le pouvoir dont il jouissait, était plutôt une espèce de dictature temporaire, conférée par la volonté libre de l'armée, qu'un

1775. emploi délégué par le gouvernement général. Le nouvel état de choses demandait un nouveau régime militaire, et les troupes confédérées devaient nécessairement avoir un chef nommé par le gouvernement qui représentait toute la confédération. L'élection d'un généralissime était un acte de haute importance; de lui seul pouvait dépendre le bon ou le mauvais succès des opérations. Parmi les hommes de guerre qui se trouvaient alors en Amérique, et qui s'étaient montrés non seulement bien disposés, mais même ardens pour la cause de la liberté, ceux qui jouissaient de la plus grande estime étaient Gates et Lee : le premier pour son expérience, le second, parce qu'à beaucoup d'expérience aussi, il joignait un génie très-actif. Mais l'un et l'autre étaient nés en Angleterre; et quelles que fussent leurs opinions et la chaleur avec laquelle ils avaient épousé la cause de l'Amérique, quelle que fût même la confiance que le congrès avait placée en eux, il eût regardé comme une témérité de se commettre à la bonne foi de deux Anglais, dans une circonstance d'où dépendait le salut de tous. Dans le cas de revers, il n'eût pas été possible de persuader à la multitude qu'ils ne fussent pas coupables de trahison, ou, du moins, de

négligence dans l'accomplissement de leurs devoirs ; soupçons qui auraient agi de la manière la plus funeste sur une armée dont la base reposait sur l'opinion. En outre, Lee était un homme d'un caractère emporté ; peut-être haïssait-il plus la tyrannie qu'il n'aimait la liberté. Ces esprits ombrageux et méfians craignaient qu'un tel homme, après les avoir soustraits au joug de l'Angleterre, ne voulût leur imposer le sien même. De plus, la suprême direction de la guerre une fois remise entre les mains d'un individu né anglais, il ne lui restait plus d'autre choix que de livrer les colonies, par une horrible trahison, à la puissance absolue de l'Angleterre, ou de les conduire à une indépendance totale. Or, si les chefs de l'insurrection abhorraient l'idée de la servitude, ils ne voulaient point, néanmoins, rompre ouvertement tous les anciens nœuds. Ce fut cette même considération qui détourna le congrès de nommer un des généraux des provinces de la Nouvelle-Angleterre, tels que Putnam ou Ward, qui commandaient alors l'armée de siége, et qui avaient récemment montré autant d'habileté que de valeur dans les diverses actions qui avaient eu lieu sous les murs de Boston. L'un et l'autre s'étaient trop hautement prononcés 1775.

1775. en faveur de l'indépendance : le congrès la désirait, sans doute, mais il ne voulait la déclarer qu'en temps opportun. On ne doit pas négliger d'observer que les colons du Massachusset étaient accusés de faire voir toujours en eux, plutôt des hommes de leur province que des Américains. Les colonies du milieu et du midi laissaient percer leurs soupçons : elles auraient vu de mauvais œil la cause de l'Amérique remise aux mains d'un individu qui pût se laisser mouvoir par certaines préventions locales, dans un temps où tous les vœux, tous les intérêts devaient être communs. On fit une autre réflexion non moins juste : c'est que l'office de généralissime ne devait être conféré qu'à un personnage, qui, par la valeur de ses biens, présentât une garantie suffisante de sa fidélité, tant à se diriger d'après les instructions du congrès, qu'à s'abstenir de toute violation des propriétés particulières. On savait trop bien que des chefs militaires, lorsqu'ils ne sont point adoucis et retenus par les principes d'une éducation libérale, ne se font aucun scrupule d'assouvir leurs passions avides, et que, non contens de piller le bien de l'ennemi, ils ne respectent pas même celui de leurs alliés ou de leurs propres concitoyens :

désordre qui a toujours été le fléau, et souvent la ruine des armées. 1775.

Georges Washington élu généralissime des armées américaines.

En conséquence, après avoir mûrement pesé ces diverses considérations, le congrès procéda, le 15 juin, à l'élection d'un généralissime, par la voie du scrutin : tous les suffrages se trouvèrent réunis en faveur de Georges Washington, un des représentans de la province de Virginie (1). Les députés du Massachusset auraient voulu voter pour un des leurs ; mais voyant que leurs voix seraient perdues, ils se réunirent aux autres, et leur assurèrent la majorité. Washington était présent ; il se leva, et dit qu'il rendait d'immortelles actions de grâces au congrès, pour l'honneur qu'il daignait lui faire ; mais qu'il craignait de n'avoir point les forces suffisantes pour porter dignement un si grand fardeau ; que cependant il ne voulait pas se laisser effrayer par la tâche que lui imposait le service de la patrie, puisque, contre son attente et sans égard pour l'infériorité de son mérite, elle avait mis une si grande confiance en lui ; qu'il priait seulement ses collègues, dans le cas où il surviendrait un évènement malheureux et préjudiciable à sa réputation, de vouloir bien se rappeler qu'il leur avait sincèrement avoué en ce jour, qu'il se croyait inca-

1775. pable de soutenir le haut rang dont il leur plaisait de l'honorer. Il assura le congrès que, comme ce n'était l'espoir d'aucune récompense qui l'avait déterminé à renoncer à sa tranquillité domestique et à son bonheur pour entrer dans cette pénible carrière, il ne voulait point en retirer de bénéfice; qu'en conséquence, il n'accepterait aucune espèce de traitement. Le colonel Washington (tel était son grade avant son élection) avait acquis la réputation d'un officier aussi prudent que brave, dans les dernières guerres contre les Indiens et contre les Français; mais à la paix de 1763, il s'était retiré dans ses foyers, et n'avait plus demandé de service. Il n'est donc pas extraordinaire que nombre de personnes l'aient cru inhabile à soutenir le fardeau d'une guerre si terrible. Cependant la plus grande partie de la nation étant remplie de confiance dans ses talens et son courage, le congrès n'hésita pas à le revêtir de cette haute dignité. Il était non seulement né en Amérique, mais il y avait reçu aussi son éducation et y avait fait un séjour continuel. Il était modeste, réservé, et naturellement ennemi de toute ambition : qualité recommandable plus qu'aucune autre, aux yeux de ces peuples inquiets et méfians. Il jouissait d'une fortune considé-

rable, et de l'estime générale due à son inté- 1775.
grité et à ses mœurs. On considérait sur-tout en lui sa prudence et un caractère énergique et ferme. Il passait pour ne point pencher vers l'indépendance, mais seulement pour un arrangement honorable avec l'Angleterre. Cette façon de penser s'accordait parfaitement avec les vues des principaux représentans, qui ne refusaient pas de travailler à l'indépendance, mais qui ne jugeaient pas à propos de se découvrir encore. Ils espéraient conduire les affaires, de manière qu'un jour cette grande mesure deviendrait une nécessité, et que Washington lui-même, lorsqu'il se verrait avancé dans la carrière, se laisserait facilement induire par l'honneur du rang, la force des choses ou la voix de la gloire, à poursuivre d'un pas assuré, quand bien même, au lieu de la révocation des lois anglaises, l'indépendance totale devrait être le but de ses efforts. Ainsi, dans la personne de ce général, qui était alors dans sa quarante quatrième année, et déjà loin des illusions de la jeunesse, se trouvaient réunies toutes les qualités que désiraient ceux qui avaient la direction des affaires. Il n'est donc point surprenant que son élection ne déplut à personne, et fut, au contraire, ex-

1775. trêmement agréable au plus grand nombre.

Ayant donné un chef à l'Union, le congrès, pour montrer combien il se promettait de sa loyauté et de ses vertus, jura que chacun de ses membres l'aiderait au péril, de sa vie et de ses biens, à défendre et à maintenir la liberté américaine. Voulant ensuite placer à la tête de l'armée d'autres officiers expérimentés qui pussent seconder Washington, il nomma Arthème Ward, premier major-général; Charles Lee fut le second, et Philippe Schuyler le troisième; Horatio Gates fut nommé adjudant-général. Quelques jours après, furent créés les huit brigadiers-généraux suivans: Seth Pomeroy, William Heath et Jean Thomas du Massachusset, Richard Montgommery de New-York, David Wooster et Joseph Spencer du Connecticut, Jean Sullivan du New-Hampshire, et Nathaniel Greene du Rhode-Island. Si quelque chose démontra l'excellent esprit du congrès, ce fut, sans doute, le choix des premiers généraux: tous se conduisirent, dans le cours de cette guerre, comme de braves soldats et de zélés défenseurs de la liberté de l'Amérique.

Washington se rendit au camp de Boston pour y être installé dans son grade de généralissime: il était accompagné du général

Lee. Il fut reçu par-tout où il passa avec les 1775.
plus grands honneurs ; les habitans les plus distingués se formèrent en compagnie pour lui servir d'escorte. Les congrès particuliers du Massachusset et du New-York, allèrent le complimenter et lui témoigner la joie que leur avait causée son élection. Il leur répondit avec aménité et modestie, qu'il les priait d'être assurés que toutes ses pensées, tous ses efforts, ainsi que ceux de ses compagnons, seraient dirigés vers le rétablissement d'une honorable intelligence entre les colonies et la mère-patrie ; que réduits à exercer de fatales hostilités, en prenant le caractère de guerriers, ils ne s'étaient point dépouillés de celui de citoyens, et que rien ne leur procurerait une satisfaction plus vive, que de voir arriver le moment où, la liberté américaine étant raffermie, il leur serait permis de rentrer dans leur condition privée, au sein d'une patrie libre, paisible et heureuse.

Le généralissime ayant fait la revue de l'armée, trouva, abstraction faite d'une multitude presqu'inutile, qu'il n'y avait sous les drapeaux que quatorze mille cinq cents hommes en état de combattre, et ils avaient à défendre une ligne de plus de quatre lieues. Les nouveaux généraux arrivèrent au camp, au moment où

1775. leur présence y était le plus nécessaire. La discipline, tombée, pour ainsi dire, en désuétude, avait le plus grand besoin d'être rétablie. Les officiers n'avaient aucun zèle ; les soldats observaient à peine les règlemens, et négligeaient tout soin de propreté. Comme étant, pour la plupart, tirés de la Nouvelle-Angleterre, ils se montraient indociles et ennemis de toute sujétion. Ce ne fut qu'avec de pénibles efforts que les généraux du congrès remédièrent à ces désordres. Le général Gates, qui avait une profonde connaissance de tous les détails de l'organisation militaire, y contribua plus qu'aucun autre. Peu-à-peu les soldats s'accoutumèrent à l'obéissance, les règlemens furent observés, chacun connut son devoir. Enfin, au lieu d'un ramas de milices tumultueuses, le camp offrit le spectacle d'une armée régulière et disciplinée. Elle fut divisée en trois corps : la droite, aux ordres de Ward, occupait Roxbury ; la gauche, commandée par Lee, défendait Prospect-Hill ; et le centre, qui comprenait un corps d'élite destiné à servir de réserve, était placé à Cambridge, où Washington lui-même avait établi son quartier-général. La circonvallation fut fortifiée d'un si grand nombre de redoutes et garnie d'une artillerie si formidable,

qu'il était devenu absolument impossible aux 1775.
assiégés d'attaquer Cambridge, et de se répandre dans le plat pays. Il était probable, d'ailleurs, qu'ils avaient perdu beaucoup de monde, tant sur le champ de bataille, que par suite des blessures et des maladies.

Mais l'armée américaine se voyait à la veille de manquer d'un objet essentiel : l'inventaire des dépôts de poudre de Roxbury, Cambridge, et autres lieux des environs, n'en présenta que quatre-vingt-dix barils. On savait même qu'il n'en existait que trente-six dans les magasins du Massachusset. En joignant à cette quantité tout ce que pouvaient en fournir le New-Hampshire, le Rhode-Island et le Connecticut, à peine aurait-on rassemblé dix mille livres de poudre; ce qui ne donnait pas plus de neuf coups par homme. L'armée resta dans cette pénurie et ce danger pendant plus de quinze jours : si les Anglais avaient attaqué dans ce temps, ils auraient aisément forcé les lignes et fait lever le siége. Enfin, par les soins du comité New-Jersey, il arriva au camp quelques tonneaux de poudre qui subvinrent pour le moment aux besoins de l'armée, et qui éloignèrent le péril dont elle était menacée.

Il restait encore une partie importante à

1775. organiser dans l'armée américaine : on n'y voyait point de corps spéciaux de chasseurs. Cette arme était cependant d'une extrême nécessité pour les coups de main, pour maintenir la discipline dans le camp, et pour protéger l'arrivée des recrues, des munitions et des vivres. Il fallait même considérer que si la guerre, comme il était probable, après l'arrivée des renforts d'Angleterre, s'établissait en rase campagne, des troupes légères devenaient absolument indispensables dans un pays, tel que l'Amérique, coupé sans cesse par des fossés et des rivières, et hérissé de forêts, de buissons, de montagnes et de défilés presqu'impraticables. En conséquence, le congrès décréta qu'il serait levé dans la Pensylvanie et la Virginie, un nombre suffisant de chasseurs qui, aussitôt que les compagnies seraient formées, seraient mis en marche sur le camp de Boston, où ils feraient le service de l'infanterie légère. A la nouvelle de la bataille de Breed's-Hill, le congrès ordonna de lever deux compagnies de plus en Pensylvanie, et de les réunir toutes en un seul bataillon, commandé par des officiers qui seraient à la nomination de l'assemblée ou du congrès provincial. Ces compagnies de chasseurs arrivèrent au camp au commen-

cement d'août; elles formaient un corps d'en- 1775.
viron quatorze cents hommes, vêtus à la légère, et armés, pour la plupart, de carabines rayées qui avaient une portée extraordinaire.

Tandis que l'armée américaine, qui assiégeait Boston, se renforçait ainsi journellement, et se munissait de tous les objets nécessaires, le congrès s'occupait, avec une extrême activité, à prendre toutes les mesures qu'il croyait propres à tenir sur pied les troupes déjà rassemblées, à les augmenter même, et à les équiper plus complètement en cas de besoin. Il rendit donc un décret portant, que toutes les colonies eussent à se mettre en état de défense, et à se pourvoir du plus grand nombre possible d'hommes, d'armes et de munitions : il était, en outre, ordonné de faire les plus exactes recherches pour trouver du salpêtre et du souffre. On commença donc des fouilles dans les caves et les étables, pour se procurer ces matières d'une si grande utilité dans les guerres modernes. De toutes parts on voyait s'élever des fabriques de poudre, et des fonderies de canons : plus de travaux qui n'eussent pour objet les préparatifs de guerre. Les assemblées et les conventions provinciales secondaient merveilleusement les opérations

1775. du congrès, et les peuples obéissaient avec un incroyable empressement aux ordres de ces diverses autorités.

Le congrès s'étant aperçu que le zèle pour la liberté de l'Amérique prévalait enfin sur les rivalités particulières, et sur la jalousie du pouvoir, dans les assemblées provinciales, sentit redoubler son courage, et s'occupa de l'exécution d'une ordonnance générale, qui servît de règle à toutes les levées qui se faisaient dans chaque province. Il n'ignorait pas combien l'uniformité est avantageuse dans tout ce qui tient à la guerre, pour diriger tous les esprits vers le même but, et prévenir les dissentions. Il fit donc une proclamation par laquelle il recommandait (et ses recommandations, à cette époque, étaient reçues et exécutées comme des lois), que tous les hommes aptes à porter les armes dans chaque colonie, depuis seize ans jusqu'à cinquante, se formassent en compagnies régulières ; qu'ils se fournissent d'armes et s'exerçassent à les manier ; que les compagnies s'organisassent en bataillons sur le pied de défense habituelle ; enfin, que le quart des milices de chaque province fût choisi pour faire le service des *minute-men*, toujours prêts à marcher où leur présence serait né-

cessaire. Ceux à qui leurs opinions religieuses ne permettaient pas de porter les armes, étaient invités à venir, du moins, au secours de la patrie, par tous les autres moyens qui seraient en leur pouvoir. La solde militaire fut réglée sur le pied de 20 dollars par mois aux capitaines, 13 aux lieutenans et aux porte-enseignes, 8 aux sergens et aux caporaux, 6 aux simples soldats. Le congrès recommanda encore que, dans chaque colonie, on formât un comité de sûreté générale, pour surveiller et diriger tout ce qui pouvait intéresser le salut public, pendant les vacances des assemblées ou conventions; enfin, que l'on fît les dispositions qui seraient jugées convenables, pour armer des vaisseaux, ou pourvoir de toute autre manière à la protection des côtes et de la navigation, contre toute insulte de la marine ennemie. 1775.

Les intentions du congrès furent remplies dans toutes les parties de l'Union avec une extrême promptitude; mais nulle part avec plus d'ardeur que dans la Pensylvanie, et particulièrement dans la ville de Philadelphie. La milice de cette ville fut divisée en trois bataillons de quinze cents hommes chacun, avec une compagnie de cent-cinquante canonniers et six bouches à feu. Elle compre-

1775. nait, en outre, un escadron de chevau-légers, et quelques compagnies d'infanterie légère, chasseurs et pionniers. Ce corps s'assemblait souvent, et manœuvrait en présence du congrès et des habitans qui accouraient de toutes parts. L'habileté et la précision des mouvemens causait une surprise et une joie générales. On ne comptait pas moins de huit mille hommes de ces excellentes troupes, et l'on voyait dans leurs rangs un grand nombre de personnes distinguées par leur état et leur éducation. La même chose se faisait dans les campagnes de la Pensylvanie : il paraît que le nombre de tous les hommes qui y avaient pris les armes et s'exerçaient à les manier, s'élevait à plus de soixante-dix mille. Tant était vif, cette année, l'attachement des colons à leur cause, qu'un grand nombre de Quakers même, à qui leurs opinions religieuses défendent de s'armer et de répandre le sang humain, et prescrivent la patience et la soumission, se laissant entraîner par l'ardeur générale, entrèrent aussi dans les compagnies des Philadelphiens. Ils disaient que si leur religion ne leur permettait pas de porter les armes en faveur d'une cause dont le but serait ou l'ambition, ou la cupidité, ou la vengeance, ils pouvaient néanmoins

entreprendre la défense des droits nationaux 1775.
et de la liberté. C'est ainsi qu'il n'y a point d'opinion, quelque rigoureuse qu'elle soit, qui ne trouve de subterfuges ; ni d'esprit, quelque pacifique qu'il puisse être, qui ne s'électrise dans les grandes secousses politiques.

Un spectacle non moins extraordinaire attira les regards de tous les habitans de Philadelphie, soit que ce fût une réalité, soit que ce ne fût qu'un artifice pour exciter l'ardeur patriotique. Les réfugiés allemands qui habitaient la ville, étaient presque tous très-âgés, et avaient fait la guerre en Europe. Au nom de liberté, ils s'émurent aussi, et, chose que l'on devait peu attendre de leur état de décrépitude, ils formèrent une compagnie qui prit le nom de *compagnie des vieillards*. Ayant repris les armes, dont ils avaient perdu l'usage depuis si long-temps, ils voulurent être admis à la défense commune. Le plus vieux de tous fut élu capitaine : il avait près de cent ans. Au lieu de drapeau, ils portaient un crêpe noir en signe de deuil, et de la douleur que leur causait la crise fatale, qui, dans un âge aussi avancé, les obligeait à prendre les armes pour défendre la liberté de cette terre qui leur avait offert, non seulement un

1775. asile, mais même une nouvelle patrie, lorsque, chassés de la leur, ils furent contraints d'errer à l'aventure dans des régions lointaines.

Les femmes mêmes voulurent faire preuve de zèle pour la défense de la patrie. Dans le comté de Bristol, elles résolurent de lever un régiment à leurs propres frais; d'équiper entièrement, et même d'armer ceux qui ne pouvaient en faire la dépense. Elles brodèrent de leurs mains les drapeaux, avec des devises appropriées aux circonstances. Celle qui les présenta au régiment, fit un discours très-éloquent sur les affaires publiques; elle exhorta fortement les soldats à être fidèles, et à ne pas déserter les étendards des dames américaines.

Toutes ces choses, quoique peu importantes en elles-mêmes, servaient cependant merveilleusement à enflammer les esprits et à redoubler leur opiniâtreté. Les papiers publics ne cessaient pas d'y contribuer puissamment aussi par une foule d'articles, de traits et de nouvelles. Les batailles de Lexington et de Breed's-Hill étaient les sujets favoris sur lesquels s'exerçaient les écrivains de l'Amérique. Tous les détails, toutes les particularités de ces journées étaient racontés avec une exactitude minutieuse ; on y célébrait l

mémoire de tous ceux qui y avaient perdu la vie. Mais le docteur Warren, sur-tout, était l'objet des hommages et des regrets les plus touchans. Les journaux l'appelaient le *Hamden* de l'âge présent, et le proposaient pour modèle à tous ceux à qui la patrie était chère. L'éloge que publièrent les papiers de Philadelphie, était excessivement pathétique, et conçu de manière à exciter les exprits de la multitude. 1775.

Eloge du docteur Warren.

« Quel plus noble spectacle, y était-il dit, que celui d'un héros qui a donné sa vie pour le salut de la patrie! Approchez, cruels ministres, et contemplez les fruits de vos sanguinaires édits. Quel dédommagement pourrez-vous offrir à ses enfans pour la perte d'un tel père, au roi pour celle d'un sujet si dévoué, à la patrie pour celle d'un si bon citoyen ? Envoyez-ici vos satellites, venez assouvir votre rage tyrannique : le plus implacable ennemi des tyrans n'est plus. Nous vous conjurons, du moins, de respecter ses glorieux restes. Ayez compassion de la destinée d'une mère qu'accablent le désespoir et la vieillesse. Il ne reste plus rien de lui que vous puissiez craindre. Son éloquence est muette, ses armes sont tombées de sa main, déposez les vôtres : quel coup vous reste-t-il encore à

1775. frapper, barbares que vous êtes? Mais, tant que vivra le nom de la liberté américaine, celui de Warren enflammera nos cœurs, et animera nos bras contre l'exécrable fléau des armées permanentes.

« Venez ici, sénateurs de l'Amérique, venez délibérer sur la liberté des colonies confédérées. Entendez la voix de cet illustre citoyen : il vous presse, il vous supplie de ne point troubler sa félicité présente, par le doute cruel qu'il n'a peut-être sacrifié ses jours que pour un peuple d'esclaves.

« Venez ici, vous soldats, vous champions de la liberté américaine, et contemplez un spectacle qui doit embrâser vos courages d'une nouvelle ardeur pour la gloire. Dix mille des soldats des ministres anglais ne seraient pas une compensation à la perte que nous avons faite. Que vos anciennes liaisons avec eux ne vous retiennent pas! Les ennemis de la liberté ne sont plus les frères des hommes libres. Aiguisez vos armes, et ne les déposez point que la tyrannie ne soit expulsée de l'Empire britannique, et que l'Amérique ne soit devenue le vrai séjour de la liberté et du bonheur.

« Approchez-vous enfin, pères et mères de l'Amérique, et jetez vos regards sur les

prémices de la tyrannie : voyez votre ami, le défenseur de votre liberté, l'honneur, l'espoir de votre patrie ; voyez ce héros percé de coups et baigné dans son sang; mais que votre douleur ne soit pas sans fruit, que vos larmes ne soient point stériles. Allez, courez à vos maisons, racontez à vos enfans cet évènement sinistre. Que leurs cœurs innocens se glacent au tableau de la cruauté des tyrans, et des horreurs de la servitude. Armez-les, envoyez-les au camp. Demandez au ciel de bénir leurs efforts, et en leur disant le dernier adieu, recommandez-leur de vaincre ou de mourir, comme Warren, dans les bras de la liberté et de la gloire. 1775.

« Et vous, races futures, vous reporterez souvent vos regards sur cette époque mémorable. Vous rejeterez les noms de traîtres et de rebelles du fidèle peuple d'Amérique sur ceux qui les ont mérités. Vos yeux perceront toute l'iniquité de la trame de despotisme ourdie par le gouvernement britannique. Vous verrez de bons rois égarés par de perfides ministres, et de vertueux ministres égarés par des rois pervers. Vous reconnaîtrez que si, d'abord, les souverains de la Grande-Bretagne répandirent des larmes en ordonnant à leurs sujets d'accepter des lois atroces,

1775. bientôt ils se sont livrés à la joie au milieu du meurtre, en attendant le spectacle d'un continent entier arrosé du sang des hommes libres. Oh! sauvez du moins l'espèce humaine des derniers outrages, et sachez rendre une noble justice aux colonies américaines. Ressuscitez l'éloquence romaine et l'éloquence britannique; ne soyez point avares de louanges envers ceux qui vous ont légué la liberté. Elle nous coûte des flots d'or et de sang; elle nous coûte, hélas! la vie de Warren! »

Le congrès voulant entretenir cette disposition des esprits, et redoubler, s'il était possible, leur ardeur et leur opiniâtreté, eut recours au pouvoir des opinions religieuses sur les affections humaines. A son instigation, les synodes de New-York et de Philadelphie publièrent une lettre pastorale, qui fut lue dans les églises devant une multitude immense. Le clergé y déclarait que jusque-là il s'était contenu dans le silence, ne voulant pas être l'instrument de la discorde entre des hommes et des frères; mais que les circonstances étaient devenues telles, qu'il avait résolu de manifester ses sentimens; qu'il exhortait donc les peuples à prendre la défense de la patrie, sûrs, en le faisant, de marcher

dans les voies du maître des rois de la terre, 1775.
et de trouver dans les combats, ou la victoire, ou une mort digne d'envie. Cette lettre pastorale se terminait par des sentences et des considérations propres à enflammer davantage ces esprits religieux, et à leur persuader que la cause de l'Amérique était la cause du Ciel. Il était recommandé aux soldats de se montrer humains et miséricordieux, et à tous les ordres de citoyens, de s'humilier, de jeûner, de prier, et d'implorer l'assistance divine dans ces momens de troubles et de péril.

Le congrès arrêta que le 20 juillet serait un jour de jeûne dans toutes les colonies ; ce qui fut religieusement observé, mais plus solennellement à Philadelphie que par-tout ailleurs. Le congrès assista en corps aux offices divins, et il fut prononcé dans l'église des discours analogues à la circonstance.

La Géorgie se joint à la confédération.

Ce même jour, à l'heure même où le congrès allait entrer au temple, arrivèrent de Géorgie les dépêches les plus agréables. Elles annonçaient que cette province s'était jointe à la confédération, et avait élu cinq députés qui devaient siéger au congrès. Cette nouvelle fut reçue comme un heureux augure : la joie qu'excitait son importance fut encore aug-

1775. mentée par l'instant auquel le gouvernement et le public en avaient été instruits. Les loyalistes avaient long-temps prévalu dans la Géorgie : elle s'était tenue dans un état d'immobilité et de neutralité apparente. Mais la tournure alarmante qu'avaient prise les affaires, les journées de Lexington et de Breed's-Hill, les cruautés réelles ou supposées commises par les troupes royales, les probabilités du succès de la guerre en faveur des Américains, l'union et l'accord des autres colonies, et les mouvemens efficaces des amis de la liberté, parmi lesquels se distinguait le docteur Zubly, furent cause enfin qu'une convention provinciale adhéra à toutes les résolutions du congrès-général, et prit elle-même des mesures très-énergiques contre l'Angleterre, soit comme une compensation de la première froideur pour la cause commune, soit que les patriotes contenus jusque-là n'en fussent animés que d'une rage plus violente. Ils y déclarèrent que l'exception faite de la Géorgie dans les actes du parlement contre l'Amérique, devait plutôt être regardée comme une injure que comme une faveur, puisque cette exception n'était qu'un artifice pour les séparer de leurs frères. Ils arrêtèrent qu'ils n'admettraient aucune mar-

chandise qui aurait été embarquée en Angleterre après le 1er juillet, et, qu'à dater du 10 septembre, on n'en expédierait aucune de la Géorgie pour l'Angleterre; qu'en outre, tout commerce cesserait avec les îles anglaises et avec les parties du continent américain qui n'avaient pas adhéré aux arrêtés du congrès. Ces décisions étaient d'une grande importance : la Géorgie, quoique n'étant pas une des provinces les plus considérables, est très-fertile en grains, et principalement en riz. On y forma aussi le dessein de s'abstenir de toute superfluité, et de bannir le luxe; d'encourager, au contraire, les cultivateurs qui élevaient des troupeaux. On n'omit pas, au reste, d'adresser au roi une pétition très-éloquente et remplie de ces protestations ordinaires de fidélité dont on était peut-être d'autant plus prodigue, que l'on avait moins l'intention d'en montrer la réalité. 1775.

Le congrès général jetait des regards inquiets sur la province de New-York, tant parce que les loyalistes y formaient un parti nombreux, que parce qu'elle est très-exposée naturellement aux attaques d'un ennemi qui peut disposer de grandes forces navales. Pour parer à ces dangers, un décret ordonna que cinq mille hommes d'infanterie seraient can-

1775. tonnés dans les environs de New-York, et que, pour assurer aux soldats tous les secours dont ils pourraient avoir besoin, par suite de maladies ou de blessures, il serait établi un hôpital capable de recevoir les malades d'une armée de vingt mille hommes. Il fut mis sous la direction du docteur Benjamin Church, premier médecin de l'armée.

Considérant ensuite de quelle importance était la prompte transmission des lettres, et voulant que le service des postes fût confié à des hommes zélés et sûrs, le congrès nomma le docteur Benjamin Franklin, directeur-général de cette administration. Il avait occupé cette place en Angleterre, pour les lettres d'Amérique, et ne l'avait perdue que pour avoir montré trop d'attachement aux priviléges des colonies. Des relais furent établis depuis Falmouth, dans la Nouvelle-Angleterre, jusqu'à Savanah, en Géorgie.

Mais ne pouvant oublier que le principal nerf de la guerre est l'argent, le congrès tourna bientôt son attention sur cet objet non moins important que les hommes et les armes mêmes, sur-tout dans une guerre défensive, telle que devait l'être, par la nature même des choses, celle qui venait d'éclater en Amérique. Dans les guerres offensives où

l'on marche au-devant de l'ennemi en rava- 1775.
geant son territoire, les hommes et les armes
peuvent procurer l'argent avec la victoire ;
au lieu que, dans la guerre défensive, c'est
l'argent qui doit procurer les hommes et les
armes. Il ne pouvait s'obtenir, dans les cir-
constances présentes, qu'avec les plus grandes
difficultés, puisqu'on n'avait de ressources
que la voie des emprunts ou celle des impôts.
L'une et l'autre présentaient non seulement
beaucoup d'obstacles, mais même une im-
possibilité absolue. Depuis plusieurs années
la mésintelligence où l'on vivait avec l'An-
gleterre, avait excessivement diminué la
quantité de numéraire qui circulait dans les
colonies. Ce manque d'espèces s'était en-
core accru dans les provinces méridionales,
quoique les plus riches par la fertilité de leurs
terres, parce qu'à la cause ci-dessus, s'était
jointe la nombreuse importation de nègres
qui avait eu lieu dans ces derniers temps.
Tirer de l'argent de ces provinces par la voie
des emprunts ou des impôts, eût donc été
une opération imprudente, dangereuse, ou
plutôt une chose impraticable ; du moins,
dans la proportion exigée par les besoins de
l'État. Il faut ajouter, quant aux emprunts,
que soit que les riches dussent ou non four-

1775. nir de l'argent, ils auraient toujours pu prêter leur crédit, et l'emploi de ce second moyen offrait plus d'avantages que le premier. Car si ces riches pouvaient aider l'Etat de leurs fonds et de leur crédit à la fois, les hommes de fortune médiocre n'avaient point la même faculté. Ainsi, les emprunts partiels d'argent n'auraient pu s'opérer, tandis, au contraire, qu'on pouvait user d'un emprunt partiel de crédit qui, fait collectivement au nom de tous, serait partiellement supporté dans l'opinion générale par les puissans moyens des riches. Quant aux impôts, cette voie n'offrait que des inconvéniens : le peuple des colonies étant peu accoutumé aux charges, cette atteinte subite à leurs propriétés ne pouvait avoir que les résultats les plus fâcheux. Les peuples enflammés pour une cause commune, semblent plus disposés à sacrifier leur existence que leurs biens, parce que le premier de ces sacrifices est accompagné d'une gloire qui est étrangère à l'autre, et que l'honneur se trouve plus fréquemment chez les braves que chez les riches. Le congrès se voya donc placé, sous ce rapport, dans une situa tion singulièrement difficile. On le concev sans peine, si l'on fait attention qu'il pouva bien inviter, mais non ordonner, et que l'

béissance des peuples étant plus volontaire 1775.
qu'obligée, il était à craindre qu'il ne s'y refusât, dès que l'on tenterait de le soumettre à des contributions. L'on devait aussi redouter que les assemblées provinciales, très-jalouses du droit d'établir les taxes publiques, n'accordassent qu'avec répugnance, ou même refusassent nettement, ce que le congrès se fût arrogé le pouvoir d'ordonner. Comment, d'ailleurs, ce corps aurait-il pu espérer d'asseoir l'impôt dans une juste proportion à l'égard de chaque colonie, lorsque leurs richesses, fondées en grande partie sur le commerce, et conséquemment sujettes à toutes les variations résultantes des troubles, ne pouvaient plus être appréciées d'après une donnée certaine? Il aurait fallu entreprendre cette opération sans base et sans règle; et la seule apparence de partialité, quelqu'imaginaire qu'elle fût, aurait suffi pour exciter des clameurs générales et causer les plus graves inconvéniens. Tels étaient les écueils que rencontrait le congrès dans ses efforts pour obtenir l'argent nécessaire aux besoins de l'Etat et de la guerre. Il se résolut donc à les éviter, en recourant aux emprunts de crédit, par une émission de billets qui auraient pour garantie la loyauté des colonies

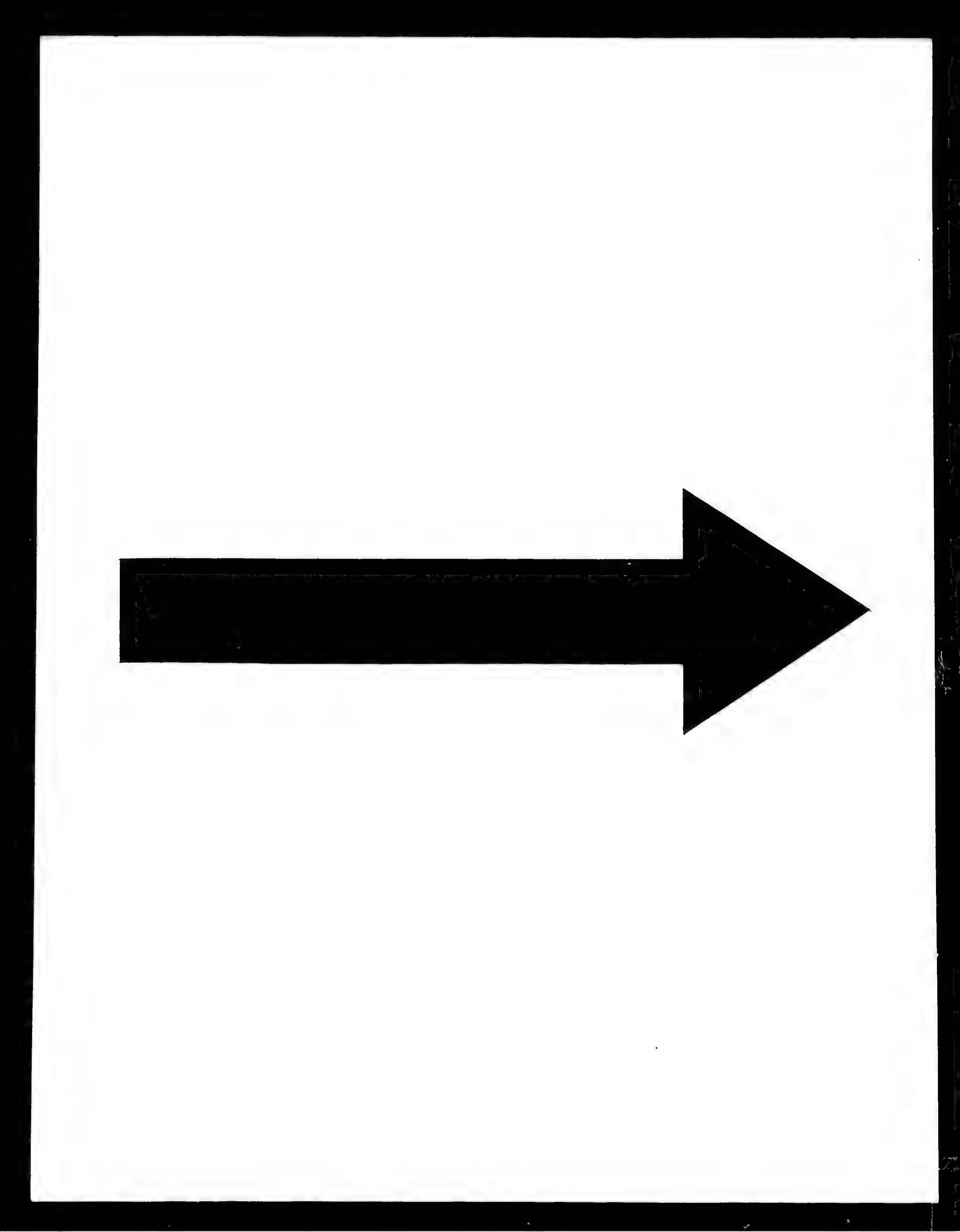
1775. confédérées. On se flattait que l'abondance des denrées, l'ardeur et l'unanimité du peuple, et principalement des riches qui, presque tous, étaient favorables au nouvel ordre de choses, soutiendraient le crédit public, et empêcheraient les billets d'éprouver une dépréciation. Il semble, cependant, que ce qui était arrivé dans les provinces septentrionales, où le papier monnaie perdait considérablement, aurait dû servir d'exemple et d'avertissement. D'ailleurs, les hommes prudens prévoyaient bien que la facilité de la chose et la multiplicité toujours croissante des besoins, entraîneraient à émettre une si grande quantité de ces billets, que leur surabondance leur ôterait une partie de leur valeur. Pouvait-on même en douter, en réfléchissant que le congrès n'aurait pas seul la faculté d'en mettre en circulation, et que les assemblées provinciales prétendraient exercer le même droit? La cause du mal était trop évidente pour n'en point faire redouter les conséquences les plus funestes. On devait considérer, en outre, que les chances de la guerre, toujours si incertaines, pouvaient être favorables aux Anglais, et leur ouvrir l'intérieur des provinces. La ruine totale du crédit, et l'annihilation des billets n'en se-

raient-elles point le résultat nécessaire ? On 1775.
sait, par expérience, qu'en de telles crises, la méfiance des peuples est sans remède. Voilà quels étaient les motifs de l'hésitation et de la crainte à laquelle les meilleurs esprits étaient en proie, relativement à l'émission des billets de crédit. Mais il n'y avait pas lieu à opter, et le congrès était réduit à une extrémité si impérieuse, que tout moyen lui devenait précieux. Aussi n'hésita-t-il pas à recourir à celui-ci, qui, s'il n'était point bon, était au moins nécessaire. Il décréta, au mois de juin, qu'il serait émis deux millions de piastres d'Espagne, en autant de billets de crédit, et que la loyauté des colonies confédérées serait la garantie de leur rachat. Quelque temps après, il fit une autre émission de billets pour une valeur d'un million de piastres, à raison de trente piastres par billets. Ils furent accueillis, dans les commencemens, avec un empressement général.

Après s'être pourvu d'hommes, d'armes et d'argent, le congrès avisa aux moyens de s'assurer des nations indiennes, sur les dispositions desquelles il ne pouvait être sans inquiétude. Il était instruit que le général Gage avait expédié de Boston un de ses émissaires, nommé Jean Stuart, auprès de la nation des

1775. Chérokis, qui habitent les contrées voisines de la Caroline du Sud, et que le général Carleton, gouverneur du Canada, avait envoyé le colonel Johnson auprès des Indiens de Saint-François, et autres appartenans aux six tribus qui sont plus rapprochées de cette province. Leur but était d'induire ces nations, par promesses, par argent et par dons, à prendre les armes contre les colons : ressource qu'à peine on aurait pu tolérer, si toute autre espérance eût été perdue, et que l'Angleterre eût été réduite à la cruelle nécessité, ou d'employer les Indiens, ou de plier devant les Américains. Mais comment ne pas la blâmer, comment ne pas en avoir horreur, lorsque les soldats, les armes s'offraient de toutes parts en abondance, pour combattre avec succès les habitans des colonies? La postérité flétrira de son exécration ceux qui, de leur libre mouvement, ont pu préférer de barbares Indiens aux troupes disciplinées de l'Angleterre. Au reste, cet acte de férocité a tourné enfin à la confusion de ses propres auteurs. Mais l'esprit de l'homme est aveugle, souvent son caractère est cruel, et les fureurs intestines sont implacables. Le congrès pensa donc à s'opposer, par les moyens les plus sûrs, aux tentatives des Anglais. Pour

agir avec plus d'ordre, il fit une division 1775.
idéale des peuplades indiennes en autant de districts qu'il y avait de tribus, et, près de chacun, il plaça un homme qui, connaissant la langue, les usages, et le pays de ces sauvages, épiât leurs démarches, satisfît à leurs demandes autant qu'elles serai[illegible]sonnables, et pourvût à leurs besoins [illegible] mot, ces émissaires ne devaient rien n[illegible] pour se concilier la bienveillance de Indiens, afin qu'ils ne prissent point parti pour les armées royales, et gardassent la neutralité. On a voulu insinuer, au contraire, que le congrès avait chargé ses envoyés de faire tous leurs efforts pour attirer les Indiens sous les drapeaux des insurgés. Mais cette accusation paraît manquer de probabilité; car il était évident que la guerre devait se faire sur le territoire américain, et l'on n'ignorait pas que les Indiens pillent et massacrent amis comme ennemis. On ne peut croire, en second lieu, que les Américains voulussent, dès le commencement, imprimer une tache de barbarie à une cause qu'ils cherchaient à représenter aux yeux de l'univers comme juste et sainte. L'on ne peut toutefois omettre de rapporter que l'on croyait et l'on annonçait à Philadelphie, comme un heureux évènement, que les In-



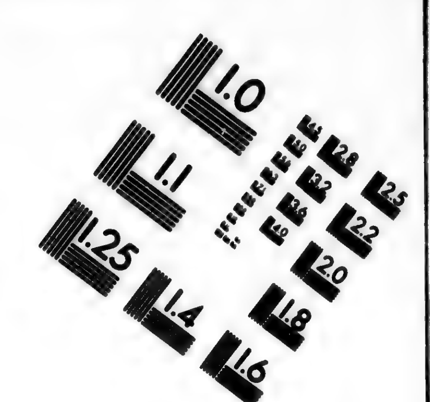
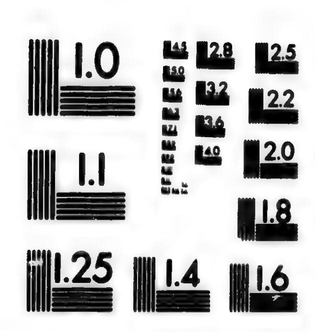


IMAGE EVALUATION TEST TARGET (MT-3)



6"


2.8
2.5
3.2
2.2
2.0
1.8
1.6

1775. diens Mohawks, ayant envoyé à ceux de Stockbridge l'écharpe, signe ordinaire d'alliance, ces deux peuplades étaient prêtes à marcher avec les colons contre les Anglais. Il se répandait également, dans le Massachusset, que les Sénékas, autre nation indienne, allait aussi prendre les armes en faveur de l'Amérique.

Enfin, un chef indien, nommé *Swashan*, accompagné de quatre autres chefs de la tribu de Saint-François, fut amené au mois d'août, au camp de Cambridge, par un certain Ruben Colburn. Ils firent l'offre de leurs bras pour la défense de la liberté américaine; on les accueillit avec empressement, et on leur assigna un traitement fixe. Swashan se vantait qu'il amenerait beaucoup de monde; il ajoutait que les Indiens du Canada et les Français eux-mêmes étaient favorablement disposés pour les Américains, et prêts à se joindre à eux. Ces bruits se propageaient et trouvaient une croyance générale. Mais quels que fussent les vœux du peuple à cet égard, le congrès n'aspirait qu'à maintenir les sauvages dans la neutralité. Cette modération n'empêcha point que les Anglais ne se prévalussent de ces premières démonstrations : ils affirmaient qu'ils n'avaient attiré les Indiens dans leur armée,

que parce que les Américains avaient cherché 1775.
les premiers à s'en faire des auxiliaires.

Le congrès ayant pris des arrangemens sur cet objet qui lui avait causé de vives inquiétudes, et rendu plus hardi par les journées de Lexington et de Breed's-Hill, résolut de donner plus de dignité à sa cause, et de justifier la prise d'armes des insurgés aux regards de toutes les nations du monde. Il affecta, dès-lors, le style des peuples indépendans; il publia une déclaration dans laquelle il rappelait, en termes singulièrement énergiques, les travaux, les souffrances, les périls qui avaient été le partage des premiers colons, lorsqu'ils allèrent chercher un refuge dans des régions lointaines; leurs soins pour faire croître et prospérer leurs établissemens; les traités faits avec la Couronne; les avantages et les richesses qu'en avait recueillis l'Angleterre. Après avoir retracé la longue fidélité et l'empressement soutenu des Américains à venir au secours de leur mère-patrie, on exposait les nouvelles résolutions prises par les ministres sur la fin de la dernière guerre, et l'on faisait une exacte énumération des lois, objets des doléances que l'Amérique avait si souvent et toujours si inutilement répétées. On déduisait les conditions iniques d'accom-

1775. modement proposées dans le parlement par lord North, conditions imaginées astucieusement pour diviser les Américains, pour mettre les taxes à l'enchère, pour établir une odieuse concurrence entre les colonies, sans qu'elles pussent savoir à quel prix il leur serait permis d'exister.

Venait ensuite la relation de l'occupation hostile de Boston par les troupes aux ordres du général Gage; de l'attaque de Lexington commencée par les soldats du roi, et des cruautés commises par eux dans cette journée. On faisait voir ce général violant la foi donnée par le refus des permissions de sortie, et par des permissions plus cruelles que ces refus, dont l'objet était de séparer les femmes des maris, les enfans des pères, les amis des amis, les vieillards et les infirmes de ceux qui les soignaient, et les pr[illegible]iétaires de leurs biens et de leurs effets. On décrivait la boucherie de Breed's-Hill, l'incendie de Charles-Town et des vaisseaux, le ravage des vivres, et les menaces de ruine et de destruction totales. Les tentatives du gouverneur du Canada, pour exciter contre les colons les féroces sauvages de ces contrées, n'étaient point omises, et l'on accusait ouvertement les ministres de l'odieux dessein d'accumuler

sur un pays innocent et malheureux tous les fléaux du feu, du fer, et de la faim. 1775.

Manifeste du Congrès.

« Nous sommes, continuait le manifeste, « réduits au choix déplorable ou de nous « soumettre entièrement à la tyrannie de « ministres irrités, ou de leur résister à « force ouverte. Nous avons pesé les maux « qui nous attendent de l'un et de l'au- « tre côté, et nous avons trouvé que rien « n'est plus à redouter qu'un esclavage vo- « lontaire. L'honneur, la justice, l'humanité, « nons défendent de renoncer lâchement à « cette liberté que nous avons reçue de nos « ancêtres, et que notre innocente postérité « a droit de recevoir de nous. Nous ne pou- « vons pousser l'infamie jusqu'à livrer les gé- « nérations futures en proie à cette condition « misérable qui serait trop certainement leur « partage, si, par une pusillanimité sans exem- « ple, nous ne leur laissions pour héritage que « la servitude. Notre cause est juste, l'union « parfaite ; nos ressources sont grandes, et, « dans le besoin, les secours étrangers ne « nous manqueront pas. Nous rendons d'im- « mortelles actions de grâces à la divine Provi- « dence, de ce qu'elle ne nous a soumis à cette « terrible épreuve, que lorsque nos forces « étaient déjà parvenues au degré où elles

1775. « sont aujourd'hui : les guerres que nous avons « soutenues nous ont appris l'usage de nos ar« mes et l'étendue de nos moyens de défense. « Animés par ces grandes pensées, nous dé« clarons solennellement devant Dieu et de« vant les hommes, que nous emploierons « de tout notre pouvoir, avec un cœur iné« branlable et une constance supérieure à « tous les périls, les armes que le créateur a « mises dans nos mains et auxquelles nos en« nemis nous ont forcés de recourir, étant « tous profondément résolus à mourir libres « plutôt qu'à vivre esclaves. Que les esprits « de nos amis et de nos concitoyens ne s'alar« ment point de cette déclaration ! Nous ne « prétendons porter aucune atteinte à cette « union qui, depuis si long-temps, dure entre « nous, et que nos vœux les plus sincères se« raient de voir rétablir. La nécessité nous a « réduits à ces résolutions désespérées ; nous « n'avons provoqué à la guerre contre vous « aucune autre nation ; nous ne levons point « d'armées avec l'ambitieux projet de nous sé« parer de la Grande-Bretagne, et de former « des états indépendans ; nous ne combat« tons ni pour la gloire, ni pour les con« quêtes ; nous offrons au monde le spec« tacle d'un peuple attaqué par un ennemi

« qu'il n'avait point offensé, et qui ne peut 1775.
« même l'accuser d'en avoir eu le dessein.
« Vantez vos priviléges et votre civilisation,
« vous qui ne nous offrez pour conditions,
« que l'esclavage ou la mort.

« Si nous avons pris les armes, c'est dans notre propre pays, c'est pour la défense de cette liberté dont nous avons hérité en naissant, dont nous avons joui depuis la révolution; c'est pour protéger les propriétés que nous ne devons qu'à l'honorable industrie de nos ancêtres et à la nôtre, contre la violence qui veut les usurper. Nous les déposerons un jour, ces armes, mais non avant que les agresseurs aient cessé les hostilités, et que tous les périls qui nous environnent soient écartés. Toute notre confiance, tout notre espoir, sont dans la miséricorde du juge impartial, et du régulateur suprême de l'Univers : nous implorons humblement sa divine bonté, pour qu'il daigne nous soutenir dans cette lutte difficile, et nous conduire à une heureuse fin. Puisse-t-il amollir le cœur de nos ennemis, y répandre des sentimens de concorde et de paix, et préserver ainsi l'Empire des calamités de la guerre civile ! »

Ce manifeste qui fut accueilli générale-

1775. ment avec de grands éloges, était signé de Jean Hancock, élu président du congrès, en remplacement de Rutledge, et contre-signé par le secrétaire Charles Thompson.

Le congrès ne négligea point non plus, dans cette occurrence, de faire intervenir la religion. Le manifeste fut envoyé dans toutes les parties du continent, et lu en chaire par tous les ministre du culte, avec des exhortations convenables. La lecture en fut faite au camp de Boston, avec le plus grand appareil. Le major-général Putnam assembla sa division sur les hauteurs de Prospect-Hill pour l'entendre. Elle fut suivie d'une prière analogue : le général ayant donné le signal, toutes les troupes crièrent trois fois *amen*, et, au même instant, l'artillerie du fort fit une salve générale. On voyait flotter les drapeaux nouvellement envoyés au général Putnam, avec la devise ordinaire : *J'en appelle au ciel*, et cette autre : *Qui transtulit, sustinet*. La même solennité eut lieu dans les autres divisions ; la joie et l'enthousiasme étaient unanimes. A Camdbrige, le manifeste fut lu en présence des hommes les plus marquans du Massachusset, et d'une immense multitude qui y était accourue. Il en résulta, dans tous les esprits, un redoublement d'o

piniâtreté fortifiée par le zèle religieux. Tout 1775.
ceci se faisait à l'imitation de ce qui avait
été pratiqué par les patriotes au temps de
Charles I. On semblait vouloir renouveler
cette guerre, dans laquelle la religion protestante servait de motif ou de prétexte aux défenseurs de la liberté ou aux fauteurs de l'anarchie, et la religion catholique, de titre ou de voile aux partisans de la monarchie tempérée ou aux soutiens du despotisme. Tant est puissante la voix de la religion sur les cœurs humains! et telle a toujours été la propension de ceux qui gouvernent les peuples à en profiter! Manège extrêmement préjudiciable à la religion elle-même, et cause principale de la froideur dont, au regret des esprits sages, elle a été l'objet à de certaines époques. Les peuples se sont aperçus que les personnages adroits se servaient de la religion comme d'un instrument pour arriver à leurs fins mondaines. L'homme, naturellement ennemi du frein, et déréglé dans ses desirs, au lieu de se contenir dans les limites du bien, se précipite souvent dans son contraire; ainsi, la religion qui devrait toujours être sainte et sans tache, a trop souvent favorisé de coupables entreprises, au grand scandale des peuples, et au préjudice

1775 manifeste de sa propre autorité et des bonnes mœurs. Quoiqu'il en soit, l'on peut regarder comme avéré que si cette couleur religieuse que les Américains cherchèrent à donner à leur cause, produisit parmi eux plus d'accord et d'ardeur, elle engendra aussi plus d'obstination et de rigueur, de la part du gouvernement anglais, dans la conduite de cette guerre. A la raison d'état se joignait, dans son esprit, le souvenir des obstacles qu'avaient eu à combattre les anciens rois britanniques, et ce souvenir, mêlé d'un certain effroi, excitait à plus d'aversion et de fureur.

Adresse du congrès au peuple anglais.

Après avoir essayé de justifier sa conduite auprès des diverses nations du globe, le congrès s'occupa de protester au peuple anglais, que l'intention des Américains était de maintenir les anciennes relations qui avaient été et étaient encore leur gloire, leur bonheur, et le premier de leurs vœux. L'adresse rédigée à cet effet retraçait, dans un style énergique et touchant, l'antique amitié des ancêtres des deux peuples, les glorieuses entreprises qu'ils avaient exécutées en commun, et l'affection qui avait lié jusqu'alors les héritiers de leurs vertus. « Mais, ajoutait le congrès, quand l'amitié est violée par les plus sanglants outrages; quand ce qui a fait l'honneur

l'ornement de nos ancêtres est devenu une cause de blâme ; quand il n'existe plus d'autres rapports entre nous que ceux de tyrans et d'esclaves ; quand, enfin, nous sommes réduits à l'alternative de renoncer à votre faveur ou à la liberté, notre choix ne peut être douteux. » Après quelques lignes sur leurs mérites envers la mère-patrie, et sur les lois dont ils s'étaient plaints, ils faisaient observer que la victoire serait également funeste à l'Angleterre et à l'Amérique ; que les soldats qui auraient trempé leurs mains dans le sang des Américains, les tremperaient pareillement, sans hésitation, dans celui des Anglais. Ils finissaient en priant le ciel de détourner les fléaux et la ruine prêts à fondre sur des hommes qu'ils voulaient encore appeler leurs amis, leurs concitoyens et leurs frères, avant que la mémoire de leur antique attachement ne fût entièrement effacée de leurs cœurs. 1775.

Adresse du congrès au roi d'Angleterre

Il fut aussi rédigé une adresse au roi : elle commençait par un exposé des services rendus par les colons, de leur fidélité envers la Couronne, et des calamités qui pesaient sur eux. Ils suppliaient S. M. de se montrer leur roi, en interposant son autorité pour les soustraire à leur condition présente ; ils le conjuraient de ne point rejeter leurs vœux, pour

1775. que tous les sujets de plainte pussent être anéantis par une réconciliation sincère; ils demandaient que les hostilités cessassent, et que les lois qui les opprimaient le plus directement fussent révoquées; affirmant que cette justice rendue, le monarque recevrait de telles preuves du bon esprit qui animait les colonies, qu'il leur rendrait bientôt toutes ses bonnes grâces, tandis que, de leur côté, elles ne négligeraient rien pour témoigner leur dévouement à leur souverain, et leur amour pour la mère-patrie.

Adresse du congrès aux Irlandais.

Le congrès avait des motifs pour désirer se rendre la nation irlandaise favorable : un grand nombre de citoyens utiles passaient annuellement d'Irlande en Amérique; de plus, parmi les soldats, et même parmi les généraux américains, se trouvaient quelques Irlandais. Il craignait que le gros de la nation ne fût mal disposé envers les colons, à cause des ligues contre le commerce qui avaient été très-préjudiciables à cette partie des îles britanniques. Ils n'ignoraient point, d'ailleurs, que les Irlandais, pour plusieurs causes, étaient mécontens du gouvernement anglais; et que, malgré les concessions qui leur avaient été faites récemment, il restait encore une fermentation sourde parmi eux.

Le congrès se promettait de tirer parti de 1775.
cette mésintelligence, et d'envenimer les blessures faites au cœur des Irlandais. Il serait difficile de prouver que cette conduite peut s'allier avec la fidélité due au souverain. Mais la guerre était allumée, et les Américains voulaient saisir tous les moyens de la faire avec avantage : or, il n'en est point de plus ordinaire que celui de feindre de désirer la paix, et de soulever, d'irriter les esprits des sujets de l'ennemi contre l'autorité légitime. C'est dans ce but que le congrès rédigea une adresse fort éloquente au peuple irlandais : « Comme opprimés et innocens, y était-il dit, les colons souhaitent obtenir la bienveillance des hommes vertueux et humains. Quelqu'incroyable qu'il puisse sembler que, dans un siècle aussi renommé pour sa civilisation et ses lumières, les gouvernans d'une nation qui, en tout temps, a combattu pour la liberté et honoré la mémoire de ses défenseurs, prétendent s'arroger un pouvoir arbitraire sur la liberté, les biens et la vie de leurs concitoyens d'Amérique, ce n'est pas moins une vérité aussi désastreuse qu'incontestable. » Les combats de Lexington et de Breed's-Hill, l'incendie de Charles-Town et les emprisonnemens de

1775. Boston, étaient rappelés en termes convenables. « Qui pourrait nous blâmer, ajoutait-on, d'avoir voulu arrêter par la force, le cours de tant de désolations ? D'avoir repoussé les attaques d'un ennemi sanguinaire? Mais nous espérons fortement, avec l'aide de Dieu, pouvoir résister aux usurpations ministérielles : nous jouissons déjà, en idée, de cet âge d'or, où la liberté accompagnée de tous les arts libéraux de la paix et de la vie sociale, établira son séjour dans l'hémisphère occidental; de cet âge, où il sera élevé d'éternels monumens aux amis vertueux qui, champions et martyrs de la liberté, ont combattu pour sa cause, et n'ont recueilli pour fruits de leur valeur que des blessures, des tourmens et la mort. Nous sommes profondément reconnaissans des dispositions bienveillantes que les Irlandais font paraître envers l'Amérique. Nous savons qu'eux-mêmes ont aussi des plaintes à élever, et nous prenons une part sincère aux justes motifs de leur mécontentement; mais nous nous réjouissons de ce que le projet des ministres de subjuguer les colonies, les a forcés à répandre quelques bienfaits sur l'Irlande. Toutefois, la clémence même du gouvernement a été cruelle envers les habitans de cette île:

beaucoup de parricides affamés ont trouvé 1775.
dans ses gras pâturages, les moyens de reprendre de nouvelles forces pour machiner sa destruction. Nous espérons que la patience des hommes modérés ne restera pas sans récompense, et que Dieu permettra l'avortement et la confusion des desseins de ceux qui veulent anéantir la liberté dans l'Empire britannique. Nous avons pris les armes pour la défendre, et avec elle nos biens, notre honneur, notre existence; en un mot, tout ce que l'homme a de plus précieux sur la terre. Pour obtenir l'heureux prix de nos efforts, nous mettons une grande confiance dans les bons offices de nos compagnons au-delà de l'Océan, puisqu'eux-mêmes ne peuvent espérer d'autre destinée de notre commun ennemi, que d'être mitraillés les derniers. »

Lettre du congrès à la ville de Londres.

Ce fut dans la même intention que le congrès écrivit une lettre à la cité de Londres, pour la remercier de la part qu'elle avait prise au sort de l'Amérique; procédé, lui disait-il, bien digne de la première ville du monde, qui avait été, dans tous les temps, le boulevard de la liberté et des lois contre la tyrannie.

Au milieu de ces soins, le congrès ne per-

1775. dait point de vue combien il importait au succès de ses entreprises de se concilier l'amitié des Canadiens, et d'en obtenir, si non qu'ils fissent cause commune avec les Américains, du moins qu'ils gardassent la neutralité. Il savait que sa première missive n'avait pas été sans effet, et il résolut de la confirmer par une seconde. La situation des affaires était propre à lui donner de grandes espérances : l'acte de Québec avait eu, dans cette province, des résultats entièrement opposés à ceux que ses auteurs s'étaient proposés. La majeure partie des habitans du Canada l'avait reçu avec des signes évidens de déplaisir, et, si l'on en excepte les nobles, tous regardaient cet acte comme tyrannique et tendant à l'oppression. Or, quoique l'on ne pût attendre que les Canadiens, accoutumés pendant longtemps sous la monarchie française à un régime plus sévère, fussent aussi portés à la résistance que les colons anglais habitués à vivre sous les lois d'un gouvernement plus libre, l'on n'était pas toutefois sans espérance que leur aversion pour la domination anglaise pût les entraîner aussi dans la querelle, et les déterminer à joindre leurs armes à celles de leurs voisins. On n'ignorait cependant point qu'une partie des Canadiens, et spé-

cialement ceux de Montréal et des autres 1775.
contrées plus rapprochées des colonies, avaient fait éclater un mécontentement assez vif lorsque les colons avaient occupé Tyconderago, Crown-Point, et les lacs qui conduisent des colonies au Canada. Le congrès voulait dissiper entièrement ces nuages : mais ce qui était plus digne d'occuper sa sollicitude, c'est qu'il avait l'avis certain des efforts que ne cessait de faire le gouverneur anglais, pour induire les Canadiens à prendre les armes et à marcher sous les drapeaux britanniques. Les agens du roi n'épargnaient ni or, ni promesses, pour arriver à leurs fins. Le général Carleton, qui était alors gouverneur, quoique d'un caractère naturellement sévère, tirait cependant un grand avantage, sur ce point, du crédit considérable dont il jouissait auprès des habitans, et de la réputation très-méritée qu'il s'était faite de bon militaire, d'homme humain, et de citoyen intègre. L'on savait qu'il était arrivé dans la province avec des pouvoirs très-amples. Il pouvait nommer ou congédier de sa pleine volonté tous les membres du conseil ; faire marcher autant de sujets canadiens qu'il le trouverait bon, contre tout ennemi qu'il jugerait expédient de com-

1775. battre; construire des forts et les démanteler; en un mot, prendre toutes les mesures qu'il estimerait nécessaires à la sûreté de la province. Il n'était pas homme, d'ailleurs, à ne point savoir user de l'autorité qui lui avait été confiée. Déjà il en avait fait usage, en publiant que les Canadiens qui se présenteraient, seraient reçus volontiers à la solde du roi, et formés en régiment. Les Américains avaient appris, en outre, que le gouvernement avait résolu d'expédier au Canada quinze mille fusils, pour en armer les catholiques romains de cette contrée. Tout annonçait qu'on voulait rassembler des forces considérables pour prendre les colonies à revers, et coopérer de ce point avec le général Gage. Lord North lui-même, dans ses discours au parlement, avait assez fait entendre que tel était le projet du ministère. Le temps pressait, et, sans un prompt remède, il était à craindre que les Canadiens ne se laissassent induire à agir contre les colonies. Le congrès se décida donc à leur adresser une lettre, ayant pour suscription : *Aux peuples opprimés du Canada.*

Adresse du congrès aux Canadiens.

Elle était forte de pensées, écrite dans un style aussi élégant qu'animé, et portait en substance : « Nous vous avons déjà avertis

des pernicieux desseins qui se trament contre vous comme contre nous. Ils vont être mis à exécution : nous pouvons nous plaindre mutuellement. L'essai en a déjà été fait dans votre province, par la nouvelle forme de gouvernement; elle a consacré l'esclavage des habitans, des femmes mêmes et des enfans; vous n'avez plus rien que vous puissiez regarder comme votre propriété; le fruit de vos travaux et de votre industrie peut vous être ravi à volonté, par un gouvernement avare et un conseil non moins avide ; on peut vous transporter dans des contrées lointaines, pour vous faire combattre dans des querelles qui ne vous touchent en rien ; l'exercice même de votre religion dépend d'un pouvoir législatif auquel vous n'avez aucune part ; vos prêtres seront chassés, bannis, dépouillés, dès que leurs richesses et leurs possessions exciteront l'envie. Pouvez-vous être assurés que le trône sera toujours occupé par un bon roi? Si un prince méchant ou négligent permettait à des ministres pervers de vous arracher votre argent pour appauvrir et affaiblir la province, peut-on prévoir à quelle extrémité le Canada se trouverait réduit sous les lois présentes? Nous sommes instruits que l'on fait tous les efforts possibles, que l'on em-

1775. ploie tous les moyens imaginables pour armer nos frères du Canada contre nous. Mais si vous pouviez vous y laisser déterminer, songez que, dans un cas de guerre contre la France, vos facultés seront épuisées, et vos enfans envoyés en expédition contre les îles françaises. Quant à nous, nous sommes déterminés à vivre libres ou à mourir; nous sommes amis et non ennemis des Canadiens. L'occupation des forteresses et des vaisseaux sur vos lacs a été commandée par la nécessité; mais soyez certain que nous n'entreprendrons rien qui ne soit dicté par l'amitié et par l'intérêt commun des deux peuples. Nous espérons enfin que les habitans du Canada s'uniront à ceux des colonies, pour défendre la liberté qu'on veut ravir aux uns et aux autres. »

Cette adresse eut l'effet qu'en attendaient ses auteurs, au moins en ce qu'elle produisit la neutralité des Canadiens. Ils répondirent aux instances de leur gouverneur, qu'ils se voyaient sans peine sous la domination anglaise, et qu'ils se comporteraient toujours paisiblement et loyalement; mais qu'entièrement étrangers aux différens survenus entre le gouvernement et les colonies, ce n'était point à eux à s'en rendre juges, ni à prendre la moindre

part dans cette querelle ; que si le gouvernement voulait armer les milices de la province pour la défendre en cas d'attaque, ils s'y prêteraient de la meilleure volonté ; mais qu'ils ne pouvaient consentir à marcher au-delà des frontières pour assaillir les peuples voisins. Ces dispositions favorables des Canadiens étaient, pour le congrès, une garantie de sa sûreté vers le nord. 1775.

Affaires du Canada.

Le général Carleton éprouvant une opposition si prononcée de la part des Canadiens, eut recours à l'autorité de la religion. Il pria en conséquence l'évêque de Québec, Brand, de publier un mandement qui serait lu en chaire par les curés aux heures du service divin. Il désirait que ce prélat exhortât les peuples à prendre les armes, et à seconder les soldats du roi dans leurs entreprises contre les colonies ; mais l'évêque, par un trait mémorable de piété et de modération religieuse, refusa de prêter son ministère à cet usage, disant que cette conduite serait trop indigne de la personne du pasteur, et trop contraire aux canons de l'Eglise romaine. Cependant, comme il y a dans tous les états des individus qui préfèrent leur intérêt à leur devoir, et l'utile à l'honnête, quelques ecclésiastiques s'employèrent avec chaleur dans cette

1775. affaire ; mais leurs efforts furent vains : les Canadiens persistèrent dans leurs principes de neutralité. La noblesse, si bien traitée par l'acte de Québec, crut que la reconnaissance l'engageait à servir, en cette occurrence, les vues du gouvernement, et elle y mit beaucoup de zèle, mais sans obtenir plus de succès. Les exhortations du congrès ne contribuèrent point seules à maintenir les habitans dans ces sentimens : ils se flattaient encore que leur conduite pacifique dans un moment de crise si urgente, et où leur jonction avec les colons pourrait être si préjudiciable aux intérêts de l'Angleterre, déterminerait le gouvernement à user de plus de douceur envers eux, et à leur accorder des grâces qu'ils n'auraient, d'ailleurs, aucune espérance d'obtenir.

Le général Carleton s'apercevant qu'il ne pouvait compter sur la formation de régimens canadiens, et sachant, néanmoins, qu'il existait, dans la province, des loyalistes qui ne répugneraient pas à prendre les armes, et d'autres individus que l'intérêt amènerait facilement sous les drapeaux, se décida à employer un nouvel expédient. Il fit battre la caisse dans les rues de Québec, pour exciter le peuple à s'enrôler dans un corps, auquel il donna le nom des *Montagnards royaux*

émigrés. Il offrit des conditions extrêmement avantageuses : l'engagement ne devait durer qu'autant que les troubles; chaque soldat recevait deux cents acres de terre dans la province de l'Amérique septentrionale qui lui convenait le mieux ; le roi payait lui-même les droits d'usage lors de l'achat des terres ; pendant vingt ans, les nouveaux possesseurs seraient exempts de redevance envers la Couronne; tout soldat marié obtenait un surcroît de cinquante acres pour sa femme, et de cinquante autres pour chacun de ses enfans, avec mêmes priviléges et exemptions, et de plus, une guinée de haute paye au moment de l'engagement. Le général Carleton réussit de cette manière à ramasser quelques soldats ; mais il dut attacher beaucoup plus d'importance aux mouvemens des Indiens. Le gouverneur et les agens du roi auprès de ces nations sauvages avaient mis tant de chaleur dans leurs négociations, qu'ils étaient enfin parvenus à persuader à quelques-unes d'entr'elles de prendre les armes en faveur du parti anglais, quoiqu'elles eussent fait tant de fois le serment d'observer une neutralité parfaite. Mais les peuples sauvages ne gardent pas mieux leur foi que les peuples civilisés ; et l'or, l'amour de la rapine et la soif du sang, sont tout-puis- 1775.

1775. sans sur eux. Vers la fin de juillet, on vit arriver à Montréal le colonel Johnson, surintendant général du roi pour les affaires indiennes, accompagné d'un grand nombre de chefs et de guerriers des six tribus. On forma une assemblée solennelle, où ils parurent avec les chefs des Indiens confédérés : leur troupe était considérable. Ils jurèrent, selon leur usage, et en présence du général Carleton, de soutenir la cause du roi. Ce fut la première origine de la guerre des Indiens. Ce furent ces barbares qui, s'étant joints aux troupes du général Burgoyne, exercèrent, deux ans après, tant de ravages et de cruautés, comme nous nous verrons forcés de le rapporter dans la suite de cette histoire.

Réponse à l'acte de conciliation.

Cependant le congrès ne pouvait garder le silence sur l'acte de conciliation de lord North, sans témoigner une opiniâtreté blâmable, et sans avouer que les Américains ne voulaient prêter l'oreille à aucun arrangement. Le congrès ne voulut pas, néanmoins, prendre une résolution précipitée à cet égard, et il y réfléchit pendant deux mois environ. Il voulait montrer, par ce délai, une grande maturité de jugement, ou peut-être une grande insouciance. Ce qu'il y a de plus certain, c'est que la guerre étant commencée, le con-

grès désirait attendre le succès des premières actions. La réponse ne pouvait être effectivement la même, si la victoire couronnait ses efforts, que si elle était favorable aux armes anglaises. Lorsque l'acte de conciliation parvint en Amérique, le 30 mai, l'affaire de Lexington avait déjà eu lieu, il est vrai, et les colons y avaient acquis une réputation de courage incontestable; mais ce n'était, au fond, qu'une échauffourée de milices rassemblées à la hâte contre un détachement de troupes réglées, et non une bataille rangée dont on peut tirer un pronostic sur l'issue finale de la guerre. Le congrès voyait trèsbien qu'il serait toujours temps d'entrer en négociation d'arrangement; et, en cas d'évènement sinistre, il voulait se conserver une voie ouverte pour accepter les conditions que l'Angleterre elle-même avait offertes. La victoire serait devenue inutile pour les Américains, s'ils avaient commencé par se soumettre aux termes proposés; et la mauvaise fortune n'aurait pas empiré les conditions de l'accord. On ne courait donc aucun risque en temporisant; et l'on pouvait, au contraire, en retirer un grand avantage. Mais la bataille de Breed's-Hill changea complètement l'état des choses : l'ardeur avec laquelle 1775.

1775. les colons pressaient le siége de Boston, leur empressement à se procurer des armes et des munitions, la constance et même l'allégresse qu'ils apportaient au milieu des travaux de la guerre, et des maux que leur avaient faits les derniers actes du parlement, rendaient leur situation bien moins désespérée. Si l'évènement pouvait encore paraître douteux aux hommes indifférens, des esprits exaltés devaient concevoir plus d'espérance que de crainte. Aussi, les membres du congrès, encouragés par l'aspect favorable des affaires, firent attendre leur réponse sous un prétexte de dignité; mais enfin ils procédèrent à l'examen des conditions de l'accord avec la résolution de les rejeter. Ce parti n'était cependant point sans inconvénient; car, dans le moment même qu'ils refusaient tout arrangement, ils voulaient avoir l'apparence de désirer le retour de la concorde. Il fallait colorer ce refus, et démontrer à tous les regards qu'ils ne rejetaient pas toutes les conditions quelconques, mais seulement celles qui leur étaient offertes. En conséquence, il fut déclaré que les colonies d'Amérique avaient seules le droit de donner et d'accorder leur argent, et que de ce droit dérivait celui de pouvoir décider si une concession

devait être faite; quelle utilité elle pouvait 1775.
avoir, et à combien elle devait s'élever, toutes facultés dont les colonies étaient dépouillées par l'acte de lord North; que de même que les colonies ont le droit de juger de l'usage que l'on doit faire des subsides accordés, elles doivent avoir aussi celui de le surveiller, afin qu'ils ne soient pas employés à acheter ou à corrompre les consciences et les suffrages, dans l'intention de renverser les priviléges de ceux mêmes qui ont donné cet argent, d'entretenir des armées permanentes, et d'opprimer la liberté. « Or, ce droit, disait le congrès, est violé par l'acte en question, puisqu'il met les fonds votés à la disposition du parlement; cet acte lui-même pêche contre la raison, puisqu'on ne peut savoir quelles sommes exigera le parlement; il est insidieux, puisque le parlement lui-même pourrait accepter les modiques concessions d'une colonie, et refuser les offres considérables d'une autre, conservant ainsi la bonne intelligence avec les unes et réduisant les autres à un état d'inimitié, comme pour les forcer par cet abandon à consentir à quelque condition plus dure, et, par cette division des colonies, préparer ainsi à son propre gré, l'esclavage de toutes.

1775. En statuant que la suspension du droit d'imposer les colonies ne durerait qu'autant que les concessions elles-mêmes, c'est les rendre perpétuelles, selon le bon plaisir du parlement, c'est-à-dire, porter le coup le plus funeste à la liberté publique. Le parlement lui-même est accoutumé à n'accorder de subsides que pour un an, et à renouveler chaque année la concession. Voulût-on même croire que les conditions sont aussi justes et raisonnables qu'elles sont iniques et insidieuses, le bruit des armes qui retentit de toutes parts, les armées, les flottes qui pressent et environnent l'Amérique, devraient seules les rendre odieuses et nous empêcher de les accepter. Toute tentative d'arracher l'argent de nos mains pour la défense commune, est absolument inutile, puisque nous y avons toujours contribué librement; nous sommes seuls juges compétens des mesures qu'il convient de prendre à cet égard, et nous ne voulons pas que les peuples de l'Amérique soient grevés d'impôts, pour procurer des pensions aux oisifs et aux méchans, sous prétexte d'alimenter le trésor royal. Si le parlement, dans les limites de sa juridiction, règle le gouvernement civil comme il le juge à propos, nous espérons aussi de pouvoir régler

le nôtre sans inconvénient. L'acte dont il s'agit peut-il nous satisfaire, quand il n'implique que suspension, et non abrogation du droit de taxer les colonies; quand, enfin, il ne révoque pas les lois du parlement dont nous avons porté plainte? Le ministère cherche à faire croire qu'il ne s'agit d'autre chose que du mode de perception des impôts, lorsqu'il prétend au fond s'arroger le droit de taxer les colonies à son gré, et d'en exiger les sommes qu'il lui plaît. Le gouvernement anglais ne soutient-il pas, en outre, qu'il a le pouvoir d'altérer les chartes et les titres des constitutions des colonies? Si l'on prend en considération tant d'outrages accumulés depuis onze ans, nos suppliques pacifiques et respectueuses dédaignées ou accueillies par de nouvelles injures; si l'on se rappelle les paroles du ministre qui a osé dire qu'il n'écouterait aucune proposition d'arrangement, que lorsque l'Amérique serait prosternée à ses pieds; si l'on songe qu'un autre, en parlant de notre pays, s'est oublié jusqu'à proférer le fameux *delenda est Carthago*, sans qu'aucun membre de la chambre relevât ces mots horribles; si l'on jette les yeux sur les violences et les cruautés commises sur notre territoire, est-il quelqu'un qui puisse 1775.

1775. reprocher aux Américains d'avoir manqué à la justice, et qui ne reste convaincu, au contraire, qu'aucune autre voie que celle de la force ne pouvait confondre les projets d'esclavage et de ruine médités par le ministère ? »

Telles furent les conclusions adoptées par le congrès, relativement à l'acte de conciliation de lord North : il les fit publier et répandre en tous lieux. L'on ne peut observer le style acerbe et les nouvelles prétentions des Américains, sans reconnaître combien ils étaient peu enclins à la concorde. Souhaitant néanmoins faire cesser le préjudice que causait à leur cause l'opinion où l'on était généralement qu'ils visaient déjà à l'indépendance, ils résolurent aussi de se laver du blâme de n'avoir jamais voulu, depuis l'époque de leurs différens, mettre en avant aucune proposition conciliatoire. Dans l'intention, peut-être, de se ménager un libre accès auprès du vainqueur, en cas de revers, ou peut-être aussi pour fermer toute voie aux offres de lord North, qu'ils ne voulaient pas accepter, ils s'étaient arrêtés aux conditions suivantes : Les colonies auraient non seulement continué à accorder des subsides extraordinaires en temps de guerre, mais, de plus, en leur rendant la liberté du commerce,

elles auraient payé à la caisse d'amortissement telle somme annuelle pendant l'espace de cent ans, somme qui, au bout de ce temps, si elle était fidèlement employée, serait suffisante pour payer la dette actuelle de la Grande-Bretagne. Dans le cas où cette condition n'aurait pas été acceptée, ils offraient de stipuler avec l'Angleterre, un accord en vertu duquel ce royaume, pendant le même espace de cent ans, aurait la faculté de faire toutes les lois qu'il croirait nécessaires pour régler le commerce, et le diriger vers l'utilité générale de l'Empire; mais qu'alors il ne pourrait leur être demandé aucune autre contribution pécuniaire. Cette proposition, comme on le voit, n'impliquait aucune nouvelle concession, puisqu'elle ne portait que sur le sujet même de la querelle. Quelques persones croient qu'il fut aussi proposé de faire établir par le parlement une taxe générale sur la totalité de l'Empire, c'est-à-dire, sur l'Angleterre, l'Ecosse et les colonies américaines, taxe dont chacune de ces contrées supporterait sa part à raison de ses facultés. Le congrès se flattait que ce mode d'imposition rendrait le parlement fort circonspect sur cet article, puisqu'il ne pourrait plus charger l'Amérique

1775.

1775. sans charger en même-temps l'Angleterre dans la même proportion. Mais l'action de Breed's-Hill, le blocus rigoureux de Boston, l'ardeur des peuples, et peut-être l'espoir déjà fondé des secours étrangers, firent que ces propositions furent bientôt mises en oubli, et que les esprits n'eurent plus de pensées que pour la guerre.

Articles de l'Union, proposés par le congrès.

Jusqu'ici le congrès avait fait toutes les dispositions qui regardaient la guerre, ou les négociations d'alliance avec les nations voisines, ou, enfin, la justification de sa cause auprès des habitans de la Grande-Bretagne et de l'Irlande. Il s'appliqua maintenant à poser les bases de son autorité, à rechercher jusqu'à quels degrés elle pouvait s'étendre, et quels étaient ses rapports avec l'autorité des assemblées provinciales. Cette fixation des pouvoirs était, non sans raison, regardée comme une opération de première nécessité. Jusqu'alors, en effet, le congrès s'était plutôt appuyé sur l'opinion des peuples, que sur des statuts approuvés par eux ou par les assemblées de leurs représentans. On lui obéissait parce que telle était l'inclination générale, mais non parce que les lois constitutionnelles le prescrivaient. C'était même précisément parce que l'on avait l'intention de conduire

l'Amérique à l'état de nation indépendante, 1775.
ayant son propre gouvernement et un magistrat suprême, que l'on désirait de diriger insensiblement les choses vers ce but, et d'en retirer peu-à-peu la conduite aux administrations locales, pour la concentrer dans un point unique et commun. C'était encore un moyen efficace pour ôter à toute province individuellement la pensée de se détacher de l'Union, puisque, dans un tel cas, elle deviendrait non seulement infidelle aux autres, mais encore rebelle au gouvernement général de l'Amérique.

Malgré des considérations aussi puissantes, les jalousies réciproques des assemblés provinciales ne permettaient pas de conduire cette affaire sans de grandes difficultés : ces assemblées ne devaient renoncer qu'avec une extrême répugnance à une partie de leur ancienne autorité, pour en investir une administration insolite et nouvelle. Si l'impulsion des peuples n'eût pas été aussi générale, si l'on n'eût pas senti aussi fortement la nécessité de poursuivre la carrière où l'on avait déjà fait de si grands pas, peut-être ces ambitions partielles eussent-elles fait échouer le plan total de l'entreprise. Mais le dé était jeté, et il fallait ou aller plus avant qu'on l'aurait voulu, ou rétrograder beaucoup plus

1775. qu'on ne l'aurait appréhendé. C'est donc au milieu de ces espérances et de cette nécessité, que le congrès rédigea et publia les articles de la confédération. Ils établissaient son autorité invariablement, non plus sur l'élan momentané de l'esprit public, mais sur des lois consenties et sanctionnées par la volonté générale. D'abord, les colons s'engageaient, eux et leurs descendans, à une défense commune contre les ennemis pour la protection de leur liberté et de leurs biens, ainsi que des habitans et de la prospérité de l'Amérique. Chaque colonie conservait sa juridiction entière en-dedans de ses limites, le droit de faire des lois d'administration intérieure, et une souveraineté indépendante en tout ce qui était affaire domestique. Mais pour le bien de la direction générale de la chose publique, chaque colonie devait élire des députés qui se réuniraient en congrès, à une époque et dans un lieu qui seraient indiqués par le congrès précédent. Dans les circonstances ordinaires, le congrès tiendrait successivement sa session dans chaque colonie, en observant un tour régulier. Ce corps serait investi du pouvoir de faire la guerre et la paix, de contracter des alliances, de juger les différens

entre les diverses provinces, et d'établir 1775.
des colonies où il le croirait nécessaire ; il serait autorisé à faire les lois d'utilité générale, et pour lesquelles les assemblées provinciales seraient incompétentes, comme, par exemple, toutes celles qui concernent les forces de l'Union, et les affaires relatives au commerce et à la monnaie ; il nommerait tous les officiers civils et militaires de l'Union, tels que les généraux, les amiraux, les ambassadeurs et autres. Les frais de la guerre et autres dépenses de l'Union, seraient supportés par le trésor public, lequel serait alimenté par chaque colonie, à proportion du nombre de sujets mâles de seize à soixante ans; le nombre des députés par colonie, serait également déterminé par celui des habitans mâles, de manière qu'il y aurait un député pour cinq mille individus mâles ; les décrets du congrès devaient être rendus à la moitié des suffrages, et il serait permis de voter par procuration ; il y aurait un conseil exécutif, composé de douze personnes élues hors du congrès, quatre desquelles seraient remplacées chaque année ; le conseil, pendant les vacances du congrès, aurait veillé à l'exécution des lois rendues par lui, ses arrêtés devant toujours être pris aux deux tiers

1775. des voix ; ce même conseil aurait été chargé de la direction des affaires générales, tant internes qu'externes ; il aurait reçu toutes les dépêches venant des princes et des gouvernemens étrangers ; il aurait préparé les matières à soumettre au prochain congrès ; pendant l'intervalle des sessions, il aurait nommé à tous les emplois qui seraient venus à vaquer ; il aurait eu même le pouvoir de tirer de l'argent du trésor public. On régla encore qu'aucune colonie ne pourrait faire la guerre aux peuplades sauvages, sans l'autorisation du congrès ; qu'en conséquence, les frontières et le territoire de ces peuplades, seraient reconnus et respectés ; qu'il serait entretenu des agens, de la part du congrès, parmi les nations indiennes, dans les endroits convenables, avec mission de prévenir les fraudes et les supercheries dans le trafic qui se fait avec elles. On posa pour principe que l'Union subsisterait jusqu'à ce que les termes de conciliation proposés au roi par le précédent congrès, fussent acceptés par l'Angleterre, les actes prohibitifs du commerce américain annulés, une indemnité accordée pour la clôture du port de Boston, pour l'incendie de Charles-Town, et pour les frais de la guerre ; enfin, jusqu'à ce que

les troupes britanniques eussent entièrement 1775. évacué le territoire de l'Amérique. On ajouta que, lorsque le gouvernement anglais aurait accompli les conditions susdites, les colonies reprendraient leurs anciens rapports d'amitié avec la Grande-Bretagne ; mais que s'il s'y refusait, la confédération serait perpétuelle. On invitait à y accéder les provinces de Québec, de Saint-Jean, de la Nouvelle-Écosse, des deux Florides et les Bermudes. Ce fut ainsi que le congrès posa les fondemens de la grandeur américaine.

Cependant les colonies hésitèrent à accepter les articles de la confédération ; la Caroline du nord s'y refusa nettement. Les choses n'étaient pas parvenues au point de maturité désirable pour l'établissement d'une union parfaite. Les peuples se laissent trop souvent conduire par de vaines craintes ou par de vaines espérances : or, à cette époque, la plus grande partie des colons se flattait encore de pouvoir rentrer, un jour, à des conditions honorables, dans les anciennes relations avec la Grande-Bretagne. On voyait, à la vérité, à quel but tendait le congrès. Il regardait la réconciliation, sinon comme absolument impossible, du moins comme très-improbable. S'il avait existé, d'ailleurs, quel-

1775. qu'espoir d'arrangement, les articles de l'Union l'auraient extrêmement affaibli, ou plutôt totalement anéanti; et, peut-être, était-ce dans cette vue que le congrès les avait proposés. En effet, en passant sous silence les déclarations offensantes, les menaces, et les lois aussi contraires à la constitution anglaise qu'à la teneur des chartes, il eût suffi de cette nouvelle prétention des indemnités pour rompre toute voie de conciliation : car l'on ne pouvait présumer que le gouvernement britannique s'abaissât à des conditions si ignominieuses. Il était donc manifeste que, tandis que l'un et l'autre parti protestaient de leur désir de se rapprocher, ils faisaient tous leurs efforts pour s'éloigner davantage. Il n'était pas moins évident que, lorsque dans le parlement, les adversaires des ministres proposaient des concessions et des termes d'arrangement, c'était avec raison que ceux-ci les rejetaient, en disant que toutes ces mesures de conciliation seraient non seulement inutiles, mais même nuisibles, parce qu'elles encourageraient les colons à de nouvelles demandes moins admissibles encore. Si les ministres eux-mêmes proposèrent ensuite et firent rendre un acte de conciliation, ce ne fut qu'un prétexte pour diviser, et non pour

accorder. Ils avaient donc raison de vouloir continuer la guerre à tout prix; mais ils eurent tort de ne pas la faire avec des moyens suffisans. 1775.

Je ne doute pas qu'en lisant cette histoire, on n'observe avec une extrême surprise que, tandis que les peuples dans toutes les colonies couraient aux armes, renversaient tout ordre public, et se portaient aux démonstrations hostiles les plus multipliées contre l'autorité du roi, les gouverneurs qui le représentaient, conservant un calme et une immobilité imperturbable, ne prenaient aucune des mesures propres à rétablir l'obéissance. Mais si l'on ne voit aucun de ces gouverneurs agissant d'une manière conforme à la gravité des circonstances, il faut songer que nul d'entr'eux n'avait de troupes réglées à ses ordres, pour contraindre les habitans à la soumission. La seule force à laquelle ils pussent recourir pour maintenir le repos public, et faire exécuter les lois, était composée des milices du pays qui faisaient elles-mêmes partie du peuple insurgé, et se montraient conséquemment favorables à sa cause. Il n'en était pas en Amérique comme en Europe, où une milice qui ne fait plus partie du peuple, mais qui le domine, les armes continuellement à la main, est toujours prête à exécuter

1775. les ordres du prince. Dans les colonies anglaises, au contraire, la milice n'était pas distincte du peuple lui-même; et si elle refusait son appui au gouvernement, il se voyait aussitôt sans force. Les gouverneurs firent néanmoins ce qui était en leur pouvoir pour défendre l'autorité du roi, chacun selon son caractère et les circonstances où il se trouvait. Cette lutte eut de mémorables résultats, comme on le verra par la suite : elle produisit l'extinction absolue du gouvernement royal.

Affaires de Virginie.

Nous avons déjà fait mention de la mésintelligence qui régnait entre le gouverneur lord Dunmore et l'assemblée, et même tous les habitans de la province de Virginie. De nouveaux mécontentemens éclatèrent aussitôt que l'on reçut d'Angleterre la nouvelle de l'acte de conciliation de lord North. L'on peut dire qu'un moyen revêtu des noms de la paix et de la concorde fut la cause, au contraire, de la discorde et de la guerre ouverte. Le gouverneur ayant convoqué l'assemblée, mit cet acte sous ses yeux, en vantant avec emphase la bonté du parlement. Il insinua ensuite que le fruit de leur condescendance serait la révocation des lois dont ils se plaignaient; mais les paroles flatteuses avaient peu d'influence sur les esprits ombrageux

et exaspérés des Virginiens. L'assemblée, qui voulait entamer la querelle, au lieu d'entrer dans la discussion de l'objet proposé, aborda aussitôt l'affaire de l'arsenal, et en réclama la restitution. Mais l'intervention du gouverneur étant ici nécessaire, on lui écrivit pour qu'il permît l'entrée de ce magasin. L'altercation devint fort vive : tout-à-coup, pendant les débats, le peuple força les portes de l'arsenal et pilla les armes. L'état où elles se trouvaient porta sa fureur à son comble : la poudre était gâtée, les fusils étaient sans chiens, les canons sans affûts, tout avait été enlevé ou détruit dans les derniers troubles. 1775.

Le gouverneur, à la vue de la révolte, se retira avec sa femme et ses enfans à bord d'un vaisseau de guerre mouillé près d'York-Town, dans la rivière de ce nom. Avant de partir, il adressa un message à l'assemblée ; il lui annonçait que, pour se soustraire au péril auquel lui et sa famille étaient exposés de la part d'une multitude furieuse, il avait jugé prudent de se réfugier en lieu de sûreté. Il invitait, d'ailleurs, les représentans à continuer leurs travaux, tandis que de son côté, il continuerait ses fonctions, et à lui envoyer une députation à bord de son vaisseau, lors-

1775. qu'ils jugeraient nécessaire de conférer avec lui sur les affaires du temps.

L'assemblée répondit qu'elle ne croyait pas qu'il existât parmi les Virginiens aucun être assez scélérat pour se porter aux excès que le gouverneur appréhendait. Elle exprima ses regrets de ce qu'il ne lui avait point fait part de ses craintes, avant d'abandonner le siége du gouvernement, l'assurant qu'elle aurait pris toutes les mesures qu'il aurait proposées lui-même pour sa sûreté et celle de sa famille. Enfin, vu le peu de commodité qu'offrait un vaisseau pour traiter les affaires avec la dignité et la promptitude convenables, elle le priait de revenir, de céder à l'impatience des habitans, et de les disposer par cette preuve de confiance, à rentrer dans l'ordre et la tranquillité.

Le gouverneur répliqua avec beaucoup d'aigreur : les mouvemens populaires avaient troublé son esprit au-delà de toute raison. Il terminait sa lettre par une mention itérative de l'acte de conciliation, et par l'assurance qu'il se fût estimé heureux d'être l'instrument de la concorde entre les parties divisées de l'Empire britannique.

Cette dernière phrase n'était point suffisante pour adoucir l'irritation causée par le

début menaçant de sa lettre. Au reste, la réponse de l'assemblée fut beaucoup plus dure encore : elle déclara que l'acte de conciliation n'était qu'une mesure vaine et insidieuse, qui changeait le mode d'oppression, mais qui ne la faisait point cesser : qu'en conséquence, elle ne voulait point l'accepter. 1775.

Une telle disposition d'esprit de part et d'autre ne permettait pas d'entrevoir le terme des débats. Enfin, l'assemblée ayant pris les arrêtés d'usage pour les impositions, elle invita le gouverneur à se rendre à Williamsbourg, afin d'y apposer sa signature. Lord Dunmore répondit qu'il ne voulait pas exposer sa personne au milieu d'un peuple en démence, et il demanda qu'on lui envoyât les arrêtés pour les examiner. Il exigeait même que l'assemblée vînt le joindre pour légaliser les actes qu'il aurait approuvés. De ce moment, toute correspondance cessa entre la colonie de Virginie et le gouverneur. S'il ne voulait pas se fier aux habitans, ceux-ci ne voulaient pas se fier à lui davantage. Il pouvait, d'ailleurs, paraître assez étrange qu'au milieu de tant d'alarmes, les notables de toute une province allassent s'enfermer à bord d'un vaisseau de guerre, et se mettre au pouvoir d'un homme qu'ils regardaient comme leur

1775. ennemi, et qui aurait pu les retenir comme ôtages pour l'exécution de ses desseins ultérieurs.

L'assemblée, dès qu'elle fut instruite des sentimens du gouverneur, déclara publiquement qu'elle soupçonnait l'existence d'une trame sinistre contre le peuple de la colonie. Elle avertit en conséquence les habitans, de se tenir en mesure de défendre leurs propriétés et leurs droits plus précieux encore; elle renouvela ses protestations de fidélité envers le roi, d'attachement à la mère-patrie, et se sépara en s'ajournant au mois d'octobre. Ainsi cessa d'exister vers la mi-juillet, le gouvernement royal en Virginie, après y avoir duré pendant près de deux cents ans pour la tranquillité et le bonheur de tous.

Mais il restait encore à cette colonie de grands travaux à accomplir, de nombreux périls à surmonter. On y devait craindre sur les côtes et sur les bords de tous les grands fleuves qui la baignent, les incursions d'un ennemi dont les forces navales étaient si supérieures. On n'y était pas même sans inquiétude sur les esclaves qui étaient en très-grand nombre, et que lord Dunmore avait l'intention de faire révolter contre leurs maîtres. Si cette race cruelle, et cruellement traitée.

s'était jointe aux loyalistes dans ces premiers 1775.
momens où le gouvernement virginien était encore si récent, il pouvait en résulter les plus terribles catastrophes, et peut-être la destruction totale de la province. Cette considération décida les habitans à y former une convention, dans laquelle ils mirent une grande confiance. Ils commencèrent aussitôt à lever des troupes, à se pourvoir de munitions, à rassembler de l'argent ; en un mot, à prendre toutes les mesures qu'ils jugèrent propres à assurer le succès de leur cause.

Lord Dunmore se voyant ainsi expulsé de son propre gouvernement, tant par son obstination personnelle que par la force des choses, ne voulut cependant pas, en sa qualité d'homme de guerre, renoncer à l'espoir de recouvrer son autorité. Indépendamment de son caractère opiniâtre et capable des plus grandes résolutions, il était encore animé du désir de faire quelqu'action d'éclat pour le service de son prince, et soutenu par l'idée qu'un violent mouvement ne pouvait tarder à se manifester parmi les nègres. Il croyait aussi que le nombre des loyalistes était considérable, et que leur parti ne manquerait pas de lever la tête dès qu'il se montrerait sur les côtes et jusque dans le cœur de la pro-

1775. vince, avec une escadre formidable. Cette espérance, si elle n'était pas chimérique, était du moins bien légèrement fondée : mais c'est une erreur commune à tous les temps et à tous les généraux, que de compter sur les divisions intestines des peuples. Tous les auxiliaires que trouva le gouverneur, consistaient dans les individus qui, étant suspects au peuple, ne pouvaient plus demeurer avec sûreté dans la province. Il s'y joignit un certain nombre d'esclaves, tous gens à-peu-près de mauvaise vie. Avec cette troupe, et avec les frégates mouillées dans ces parages, lord Dunmore se flatta d'imprimer la terreur sur les contrées adjacentes. Il n'omit aucun soin pour augmenter ses forces navales, pour attirer des hommes sous ses drapeaux, et surtout pour s'approcher de la terre. Lorsqu'il eut joint à ses frégates une grande quantité de bâtimens légers, il se mit en mouvement, se faisant voir tantôt dans cette partie, tantôt dans celle-là ; mais il n'était point en état d'entreprendre par lui-même une opération décisive. C'est en vain qu'il attendait que le peuple revînt sur ses pas et prît les armes en faveur du roi. Réduit à ses propres forces, il commença des hostilités qui ressemblaient plutôt à des attaques de pirates qu'à une

guerre franche et régulière. Spectacle révoltant, de voir le gouverneur d'une province courant sur tous les points pour la ravager, et arracher par la violence les vivres dont il avait besoin, tandis que les peuples qui naguère avaient obéi à ses ordres, s'efforçaient de le repousser. Les Virginiens alléguaient, il est vrai, que leur conduite était suffisamment autorisée par celle des troupes royales qui, sous prétexte de veiller à leur propre sûreté, méditaient le ravage de la province entière. Ils se plaignaient de ce qu'on arrêtait les individus qui faisaient ombrage au gouverneur, pour les transporter à bord des vaisseaux; de ce qu'on osait dévaster leurs plantations, incendier leurs maisons, enlever leurs nègres; violences qui ne s'exécutaient jamais sans effusion de sang. Les Virginiens firent marcher sur les rivières et sur les côtes, quelques corps de milices nouvellement enrégimentées par la convention provinciale. Il en résulta une guerre d'autant plus cruelle, qu'elle était inutile, et ne pouvait avoir d'autre effet que d'enflammer et d'aigrir de plus en plus les esprits de part et d'autre. 1775.

Le gouverneur ayant surpris le bourg de Hampton, situé sur la baie de ce nom, le livra aux flammes. Il aurait voulu y prendre

1775. ses quartiers, et y former un rassemblement considérable, mais les Virginiens accoururent en foule, et le forcèrent à se rembarquer.

Lord Dunmore proclama la loi martiale, dont l'effet eût été de suspendre toute autorité civile dans la province ; il exhorta les loyalistes à se rendre sous les drapeaux du roi, et à retenir entre leurs mains les contributions dont ils étaient redevables à la Couronne, ainsi que les autres taxes, jusqu'au rétablissement de la paix. De plus, il déclara libres tous les esclaves ou domestiques, noirs ou blancs, appartenans aux rebelles, pourvu qu'ils prissent les armes et se joignissent aux troupes royales.

Cette proclamation, et spécialement la clause concernant les esclaves, prouvèrent que lord Dunmore était un homme dénué de prudence et de modération, et ne produisirent aucun des effets qu'il en avait attendus. Dans les colonies, et même dans toutes les autres contrées, il s'éleva un cri unanime contre une mesure qui tendait à troubler la société jusque dans ses fondemens, à détruire la sécurité domestique, à engendrer des soupçons mortels, et à exciter aux vengeances et au meurtre, une race natu-

rellement féroce. Effectivement, cette démarche du gouverneur ne fut pas simplement inutile ; elle fut pernicieuse : elle irrita la plupart des esprits, et n'en fléchit aucun. 1775.

Sur ces entrefaites, lord Dunmore descendit de nouveau à terre et occupa Norfolk, ville importante située sur le bord de la rivière Elisabeth. On comptait dans son enceinte et ses environs, un grand nombre de loyalistes. Quelques centaines de ceux-ci et de nègres se joignirent au gouverneur, et lui donnèrent, dans cette partie, la supériorité sur les insurgés. Quelques milices provinciales, qui avaient fait mine de lui résister, furent dispersées sans peine : il se livrait déjà à l'espoir de reconquérir la province, et de la remettre sous l'autorité du roi.

Combat de Great-Bridge

Les administrateurs de l'Etat de Virginie portèrent toute leur attention sur ce point ; ils y virent avec raison le germe d'une guerre plus alarmante, et résolurent d'y porter un prompt remède. Ils firent donc marcher en hâte sur Norfolk, un régiment de milices soldées, et un détachement de *minute-men* sous les ordres du colonel Woodford. Le gouverneur averti de ce mouvement, occupa très-prudemment une forte position sur la rive septentrionale de l'Elisabeth, dans un

1775. endroit appelé *Great-Bridge*, à quelques milles de Norfolk. Ce point se trouvait sur le chemin direct des troupes provinciales. Lord Dunmore y fit construire promptement une tête de pont du côté de Norfolk; il la fortifia aussi bien que le temps le lui permit, et l'arma d'une artillerie nombreuse. Les retranchemens étaient entourés, sur toutes les faces, de fossés et de marais; ils n'etaient accessibles que par une digue fort longue. Quant aux forces chargées de leur défense, elles étaient peu imposantes : le gouverneur n'avait que deux cents hommes de troupes de ligne, et un corps de volontaires de Norfolk; le reste consistait dans un ramas informe de gens de toute couleur. Les Virginiens prirent poste en face des Anglais, dans un petit village à la portée du canon. Ils avaient devant eux la longue digue étroite, dont ils fortifièrent aussi l'extrémité par un tête de pont. Ils passèrent ainsi plusieurs jours, sans qu'il se fît aucun mouvement d'un côté ni de l'autre. Lord Dunmore s'étant enfin aperçu que ce délai lui était préjudiciable, autant qu'avantageux aux Américains, qui abondaient de moyens de subsistance, et recevaient chaque jour de nouveaux renforts, trouva dans son courage personnel, et peut-

être dans son mépris pour l'ennemi, un 1775.
motif suffisant pour ordonner l'attaque. Il espérait s'ouvrir ainsi un chemin jusque dans le cœur de la province. En conséquence, le 9 décembre, avant le jour, il commanda au capitaine Fordyce de se porter sur l'ennemi, à la tête d'une compagnie de grenadiers. Ils marchèrent fièrement vers la tête de pont, le capitaine Fordyce guidant l'avant-garde, et le lieutenant Bathurst les enfants perdus. Le capitaine Leslie suivait avec un détache-ment de trois cents hommes, tant noirs que blancs, et deux cents soldats de ligne. Aussi-tôt tout le camp américain courut aux armes, et se disposa à se défendre. L'action se sou-tint long-temps avec un acharnement in-croyable : enfin, le capitaine Fordyce ayant été tué, à quelques pas des retranchemens, après avoir fait des prodiges de valeur, et une grande partie de sa troupe étant hors de combat, les troupes britanniques se replièrent jusqu'au pont. L'artillerie de la redoute empêcha les Américains de les poursuivre. Les nègres firent la plus mauvaise conte-nance, et prirent honteusement la fuite. Les insurgés traitèrent humainement les Anglais tombés en leur pouvoir, mais les loyalistes, avec une extrême rigueur. Lord Dunmore se

1775. montra dans cette action encore plus général téméraire que soldat courageux.

L'expérience l'ayant convaincu qu'il ne pouvait espérer de faire de progrès dans cette partie, il abandonna Great-Bridge, et se retira à Norfolk, laissant aux mains de l'ennemi quelques bouches à feu. Enfin, ne se croyant pas en sûreté dans cette ville et le pays adjacent, il prit le parti de remonter sur ses vaisseaux, dont le nombre s'était accru de tous ceux qu'on avait trouvés dans le port de Norfolk. Il ne pouvait en avoir trop: car beaucoup de loyalistes forcés de quitter leur pays, cherchèrent un refuge sur la flotte, emportant avec eux leurs meubles et leurs effets les plus précieux. Les insurgés occupèrent Norfolk, qu'ils trouvèrent presqu désert, la plupart des habitans s'étant éloignés sur les vaisseaux du gouverneur.

Conjuration de Conelli.

Pendant que ces évènemens se passaie sur les côtes de la Virginie, il se tramait u projet d'une grande importance : c'était d faire lever en armes les habitans des parti situées à l'ouest des colonies, mais partic lièrement de la Virginie et des deux Car lines, que l'on savait être bien intentio nés pour la cause royale. On espérait, outre, que les Indiens entreraient en ca

pagne, et que non seulement ils harcele- 1775.
raient les derrières des troupes coloniales, mais même que croissant en nombre et en forces, ils parviendraient à traverser les provinces et à se réunir sur les côtes avec lord Dunmore. Un certain Jean Conelli, homme audacieux et entreprenant, né dans le comté de Lancastre, en Pensylvanie, fut regardé comme un instrument propre à l'exécution de ce projet. Se trouvant avec lord Dunmore, il avait reçu de lui les promesses les plus brillantes et des pouvoirs très-amples pour s'acquitter de la mission qui lui était confiée. Il se rendit en conséquence sur les bords de l'Ohio, pour y sonder les dispositions des Indiens, et celles des loyalistes qui habitaient cette partie des frontières. Ayant réussi au-delà de ses espérances, il retourna auprès du gouverneur. Il était convenu que les garnisons voisines, et principalement celles du Détroit et du fort Gage, dans le pays des Illinois, lui prêteraient assistance; et l'on espérait, en outre, que les officiers des garnisons du Canada le seconderaient. Aussitôt que ses troupes auraient été prêtes, elles devaient prendre Pittsbourg pour lieu de leur rassemblement, et de là, passant les Apalaches, traverser la Virginie, et aller

1775. faire leur jonction avec lord Dunmore, à Alexandrie, ville située sur les bords du fleuve Potomack. La fortune s'était montrée favorable à ces premiers essais, Conelli s'était transporté plusieurs fois, sans accident, d'un lieu à un autre, tenant toujours très-secrètes ses intelligences avec les Indiens et les loyalistes. Déjà il s'approchait du Détroit sur l'extrême frontière du Maryland, près du bourg de Tamar, se réjouissant intérieurement d'être échappé à tant de périls, lorsqu'il fut reconnu et arrêté. Les papiers dont il était porteur furent publiés par ordre du congrès. Ainsi cette trame mystérieuse, ourdie par lord Dunmore, à défaut d'armes ouvertes, avorta totalement comme quelques autres. Il n'en résulta que plus d'animosité de la part des colons et l'anéantissement de l'autorité du gouverneur.

Incendie de la ville de Norfolk.

Cependant, Norfolk était menacée d'un évènement désastreux. Quoique la plupart des loyalistes de cette ville et des environs eussent cherché un asile sur l'escadre du gouverneur, il en était néanmoins demeuré un assez grand nombre ; soit qu'ils répugnassent au parti extrême de quitter leurs propriétés, soit qu'ils craignissent les incommodités de la mer et de la faim ; soit dé-

finitivement qu'ils espérassent éprouver plus 1775.
de douceur de la part de leurs concitoyens, qui faisaient profession de la liberté, qu'ils n'en avaient témoignée à leur égard quand ils leur avaient été supérieurs dans cette contrée. Mais il est certain que les patriotes ayant pris le dessus à leur tour, le leur firent cruellement sentir, et les accablèrent de tous les mauvais traitemens dont on voit tant d'exemples dans les guerres civiles entre les ommes de partis différens. Le gouverneur ransporté de colère et touché des cris déplorables des loyalistes, brûlait de les venger. Cette haine mutuelle s'envenimait chaque our par les rencontres qui avaient lieu trèsréquemment entre les deux partis ; les inurgés veillant de tous les points de la plage our empêcher les troupes royales d'y dé-arquer et d'aller fourrager dans le pays, et elles-ci, au contraire, épiant avidement us les moyens d'enlever des vivres sur le rritoire américain. La multitude de bou-hes à nourrir les affamait sans cesse. Un isseau de guerre arriva sur ces entrefaites ans la baie de Norfolk. Lord Dunmore en-ya un parlementaire pour intimer aux ha-itans de fournir des subsistances et de cesser e tirer, si non qu'il réduirait la ville en cen-

1775. dres. Les insurgés ne répondirent que par un refus. Le gouverneur résolut alors de leur faire évacuer la ville à coups de canon, et de brûler les maisons situées sur la rivière. Il envoya, le matin, prévenir de son dessein, afin que les femmes, les enfans, et tous les individus non combattans, pussent se retirer en lieu de sûreté. Le 1er janvier 1776, la frégate la *Liverpool*, deux corvettes et le sloop armé du gouverneur, ouvrirent un feu terrible sur la ville, en même temps qu'un détachement, formé des équipages, débarquait et mettait le feu aux maisons. Les flammes gagnèrent avec rapidité, l'incendie devint général, tout fut consumé. Enfin, les insurgés eux-mêmes brûlèrent toute la campagne pour que rien n'y tombât entre les mains de l'ennemi, et pour enlever cette position aux troupes royales. Tels sont les effets des fureurs civiles; tels sont les résultats des discordes humaines. Mais l'homme est trop souvent ou ambitieux ou trompé; et si tous les temps sont fertiles en artisans de troubles et de guerres, ces êtres ne sont pas moins fertiles en expédiens pour recouvrir leurs trames de prétextes spécieux, de sorte que les malheureux peuples, victimes de toutes les calamités, ne savent pas souvent quels sont les

véritables auteurs des maux qui les accablent. 1775.
C'est ainsi que fut détruite une des villes les plus riches et les plus florissantes de la Virginie.

Troubles de la Caroline du Sud.

Après avoir rapporté quelles furent en Virginie les suites de l'abrogation du gouvernement royal, l'ordre de l'histoire veut que nous fassions connaître ce qui eut lieu dans les autres provinces. Nous avons déjà parlé de l'ardeur que firent éclater les habitans de la Caroline du Sud, à l'époque où l'on y reçut la nouvelle du combat de Lexington. On y forma une Convention nationale, qui posa les bases d'une confédération, et organisa des corps d'infanterie et de cavalerie pour la défense de la colonie. C'est au milieu de ce mouvement général qu'arriva le gouverneur Campbell, qui reçut néanmoins l'accueil dû à son rang. Il conçut l'idée d'employer la milice, pour faire le contre-poids des régimens soldés, qui avaient été levés par la convention ou congrès de la province, et d'opposer à cette convention même l'assemblée provinciale. Il espérait, par cette manœuvre, diviser les patriotes et renverser leurs projets. En conséquence, il expédia, de sa propre autorité, des brevets aux officiers de la milice, et convoqua l'assemblée selon les anciennes formes.

1775. Mais il se trompa également dans l'une et l'autre de ces mesures : les milices demeurèrent attachées à la cause du peuple, et l'assemblée se refusa si obstinément à toutes ses propositions, qu'il fut obligé de la dissoudre. Il parut vouloir rester paisible pendant quelque temps ; mais on savait qu'il entretenait des intelligences secrètes avec les loyalistes, qui étaient assez nombreux, et principalement sur les frontières, vers les montagnes et les lacs. Pour éventer ses projets, les patriotes imaginèrent d'employer un certain Adam Macdonald, capitaine dans un régiment provincial, et homme très-dévoué à leurs intérêts. Il se présenta chez le gouverneur, sous le nom de Dick Williams, et en qualité d'émissaire des loyalistes, chargé de protester de leur fidélité, et de prendre ses ordres. Le gouverneur flatté de cette ouverture, répondit avec une confiance sans bornes. Macdonald vint tout rapporter au conseil-général : l'agitation fut extrême. Le conseil députa au gouverneur quelques-uns de ses membres, et Macdonald lui-même parmi eux, pour lui demander l'exhibition des dépêches qu'il avait reçues d'Angleterre. Campbell refusa fermement. On fit la proposition de l'arrêter, mais elle ne fut pas adoptée.

Cependant le gouverneur prit l'alarme, et se retira à bord d'une corvette mouillée dans le port. Il emporta le sceau de la province. Le conseil le fit prier de revenir : il ne le voulut point. Ainsi cessa le gouvernement royal dans la Caroline du Sud : toute l'autorité publique fut transférée, des anciennes administrations à la convention provinciale, au comité de sûreté, et autres établissemens populaires, à la puissance desquels le peuple n'imposa d'autres limites, que le soin de prendre garde que la république n'éprouvât aucun préjudice. 1775.

Mais le gouverneur Campbell, de son côté, ne resta point dans l'inaction. Il savait que les royalistes étaient nombreux dans certaines parties de la province, et il espérait qu'en les excitant, qu'en arborant un étendard autour duquel ils pussent se rallier, il pourrait tirer un grand parti de leurs secours. Il existait dans l'intérieur des terres, une espèce d'hommes appelés *les régulateurs*. Ils s'étaient arrogé, en 1770, le droit d'exécuter eux-mêmes les lois contre les malfaiteurs; et ils exerçaient leurs fonctions si ouvertement, que, de leur propre autorité, ils infligeaient des peines corporelles à ceux qui s'attiraient leur animadversion. Lord Montague fut envoyé

1775. pour réprimer un excès aussi odieux, et sa sévérité parvint à rétablir l'autorité des lois parmi les coupables. Mais les régulateurs n'avaient point oublié les châtimens que leur avaient attirés leurs associations illégitimes : aussi ne voulurent-ils jamais se réunir au congrès et autres administrations populaires, qu'ils traitaient également d'irrégulières et d'illégales. Il se trouvait dans les mêmes lieux beaucoup de Hollandais et d'Irlandais, qui tenaient leurs terres des concessions ou des libéralités du roi. Soit par reconnaissance, soit de peur de perdre leurs biens, s'ils se joignaient aux patriotes, ils se montrèrent fidèles à l'ancien gouvernement, et très-opposés au nouveau. Leur nombre s'accrut de quelques autres Irlandais, que les troubles avaient amenés des provinces septentrionales dans celle-ci. Le gouverneur Campbell imagina d'employer ces individus à l'accomplissement de ses desseins. Il fit répandre parmi eux que les colonies américaines étaient beaucoup trop faibles pour résister à la puissance de la Grande-Bretagne ; qu'il ne s'agissait que d'une légère taxe sur le thé, dont eux-mêmes faisaient peu d'usage ; que les habitans des côtes s'opposaient à cette taxe pour avoir le thé à bas prix, sans considérer

que leur obstination privait les habitans des 1775. parties intérieures d'une multitude d'objets nécesssaires à la vie ; enfin, que les seuls frais d'entretien des régimens provinciaux surpassaient de beaucoup le montant des taxes imposées par le parlement. Le mécontentement de ces étrangers fut encore augmenté par les violences des patriotes, qui prétendaient, bon gré mal gré, les faire accéder à la confédération. Il en résulta qu'un grand nombre qui seraient restés neutres, se virent contraints de se jeter dans le parti opposé.

Dans aucune partie de la province, les loyalistes n'étaient aussi nombreux que dans l'espace compris entre les deux rivières de Broad et de Saluda. Ils refusèrent d'exécuter les décrets du congrès, d'entrer dans la confédération, et de faire des levées de soldats. Les patriotes désirant agir pacifiquement, envoyèrent sur les lieux deux hommes d'un grand poids, Henry Drayton, et William Tennent. Tous leurs discours et leurs efforts pour ramener les esprits, furent à-peu-près inutiles. La rivalité entre les deux partis se prononçait chaque jour davantage ; enfin, ils coururent aux armes, et bientôt ils furent en présence l'un de l'autre. Les citoyens sages

1775. s'interposèrent pour prévenir l'effusion du sang; et après quelques jours de négociations, on conclut un accord par lequel les loyalistes s'engagèrent à rester neutres. Mais ces espérances de tranquillité furent bientôt détruites par un certain Robert Cunningham, homme turbulent, et l'un des chefs les plus zélés des royalistes : il ne cessait de semer des élémens de discorde. De toutes parts on courut aux armes de nouveau. Le congrès, voulant étouffer ces premières étincelles, ordonna au major Williamson, commandant la milice, de marcher contre les séditieux. Mais ceux-ci étaient supérieurs en nombre. Le moment était critique : le congrès de la Caroline ayant une armée et une flotte anglaise en front, et un parti de citoyens mal intentionnés à dos, ne pouvait se flatter de triompher de tant d'obstacles. Cependant, pour déconcerter le plan de ses adversaires, il fit marcher vers les lieux suspects, des détachemens de milices et de troupes sous les ordres des colonels Richardson et Thompson, auxquels se réunirent les colonels Polk et Rutherford, qui commandaient les milices de la Caroline du nord. Les royalistes disséminés, sans point de réunion et sans chefs de réputation, n'agis-

sant qu'avec crainte et en hésitant, durent recevoir la loi des vainqueurs. Cette première expédition les fit rentrer dans l'ordre pour un certain temps ; ils ne firent plus de mouvement, jusqu'à ce que les armes anglaises prévalurent dans la Géorgie et la Caroline méridionale. 1775.

Les habitans de cette dernière province étant totalement décidés à la guerre, toute leur attention se porta sur les préparatifs qui pouvaient les mettre en état de la faire avec succès. Ils s'occupèrent d'abord de s'approvisionner de poudre à canon, dont ils manquaient presqu'entièrement. Ils savaient qu'un vaisseau anglais, chargé d'une très-grande quantité de poudre, était alors à l'ancre sur le banc appelé *Barre de Saint-Augustin*, sur la côte de la Floride orientale. Quelques patriotes audacieux et accoutumés à la mer, se portèrent avec une extrême célérité sur ce bâtiment, l'abordèrent, et se rendirent maîtres de quinze milliers de poudre, qu'ils parvinrent non moins heureusement à transporter à Charles-Town. Cette acquisition leur fut singulièrement utile dans le besoin qu'ils éprouvaient : ils approvisionnèrent les milices du Massachusset, ainsi que l'armée qui, peu de temps après, fit l'expédition du Canada.

1775. Mais il restait encore au pouvoir du roi le fort Johnson, construit sur l'île James, qui est située en face de Charles-Town : ce fort commandait donc la ville. Le colonel Motte étant débarqué pendant la nuit, dans l'île James, avec un fort détachement de nouvelles levées, occupa le fort sans obstacle : la garnison, comme trop faible pour résister, s'était retirée sur les vaisseaux de guerre. Les chefs du peuple défendirent à qui que ce fût de fournir de l'eau et des vivres aux vaisseaux du roi, autrement que jour par jour. Les Anglais bloquaient le port, et faisaient de nombreuses prises au grand préjudice de la ville. C'est ce qui détermina le colonel Moultrie à occuper la pointe de Huddrel, avec un détachement de troupes provinciales. Une batterie de pièces de gros calibre qu'il y fit dresser, força les Anglais à s'éloigner de cette côte, et à gagner la haute-mer. La ville se trouva dégagée alors du blocus où la tenaient les escadres anglaises. Mais pour prévenir qu'il ne se renouvelât, on résolut d'élever des fortifications sur cette pointe de Huddrel, qui défend l'entrée de Charles-Town par le canal de Hog-Island, et d'augmenter les ouvrages du fort Johnson, qui couvre le port du côté

de l'île James. On construisit même un nouveau fort dans cette île, à l'ouest du premier; puis un autre dans l'île de Sullivan, auquel l'on donna le nom du colonel Moultrie. Les milices provinciales s'exerçaient, et les régimens soldés grossissaient chaque jour. Sur tous les points du territoire de la province, on se préparait à repousser les attaques de l'ennemi. 1775.

Quelque sincère que fût le zèle des habitans de la Caroline pour défendre leur pays, il était encore excité par les résolutions du congrès général. Il avait décrété que si Charles-Town était attaqué par les troupes anglaises, il serait entretenu dans la province trois régimens d'infanterie aux frais de l'Union; que si la convention ou le comité de sûreté jugeait expédient de saisir ou détruire un vaisseau quelconque, il pouvait le faire et compter sur l'approbation du congrès. Il recommanda, enfin, que l'on érigeât des forts et des batteries dans les endroits qui seraient estimés les plus convenables.

Mouvemens dans la Caroline du Nord.

L'agitation commençait aussi à se manifester dans la Caroline du nord, province dans laquelle, si l'on en excepte celle de New-York, les royalistes abondaient plus qu'en aucun autre. Le gouverneur, nommé Martin,

1775. était un homme actif qui s'étudiait continuellement à trouver de nouveaux moyens pour accroître le parti du roi. Les patriotes voyaient sur-tout d'un œil inquiet les habitans des contrées supérieures de la colonie, tous Ecossais et montagnards émigrés, avec lesquels on savait que le gouverneur entretenait des intelligences non interrompues. Le congrès n'avait pas négligé de prendre toutes les mesures propres à déconcerter ces projets. Il avait exhorté les partisans de la liberté à se réunir et à former des corps de milices, qui, dans le cas où la convention provinciale ordonnerait des levées, seraient considérées comme faisant partie de l'armée générale, et pris à la solde de l'Union. Les désirs du congrès furent remplis, sinon d'un consentement unanime, du moins avec toute la promptitude requise. On forma une convention provinciale qui remplaça l'assemblée ordinaire des représentans. Les comités de sûreté et autres institutions populaires furent érigés selon l'usage. Le gouverneur prit ombrage de ces mesures, quoiqu'il n'en fût point intimidé; et, afin de pouvoir soutenir une première attaque, et donner le temps, s'il était nécessaire, aux loyalistes des parties supérieures, de venir à son secours,

il fit fortifier et munir d'artillerie son hôtel à New-Bern. Le peuple se souleva, et s'empara de six de ces canons. Le gouverneur se réfugia précipitamment au fort Johnson sur la rivière du Cap-Fear. Les provinciaux craignant qu'il ne s'y fortifiât et n'en fît une place d'armes, destinée à tenir les chemins ouverts aux troupes qui seraient envoyées contre la colonie, résolurent de le débusquer de ce poste. Il paraît même qu'ils appréhendaient que le gouverneur ne proclamât la liberté des nègres, pour les employer au rétablissement de l'autorité royale. Le temps était précieux. Ils rassemblèrent leurs forces à Willmington, ville importante de la province, et mirent à leur tête le colonel Ashe, qui, du service du roi, était passé à celui du peuple. Ils marchèrent immédiatement au fort Johnson; mais le gouverneur qui n'avait pas voulu attendre une attaque aussi redoutable, s'était retiré à bord d'un vaisseau de guerre. La nuit suivante, le colonel Ashe entra dans le fort, et le réduisit en cendres. Il ravagea ensuite le pays, pour que son adversaire n'en pût tirer parti. Le gouverneur fut déclaré ennemi de l'Amérique, et accusé d'avoir voulu soulever les noirs contre leurs maîtres. Cette imputation n'était point sans fondement. Il 1775.

1775. répondit par un mémoire d'une longueur excessive qu'il fit répandre dans la province. Mais le congrès provincial traita cet écrit de libelle diffamatoire, et le fit brûler publiquement par la main du bourreau. Il rédigea, à cette époque, une longue adresse au peuple de la Grande-Bretagne : elle était remplie des protestations accoutumées. Tous ces évènemens agitaient singulièrement le peuple; mais bientôt un nouvel incident mit le comble à sa fureur. On trouva dans le jardin et dans les caves du gouverneur, des armes, de la poudre, des balles et des munitions de différentes espèces. La convention provinciale décréta une levée de mille hommes de troupes soldées, et une autre de trois mille *minutemen*. Il créa des billets de crédit pour leur entretien. Le congrès général voulant donner plus de consistance à son autorité, et connaissant de quelle importance il était de se rendre favorables les *régulateurs* et les montagnards qui habitaient les parties supérieures, leur dépêcha deux ministres de l'évangile, pour leur expliquer la nature de la querelle qui s'était engagée entre la Grande-Bretagne et les colonies. Les chefs du peuple ne négligeaient aucune voie pour arriver à leur but. On rassemblait des armes et de l'argent; on

exerçait les soldats ; on organisait les milices ; on échauffait le zèle des citoyens indifférens ou tièdes. Les chefs populaires de cette province, entourés d'ennemis, se montrèrent d'autant plus ardens, qu'ils avaient plus d'obstacles à surmonter. 1775.

Affaires de Pensylvanie.

On agissait avec plus de modération en Pensylvanie, soit que le caractère de ses habitans fût plus pacifique, soit que le gouverneur fût doué de plus de prudence. Cependant, et l'assemblée provinciale qui continuait à résider à Philadelphie, et tous les citoyens généralement, ne parurent point manquer d'activité dans leurs préparatifs de défense : les milices étaient exercées avec soin et avec succès. On avait observé que la largeur et la profondeur de la Délaware, qui baigne les murs de Philadelphie, exposaient cette ville à un danger imminent. Les vaisseaux anglais pouvaient remonter le fleuve jusqu'à cette hauteur, et porter les coups les plus funestes, non seulement à la ville et à la province, mais encore à toute la confédération. En conséquence, il fut résolu de fermer le passage avec des chevaux de frise. Ils consistaient en deux fortes poutres que l'on enfonçait dans le lit du fleuve parallèlement et à une distance convenable : elles étaient jointes

1775. par des pièces transversales, et à leur extrémité supérieure, dans une certaine inclinaison vers le courant de l'eau, s'élevaient deux autres grosses poutres, dont les têtes étaient armées de fer pour percer les vaisseaux qui tenteraient de remonter. Toutes ces constructions pesantes par elles-mêmes, et chargées encore de pierres énormes, ne pouvaient être facilement rompues, renversées ou arrachées. Aussi habilement exécutées qu'ingénieusement imaginées, elles furent d'un grand secours dans la suite de cette guerre. Les Pensylvaniens mettaient, en outre, beaucoup de zèle à se pourvoir d'armes et de munitions. L'assemblée provinciale avait nommé un comité, chargé d'examiner si les armes se faisaient avec la promptitude désirable et avec la perfection requise. Les armuriers, les fourbisseurs, étaient continuellement surveillés et excités. L'assemblée ordonna aussi la levée et l'équipement complet de plusieurs bataillons. Il se fabriquait une grande quantité de poudre dans les environs de Philadelphie : un seul moulin en fournissait cinq cents livres par semaine. Tout se dirigeait vers la guerre. Le gouverneur ne pouvait opposer de digue à cet entraînement universel ; il n'avait point de troupes royales à sa disposition.

1775.

Troubles dans la province de New-York.

La province, et particulièrement la ville de New-York, se trouvaient dans une situation pénible. Elles étaient exposées de toutes parts aux insultes des flottes britanniques : la ville avait même encore une garnison, quoique faible, de troupes royales. On y attendait de nouveaux renforts d'Angleterre, et l'on savait que tous les corps qui arrivaient en Amérique, débarquaient à New-York, pour en faire la place d'armes générale. Les députés de la province eurent donc ordre de demander au congrès, de prescrire la marche à tenir dans le cas de l'arrivée des troupes qui étaient déjà parties d'Irlande pour l'Amérique. Le congrès répondit qu'il fallait se tenir sur la défensive, laisser débarquer les Anglais et leur permettre d'occuper les casernes, pourvu qu'ils se comportassent paisiblement ; ne point souffrir cependant qu'ils élevassent des ouvrages pour interrompre la communication entre la ville et la campagne ; s'ils employaient la force, leur résister par la force ; transporter les munitions de guerre dans l'intérieur de la province ; désigner des refuges pour les femmes et les enfans ; enfin, le congrès exhortait tous les habitans à s'armer et à se tenir prêts à tout évènement. Mais ils ne tardèrent pas à être délivrés des

1775. craintes qui les tourmentaient : les troupes royales arrivèrent ; mais au lieu de débarquer à New-York, elles allèrent prendre terre à Sandy-Hook, d'où, sur les ordres du général Gage, elles se rembarquèrent pour se rendre à Boston. La bataille de Breed's-Hill avait diminué la garnison de cette ville, et l'on avait besoin d'hommes pour compléter les compagnies. Enfin, le détachement même qui occupait New-York depuis long-temps, se retira à bord d'un vaisseau de guerre qui était mouillé dans le port. La ville ainsi délivrée entièrement de la présence des troupes royales, se vit maîtresse absolue d'elle-même.

Ce fut à cette époque qu'arriva de Londres à New-York le gouverneur Tryon, homme d'un esprit fort actif, d'un caractère ardent, et jouissant d'un grand crédit dans la province. Il fut accueilli avec empressement ; ses efforts continuels en faveur de la cause du roi étaient généralement couronnés de succès. La tranquillité ne fut point troublée pendant un certain temps. Mais, un jour, il s'engagea une rixe dans laquelle un vaisseau du roi tira à boulet et à mitraille contre la ville, parce que les habitans avaient voulu transporter de l'artillerie d'un lieu dans un autre. Un grand nombre se réfugi

dans la campagne. Le gouverneur demanda 1775
à s'aboucher avec la convention, le comité de sûreté et les officiers de la milice. Il leur dit qu'il ne voyait pas sans une vive douleur la discorde qui régnait entr'eux; il les exhorta à user prudemment du pouvoir absolu qui avait passé dans leurs mains, les invitant à observer que les partis violens ne pourraient qu'agrandir la blessure, et mettre leur pays dans le péril manifeste d'être détruit de fond en comble. Cet exemple suffit pour faire voir à quels termes était réduite et sur quels frêles appuis reposait alors l'autorité royale en Amérique; puisque, dans la province même de New-York, celle de toutes qui comptait le plus de loyalistes, le gouverneur était arrivé à un tel point de détresse, qu'il priait au lieu de commander. Sa démarche démontra encore qu'il avait été envoyé, non pour gouverner une province qui ne voulait plus lui obéir, mais pour intriguer sourdement, pour semer la zizanie, pour corrompre les bons et pour soudoyer les méchans. Or, qui ne voit combien une telle conduite est contraire à la dignité du gouvernement d'une nation puissante, et combien elle est propre à le rendre méprisable aux yeux de la multitude? Il eût mieux valu, sans doute,

1775. que le gouverneur, connaissant la situation des affaires, se fût retiré de la province pour l'abandonner entièrement au pouvoir des patriotes; car gouverner sans commander, et commander sans être obéi, était une dégradation de son rang et de l'autorité royale elle-même.

Le congrès général s'était vivement alarmé des artifices du gouverneur Tryon. Il craignait qu'il ne parvînt à exciter des mouvemens dont le résultat pouvait être funeste: il s'occupa, en conséquence, à les prévenir. Il décréta que, dans toutes les provinces, on arrêterait et détiendrait sous bonne garde, tous les individus, quels qu'ils pussent être, dont les opinions donneraient quelques soupçons. Ce fut la loi des suspects. Les députés de New-York en envoyèrent des copies dans leur province. A cette nouvelle, le gouverneur Tryon redoutant quelque parti étrange, se réfugia promptement à bord d'un vaisseau anglais mouillé dans le port. Il enleva le sceau de la province. Mais, sur la fin de l'année, avec l'aveu du roi, il adressa une proclamation aux habitans de New-York, pour leur faire connaître les dispositions du prince, et le vif désir qu'il aurait que l'on pût trouver une voie honnête de conciliation entre les deux partis. Ainsi s'évanouit jusqu'à l'ombre

de l'autorité royale dans cette colonie, après que son action eût réellement cessé depuis long-temps. Voilà donc à quoi aboutirent les espérances que les ministres avaient mises dans les manœuvres et la finesse du gouverneur Tryon, qu'ils avaient regardé comme l'instrument le plus propre à agir sur une province d'une si haute importance. 1775.

Elle venait d'être divisée par la convention provinciale, en un certain nombre de districts, chargés chacun de fournir une compagnie. L'organisation de ces compagnies fut l'objet d'un règlement spécial. Mais cette ardeur qui se manifestait si vivement chez beaucoup d'individus, était loin d'être sincère. Des membres du congrès provincial même, osèrent dire hautement qu'ils ne recevraient point les billets de crédit, et qu'aussitôt que les troupes anglaises seraient arrivées, ils se rangeraient sous l'étendard royal. Les soldats provinciaux désertaient à l'envi. Tel était le résultat des menées secrètes du gouverneur, ou simplement, peut-être, de l'avarice, de la peur, ou de la fidélité des habitans. En admettant seulement cette dernière raison, les colons de New-York ne pourront se laver du reproche d'hypocrisie et de lâcheté, pour n'avoir pas osé suivre

1775. ouvertement les drapeaux du roi, et avoir même feint un grand zèle pour la cause que la plus grande partie des Américains avaient épousée. Mais la feinte et la dissimulation ne sont jamais plus fréquentes que dans les révolutions politiques des nations. Ceux qui naguère servaient des rois, servent des républiques; et des républicains ardens deviennent tout-à-coup des royalistes, selon que le veut leur ambition ou leur avarice. Telle est la misérable condition de la nature humaine, qu'elle n'est jamais conséquente à elle-même. Lorsqu'un homme abandonne un parti pour s'attacher à un autre, il y est poussé bien plus souvent par un motif coupable que par un vertueux repentir.

Conduite du Maryland,

Le Maryland suivait l'exemple des autres provinces. L'autorité de l'assemblée ordinaire y fut aussi transférée à une convention qui se forma dans la ville d'Annapolis. Elle proposa les articles d'une ligue composée de ses membres et de tous les hommes libres de la province. Ils engagèrent leur foi réciproquement, et tous envers l'Amérique, de persister, selon leur pouvoir, dans l'opposition, soit par les armes, soit par les restrictions commerciales. On décréta la levée de quarante compagnies de *minute-men*. Tous les

habitans de la province, hommes libres, de seize à cinquante ans, excepté seulement les ecclésiastiques, les médecins exerçant leur art, les individus attachés au gouverneur, les *minute-men*, les canonniers, et ceux enfin à qui leurs opinions religieuses ne permettaient pas de porter les armes, durent se faire inscrire dans une compagnie de milice. Cette ordonnance fait voir combien ce peuple était calme et éloigné de tout transport aveugle, puisque, dans une telle crise, les hommes réputés d'une utilité générale, furent exempts du service militaire, puisqu'enfin les opinions religieuses étaient aussi parfaitement respectées. L'organisation régulière de la milice fixa la solde des officiers et la paie des soldats. Un comité de sûreté fut investi de la direction des affaires de la milice et des *minute-men*, et même du pouvoir de prendre, pendant les vacances de la convention, toutes les mesures jugées nécessaires au bien de la province. Des comités subalternes furent établis pour la surveillance locale sur tous les points, et pour la transmission réciproque des avis utiles. Enfin, il fut créé pour 266,666 dollars de billets de crédit, afin de subvenir aux besoins des milices. Cependant le peuple avait déjà forcé les portes de l'arsenal pro- 1775.

1775. vincial, d'où il avait enlevé les armes et les munitions qui s'y trouvaient en quantité considérable.

Et du New-Jersey. L'autorité royale subsistait encore dans ses anciennes formes dans le New-Jersey; mais elle y était sans pouvoir, puisqu'elle y était sans armes. Ainsi la véritable autorité dirigeante était celle du peuple, qui avait à-la-fois l'appui des armes et celui de l'opinion générale. Les milices s'organisaient et s'exerçaient d'après les règlemens publiés par le congrès provincial. Le peuple s'était emparé des caisses publiques : une somme de 20 à 30,000 livres sterling qui s'y trouva, fut destinée à solder les milices. Outre celles que devait fournir la province, le congrès général invita la convention du New-Jersey à lever, sans délai, deux bataillons aux frais du trésor public : les officiers devant avoir les mêmes appointemens que ceux de l'armée de la confédération, et les soldats n'être engagés que pour un an. Sur ces entrefaites, le gouverneur Franklin convoqua l'assemblée provinciale. Il lui adressa un discours pour lui exprimer sa douleur des troubles actuels, et il déclara que les commandans des flottes britanniques sur toutes les côtes américaines, avaient l'ordre d'agir hostilement contre tout

port ou endroit quelconque, dans lequel des officiers du roi seraient insultés, ou dans lequel on leverait des troupes, on construirait des forts, ou l'on pillerait les magasins publics. Il parla aussi des vœux formés pour l'indépendance, et il ajouta que, quant à la sûreté de sa propre personne, il voulait s'en remettre entièrement à leur bonne foi. L'assemblée, dans sa réponse, nia expressément ce qui avait trait à l'indépendance : elle assura le gouverneur qu'il pouvait être tranquille sur son sort, et protesta finalement qu'elle voyait les troubles avec une peine sincère, mais qu'elle ne pouvait y remédier, puisque la cause en était dans les actes du parlement. 1775.

Evènemens et troubles dans le Connecticut, et dans le Rhode-Island.

Les deux provinces du Connecticut et de Rhode-Island étaient habitées par des hommes naturellement enthousiastes de la liberté, et elles étaient, de plus, dans une situation particulière. Elles ne connaissaient pas le frein d'un gouverneur royal, parce que, d'après leur constitution primitive, elles élisaient elles-mêmes ce magistrat : aussi depuis long-temps s'étaient-elles pourvues d'hommes, d'armes et de munitions. Ces mesures de sûreté étaient d'autant plus urgentes, que le voisinage des troupes anglaises de Boston devait les inquiéter, et qu'elles

1775. voyaient continuellement sur les côtes les vaisseaux ennemis employés à enlever des vivres, non seulement pour leur usage, mais encore pour celui de la garnison bloquée dans cette ville. De plus, le capitaine Wallace, commandant d'un vaisseau du roi, avec quelques autres bâtimens armés, nuisait considérablement à leur commerce, auquel il capturait chaque jour des navires appartenans à l'une ou à l'autre province. Il se porta même à une attaque furieuse contre la ville de Bristol. Les maisons, les magasins, les églises, souffrirent excessivement du feu de son artillerie : il ne le cessa que lorsque les habitans se furent soumis à fournir de la viande fraîche à cet homme sans pitié. Mais ces hostilités commises par les vaisseaux du roi contre une ville sans défense, ne firent qu'accroître le mécontentement déjà trop violent des Américains : ils s'en plaignirent avec amertume dans une foule d'écrits publics et particuliers.

Mais le capitaine Wallace n'était point d'un caractère à se laisser détourner facilement de ses résolutions ; et peut-être, d'ailleurs, était-il lui-même entraîné par la nécessité. La faute en était moins à lui qu'aux ministres, qui, par leurs rigoureux conseils, avaient provoqué la guerre sans avoir pré-

paré les moyens de la soutenir. Alors, ne 1775.
pouvant combattre en pleine campagne pour vaincre, il fallait piller pour vivre. Le capitaine Wallace se mit donc à ravager par ses pirateries, les côtes du Connecticut et de Rhode-Island. L'armée du Massachusset envoya au secours des Rhodiens plusieurs corps de troupes sous les ordres du général Lee. Cet homme, d'un caractère violent, et peu accoutumé à respecter les lois et l'ordre public, lorsqu'il s'agissait de favoriser la révolution américaine, obligea aussitôt les peuples qu'il venait défendre, à s'engager, par les plus terribles sermens, à rompre toute espèce de relation avec les instrumens de la tyrannie ministérielle, vulgairement nommés, disait la formule du serment, les troupes et les flottes du roi ; à ne leur prêter aucune assistance quelconque ; à dénoncer les traîtres aux autorités publiques, et à prendre les armes pour la défense de la liberté américaine, toutes les fois qu'ils en seraient requis par le congrès général ou leurs magistrats particuliers. Le congrès improuva la conduite du général Lee : il s'en inquiéta peu. Il traitait de pusillanimité le respect des lois civiles au milieu des armes ; et, dans des temps de révolution, il regardait comme légitime tous

1775. les moyens qui pouvaient le mener à ses fins. Manière d'agir qui, si elle conduit une révolution à son but, laisse et prépare même, comme l'expérience le démontre, tous les élémens d'une autre qui lui succède.

L'assemblée de Rhode-Island décréta que ceux des habitans de la colonie qui entretiendraient des intelligences avec les ministres britanniques, ou avec leurs agens, qui fourniraient aux armées ou aux flottes, des armes et des munitions de guerre, ou des munitions navales, ou, enfin, qui serviraient de pilotes aux vaisseaux anglais, encourraient la peine de mort, et la confiscation de leurs terres et de leurs biens. Elle prononça la confiscation des propriétés de quelques individus, qu'elle déclara ennemis de la liberté de l'Amérique. Elle émit pour 20,000 livres sterling de billets de crédit. Ces mesures, et la présence du général Lee, assurèrent la tranquillité du Rhode-Island.

Evènemens dans le New-Hampshire et dans la Géorgie.

Le gouverneur Wentworth séjournait encore dans le New-Hampshire. Mais les patriotes y prirent peu-à-peu le dessus, et son autorité déclinait en proportion. Craignant, enfin, quelqu'accident fâcheux, il se retira dans le château nommé *Guillaume et Marie.*

Les administrations populaires avaient éga-

lement remplacé les anciennes autorités dans 1775.
la Géorgie. Les partisans du roi y étaient cependant en plus grand nombre; et le congrès général y avait envoyé, par mesure de prudence, un bataillon armé aux frais de la confédération. Mais avant qu'il fût rendu à sa destination, il s'était engagé une action très-sanglante entre les insurgés qui occupaient le fort de Savanah, et les troupes royales qui les y attaquèrent, et le leur reprirent. La capitulation fut observée, et les vaincus n'eurent à se plaindre d'aucune cruauté. Les patriotes étaient néanmoins plus nombreux dans le reste de la province, et ils se préparaient à rentrer de vive force dans la citadelle de Savanah. Ils étaient mieux armés et plus unis que leurs ennemis, qui manquaient de munitions, et se trouvaient disséminés sur différens points.

C'est ainsi, comme on vient de le voir, que l'autorité royale fut abolie dans les diverses provinces. Elle y fut remplacée progressivement par celle du peuple, c'est-à-dire, par les congrès ou conventions extraordinaires qui se formèrent dans chacune d'elles. Mais cela ne suffisait pas encore à ceux qui dirigeaient les affaires de l'Amérique. Leur but réel étant l'indépendance, et

1775. l'état actuel, comme régulier et précaire de sa nature, laissant une voie ouverte d'arrangement avec l'Angleterre, et de retour à l'union et à la dépendance, ils désirèrent que l'on établît dans chaque province un régime qui eût l'apparence d'une constitution stable, afin d'accréditer l'opinion générale que les Américains étaient capables de se gouverner par leurs propres lois. Mais les chefs du parti populaire avaient de grandes difficultés à vaincre dans l'exécution de ce projet, malgré l'ardeur qui se manifestait de toutes parts pour seconder leurs opérations. La plupart approuvaient la résistance, mais ils étaient opposés à l'indépendance, ou, du moins, répugnaient à l'idée d'y travailler ostensiblement. C'est pourquoi ceux qui avaient la direction suprême des affaires, craignant de nuire à leur succès par trop de précipitation, résolurent de n'agir qu'avec une excessive prudence; et ils n'arrivèrent au but qu'en protestant toujours que leur marche était dirigée d'un autre côté. Il était d'une haute importance de commencer l'exécution de ce plan, par les provinces qui se montraient les plus opposées à l'Angleterre. Ses auteurs espéraient que, lorsqu'il serait accompli dans l'une ou dans quelques-unes d'entr'elles, les

autres imiteraient promptement cet exemple. 1775.
Aucune province ne paraissait plus propre à le donner que celle du Massachusset. Le congrès provincial de cette colonie, expédia des circulaires pour l'élection des représentans qui auraient à statuer sur la forme de gouvernement. Deux cents députés s'assemblèrent à Watertown ; et prenant les anciennes formes de la constitution britannique, ils se constituèrent en assemblée ordinaire ou chambre des représentans, et s'investirent de toute l'autorité attribuée à ces assemblées par les anciens statuts. Ils établirent ensuite un conseil permanent, pour assister le gouverneur dans ses délibérations. Ainsi l'autorité royale se convertit d'abord en autorité populaire tumultueuse, puis ensuite en autorité populaire régulière. Toutes ces opérations s'exécutaient, disaient-ils, non point pour arriver à l'indépendance, mais pour induire l'Angleterre à condescendre à un arrangement honorable et juste. Un des premiers actes de cette chambre, fut de se procurer une somme de 30,000 livres sterling, par le moyen d'une taxe. Il en résulta un mécontentement d'autant plus vif, que le peuple s'était persuadé que, puisqu'il était en insurrection pour ne point payer d'impôts à

1775 l'Angleterre, il ne devait pas en payer non plus à son propre gouvernement.

Mais les autres colonies ne suivirent que lentement la route tracée par le Massachusset : soit que ses vues d'indépendance fussent trop manifestes, soit que cette colonie se trouvant dans une situation particulière, les autres qui ne la partageaient point, ne crussent pas devoir marcher sur ses traces. Les chefs, loin de se décourager, résolurent d'employer dans cette circonstance, l'autorité du congrès général. Ils firent arriver du New-Hampshire de nouvelles instructions aux députés de cette province, pour leur enjoindre de faire expliquer le congrès sur le mode d'administrer la justice et le gouvernement intérieur de la colonie. Cette discussion excita de violens débats : beaucoup de membres ne voyaient que trop bien où elle tendait. Néanmoins les patriotes, favorisés par les circonstances et leur audace, finirent par l'emporter. Il fut décidé que la convention provinciale du New-Hampshire serait invitée à réunir de tous les points les représentans du peuple, afin que ceux-ci prissent toutes les mesures et rendissent toutes les lois les plus propres à assurer la paix et l'ordre dans la province, pendant la présente contestation.

Mais la convention provinciale, soit par impatience, soit pour inspirer plus d'intérêt par une grande démonstration de chaleur, avait prévenu le décret, et déjà les circulaires pour l'élection des représentans étaient expédiées. Ils se réunirent à Exeter, prirent le nom et l'autorité de la chambre des représentans, et établirent le conseil ordinaire. 1775.

L'exemple du Massachusset et du New-Hampshire ne parurent pas encore suffisans pour décider les autres provinces à prendre les mêmes résolutions. Les habitans de ces colonies n'étaient pas exempts de jalousie contre celles qui composaient la Nouvelle-Angleterre. Il était donc à désirer que le plan proposé s'exécutât dans quelqu'une des provinces du centre. L'attention devait se porter d'abord sur la Virginie, soit à raison de son étendue et de sa puissance, soit à cause des secousses politiques qu'elle venait d'éprouver, depuis que lord Dunmore, par la publication de la loi martiale, y avait fait cesser toute autorité civile de la part de l'Angleterre. Le congrès-général rendit donc relativement à cette province, les mêmes décrets que pour le New-Hampshire. Au nombre des députés qui parlèrent dans cette occasion, on doit remarquer Samuel Adams,

1775. qui y apporta plus de zèle qu'aucun autre, et qui sembla remporter un triomphe personnel.

Ce fut à cette époque que les nouvelles d'Angleterre apprirent que le gouvernement avait dédaigné de faire réponse à la pétition adressée au roi par le congrès, et remise par Penn, ancien gouverneur de la Pensylvanie. On sut même qu'aucun des ministres n'avait condescendu à lui faire la moindre question, relativement aux affaires de l'Amérique. C'était une preuve non-équivoque de leur obstination dans le parti qu'ils avaient adopté. L'animosité des colons en devint plus violente, et l'entreprise des fauteurs de l'indépendance infiniment plus facile. Ils déclaraient en tous lieux qu'on ne pouvait plus rien espérer du gouvernement anglais; qu'en conséquence, la seule voie de salut qui restât, était de déployer des forces redoutables, de secouer un joug odieux, et d'apprendre à marcher sans guide.

Ces discours n'eurent point de succès auprès de l'assemblée générale de Philadelphie, qui, bien qu'animée d'un zèle égal à celui de tout autre corps pour résister aux lois extraordinaires du parlement, ne voulait point cependant entendre parler d'indépendance.

Elle manifesta son mécontentement, en enjoignant à ses députés au congrès-général de s'opposer à toute proposition qui tendrait à une scission totale d'avec la mère-patrie, ou à une révolution dans la forme du gouvernement. C'est au milieu de ces efforts opposés que l'Amérique marchait vers l'indépendance. 1775.

Guerre de Boston.

Mais il est temps de retourner sous les murs de Boston. Les Américains avaient à y combattre deux obstacles majeurs : l'un était le manque de poudre auquel, malgré tous les efforts, on ne pouvait parvenir à remédier ; l'autre était le terme de l'engagement des soldats. Dans la persuasion que la guerre se terminerait promptement, ou dans la crainte de voir au milieu d'eux une armée permanente, les colons n'avaient enrôlé leurs troupes que pour un an. Ils étaient donc menacés de les voir déserter leurs drapeaux, à l'expiration de l'année ; et alors le siége était levé en un jour. Pour subvenir d'abord au manque de poudre que leur pays ne pouvait leur fournir qu'en proportion très-insuffisante, ils imaginèrent d'en acheter des étrangers. Plusieurs bâtimens bons voiliers furent envoyés à la côte de Guinée, d'où ils en rapportèrent d'immenses quantités, qu'ils ache-

1775. tèrent des bâtimens européens employés à la traite. Les Philadelphiens connaissant le bon esprit des habitans des îles Bermudes, et quel besoin de vivres ils éprouvaient, y expédièrent un gros brick, et les Caroliniens une corvette, qui en rapportèrent cent dix tonneaux de poudre. L'assemblée du Massachusset défendit d'en faire usage à la chasse et dans les réjouissances. Alors seulement on commença à moins sentir le défaut de ce premier instrument des guerres modernes. Il restait à parer aux inconvéniens de l'expiration du congé des soldats : le congrès députa quelques-uns de ses membres au général Washington, pour se concerter avec lui sur les moyens les plus efficaces de prévenir une révolution aussi funeste de la part de l'armée. Ces députés étaient tous des hommes d'un esprit supérieur : on distinguait à leur tête le docteur Benjamin Franklin. Ils mirent tant d'adresse dans cette négociation, que presque toutes les troupes consentirent, non sans de graves difficultés, à rester à la solde de la confédération. Le congrès décréta, en outre, que l'armée du blocus de Boston devait être portée à plus de vingt mille hommes, et que chaque colonie ferait des levées de bataillons aux frais de tout le continent.

C'est vers ce temps que le docteur Church, premier médecin de l'armée, fut déclaré traître. Il entretenait des intelligences secrètes dans Boston. Etant découvert, il fut traduit devant la chambre des représentans dont il était membre. Il ne nia point, mais il dit n'avoir agi que pour le bien de la patrie. Ne pouvant en fournir la preuve, il fut expulsé de l'assemblée. Quelques personnes prétendirent que toute cette affaire n'était qu'un artifice : le congrès décréta que l'accusé serait détenu dans les prisons du Connecticut. 1775.

Le général Gage retourna en Angleterre, où le roi le rappela : sa conduite n'avait point répondu à l'attente du gouvernement : il avait employé les voies de douceur quand il aurait fallu montrer de la force, et la violence quand il eût suffi de la persuasion. Il était arrivé en Amérique, accompagné de l'affection générale ; il en partit abhorré, peut-être moins par sa faute que par celle des ministres qui, au lieu de lois rigoureuses, auraient dû envoyer de puissantes armées ; ou, enfin, au lieu d'armées, des conditions d'arrangement qui pussent se concilier avec les opinions des Américains. Mais les hommes, pour l'ordinaire, ne savent point user de toutes leurs

1775. forces, ni surmonter la honte de descendre à un accommodement : de là les retards, les incertitudes et les demi-mesures qui font si souvent avorter les entreprises. William Howe, militaire estimé pour ses talens, et distingué par sa naissance, succéda au général Gage.

Washington se trouvait alors environné de nombreuses difficultés : elles provenaient de l'organisation de son armée, et augmentaient chaque jour à proportion que l'ardeur de ses troupes se refroidissait. Chaque jour il devenait plus évident que le succès des guerres ne réside pas dans les élans populaires, mais dans les bonnes armes, la discipline et l'obéissance : et c'est ce qu'était loin d'offrir le camp des insurgés. Le vice principal qui s'y faisait remarquer, était que la plupart de ces troupes n'ayant pas été levées par l'autorité du congrès, mais par celle des assemblées provinciales, leur organisation, au lieu d'être uniforme, présentait une excessive variété dans la formation, l'armement, les grades, la solde, et généralement dans tout ce qui tient au service militaire. Il est facile de concevoir combien il devait souffrir d'une telle disparité. Washington avait cru devoir faire un cas particulier des milices du Massachus-

set, comme étant les plus nombreuses, mais 1775.
sur-tout comme étant animées de ce zèle qui distinguait leur province, pour entreprendre et supporter tout ce qui pourrait contribuer au triomphe des armes de la confédération. Le général fut trompé dans son attente. Les soldats du Massachusset, trop enthousiastes de la liberté, avaient élu eux-mêmes leurs propres officiers, procédé incompatible avec la discipline : ces officiers n'étaient point respectés; ils exigeaient envain l'obéissance. Il faut convenir, au reste, que plusieurs d'entre eux s'avilissaient par une rapacité qui se portait sur les propriétés particulières comme sur les propriétés publiques. Ils criaient liberté pour pouvoir assouvir librement leur insatiable cupidité. L'état d'affliction où était plongée leur patrie, loin de les émouvoir et d'obtenir leurs égards, semblait accroître en eux cet infâme penchant pour le pillage. Ce fléau désastreux fut en tout temps un des premiers résultats des révolutions politiques. Ce sont les hommes les plus dépravés, les plus corrompus, qui professent l'amour le plus ardent pour le bien public, et qui, sous ce voile, se livrent sans pudeur à la soif de rapine qui les dévore. Dans ce désordre, la voix des citoyens honnêtes n'est point écoutée,

1775. parce que les scélérats font éclater les protestations du même zèle, et on ne réprime point ces scélérats parce que l'on a besoin d'eux. Un autre vice de l'armée américaine était que chaque colonie, et non le congrès général, payait, habillait et nourrissait ses troupes : il en résultait une confusion singulièrement nuisible au bon ordre et à la discipline. On n'avait pas encore eu l'idée, ou peut-être au milieu de tant d'intérêts divers, n'avait-on pas eu la possibilité de créer un commissaire ou intendant-général, chargé de tous ces détails d'administration. Pour surcroît de désordre, quelques généraux américains mécontens des promotions faites par le congrès, s'étaient retirés dédaigneusement dans leurs foyers. Les maladies s'étaient introduites dans le camp, et sur-tout la dyssenterie, fléau si funeste aux armées. La fin de l'automne rendait déjà le froid très-sensible : le soldat souffrait beaucoup du manque de barraques. Le congrès avait cependant porté son attention sur ce point : mais les entrepreneurs, après avoir reçu les fonds nécessaires, ne fournissaient rien, et, selon leur usage, ils criaient par-tout qu'ils n'étaient point payés, de sorte que tous les torts paraissaient retomber sur le gouvernement :

tant cette race d'hommes est industrieuse à faire naître la confusion pour voiler leurs manœuvres! Néanmoins la prudence et l'autorité de Washington pourvoyaient à tous les besoins. S'il recueillit une gloire immense, en conduisant cette guerre terrible vers une fin heureuse, on ne lui doit pas, sans doute, de moindres éloges, pour a[illegible] retenir sous ses drapeaux une armé[illegible]sée de tant d'élémens divers, et assiég[illegible] tant de besoins cruels. Ce succès est au moins aussi honorable, et peut-être plus difficile à obtenir que la victoire elle-même. 1775.

Les Américains, pour qui le spectacle d'une armée était entièrement neuf, venaient de tous les environs, et même des parties lointaines. Hommes et femmes arrivaient en foule au camp de Boston, et montraient une vive satisfaction de l'air martial de leurs concitoyens. Les soldats sentaient renaître leur courage, et les habitans leurs espérances. Les Indiens eux-mêmes accouraient: très-méfians de leur naturel, ils voulaient s'assurer par leurs yeux de la vérité des choses qu'ils avaient entendu raconter. Ils furent accueillis avec des égards particuliers. Pour divertir les Américains, ou pour donner une grande idée de leur force et de leur

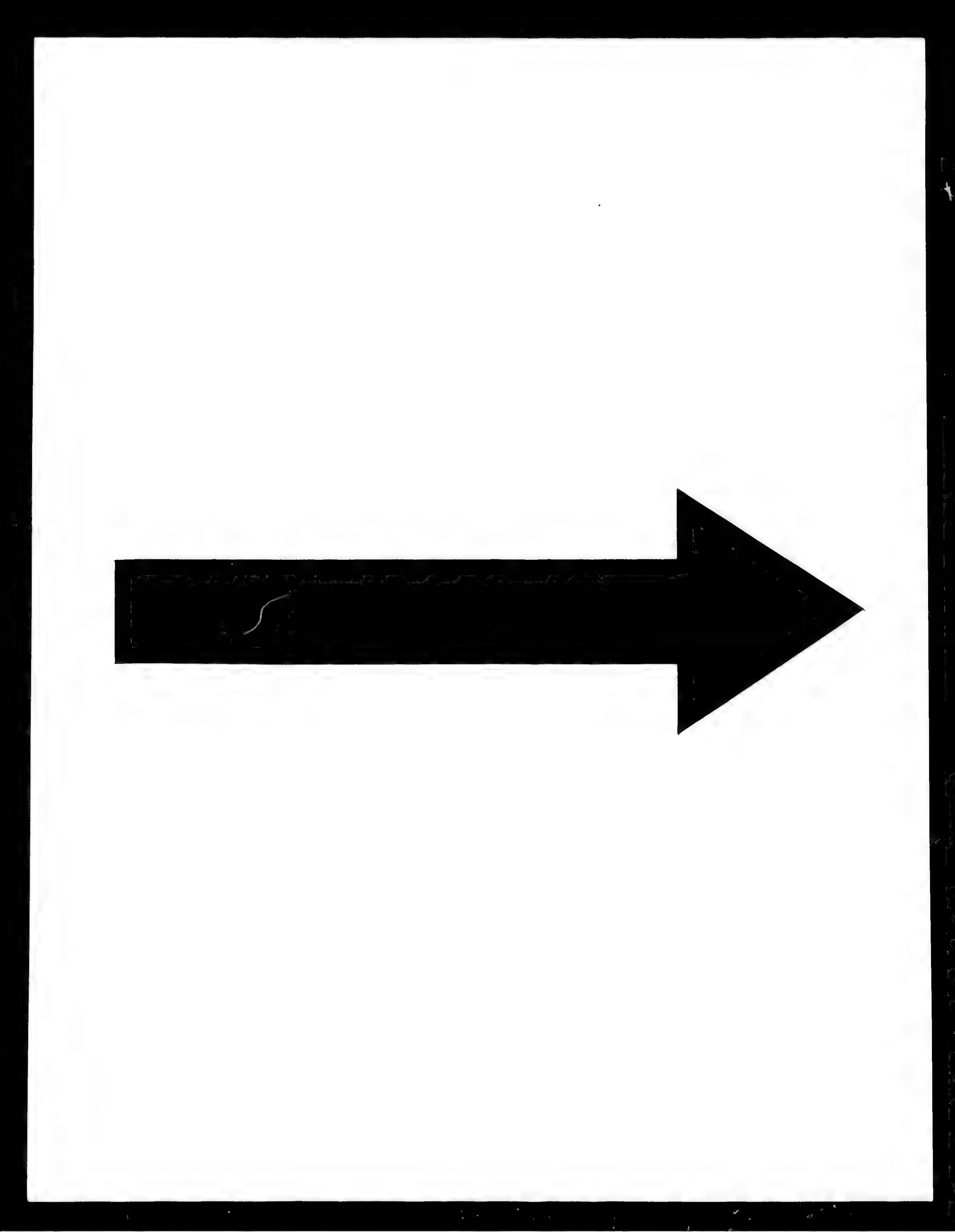
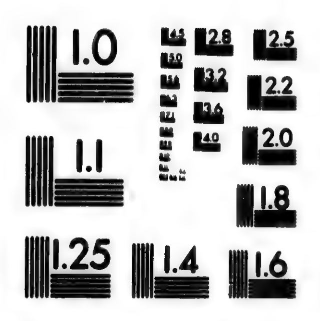


IMAGE EVALUATION
TEST TARGET (MT-3)



6"



1775. adresse, ils donnaient des simulacres de combats, et des représentations des fêtes en usage parmi eux. Les prévenances mutuelles, la familiarité qui en résulta, et la présence des nombreux bataillons des Américains qui tenaient les troupes anglaises renfermées dans les murs d'une ville, firent une telle impression sur les Indiens, que, malgré toutes les séductions et toutes les instances des Anglais, ils témoignaient généralement une grande répugnance à suivre leurs drapeaux. Les colons observaient ces sentimens avec une extrême satisfaction.

Quoiqu'il ne se livrât aucune action importante autour de Boston, il s'engageait souvent néanmoins de vives escarmouches, dans lesquelles les Américains acquéraient plus de hardiesse et d'amour de la gloire. Washington désirait ardemment que ses troupes se mesurassent avec l'ennemi dans ces fréquentes rencontres. Il redoutait autant pour elles les suites funestes de l'oisiveté, qu'il recherchait les occasions de les aguerrir.

Cependant la détresse dans laquelle se trouvait la garnison de Boston, croissait de jour en jour. Elle ne pouvait être que faiblement soulagée par les ressources que les vaisseaux anglais se procuraient dans leurs

excursions sur les côtes voisines. Les habitans avaient retiré leurs bestiaux et leurs grains dans l'intérieur des terres ; et ils défendaient opiniâtrément, les armes à la main, ce qui leur restait. Les Anglais ne pouvaient non plus espérer de tirer des vivres des îles adjacentes, ou des autres parties du continent américain encore soumises au roi, puisqu'elles en manquaient elles-mêmes. Cette disette était produite par un décret du congrès, qui prohibait tout transport de denrées ou marchandises des colonies vers le Canada, la Nouvelle-Écosse, l'île Saint-Jean, Terre-Neuve et les deux Florides, de même que vers les parages où les Anglais avaient leurs pêcheries. Il arrivait souvent que les partis que ceux-ci mettaient à terre sur les côtes du Massachusset, pour y fourrager, étaient attaqués et repoussés par les troupes provinciales. La marine anglaise avait ordre de traiter en ennemis les endroits qui résisteraient à l'autorité du roi. Non contens de résister, les habitans de Falmouth, port très-florissant du Massachusset, avaient fort maltraité un vaisseau chargé des effets de quelques loyalistes. Les Anglais foudroyèrent la ville, et un détachement qu'ils débarquèrent la brûla totalement.

1775.

Destruction de Falmouth.

1775. La destruction de Falmouth provoqua une résolution très-vigoureuse de la part de l'assemblée du Massachusset. Peu de temps auparavant, elle avait ordonné l'armement de plusieurs vaisseaux pour protéger les côtes: exerçant la puissance souveraine, elle décréta alors qu'il serait donné des lettres de marque et de représailles, et qu'il serait créé des cours de l'Amirauté, pour juger de la validité des prises. Elle déclara, d'ailleurs, que son intention était uniquement de défendre ses côtes, et que l'on n'arrêterait que les seuls bâtimens qui seraient chargés de vivres pour les soldats qui faisaient la guerre aux Américains.

Peu de temps après, le congrès général lui-même sentant la nécessité d'intercepter la navigation des Anglais, et de protéger les côtes du continent, suivit l'exemple donné par les corsaires du Massachusset. Il donna l'ordre de construire et d'armer une flotille de cinq bâtimens de 32 canons, de cinq autres de 28 et de trois de 24. Les provinces devaient fournir ces bâtimens dans la proportion suivante: Le New-Hampshire un, le Massachusset deux, le Connecticut un, le Rhode-Island deux, le New-York pareil nombre, la Pensylvanie quatre, et le Mary-

land un, qui faisait le treizième. Le commandement de cette flotille fut donné à l'amiral Hopkins. Le congrès parut hésiter dans l'expédition des lettres de marque et de représailles. Il se détermina pour une mesure qui, en apparence moins hostile, devait cependant avoir les mêmes résultats : il autorisa ses vaisseaux à enlever tous ceux qui tenteraient de donner assistance à l'ennemi, de quelque manière que ce fût. Il créa aussi des cours d'amirauté. Ainsi il retirait à lui par degrés, l'autorité souveraine toute entière. Les Américains mirent une incroyable diligence à l'équipement de leurs bâtimens. Bientôt on en vit un grand nombre courir les mers voisines, et y faire de fréquentes prises sur les Anglais. Ceux-ci soupçonnant peu une telle hardiesse, se voyaient avec confusion surpris sur un élément, dont jusqu'alors ils s'étaient regardés, à juste titre, comme les maîtres absolus. Les courses de cette nouvelle marine furent aussi avantageuses aux Américains, que funestes à leurs ennemis. Le gouvernement britannique, informé de la détresse à laquelle était réduite la garnison de Boston, avait embarqué, avec des frais énormes, une immense quantité de bœufs et de toutes sortes de bétail vivant, de viande sa-

1775.

1775. lée et de légumes, pour ravitailler au plutôt cette place importante. Les vents contraires retinrent d'abord ce convoi en mer beaucoup au-delà du terme prévu : les bestiaux moururent, et les légumes se gâtèrent. Le reste, parvenu enfin sur les côtes d'Amérique, y fut presqu'entièrement la proie des croiseurs insurgés, et souvent sous les yeux mêmes des capitaines anglais, qui, arrêtés par le calme ou battus par les vents, ne pouvaient aller à leur secours. On manquait totalement de bois à Boston : le gouvernement, pour y suppléer, avait fait charger à bord des transports une quantité considérable de charbon. La plus grande partie tomba au pouvoir des Américains : ainsi la garnison et les habitans mêmes de Boston, au milieu de la saison la plus rigoureuse, se trouvèrent absolument dénués de combustibles. La fortune ne se montra pas seulement favorable aux insurgés, dans leurs efforts pour intercepter les moyens de subsistance que le gouvernement britannique envoyait à ses troupes : elle livra même entre leurs mains les munitions de guerre et les armes, dont ils avaient eux-mêmes le plus urgent besoin.

Pressé par la nécessité toujours croissante, le général Howe avait déjà fait sortir de Bos-

ton et transporter sur la terre ferme voisine 1775.
plus de sept cents bouches inutiles. Il a été dit, dans le temps, que parmi ces individus, il y en avait qui étaient attaqués de la petite-vérole. Si le fait est vrai, du moins ne peut-on penser qu'il ait été le résultat d'un calcul odieux pour infecter le camp américain : le caractère du général Howe ne comportait point une telle atrocité. Il est certain seulement que beaucoup d'Américains le crurent et le publièrent. L'assemblée du Massachusset, soit qu'elle ajoutât foi à ces bruits, soit qu'elle voulût seulement les accréditer, ordonna toutes les précautions d'usage en pareil cas. Pour se procurer des moyens de chauffage, le général Howe fit démolir plusieurs maisons à Boston ; car les bâtimens légers des Américains croisaient si activement dans ces parages, qu'on ne pouvait plus espérer de tirer ni bois ni charbon des côtes voisines.

Sur ces entrefaites, la chambre des représentans du Massachusset créa des billets de crédit pour la valeur de 50,000 liv. sterling. Sachant combien les hommes sont susceptibles de se laisser conduire par des paroles et des signes, elle apporta un grand soin à la fabrication de ces billets. On y voyait un Américain tenant de la main droite une épée,

1775. autour de laquelle étaient écrits ces mots latins : *Ense petit placidam sub libertate quietem.* De la gauche il soutenait la légende : *Magna charta*, et on lisait à l'exergue : *Pour la défense de la liberté américaine.* La chambre des représentans ordonna aussi qu'il serait fait des distributions de bois à l'armée. Mais il semblait qu'elle ne prît tous ces soins que forcément et de mauvaise grâce : l'impatience ou l'avarice avait sensiblement refroidi le zèle de ces patriotes naguère si ardens. Le général Lee, accoutumé à s'exprimer sans nulle espèce de ménagement, n'épargnait point le blâme aux représentans ; il les traitait sans détour, d'esprits étroits et pusillanimes, qui, dans la crainte de perdre la faveur populaire, n'osaient prendre une résolution énergique et frapper un coup décisif. Le congrès décréta cependant qu'en vertu de la loi du talion, le traitement qu'éprouveraient ceux des Américains qui tomberaient au pouvoir de l'ennemi, serait rendu à ces partisans de l'oppression ministérielle, dont le sort des armes les rendait maîtres. Cette question du traitement réciproque des prisonniers de guerre, avait donné lieu à de vifs débats de part et d'autre. Nous avons des lettres écrites à ce sujet dans un style fort animé par les généraux

Gage et Washington. Quoiqu'il soit probable que les torts aient été mutuellement exagérés, il est certain qu'on n'observa point, envers les prisonniers, les lois de la guerre, et que l'on agit à leur égard avec une extrême inhumanité. Peut-on s'en étonner? Ne sont-ce point là les fruits ordinaires des guerres civiles? 1775.

Telle était, vers la fin de cette année, la situation politique et militaire de la province du Massachusset, et tels étaient les évènemens qui avaient lieu sous les murs et dans les parages de Boston. Ceux qui occupaient cette ville n'osaient pas en sortir, et éprouvaient chaque jour une disette plus douloureuse de vivres et de combustibles, tandis que ceux du dehors ne tentaient point de les y attaquer, et se croyaient sûrs de triompher à la fin par leur seule persévérance.

Invasion du Canada.

Mais l'expédition la plus importante de toute cette année, fut incomparablement l'invasion du Canada par les troupes américaines. Le congrès avait réfléchi que ce n'était sûrement point sans des vues d'un grand intérêt, que le ministère avait envoyé dans cette province, en qualité de gouverneur, le général Carleton, homme d'un caractère énergique, d'un esprit vaste et d'un nom illustré par des

1775. exploits militaires. Il était investi, comme nous l'avons vu, de pouvoirs si étendus, qu'aucun gouverneur avant lui n'en avait offert d'exemple. On savait qu'il faisait tous ses efforts pour faire lever les Canadiens et les Anglais, et les mettre en campagne contre les colonies. Quoiqu'il eût, dans le principe, trouvé une grande répugnance chez les premiers, il était à craindre qu'en employant l'adresse et l'autorité, il ne parvînt définitivement à les ranger sous ses drapeaux. On n'ignorait point dans quelle disposition étaient les peuples du Canada, toujours Français dans le cœur. On savait qu'ils nourrissaient, d'ailleurs, un vif mécontentement de l'acte de Québec : acte, à la vérité, favorable à leur religion, mais qui les remettait dans la dépendance de la noblesse qu'ils détestaient. Il était donc urgent de profiter de leurs sentimens actuels, avant que le général Carleton ne parvînt à les ramener à son parti. On se flattait que les Américains, pénétrant dans le Canada, les habitans ne balanceraient pas à épouser leur cause, excités d'un côté par la haine qu'ils portaient aux nobles, et rassurés de l'autre par la modération que les colons avaient toujours fait paraître en matière de religion. Cette province était, d'ail-

leurs, dégarnie de troupes de ligne : on les 1775.
avait fait passer à Boston. De plus, le congrès avait été instruit qu'au printemps suivant, le gouvernemement devait envoyer au Canada des forces et des approvisionnemens considérables d'armes et de munitions, pour prendre les colonies de revers : opération qui, si elle n'était point prévenue à temps, devait avoir des suites incalculables. Les colons attaqués à-la-fois de front et à dos, ne pouvaient espérer de résister.

Le projet d'une expédition au Canada était appuyé, d'ailleurs, par l'heureux succès de celles de Tyconderago et de Crown-Point, qui avaient ouvert aux Américains le chemin de cette province. L'occasion ne pouvait être plus propice : les troupes anglaises renfermées dans Boston, et occupées de leur propre défense, étaient hors d'état de porter du secours dans une partie si éloignée des provinces de la confédération. Mais il y avait à craindre que de plus longs retards ne fournissent au ministère britannique le temps de faire les apprêts nécessaires pour accabler les colonies d'un seul coup, et les ramener à leur ancienne soumission. Il se présentait, en outre, une considération essentielle. Dans l'origine des mouvemens populaires, les chefs

1775. doivent aspirer à frapper des coups d'éclat pour entretenir l'exaltation des esprits : ils courent risque, autrement, de voir réfroidir l'enthousiasme qu'ils avaient excité; et l'époque du retour à l'ordre est toujours celle de la perte des agitateurs. Dans les entreprises hasardeuses tentées par les peuples insurgés, l'espérance et la crainte naissent et s'évanouissent aussi promptement. Plus ils croient leur cause juste, plus ils mettent d'ardeur à la défendre; et ils ne la croient juste que lorsqu'elle est heureuse. D'après toutes ces considérations, l'expédition du Canada fut résolue. Les hommes sages ne pouvaient toutefois fermer les yeux sur les nombreuses difficultés qu'elle présentait. Ce n'était plus se tenir sur la défensive, mais se rendre coupable d'attentat contre un prince auquel on affectait encore de jurer fidélité, que de porter les armes dans une de ses provinces, qui ne réclamait en aucune façon le secours qu'on prétendait lui offrir. Ce n'était pas seulement exciter à la révolte contre leur légitime souverain, des sujets paisibles et non opprimés, c'était occuper violemment leur pays, et les entraîner, malgré eux, à la sédition. N'était-il point à redouter qu'une entreprise aussi audacieuse ne révélât trop

ouvertement les projets du congrès général; 1775.
et qu'alors, ceux des colons qui combattaient de bonne foi pour obtenir la révocation des lois oppressives, tout en abhorrant l'idée d'une séparation totale, en désirant même de reprendre leurs anciens liens, n'abandonnassent aussitôt une cause qui ne serait plus la leur? Beaucoup de membres du congrès ne dissimulaient même point leur appréhension de perdre, par cette démarche impolitique, la faveur qu'un grand nombre d'habitans de l'Angleterre, et plusieurs membres du parlement, avaient jusqu'alors accordée à la cause de l'Amérique. De sujets offensés, les colons devaient-ils devenir des ennemis dangereux; d'habitans opprimés, des soldats oppresseurs; de citoyens alarmés de l'ombre de la tyrannie, les agresseurs d'une province paisible? La prudence voulait que l'on pensât que la crainte de voir piller ou dévaster les effets et les marchandises appartenant à l'Angleterre, dont se trouvaient remplis les magasins du Canada, et sur-tout ceux de Québec, ne pouvait manquer d'aliéner les esprits de toutes les parties intéressées.

Mais l'on répondait du côté opposé, que, lorsque l'on a pris les armes et déjà versé le

1775. premier sang, se borner à la guerre défensive, c'est vouloir laisser le champ libre à l'ennemi qui n'a point la même retenue; que puisque les hostilités étaient commencées, il fallait les poursuivre avec toute la vigueur possible ; et qu'assurément on ne pouvait porter un coup plus sensible à l'ennemi, qu'en le frappant dans sa partie faible. « Croit-on, disaient les partisans de ce système, que l'Angleterre va s'occuper de cette distinction des opérations défensives et des opérations offensives ? Son bras nous frappera par-tout où il pourra nous atteindre. Ce sont les armes seules, l'usage énergique et redoutable que nous en saurons faire, et non de timides conseils, qui détourneront les périls suspendus sur nos têtes. L'entreprise proposée offre toutes les chances du succès ; quand nous l'aurons obtenu, ceux qui hésitent, ceux qui blâment, n'auront plus qu'un même sentiment. Dans tout ce qu'entreprend l'homme, il y a toujours de l'incertitude, toujours du danger : mais un esprit généreux s'en laisse-t-il intimider ? Il faut se rappeler l'ancien adage : « Celui qui n'agit pas quand il peut, n'agit plus ensuite quand il veut. » Persuadons-nous enfin que les éloquens orateurs des deux chambres du parlement, soit

par amour de la liberté, comme ils le pré- 1775.
tendent, soit du moins par ambition et par le désir de contredire les ministres, ne s'abstiendront pas de défendre, et même de vanter notre cause, quand nous aurions fait bien plus que d'attaquer la province du Canada. »

La majorité des voix s'étant décidée pour l'expédition, le congrès ne tarda point à prendre toutes les mesures qui pouvaient en assurer le succès. Trois mille soldats, tant de la Nouvelle-Angleterre que du New-York, furent choisis pour l'entreprise. Le commandement en fut remis aux deux brigadiers généraux Wooster et Montgommery, sous la direction du major-général Schuyler : ces trois officiers jouissaient de toute la confiance publique. Comme pour parvenir dans le cœur du Canada, il fallait traverser le lac Champlain, la rivière Sorel et le fleuve Saint-Laurent, si large et si profond sous les murs de Québec, on avait donné ordre de construire des radeaux à Tyconderago et à Crown-Point, pour transporter les soldats par-tout où il serait jugé nécessaire. La contrée où l'on allait entrer ne faisant point partie de l'Union américaine, et se régissant par ses propres lois, on ne pouvait espérer que ses habitans reçussent les billets de crédit ayant

1775. cours dans les colonies ; et, d'un autre côté, on ne pouvait avoir l'idée de faire vivre les troupes à discrétion dans un pays que l'on cherchait à se rendre favorable. En conséquence, le congrès fit un effort pour rassembler une somme de 50,000 dollars en espèces. Il était encore prudent, pour éviter d'être pris à dos, de s'assurer de l'amitié des Indiens des bords du Mohawk, qui se jette dans la rivière d'Hudson, un peu au-dessus d'Albany. C'est pourquoi le général Schuyler s'arrêta dans cette ville, pour y entretenir des intelligences avec ces Indiens auprès desquels il jouissait d'un grand crédit. Le général Montgommery était déjà arrivé à Crown-Point, avec une partie de l'armée, et il attendait que le reste le joignît. Le gouverneur Carleton, qui était fécond en ressources, se voyant menacé par une force supérieure, réfléchit que, s'il pouvait interdire aux Américains l'entrée de la riviere Sorel, il leur serait impossible de pénétrer dans le Canada. En conséquence, il fit construire et armer un gros brick, avec quelques bâtimens de moindre force ; et il se proposait de les faire remonter jusqu'au versement du lac Champlain dans le Sorel, espérant ainsi, et avec raison, fermer le passage aux Américains.

Le général Montgommery en fut informé, 1775.
et sentant toute l'importance de ce projet du gouverneur, il résolut de le prévenir, en se portant rapidement sur le Sorel, avec le faible détachement qui le suivait. Son premier soin fut d'occuper l'île des Noix, située à l'entrée de la rivière près du lac. Sur ces entrefaites, le général Schuyler arriva d'Albany, après avoir laissé les ordres nécessaires pour faire marcher les corps de l'expédition vers l'île des Noix. Dès que les deux généraux y furent réunis, ils adressèrent une proclamation aux Canadiens, pour les exhorter à se joindre aux Américains, afin de défendre leurs privilèges. Ils déclarèrent qu'ils n'entraient point dans leur pays comme ennemis, mais comme amis et protecteurs, ne venant combattre que les garnisons anglaises. Voulant ensuite unir la force aux démonstrations, ils se décidèrent à s'approcher du fort Saint-Jean, qui, situé sur la rive gauche du Sorel qu'il commande entièrement, empêche le passage vers le fleuve Saint-Laurent. Les Américains marchèrent sur ce fort, quoique sans artillerie, et débarquèrent à un mille et demi, dans un marais qu'ils traversèrent en bon ordre, afin de reconnaître les lieux. C'est-là qu'ils eurent à soutenir une attaque

1775. furieuse de la part des Indiens, qui voulaient s'opposer à ce qu'ils passassent une rivière à gué. Après les avoir repoussés, ils s'établirent, pendant la nuit, à la vue du fort, et commencèrent à s'y retrancher. Mais ayant appris que le fort était dans un état de défense respectable, et n'espérant point l'emporter aussi promptement, ils retournèrent le jour suivant à l'île des Noix, où ils prirent le parti d'attendre leurs renforts et leur artillerie. Cependant pour intercepter aux vaisseaux du gouverneur Carleton, la communication du fort Saint-Jean avec le lac, ils fermèrent, par une estacade, le lit de la rivière, qui est très-étroit dans cette partie.

Le général Schuyler était retourné à Albany, pour terminer le traité avec les Indiens, et accélérer l'arrivée des secours à l'île des Noix. Mais les affaires et une maladie grave le retinrent dans cette ville, de manière que la conduite de l'expédition du Canada passa dans les mains du général Montgommery, officier doué de toute la capacité désirable. Il travailla d'abord à détacher les Indiens du parti des Anglais, et à les engager à rester neutres : il y réussit sans beaucoup de peine. Dès que ses renforts et son artillerie lui furent parvenus, il s'occupa du siége

du fort Saint-Jean. La garnison consistait 1775.
en cinq à six cents soldats de troupes réglées, avec deux cents Canadiens sous le commandement du major Preston. Mais l'armée, comme toutes celles de la confédération, manquait de poudre et de boulets, et le siége n'avançait pas. L'indiscipline des troupes provinciales causait une difficulté non moins alarmante. Le général Montgommery y opposait la patience, les promesses, les menaces, et, plus que tout, sa magnanimité et l'autorité de sa propre personne, qui était très-grande. La fortune lui offrit bientôt un moyen de remédier au défaut de munitions. Un peu au-dessous du fort Saint-Jean, et sur la même rivière Sorel, se trouve un autre petit fort appelé Chambli. Les Anglais croyant que l'ennemi ne pourrait y arriver avant de de s'être emparé du fort Saint-Jean, avaient négligé de l'armer. Le général américain tourna son attention de ce côté. Il fit marcher un gros détachement composé de colons et de Canadiens, sous les ordres des majors Brown et Livingston. Ils parurent à l'improviste devant le fort, et s'en rendirent maîtres. La garnison, qui était très-faible, fut faite prisonnière. On y trouva quelques pièces de canon avec cent vingt-quatre barils

1775. de poudre. Les drapeaux enlevés aux Anglais furent envoyés solennellement au congrès. Les Américains, pourvus désormais des munitions nécessaires, pressèrent vivement le siége du fort Saint-Jean : ils établirent une batterie à deux cent cinquante pas de la place.

Plusieurs détachemens d'Américains couraient le pays entre la rivière Sorel et le fleuve Saint-Laurent. Ils étaient reçus avec de grande démonstrations de joie par les Canadiens, qui venaient se joindre à eux par troupes, en leur apportant des armes, des munitions et des vivres. Leur audace crût avec leur nombre. Le colonel Allen et le major Brown, l'un et l'autre officiers d'un vrai talent, firent le projet de surprendre la ville de Montréal, capitale du haut Canada, et située dans une île formée par deux branches du Saint-Laurent. Le colonel Allen étant parvenu à Longueil, trouva des barques et traversa le fleuve pendant la nuit au-dessous de Montréal. Le major Brown devait le passer en même temps ; mais ne l'ayant pu, la première division se vit dans une position critique. Le gouverneur Carleton, qui était alors à Montréal, reconnut la faiblesse du colonel Allen, et, en homme qui savait profiter des occasions, il marcha au-devant de

lui avec quelques centaines d'hommes, tant 1775.
Anglais que Canadiens et sauvages. Une action extrêmement vive s'engagea, et les Américains se défendirent avec bravoure. Mais accablé enfin par le nombre, ayant perdu beaucoup des siens, et abandonné par les autres, sur-tout par les Canadiens, le colonel Allen fut forcé de se rendre. Le gouverneur ne voulut point observer envers lui les lois de la guerre : il le fit enchaîner et l'envoya en Europe.

Enflé de ce succès, il résolut de faire lever le siége de Saint-Jean. Il rassembla tout ce qu'il avait de troupes, de milices et d'Indiens ; mais ne croyant pas encore ses moyens suffisans, il partit de Montréal pour se joindre au colonel Maclean, qui, avec le régiment écossais des *Royal-Highlanders*, occupait l'embouchure du Sorel dans le fleuve Saint-Laurent. Il espérait, avec ces forces réunies, être en état d'attaquer le général Montgommery et de lui faire lever le siége ; mais la fortune ne couronna point son entreprise. Le général américain, prévoyant qu'un homme aussi actif que le gouverneur Carleton ne resterait sûrement point oisif, avait eu soin de faire battre par de nombreux détachemens la rive orientale de la branche droite du

1775. Saint-Laurent. Les Anglais, leurs préparatifs étant terminés, entrèrent dans leurs bateaux pour passer le fleuve et débarquer du côté opposé à Longueil. Le colonel américain Warner s'étant aperçu de leur dessein, plaça du canon sur la rive, et se tint prêt à accueillir l'ennemi par un feu de mousqueterie. Il laissa approcher les barques du gouverneur, et dès qu'elles furent à portée, il les foudroya par plusieurs décharges à mitraille. Les Anglais surpris de cette réception imprévue, se retirèrent dans le plus grand désordre, et repassèrent sur l'autre rive du fleuve à Montréal. Le colonel Maclean, informé de l'échec de Longueil, se replia sur Québec, abandonnant aux Américains l'embouchure de la rivière Sorel.

Cependant le siége du fort Saint-Jean se poussait avec vivacité. Le général Montgommery avait poussé ses tranchées jusqu'au pied des murailles, et il se préparait à donner l'assaut. Mais les assiégés se défendaient vaillamment, et ne voulaient écouter aucune sommation, quoiqu'ils fussent au moment de manquer de vivres. Dès que la nouvelle authentique de la défaite du gouverneur fut parvenue au général américain, il envoya dans la place un trompette accompagné d'un

des prisonniers faits par le colonel Warner. 1775.
La lettre qu'il adressait au commandant Preston, en l'informant de l'échec essuyé par les Anglais, l'exhortait à ne point persister dans une défense opiniâtre, dont l'unique résultat serait de faire répandre le sang inutilement. La première réponse fut un refus, et il demanda un armistice de quelques jours. Mais l'Américain ne pouvait consentir à perdre lui-même un temps précieux : la saison était déjà fort avancée. En conséquence, l'Anglais fut obligé de se rendre, le 3 novembre, après six semaines de siége : il obtint les honneurs de la guerre, et garantie des personnes et des propriétés. La garnison fut conduite par le chemin de Tyconderago, dans les colonies qui furent jugées les plus convenables. Ainsi tomba au pouvoir des insurgés ce fort St.-Jean, qui, depuis la perte de Tyconderago et de Crown-Point, était à juste titre regardé comme la clef du Canada. Il s'y trouva dix-sept bouches à feu de bronze, vingt-deux de fer, sept mortiers, avec une quantité considérable de boulets, de bombes et de munitions navales : celles de guerre et de bouche avaient été presqu'entièrement consommées.

Maîtres de cette importante forteresse, les Américains coururent occuper les bou-

1775. ches du Sorel, et la pointe de terre que forme ce fleuve dans sa jonction avec le Saint-Laurent. Cette opération était d'un intérêt majeur, pour empêcher les bâtimens armés que le gouverneur avait rassemblés à Montréal, de descendre le fleuve et de gagner Québec. On se flattait, en outre, d'enlever le gouverneur lui-même qui se trouvait alors à Montréal, ville ouverte et incapable d'aucune défense. En conséquence, les insurgés dressèrent des batteries sur cette pointe; et, comme le fleuve est en cet endroit d'une largeur immense, ils travaillèrent avec une activité extrême à construire des radeaux et des batteries flottantes. Ils parvinrent non seulement à empêcher le gouverneur de descendre le fleuve, mais même à le contraindre, par une vive attaque, de remonter jusqu'à Montréal. Toute cette flotille et le gouverneur en personne couraient le plus grand péril. Le général Montgommery arriva sous les murs de Montréal, le lendemain du jour où le général Carleton l'avait quitté pour se retirer à bord de ses bâtimens.

Prise de Montréal.

Les habitans proposèrent immédiatement plusieurs articles de capitulation; mais le général américain refusa de les accepter, alléguant que n'étant point en état de défense,

ils ne pouvaient faire d'accord. Il les somma 1775.
donc de se rendre à discrétion. Mais n'étant pas moins humain que brave, et possédant toutes les vertus morales qui puissent honorer un individu, il régla lui-même pour les habitans toutes les conditions qu'ils eussent pu désirer, leur promettant par un écrit de sa main qu'il protégerait leurs personnes, leurs propriétés et leur religion. Anticipant sur leur adhésion à l'Union américaine, il ajouta qu'il espérait que les droits religieux et civils de tous les Canadiens, seraient invariablement fixés par un congrès provincial, et que les cours de justice seraient organisées sur le pied de la constitution anglaise. Il souscrivit enfin à toutes les propositions qui pouvaient se concilier avec la sûreté de son armée et ses projets ultérieurs. Les procédés du général Montgommery lui étaient dictés, non seulement par son caractère véritablement noble et généreux, mais encore par le désir de rassurer les habitans des autres parties du Canada, et principalement de Québec, afin que bannissant toute crainte et mettant leur confiance dans sa fortune et sa loyauté, ils épousassent la cause de l'Amérique. Après avoir ainsi réglé le sort de la ville de Montréal, il y fit son entrée le 13 novembre.

1775. Ses troupes, généralement mal équipées, souffraient beaucoup du froid de la saison qui, à cette époque, commence à être très-rigoureuse dans ce climat. Ce fut sur-tout dans leur marche de Saint-Jean à Montréal, que le terrein continuellement bas et marécageux leur présenta des difficultés sans nombre, dont elles ne triomphèrent que par une constance incroyable. Arrivées à Montréal, elles firent cependant entendre quelques murmures; et la plupart des soldats dont l'engagement était expiré, demandèrent à retourner dans leurs foyers. Mais le général Montgommery, par ses paroles, par l'ascendant qu'il avait sur eux, et par une distribution d'habits de drap qu'il acheta dans la ville, retint auprès de lui une partie de ces mécontens. Les autres abandonnèrent l'armée, et lui firent éprouver une diminution d'autant plus sensible, qu'elle était peu nombreuse. Mais plus les obstacles se multipliaient, plus s'enflammait le génie audacieux de l'intrépide Montgommery.

La prise de Montréal par les insurgés paralysait entièrement la flotille du gouverneur du Canada. Il se trouvait bloqué dans la partie du fleuve Saint-Laurent, qui est comprise entre cette ville et l'embouchure de la rivière

Sorel. Au-dessous de ce point, le passage lui 1775.
était intercepté par les batteries flottantes et les radeaux armés aux ordres du colonel Easton. La prise du gouverneur lui-même paraissait inévitable : or, on devait la regarder comme la fin de la guerre du Canada, et comme le gage de la conquête de la capitale et de la province entière. Son sort reposait sur la personne de ce chef, dont le courage et la prudence présidaient à tout. Dans une situation aussi périlleuse, il trouva le moyen de s'échapper, et à l'instant même où sa perte semblait la plus prochaine. Il se jeta dans un bateau, et ayant fait envelopper les rames pour en diminuer le bruit, il eut le bonheur de passer, à la faveur des ténèbres, à travers les bâtimens de garde ennemis, et il arriva sain et sauf à Québec. Le général Prescot, qui, après le départ du gouverneur, avait pris le commandement de la flotille, fut forcé de se rendre. Avec lui tombèrent au pouvoir des insurgés beaucoup d'autres officiers, plusieurs membres des administrations civiles du Canada, les volontaires de cette province et un corps de soldats anglais, qui tous s'étaient réfugiés à bord des bâtimens, lorsque le général Montgommery s'était approché de Montréal. Il mit garnison dans cette ville,

1775. ainsi que dans les forts de Saint-Jean et de Chambli, tant pour conserver une communication ouverte entre Québec et les colonies, que pour s'assurer de la soumission des Canadiens, et tenir en respect les Indiens, ainsi que les garnisons de Détroit et de Niagara. Il marcha ensuite sur Québec, avec un corps d'environ trois cents hommes, seuls restes de toute l'armée.

Entreprise téméraire exécutée par le colonel Arnold.

Tandis que ces évènemens se passaient dans la partie supérieure du Canada, la ville de Québec était menacée elle-même d'un péril imminent. Washington, dans son camp de Boston, avait conçu un projet aussi étonnant par sa nouveauté, qu'effrayant par les obstacles et les dangers qu'il offrait dans l'exécution. Mais s'il était hasardeux, il n'était pas moins utile. Le généralissime pensa qu'il devait exister un chemin qui, bien que non fréquenté et connu seulement par les montagnards dans la belle saison, conduisait des parties supérieures du New-Hampshire et de la province de Main, à travers des déserts, des marais, des bois et des montagnes presqu'inaccessibles, dans le Canada inférieur du côté de Québec. Il calcula qu'une attaque dirigée vers ce point ferait d'autant plus d'effet qu'elle y serait plus inopinée; car non seule-

ment jamais on n'avait vu d'armée passer par 1775.
ces horribles solitudes, mais personne même n'avait imaginé jusqu'alors que cela fût possible. Washington savait, en outre, que la ville de Québec n'était nullement en état de défense. Son plan coïncidait parfaitement avec celui qu'exécutait l'armée qui devait pénétrer dans le Canada supérieur, par les trois lacs et la rivière Sorel. On n'ignorait pas l'insuffisance des forces du gouverneur, qui, réduit à les diviser, ne pouvait se flatter de résister à deux corps qui l'attaqueraient simultanément, l'un vers Montréal, et l'autre vers Québec. S'il s'obstinait à défendre la partie contiguë à la première de ces villes, la seconde tombait au pouvoir des Américains; si au contraire il se portait au secours de Québec, Montréal et tout le pays adjacent ne pouvaient leur échapper.

Le commandement de cette entreprise aventureuse fut confié au colonel Arnold, homme plus téméraire encore qu'audacieux, d'un esprit fécond en ressources, et d'une fermeté inébranlable. On fit choix, pour le suivre, de dix compagnies de fusiliers, de trois de chasseurs et d'une d'artillerie, sous les ordres du capitaine Lamb. Quelques volontaires s'y joignirent: parmi eux on remar-

1775. quait le colonel Burr, qui fut, par la suite, vice-président des Etats-Unis. La totalité de ce corps s'élevait à onze cents hommes.

La province (ou district) de Main est traversée par une rivière, que les gens du pays nomment le *Kennebeck :* elle prend sa source dans les montagnes qui séparent cette contrée du Canada, et, courant du nord au sud, elle va se jeter dans la mer, un peu au-dessus de Casco-Bay. A l'opposite, et non loin des sources du Kennebeck, de l'autre côté des montagnes, sort une autre rivière, appelée *la Chaudière*, qui va se perdre dans le fleuve Saint-Laurent, à quelque distance au-dessus de Québec. L'on ne peut aller d'une de ces sources à l'autre qu'en passant des montagnes escarpées, de fréquens torrens et des marais. Dans tout cet espace, on ne rencontre pas un être vivant. Telle est cependant la route que le colonel Arnold devait prendre pour se porter sur Québec. Il avait reçu ordre de chercher à correspondre avec l'armée du Canada supérieur, par l'entremise des sauvages de St.-François, qui habitent les bords d'une rivière de ce nom, située entre la Chaudière et le Sorel. Il devait aussi employer tous les moyens possibles pour se concilier l'amitié des Canadiens, et pour informer le

général Washington de tout ce qui lui arriverait, jour par jour. Il portait avec lui 6000 liv. sterling et des proclamations en abondance : on en était aussi prodigue alors qu'on le fut depuis. 1775.

Tous les préparatifs étant terminés, et les troupes montrant une ardeur extrême, le colonel Arnold partit du camp de Boston vers le milieu de septembre, et arriva au port de Newbury, à l'embouchure du Merrimack. Les vaisseaux qui l'y attendaient, le conduisirent jusqu'aux bouches du Kennebeck. Le vent étant favorable, il entra dans la rivière, et trouva deux cents bateaux rassemblés au bourg de Gardiner. Il les chargea de ses armes, de ses munitions et de ses vivres, et remonta ainsi la rivière jusqu'au fort Wester, construit sur la rive droite. Parvenu à cette hauteur, il divisa son corps en trois détachemens : le premier, composé de chasseurs, et commandé par le capitaine Morgan, forma l'avant-garde pour explorer le pays, sonder les gués, préparer les chemins, et sur-tout pour reconnaître les *portages*. On appelle ainsi les endroits où les rivières cessant d'être navigables, il faut porter à bras, ou sur des bêtes de somme, toute la charge des bateaux, et finalement les bateaux eux-mêmes,

1775. jusqu'à ce que le lit de la rivière redevienne assez profond ou assez large pour naviguer de nouveau. Le second détachement se mit en marche le jour suivant, et le troisième le surlendemain. Le courant était rapide, le lit de la rivière rocailleux, et souvent interrompu par des chutes et autres obstacles. Il arrivait à tout instant que l'eau entrait dans les barques, où elle avariait et submergeait les vivres et les munitions. Toutes les fois que l'on arrivait à un portage, et l'on en rencontrait continuellement, l'on était forcé de décharger les bateaux et de les porter jusqu'à un endroit navigable. La voie de terre n'offrait pas moins de difficultés que celle de l'eau. Il fallait pénétrer dans d'épaisses forêts, gravir des montagnes à pic, traverser des marais presqu'impraticables et d'affreux précipices. Les soldats, en se frayant un chemin au milieu de tant d'obstacles, étaient encore obligés de porter tout leur bagage : aussi n'avançaient-ils que très-lentement. Les vivres commencèrent à leur manquer avant d'arriver aux sources du Kennebeck. Ils se virent contraints à manger leurs chiens, et à rechercher des alimens plus étranges encore. Les fatigues continuelles engendrèrent des maladies. Dès qu'on fut parvenu à la source du

Dead-River, ou Rivière-Morte, qui est une branche du Kennebeck, le colonel Enoss eut ordre de renvoyer sur les derrières tous les malades, et tous ceux auxquels on ne pouvait fournir de vivres. Mais cet officier, profitant de l'occasion, retourna avec tout son détachement au camp de Boston. Toute l'armée, en le voyant paraître, s'abandonna à la plus vive indignation contre un homme qui avait abandonné ses compagnons d'armes au milieu du danger, et dont la désertion pouvait nuire au succès de toute l'entreprise. Il fut traduit devant une cour martiale; mais il fut renvoyé absous, d'après l'impossibilité reconnue de se procurer des vivres dans ces contrées sauvages et désertes. 1775.

Cependant le colonel Arnold poursuivait sa marche avec les deux premières divisions: il avait employé trente-deux jours à traverser des solitudes épouvantables, sans apercevoir une seule habitation, une seule créature humaine. Les marais, les montagnes, les précipices, se rencontraient à chaque pas, et paraissaient interdire toute espérance de succès, ou plutôt tout espoir de salut. La mort était l'objet des vœux et non de la crainte de ces infortunés: tous les maux, toutes les souffrances, les accablaient à-la-fois. Leur cons-

1775. tance ne se démentit pas néanmoins : la loi de la nécessité semblait soutenir leurs forces. Parvenus sur le sommet des montagnes qui séparent les sources du Kennebeck de celles de la Chaudière et du fleuve Saint-Laurent, le faible reste des vivres qu'ils avaient encore, fut partagé également entre toutes les compagnies. Arnold dit à ses soldats de courir en avant pour chercher à subsister, puisqu'ils n'avaient plus désormais d'autre ressource. Quant à lui, il se montrait par-tout, pour reconnaître les lieux et découvrir un moyen d'échapper à la famine. L'on était encore éloigné de trente milles de tout séjour habité, lorsque toute espèce de subsistance se trouva consommée. Le désespoir devint général : tout-à-coup parut Arnold, qui apportait de quoi satisfaire aux premiers besoins de la nature. Ils recommencèrent à marcher, et enfin ils découvrirent, avec une allégresse extrême, les sources de la Chaudière, et bientôt après les premières habitations des Canadiens. Ceux-ci se montrèrent parfaitement disposés en faveur du congrès, et offrirent aux Américains tous les secours qui étaient en leur pouvoir. Arnold, qui était impatient de recueillir le fruit de tant de travaux et de tant de périls, ne voulut

s'arrêter qu'aussi long-temps qu'il le fallut 1775.
pour laisser arriver l'arrière-garde et pour rassembler les soldats égarés. Il répandit alors une proclamation du général Washington : elle était rédigée dans le même style que celles des généraux Schuyler et Montgommery. On y exhortait les Canadiens à entrer dans la confédération, et à se ranger sous les drapeaux de la liberté générale ; on leur y protestait que les colons ne venaient point pour les opprimer ou les dépouiller, mais au contraire pour protéger les personnes et les propriétés dans un pays qu'ils regardaient comme ami. Ils ne devaient donc exciter aucun effroi ; et s'ils demandaient des secours et des vivres, c'était avec la volonté de récompenser largement ceux qui leur en fourniraient.

Arnold continua sa marche, et il arriva le 9 novembre à un endroit nommé *Pointe-Lévi*, situé vis-à-vis Québec, sur la rive droite du fleuve Saint-Laurent. On peut se figurer l'extrême surprise des habitans de cette ville à cette apparition. Ils ne pouvaient comprendre par quel chemin et de quelle manière ces troupes étaient arrivées sur ces bords : cette entreprise était un véritable prodige à leurs yeux. Si Arnold, dans ce premier moment, avait pu traverser le fleuve et fondre sur

1775. Québec, il s'en rendait maître; mais le colonel Maclean avait été averti à temps de l'approche des Américains, par une lettre qu'Arnold, étant encore aux sources de Kennebeck, avait confiée à un Indien de Saint-François pour la porter au général Schuyler, et que ce sauvage s'était laissé enlever ou avait peut-être livrée volontairement. Les Anglais avaient, en conséquence, retiré tous les bateaux de la rive droite sur la rive gauche. Il soufflait, en outre, ce jour-là, un vent si violent, qu'on ne pouvait s'exposer à traverser le fleuve sans un péril manifeste: ces deux circonstances sauvèrent la ville. Arnold se vit forcé de perdre plusieurs jours, et il ne pouvait d'ailleurs espérer de passer que la nuit, le fleuve étant gardé par la frégate le *Lizard*, et plusieurs autres bâtimens légers qui étaient à l'ancre sous les murs de la ville. Mais durant plusieurs nuits consécutives, le vent fut encore plus fort que le jour. Cependant les Canadiens fournissaient des bateaux au colonel Arnold, et il n'attendait que l'instant favorable pour tenter le passage.

Péril de la ville de Québec.

Le commandant de Québec se voyait pourvu de peu de moyens de défendre la ville; l'esprit qui y régnait ne pouvait que l'alarmer, et la garnison était très-faible.

Les négocians et les habitans anglais étaient très-mécontens de l'introduction récente des lois francaises dans la province, et du peu de cas que le gouvernement avait fait de leurs pétitions. Ils se plaignaient de ce que toutes les grâces, toutes les faveurs, étaient réservées pour les habitans français, et de ce que l'envie de capter la bienveillance de ces ennemis faisait dédaigner les amis. « Ces Français, disaient-ils, enorgueillis de tant d'égards, ne cessent d'outrager et de persécuter les Anglais. Dans les sociétés privées même, ces sujets si zélés affectent de discourir sur les affaires d'Etat pour sonder l'opinion de ceux qui les écoutent, et pouvoir ensuite rapporter leurs paroles à ceux qui ont l'autorité en main. C'est ainsi que la liberté dont jouissent les Anglais dans leurs actions et dans leurs discours, est transformée en signes de déloyauté et de complots sinistres. » Les citoyens anglais ne se montraient pas moins mécontens de la licence du militaire, et de la conduite de leur gouverneur, qui avait laissé la ville sans garnison, pendant qu'il avait envoyé les troupes contre les rebelles dans la partie du Sorel et de Montréal, sans avoir même pris la précaution d'organiser les compagnies de milice. Il paraît, effectivement, que l'on ne pouvait

1775. point compter sur la fidélité des Français, dont la plupart étaient chancelans, et quelques-uns même ennemis déclarés de la domination britannique. D'un autre côté, la garnison était très-faible; elle ne consistait que dans les compagnies d'Irlandais-Royaux du colonel Maclean, et dans quelques milices que le vice-gouverneur avait rassemblées à la hâte. Le conseil des officiers de la marine n'avait point permis que l'on débarquât des matelots pour faire le service de terre, tant à cause de la saison qui était très-avancée, que des difficultés de la navigation.

Mais dès que l'on vit paraître, de l'autre côté du fleuve, les drapeaux américains, tous les citoyens, militaires ou non militaires, soldats ou marins, Anglais ou Français, réunis par le danger commun, et craignant pour leurs biens, qui étaient considérables, coururent en foule à la défense de la ville, et mirent une ardeur extrême à faire tous les apprêts nécessaires avant que l'ennemi ne pût passer le fleuve. Les compagnies de la milice furent armées et placées à leurs postes. Les Irlandais montrèrent une grande résolution, et l'on débarqua des marins, qui, accoutumés à la manœuvre du canon, furent chargés du service de l'artillerie des remparts. L'activité

du colonel Maclean fut d'un grand secours 1775.
dans ce premier moment de crise : il ne négligea rien pour rassurer les esprits, et pour rassembler tout ce qui pouvait aider à la défense de la place qui lui était confiée.

Enfin le vent s'étant calmé, et Arnold ayant pris ses mesures pour passer le fleuve et attaquer la ville, il fixa la nuit du 13 novembre pour l'exécution de ses desseins. Il embarqua tout son monde, à l'exception de cent cinquante hommes, qu'il laissa pour fabriquer des échelles. Malgré l'extrême rapidité du courant, et toutes les peines qu'il fallut prendre pour éviter les vaisseaux ennemis, il atteignit la rive gauche, un peu au-dessus de l'endroit où le général Wolf était débarqué en 1759, sous des auspices si favorables pour sa patrie, et si funestes pour lui. Ne pouvant gravir sur les bords du fleuve, qui sont très-escarpés sur ce point, il descendit vers Québec, en les suivant toujours, jusqu'à ce qu'il fût parvenu au pied de cette montagne, que le général Wolf avait eu tant de difficulté à passer. Suivi de ses intrépides compagnons, il en escalada le sommet, et rangea sa petite troupe sur les hauteurs voisines de la plaine d'Abraham. Il la laissa reprendre haleine, pour donner aux compa-

1775. gnies qui étaient restées de l'autre côté du Saint-Laurent, le temps de le rejoindre. Il s'était flatté de surprendre la ville, et de l'emporter par un coup de main. Mais l'avertissement donné par la lettre dont il a été mention, l'apparition qu'il avait faite à la Pointe-Lévi, et la rencontre d'une chaloupe qui se rendait du port de Québec à la frégate, avaient donné l'alarme et prévenu toute la ville du danger prêt à fondre sur elle : tout le monde y était à son poste. Arnold ne tarda point à en être assuré : car ayant porté en avant les compagnies de chasseurs, pour reconnaître les lieux et la position de l'ennemi, elles rapportèrent qu'elles avaient rencontré des gardes avancées qui avaient donné l'alerte.

Le colonel voulait néanmoins donner l'ordre de l'attaque; mais les autres officiers s'efforcèrent de l'en détourner. La plus grande partie des fusils avaient été mis hors de service par la longueur de la marche; on y avait perdu une si grande partie de munitions, qu'il ne restait pas plus de six coups à tirer par homme. Enfin, on n'avait pas une seule pièce de canon. Mais si Arnold avait perdu l'espérance d'enlever Québec par escalade, il n'avait point renoncé à celle d'y produire un mouvement en sa faveur, et de s'en faire ou-

vrir les portes en se montrant en armes sous 1775.
les murs de la place. En conséquence, il se déployait souvent sur les hauteurs, et envoya même deux tambours pour sommer le commandant. Ce fut en vain : le colonel Maclean qui, en l'absence du gouverneur, en remplissait les fonctions, non seulement leur défendit l'entrée de la ville, mais il fit tirer sur l'officier qui les accompagnait. Arnold fut informé en même-temps que les Anglais échappés de la déroute de Montréal, descendaient le fleuve, et que le colonel Maclean se disposait à faire une sortie. Il se vit donc contraint de se retirer. Il alla camper dans un endroit appelé la *Pointe des trembles*, à vingt milles au-dessus de Québec, pour attendre le général Montgommery, qui devait arriver du Canada supérieur. Il aperçut, pendant la marche, le bâtiment sur lequel le gouverneur Carleton descendait vers Québec. Arrivé à la Pointe des trembles, il apprit que ce général s'y était arrêté quelques heures auparavant : tant sont incertains les événemens de la guerre, tant sont singuliers les hasards d'où dépend souvent le sort des États !

Le gouverneur arriva donc librement à Québec. Il travailla sur l'heure à ordonner toutes

1775. les mesures de défense que la brièveté du temps et la difficulté des circonstances pouvaient lui permettre. Il fit sortir de la ville avec leurs familles tous ceux qui refusèrent de prendre les armes. La garnison, en y comprenant toutes les milices, ne montait qu'à environ quinze cents hommes, nombre fort au-dessous de celui qui eût été nécessaire pour garder exactement toutes les fortifications qui étaient étendues et multipliées. Et encore, à peine comptait-on dans cette troupe quelques soldats de ligne : les milices organisées par le colonel Maclean, étaient composées de nouvelles levées, et une compagnie du septième régiment consistait uniquement en recrues. Le reste était un ramas de milices françaises et anglaises, de soldats de marine, et de matelots des frégates du roi ou des bâtimens marchands qui hivernaient dans le port. Ces marins faisaient la principale force de la garnison, parce qu'ils savaient, du moins, servir l'artillerie.

Sur ces entrefaites, le général Montgommery, après avoir laissé des garnisons dans les places du haut Canada, et s'être assuré des dispositions des habitans des parties adjacentes, se portait sur Québec. La saison était extrêmement rigoureuse : l'on était en

tré dans le mois de décembre : les chemins 1775.
couverts de neige étaient presqu'impraticables. Les Américains supportaient tant de contrariétés avec une rare constance. Elle était due principalement à la prudence et à la force d'ame de Montgommery, qualités qui lui donnaient une puissante autorité sur ses soldats. Cette multitude arrachée aux professions pacifiques, avait été tout-à-coup employée aux travaux guerriers les plus pénibles, au milieu de la saison la plus dure de l'année. On sait quelle est la difficulté d'introduire la subordination parmi une telle espèce d'hommes. Il faut même ajouter que ceux-ci, par leurs habitudes et leurs opinions, étaient très-éloignés de cette obéissance si nécessaire dans les armées. Enfin, leur engagement était sur le point d'expirer, et ils se livraient déjà à l'espoir de retourner dans leurs foyers, pour s'y délasser de tant de travaux. Telle était la crise où se trouvait le général américain. Mais son nom cher à tous, son éloquence, l'éclat de sa personne même, ses vertus et l'exemple continuel de résignation et de magnanimité qu'il donnait à ses troupes, soutenaient leur courage et leur inspiraient une nouvelle ardeur pour suivre ses pas. Certes, la marche d'Arnold à travers

1775. les horribles déserts qui séparent le district de Main du Canada, et celle de Montgommery par le Canada supérieur; l'habileté avec laquelle l'un et l'autre surent, au milieu de tant de périls, maintenir la discipline et la bonne volonté parmi des soldats nouvellement enrôlés, passionnés pour leur indépendance et ennemis de tout frein, sont des entreprises qui égalent au moins, si elles ne les surpassent, les plus difficiles, les plus pénibles de toutes celles que l'histoire nous rapporte des capitaines de l'antiquité. De tels prodiges ont été accomplis par des armées bien peu nombreuses, si on les compare à celles qui ont étonné les autres parties du monde : mais la gloire de ces hommes audacieux en sera-t-elle moins grande aux yeux de la postérité ?

Montgommery arriva le 1er décembre à la Pointe des trembles, avec un détachement qui s'élevait à peine au-dessus de trois cents hommes. C'est là qu'Arnold le rencontra : la joie que firent éclater les deux corps ne peut se décrire. Montgommery avait apporté des habits pour les soldats d'Arnold, qui en avaient le plus urgent besoin. Ils marchèrent de conserve, et le 5 ils étaient rendus à la vue de Québec. Leurs forces n'égalaient pas

celles de la garnison qu'ils voulaient attaquer. 1775.
Ils l'envoyèrent sommer par un trompette : le gouverneur fit tirer sur lui. Montgommery se servit alors de l'entremise d'un habitant, pour faire parvenir au gouverneur une autre lettre, dans laquelle, après avoir exalté ses propres forces, et représenté l'impossibilité où était la garnison de se défendre, il exigeait une reddition immédiate, en le menaçant d'un assaut et de toutes les calamités que des soldats irrités et victorieux font éprouver aux villes prises. Cette démarche fut encore sans succès : le général Carleton, militaire expérimenté, n'était pas homme à se laisser intimider aussi facilement. Quant au général américain, en contemplant la faiblesse de ses moyens et l'immobilité des habitans qui ne faisaient aucune démonstration en sa faveur, il ne pouvait conserver que peu d'espoir de succès. Cependant, abandonner une entreprise à laquelle il s'était livré avec une si grande ardeur, lui paraissait trop indigne de son nom et de sa vaillance. Il n'ignorait point, d'ailleurs, que dans les premiers temps de la révolution américaine, la malheureuse issue d'une expédition si agréable au peuple et sur laquelle il avait fondé de si brillantes espérances, produirait infailliblement un per-

1775. nicieux effet sur l'esprit public. Il prévoyai
qu'à l'audace et à la confiance allaient succé
der l'abattement et le désespoir. Il ne croyai
même pas pouvoir conserver la partie d
Canada qu'il avait acquise, si la capitale d
cette province restait au pouvoir des An
glais. Il avait été instruit qu'au printemps sui
vant, il devait leur arriver d'Europe de puis
sans renforts qui les mettraient en état d
chasser facilement les troupes américaine
Manquant de forces, mais non de courage
Montgommery s'attacha au seul moyen q
lui restât : il résolut de harasser et de ré
duire la garnison par de vives et fréquente
attaques. Il se flattait même de trouver ain
l'occasion de frapper un coup décisif, et c
n'était point sans fondement : cette garniso
était loin de pouvoir suffire à la défense d
tous les ouvrages du corps de la place. L
général américain essaya, en conséquence
de jeter des bombes dans la ville, avec cin
petits mortiers, dans l'espoir d'y excite
quelque mouvement. Mais la vigilance d
gouverneur, la bravoure et le zèle des off
ciers, et sur-tout les efforts des marins, em
pêchèrent que cette tentative n'eût auc
effet sensible.

Peu de jours après, Montgommery

dresser à six cents toises de la place, une bat- 1775.
terie de six canons et d'un obusier. Cette
artillerie ne posait point sur la terre, mais
sur des monticules de neige et de glace. Les
pièces étaient d'un faible calibre; leur feu
était à-peu-près sans résultat. Cependant la
neige, qui ne cessait de tomber à gros flocons,
couvrait la terre; et le froid était devenu si
violent, qu'il était au-dessus des forces hu-
maines de le supporter en rase campagne.
Les maux qu'eurent à souffrir les Américains
de la rigueur du climat, et les fatigues aux-
quelles leur petit nombre les assujettissait,
surpassent tout ce que l'imagination peut se
figurer de plus effroyable. L'attachement
qu'ils portaient à leur cause, et la confiance
dont ils étaient remplis envers leur général,
purent seuls les soutenir au milieu de si
cruelles épreuves. Pour rendre leur position
plus horrible encore, la petite vérole se ma-
nifesta dans le camp; ce fléau était la terreur
des soldats. Il fut ordonné que ceux qui
en étaient attaqués, porteraient de la ciguë
roulée autour de leurs chapeaux, pour que
les autres pussent les reconnaître et les évi-
ter. Mais la constance, dans le cœur humain,
se change en désespoir, quand les souffrances
paraissent sans terme. Et cette extrémité

Probably Hemlock a species of (Pinus) Pine tree.

1775. était d'autant plus à craindre, que l'expiration des engagemens, avec la possibilité de s'affranchir de tant de maux, pouvait en faire naître le désir chez les soldats américains. Toutes ces considérations persuadèrent à Montgommery que, sans un coup hardi et prompt, il fallait qu'il renonçât à satisfaire à l'attente générale, et qu'il souffrît de voir sa gloire obscurcie. Dans sa position, l'audace devenait prudence, et il valait mieux perdre la vie dans une action glorieuse, que se résigner à une honte qui eût été si fatale aux armes américaines.

Assaut de la ville de Québec.

En conséquence, Montgommery, déterminé à livrer un assaut, convoqua un conseil de guerre auquel il exposa son projet. Sans nier que l'exécution en fût difficile, il soutint qu'elle était possible, et que la valeur et la prudence devaient triompher de tous les obstacles. Tous les avis furent en faveur de sa proposition. Quelques compagnies du corps d'Arnold, mécontentes de leur commandant, furent les seules qui témoignèrent de la mauvaise volonté. Mais le capitaine Morgan, homme d'un vrai mérite, leur adressa un discours éloquent, et leur opposition cessa. Le général avait déjà réglé dans sa pensée le plan de l'attaque, et songé à tous les moyens

de l'exécuter. Il voulait qu'elle eût lieu à-la- 1775.
fois contre la ville haute et la ville basse. Mais apprenant qu'un déserteur en avait donné avis au gouverneur, il résolut de partager son armée en quatre corps, dont deux composés en partie de Canadiens, sous les ordres des majors Livingston et Brown, devaient occuper l'attention de l'ennemi par deux fausses attaques de la ville haute, vers Saint-Jean et le cap Diamant. Les deux autres commandées, la première par Montgommery, et la seconde par Arnold, étaient réservées pour donner l'assaut à la ville basse, sur deux points opposés. Le général n'ignorait pas que cette partie de Québec emportée, il lui resterait encore de grandes difficultés à vaincre pour se rendre maître de l'autre. Mais il espérait que les habitans, en voyant une quantité si considérable de leurs richesses tombée au pouvoir des vainqueurs, forceraient le gouverneur à capituler.

Le dernier jour de l'année 1775, entre quatre et cinq heures du matin, la neige tombant en abondance, les quatre colonnes se mirent en mouvement dans le meilleur ordre, chacune vers le point qui lui était assigné. On dit que le capitaine Frazer, commandant les

1775. Irlandais royaux, en faisant sa ronde, aperçut les fusées que les Américains tirèrent pour donner le signal; et qu'aussitôt, sans attendre d'ordres ultérieurs, il fit battre la générale. Les colonnes des majors Livingston et Brown, empêchées par la neige et d'autres obstacles, n'arrivèrent pas à temps pour exécuter leurs fausses attaques. Mais Montgommery, à la tête de la sienne, composée presqu'entièrement de troupes de New-York, s'avançait sur le bord du fleuve, en suivant le chemin appelé l'*Anse de mer,* sous le cap Diamant. Là se présentait, à l'endroit nommé la *Potasse*, une barrière défendue par une batterie de quelques pièces de canon : où on avait construit, à deux cents pas en avant, un fortin muni d'une garde suffisante. Les soldats qui la composaient, presque tous Canadiens, en voyant approcher l'ennemi, s'effrayèrent et prirent la fuite, en jetant leurs armes. La batterie même fut abandonnée; et si les Américains avaient pu s'avancer assez rapidement, ils s'en seraient certainement emparés. Mais en tournant le cap Diamant, dont le pied est baigné par les eaux du fleuve, ils trouvèrent le chemin intercepté par d'énormes masses de neiges. Montgommery, de ses propres mains, tâchait de

frayer un sentier à sa troupe, qui le suivait homme à homme ; il était obligé de les attendre. Enfin, en ayant rassemblé environ deux cents, qu'il encourageait de la voix et de l'exemple, il se porta vivement sur la barrière. Mais, dans cet instant, un canonnier qui avait abandonné la batterie, voyant l'ennemi s'arrêter, revint à son poste, et prenant une mèche qui brûlait encore, il mit le feu à un canon chargé à mitraille : les Américains n'étaient plus qu'à quarante pas. Ce seul coup renversa toutes les espérances qu'ils avaient conçues. Montgomery, ainsi que les capitaines Macpherson et Cheesman, tous deux jeunes gens d'un rare mérite, et chers à leur général, furent tués sur la place. 1775.

Mort de Montgommery.

Les soldats reculèrent en voyant tomber leur brave chef; et le colonel Campbell, auquel le commandement était dévolu, n'était pas capable de prendre la direction d'une telle entreprise. La fuite devint bientôt universelle ; de sorte que cette partie de la garnison n'ayant plus d'ennemis à combattre, courut au secours de celle qui était attaquée par Arnold.

Ce colonel, qui était lui-même à la tête des enfans-perdus, marcha par le chemin

1775. de Saint-Roc, vers l'endroit appelé le *Saut au matelot*. Le capitaine Lamb le suivait avec une compagnie d'artillerie et une pièce de canon; venait ensuite le centre, précédé des chasseurs du capitaine Morgan. Les assiégés avaient dressé à l'entrée du chemin une batterie qui défendait une barrière. Les Américains se trouvaient resserrés sur un terrein embarrassé par les neiges, et tellement commandé par les ouvrages de l'ennemi, que la mitraille le balayait en tout sens. Cependant Arnold s'avançait rapidement sous le feu de l'ennemi qui garnissait les murailles. Il reçut dans la jambe une balle qui le blessa grièvement. Il fallut l'emporter à l'hôpital, presque malgré lui. Alors le capitaine Morgan prit le commandement, et, avec toute la fougue de son caractère, il se précipita sur la batterie, à la tête de deux compagnies. Le canon de l'ennemi continuait à tirer à mitraille, mais avec peu d'effet. Les chasseurs américains, celèbres par leur adresse extrême, tuaient les soldats anglais par les embrasures. Ils appliquèrent des échelles au parapet : les assiégés prirent la fuite, et leur abandonnèrent la batterie. Morgan, avec sa compagnie et quelques soldats du centre qui étaient accourus à l'avant-garde, firent beaucoup de prisonniers Anglais

et Canadiens : mais sa situation devenait excessivement critique. Le corps de bataille n'avait pu encore le rejoindre ; il n'avait point de guide, et ne connaissait point la ville ; enfin, il était sans artillerie, et le jour était encore loin de paraître. Il se vit forcé de s'arrêter : ses soldats commencèrent à réfléchir sur leur position : leur ardeur se refroidissait. L'ignorance où ils étaient du sort des autres colonnes, l'obscurité de la nuit, la neige qui redoublait de violence, les coups de fusil qui partaient de tout côté, et même derrière eux, enfin l'incertitude de l'avenir, remplissaient d'une terreur involontaire les esprits les plus audacieux. Morgan seul ne se laissa point intimider : il rallia ses chasseurs en leur annonçant une victoire certaine. Il courut à la barrière pour faire avancer ceux qui étaient restés en arrière. Le lieutenant-colonel Green, et les majors Biggelow et Meigs, le suivirent avec leurs compagnies. L'aurore commençait à poindre, lorsque Morgan voulut renouveler l'attaque ; il se porta rapidement sur une seconde batterie qu'il savait n'être éloignée que de quelques pas, quoiqu'elle fût masquée par un angle de la rue. A l'instant où il s'y présenta, il rencontra un détachement anglais, qui sortait

1775. de la batterie sous le commandement du capitaine Anderson. Celui-ci cria aux Américains de mettre bas les armes : Morgan furieux l'étendit à terre d'un coup de fusil. Alors les Anglais rentrèrent dans la batterie, et refermèrent la barrière. Il s'engagea un combat fort vif, qui coûta beaucoup de monde aux deux partis, mais plus encore aux Amécains, qui étaient exposés à la fusillade très-meurtrière, qui partait des fenêtres et des créneaux des maisons. Cependant quelques-uns des plus audacieux ayant appuyé leurs échelles sur le parapet, faisaient mine de vouloir le franchir ; mais à la vue de deux rangs de soldats prêts à les recevoir sur leurs baïonnettes, ils renoncèrent à ce projet. Ecrasés par un feu continuel, ils cherchèrent à se mettre à l'abri dans les maisons. Morgan resta presque seul auprès de la barrière, s'efforçant en vain de rappeler ses soldats, et de leur rendre leur courage. La fatigue et la contenance de l'ennemi rebutaient les plus intrépides. Leurs armes, mouillées par la neige qui ne cessait de tomber, ne pouvaient plus leur être d'aucun usage. Alors, Morgan, voyant l'expédition manquée, fit battre la retraite pour ne pas se laisser envelopper. Mais les soldats qui s'étaient réfu-

giés dans les maisons, n'osaient pas s'exposer 1775.
à la grêle de balles qu'il aurait fallu essuyer pour gagner le détour de la rue où ils auraient été hors de danger, et d'où ils auraient pu se retirer derrière la première barrière. La perte qu'ils avaient faite, la violence de l'ouragan, et l'engourdissement produit par le froid, leur avaient ôté tout courage. Sur ces entrefaites, un détachement des assiégés sortit par la porte du palais avec deux pièces de canon; et le capitaine Dearborne, qui, avec sa compagnie de milice, se tenait en réserve près de cette porte, s'étant rendu prisonnier, les Anglais reprirent toute cette partie de la ville. En conséquence, Morgan se vit cerné de tout côté. Il proposa aux siens de s'ouvrir un chemin les armes à la main; mais ils s'y refusèrent, dans l'espoir que l'assaut donné par Montgommery ayant réussi, il allait venir les dégager. Ils résolurent de se défendre en l'attendant: mais ayant enfin reconnu à la multitude d'ennemis toujours croissante, quel était le véritable état des choses, ils cédèrent à la destinée, et mirent bas les armes.

Telle fut l'issue de l'assaut que les Américains livrèrent a la ville de Québec, au milieu de la saison la plus rigoureuse de l'année; entreprise qui, téméraire au premier coup-

1775. d'œil, n'était certainement point impossible. Les évènemens mêmes l'ont démontré; car si le général Montgommery n'eût pas été atteint du premier coup, il est plus que probable que, de son côté, il se serait emparé de la barrière, puisqu'au moment même de sa mort, la batterie était abandonnée, et servie seulement par quelques hommes. Pénétrant sur ce point, tandis qu'Arnold et Morgan obtenaient les mêmes avantages dans leurs attaques, toute la ville basse serait tombée au pouvoir des Américains. Quoiqu'il en soit, si la victoire leur échappa, leurs héroïques efforts seront l'objet d'une sincère admiration. Le gouverneur usant noblement de ses avantages, traita les prisonniers avec beaucoup d'humanité. Il fit enterrer le général américain avec tous les honneurs militaires.

La perte de cet excellent officier fut amèrement et justement pleurée par tout son parti. Né d'une famille irlandaise distinguée, Montgommery était entré dès sa première jeunesse dans la carrière des armes, et il avait servi avec honneur dans la guerre précédente, entre l'Angleterre et la France. Ayant épousé une Américaine, et étant devenu propriétaire dans la province de New-York, il était regardé et se regardait lui-même comme Américain. Il aimait

beaucoup la gloire, et plus encore la liberté. 1775.
Il ne lui manqua ni le génie, ni la valeur, ni l'occasion, mais le temps et la fortune. Certes, s'il est permis de tirer des actions d'un homme un pronostic pour l'avenir, que de motifs pour croire que, si Montgommery n'eût pas été enlevé à sa patrie dans toute la force de son âge, il lui eût laissé le modèle de l'héroïsme guerrier et des vertus civiques! Aimé des bons, craint des méchans, il fut honoré des ennemis mêmes. La nature avait tout fait pour lui : ses avantages extérieurs répondaient aux qualités de son ame. Il laissa une femme, objet de toute sa tendresse, avec plusieurs enfans en bas âge : spectacle à-la-fois digne de pitié et d'admiration! L'état les adopta, pour s'acquitter en eux de tout ce qu'il devait à leur père. Ainsi mourut cet homme, dont le nom, prononcé avec enthousiasme par tous les siens, n'a jamais cessé d'être respecté par l'esprit de parti lui-même : louange merveilleuse et presque sans exemple!

Le général Carleton ajouta encore à sa réputation de prudence et d'intrépidité, pour avoir su, dans une position aussi difficile, maintenir l'ordre et l'union parmi des soldats rassemblés à la hâte et non discipli-

1775. nés. Si d'aussi faibles moyens lui suffirent pour repousser les attaques redoutables d'un ennemi rendu plus terrible par le désespoir, il s'acquit un honneur non moins grand par la générosité avec laquelle il usa de la victoire.

Arnold continue le siége de Québec.

Arnold, qui, après la mort de Montgommery, avait pris le commandement des troupes, ne se croyant plus en sûreté sous les murs de la place, éloigna son camp, dans le dessein de convertir le siége en blocus. Il se retira à une distance de trois milles, où il se retrancha aussi bien que le permirent la saison, le manque de tous les objets nécessaires et la brièveté du temps. Quoique souffrant encore beaucoup de sa blessure, il veillait à faire battre le pays pour enlever les vivres que l'on conduisait à la ville. De son côté, le gouverneur satisfait de voir renaître la tranquillité pour l'instant, et se fiant à l'espoir des secours qui lui étaient annoncés, ne voulut point s'exposer, en tentant de nouveau la fortune, à mettre au hasard la gloire qu'il avait acquise, le sort de la province, et peut-être celui de toute cette guerre. Il se renferma donc paisiblement dans la place, pour attendre, et la saison favorable, et les renforts de l'Angleterre. C'est ainsi que se termina, en

Amérique, l'année 1775, pour faire place à la suivante qui va nous offrir des actions aussi glorieuses, des évènemens aussi mémorables. 1775.

FIN DU LIVRE CINQUIÈME.

NOTE DU LIVRE CINQUIÈME.

(1) GEORGES Washington était né le 22 février 1732, à Bridge's-Creek en Virginie; sa famille était originaire du nord de l'Angleterre. A l'âge de dix-neuf ans, il avait été nommé adjudant-général des troupes de la Virginie, avec rang de major. En 1753, le gouverneur de cette province ayant vu avec jalousie que les Français du Canada établissaient une chaîne de postes, depuis les grands lacs jusqu'à l'Ohio, chargea le jeune Washington d'aller réclamer contre ces dispositions, qu'il prétendait contraires aux traités. D'après le rapport qu'il fit à son retour, il fut envoyé de nouveau dans cette partie, à la tête d'un détachement de trois cents hommes. Guidé par des Indiens, il surprit un petit camp de Français, et les contraignit à se rendre, sous prétexte qu'ils étaient sur le territoire du roi d'Angleterre. Il n'y eut qu'un seul de ces Français tué, et ce fut précisément leur commandant *Jumonville*, dont le nom a été recueilli par les historiens et les poètes, qui l'ont représenté comme la victime du plus lâche assassinat.

Ce mot *assassinat* fut, en effet, employé par l'officier qui capitula avec les Anglo-Américains. Mais la capitulation étant rédigée en français, et Washington ni aucun officier de son détachement n'entendant cette langue, il répondit au reproche qui lui fut adressé, par la suite, d'avoir reconnu lui-même la perfidie du coup qui termina les jours de Jumonville, que son interprète

avait traduit le terme d'*assassinat* par celui de *death* ou *loss* (*mort* ou *perte*). Il publia même, dans le temps, un Mémoire détaillé dans lequel il s'étudiait à repousser une accusation aussi injurieuse à son honneur.

Ces détails sont extraits de la *Vie de Washington*, écrite en anglais par *John Marshall*, et traduite en français par M. *Henry*, 5 vol. in-8°, avec cartes et gravures. Paris, 1807, chez Dentu, etc.

Sans avoir, assurément, l'odieuse pensée de jeter de nouveaux doutes sur la loyauté du héros américain dans une affaire aussi délicate, je me permettrai d'observer qu'une justification uniquement fondée sur la différence des deux langues, eût été bien incomplète et même bien puérile, puisque le mot *assassinate* est anglais, comme *assassinat* est français.

Note du traducteur.

LIVRE SIXIÈME.

1775.

Divers partis en Angleterre.

L'ATTENTION générale s'était reportée, en Angleterre, sur le grand spectacle qu'offraient les Américains : leur résistance y ranimait la chaleur des divers partis. On avait espéré, et les ministres eux-mêmes l'avaient hautement affirmé, que les dernières lois, et sur-tout les troupes que l'on venait de faire passer aux colonies, étoufferaient promptement la sédition et réduiraient les factieux à l'obéissance. On ne doutait point que les partisans de la cause royale, encouragés par la présence des soldats et empressés de se soustraire à la vengeance des lois, ne déployassent une grande énergie, et ne se séparassent des insurgés pour se joindre aux troupes du roi et rétablir l'autorité du gouvernement. On était même profondément convaincu que jamais les provinces méridionales, en voyant l'orage prêt à fondre sur elles, n'épouseraient la querelle des provinces du nord; et il paraissait immanquable que les dissensions qui les éloignaient les unes des autres, amèneraient la soumission de toutes. Mais ces espérances ayant été entière-

ment trompées, un mécontentement général y 1775.
succéda, et de toutes parts la conduite des ministres était censurée avec amertume. On ne pouvait supporter de voir les soldats du roi, au lieu de tenir victorieusement la campagne, languir honteusement derrière les murs d'une ville dont ils n'osaient point sortir. Les mouvemens populaires, qui d'abord n'étaient que partiels, s'étendaient sur tout le continent. Les gouverneurs, au lieu de rétablir l'autorité royale, étaient forcés de prendre la fuite et de se réfugier à bord des vaisseaux. Les Américains que l'on avait représentés tremblans et prêts à s'humilier, puisaient chaque jour une nouvelle audace et de nouvelles forces dans la résistance. Les membres du parlement qui avaient combattu l'influence des ministres, répétaient à grands cris que tels étaient les fruits nécessaires de leur impéritie et de leur opiniâtreté. « Puisqu'ils n'ont point voulu, disaient-ils, accorder aux colons la paix qu'ils imploraient, ils auraient dû, au moins, leur faire la guerre avec des forces suffisantes ; ils ont trop fait pour les irriter, trop peu pour les soumettre. Au lieu de surprendre leurs adversaires, avant que ceux-ci se fussent procurés des moyens de défense, il les ont avertis de longue main, comme s'ils

1775. désiraient leur laisser le temps de se préparer au combat; ils ont voulu jouer le sort des colonies entières, et n'ont mis au jeu qu'une partie de leurs forces; ils ont déshonoré la nation britannique, non seulement aux yeux des Américains, mais même de tous les peuples de l'univers; ils l'ont flétrie du nom de cruelle, sans avoir su le couvrir par l'éclat de la victoire. Mais c'est aujourd'hui un vif sujet de joie pour nous, de voir aussi honteusement avorter tous les projets des ministres contre l'Amérique. Ils reconnaîtront enfin qu'il n'est pas aussi facile d'établir la tyrannie dans l'Empire britannique, qu'ils l'avaient osé concevoir dans leur aveugle rage. Ce n'est pas avec une moindre satisfaction que nous sommes témoins de l'opposition conforme aux vœux de tous les gens de bien et de tous les amis de la liberté, contre laquelle sont venues échouer ces machinations écossaises et cette politique des Stuarts, que l'on essaie en Amérique pour les faire retomber sur l'Angleterre. Nous en tirons un augure favorable, et nous ne désespérons plus du salut public, quels que puissent être les complots de ministres pervers. »

« Nous avions cru, répondaient les ministres, que les voies de douceur, dans le

commencement des troubles, s'accordaient 1775.
avec la nature de nos lois et de notre caractère national; enfin, que la modération et la clémence devaient faire la base de la conduite du gouvernement britannique envers ses sujets. Les ministres ont été accusés tant de fois, et pour de semblables motifs, de vouloir introduire un régime despotique, que dans la circonstance actuelle, ils ont mis tous leurs soins à se soustraire à cet odieux soupçon. Qu'auraient dit leurs adversaires, si, dès les premières rumeurs, ils eussent couru aux armes; s'ils eussent envoyé sur le continent américain des armées formidables pour le mettre à feu et à sang? C'est alors qu'ils auraient élevé la voix contre la tyrannie: nous ne l'avons pas fait, et leurs clameurs sont les mêmes. Que nous reste-t-il donc, qu'à les mépriser? N'est-il pas évident que ce n'est point l'amour de la liberté, mais l'ambition; non le besoin de la justice, mais celui de contredire les ministres, qui ont été les mobiles de leur conduite. Avant de nous porter aux dernières extrémités, notre devoir était de laisser le temps à la réflexion et au repentir : ce n'est qu'aux maux incurables que l'on applique le fer et le feu. Longtemps, il est vrai, nous avons supporté l'ef-

1775 fervescence des Américains : mais, nous espérions que cette longanimité serait pour eux une preuve des sentimens maternels de notre commune patrie, qui souffrait patiemment l'outrage quand elle pouvait le punir d'un seul coup. Les colons eux-mêmes n'en doutent point; ils savent quelle est l'immense supériorité des forces de l'Angleterre. Les procédés du gouvernement leur auraient déjà ouvert les yeux, s'ils n'étaient point trompés, excités, égarés tour-à-tour, par des chefs en délire, d'une part, et de l'autre, par les cris d'une opposition imprudente. Mais bientôt on va reconnaître aux vigoureuses résolutions du gouvernement, à l'emploi énergique qu'il saura faire de toutes ses forces, qu'il ne se manquera pas plus à lui-même qu'il ne manquera à l'honneur de la Couronne et aux intérêts de la patrie. Les Américains n'ont plus aujourd'hui de ménagemens à attendre de notre part. Ce ne sont plus à nos yeux des sujets Anglais, mais des ennemis implacables. C'est avec autant de confiance que de justice, que nous pouvons désormais appesantir sur eux le bras formidable de la Grande-Bretagne. » Telles étaient les réponses des ministres aux imputations de leurs adversaires. Ces excuses eussent été

valables, s'ils n'avaient fait usage de lois plus irritantes pour les Américains que la force ouverte. On trouve, en effet, dans les appas de la gloire, une espèce de satisfaction à résister aux armées, même victorieuses; on n'en trouve point dans la patience qu'on oppose à l'oppression. 1775.

Loin de se calmer avec le temps, ces dissensions intestines paraissaient prendre chaque jour une nouvelle activité. Plus l'union des volontés devenait nécessaire pour détourner les périls qui menaçaient la patrie, plus l'esprit de parti les divisait et les éloignait. Cette fermentation intérieure était d'un augure d'autant plus sinistre, qu'elle rappelait ces anciennes et sanglantes querelles allumées, au temps de la reine Anne, par la rage commune des républicains et des royalistes sous les noms de Whigs et de Torys. Les amis et les ennemis de la cause de l'Amérique montraient la même animosité et la même obstination; et l'on eût dit que non seulement l'Amérique, mais l'Angleterre ellemême, allait voir éclater dans son sein la guerre civile. « Les Torys, disait-on d'un côté, sont eux-mêmes les auteurs des fréquentes adresses au roi et au parlement, pour demander que le continent américain

1775. soit mis à feu et à sang : c'est d'eux que viennent les rapports et les semences de discorde. Partisans fanatiques des maximes de la maison de Stuart, ni l'exemple des maux qu'elles ont causés à l'Angleterre, ni la ruine totale de cette famille qui en a été le résultat, ne peuvent éclairer leurs esprits opiniâtres, et les faire renoncer aux principes cruels de la tyrannie. La fatale destinée du père n'a pu détourner un fils obstiné du sentier périlleux qui l'a conduit à sa perte : tels sont tous les Torys. Ils sacrifient leur état, leurs biens, leur existence, à leurs préjugés et à la soif de la domination. Lorsque le règne funeste des Stuarts enfanta dans notre île la servitude étrangère et la guerre civile, foulant aux pieds l'honneur national et la félicité publique, les Torys se livraient à la joie. Leurs maximes s'accordent avec celles des princes absolus de l'Europe, et ils ne rougissent pas d'y asservir leur patrie, pourvu que leur ambition en reçoive un nouvel appui. Toutes les contrées de l'Europe sont soumises à des souverains, dont la puissance ne connaît point de bornes. L'Angleterre seule, par un bienfait spécial de la providence, jouit d'un gouvernement libre et modéré ; mais les Torys veulent le renverser, pour établir un despo-

tisme uniforme sur tous les pays de l'Europe. 1775.
Leurs cœurs sont infectés de tous les vices des cours corrompues : leur souffle empoisonné les répand sur la nation entière. Ils n'estiment dans un homme que sa lâcheté ; ils n'honorent dans aucun que son orgueil et son arrogance. Ils rampent devant leurs supérieurs, ils oppriment leurs inférieurs. Toujours envieux du bonheur d'autrui, ils ne secourent l'infortune que rarement et par vaine gloire. La félicité publique devient entre leurs mains un acheminement à l'esclavage : notre soumission leur importe bien plus que notre prospérité. Ils mettent le souverain-bien dans la domination absolue, et font consister le meilleur état social dans une servitude muette. Ils applaudissent aux révolutions, lorsqu'elles conduisent un peuple vers la tyrannie ; ils en déplorent les maux avec une pitié hypocrite, ils les exagèrent par des paroles artificieuses, lorsque la liberté doit en être le fruit. L'argument de la tranquillité publique est sans cesse dans leur bouche : mais quand les a-t-on entendus parler des abus du pouvoir arbitraire, des impôts rongeurs, des vexations des puissans, des injustices sans réparations, et des outrages sans vengeance? S'ils sont aujourd'hui oppo-

1775. sés à la cause des Américains, c'est qu'elle nuit à leur plan d'attaque contre l'heureux gouvernement libre de notre patrie, et à leurs projets d'introduire dans le cœur même du royaume les lois des Charles et des Jacques. Ils se flattent qu'après avoir étouffé les germes de la liberté en Amérique, et dompté ces esprits généreux, les troupes victorieuses sauront bien aussi faire courber nos têtes sous ce joug cruel. Telles sont les pensées, tels sont les vœux qui les agitent sans relâche, et non le désir de voir renaître la paix sur ce malheureux continent où ils ont eux-mêmes allumé les feux de la guerre. Sachons donc prévenir d'aussi funestes complots; sachons conserver dans son intégrité, l'héritage que nos ancêtres nous ont transmis, grâces à leur valeur, à leur générosité, et aux magnanimes entre prises du grand Guillaume III. C'est ainsi que nous servirons notre patrie, et peut-être la maison de Brunswick elle-même, qui ne peut, sans péril, se montrer ingrate envers les amis de la liberté, ni déroger sûrement à ces maximes qui l'ont élevée sur le trône britannique. »

Les Torys répondaient à ces déclamations avec non moins de chaleur : « Il sied mal aux Whigs, disaient-ils, de nous taxer de cruauté

et d'arrogance, lorsque personne n'ignore 1775.
quelle fut leur conduite, quand, au temps de la république, et même sous la monarchie, ils eurent entre les mains le pouvoir suprême: l'exil, les confiscations, les échafauds, n'ont-ils pas répandu la désolation et la ruine dans notre malheureuse patrie? Les prisons et les chaînes n'étaient-ils point les instrumens de la bonté populaire? Si un prince généreux n'eût mis enfin un terme à ce régime anarchique et sanguinaire, s'il ne lui eût substitué, avec le secours de tous les bons citoyens, l'heureuse liberté, objet des vœux des Torys, l'Angleterre voyait arriver son dernier jour; elle était la proie des ennemis étrangers. Que voulons-nous enfin? que dans toute affaire qui intéresse la nation, que dans toute querelle qui la divise, on puisse recourir à une autorité suprême, dont les décisions soient irrévocables: or, cette autorité ne réside-t-elle pas dans le roi uni au parlement? Mais les républicains ne veulent point se soumettre aux lois de ce pouvoir légitime: ils se plaisent à créer l'on ne sait quelle puissance populaire, qu'ils prétendent consister dans l'universalité des citoyens, comme si une multitude tumultueuse, ignorante et partiale, devait et pouvait juger des

1775. objets, où les yeux mêmes des hommes les plus éclairés et les plus sages aperçoivent les plus grandes difficultés! Il faut cependant trouver un moyen de mettre un terme aux dissentions nationales : l'attendra-t-on du jugement d'un peuple toujours plus enclin à se laisser égarer par des agitateurs pervers, qu'à se laisser guider par des hommes vertueux et prudens, d'une populace que la faim met à la disposition du premier intrigant? C'est à cette fin que les rois et le parlement ont été institués : c'est pour que, dans la direction habituelle des affaires, comme dans les cas imprévus et difficiles, ils veillent à ce que la patrie n'éprouve jamais aucun préjudice. Dans la circonstance actuelle, les ministres ont-ils, d'ailleurs, agi seuls et de leur propre mouvement? Le roi et le parlement ont décrété, ont approuvé toutes leurs démarches: cette considération doit être puissante sur l'esprit de tout homme ami de l'autorité publique et attaché aux principes de la constitution. Mais les Whigs soupirent après le moment où l'Angleterre, comme l'Amérique, serait en proie à une multitude effrénée, afin de pouvoir s'enrichir par le pillage, satisfaire leur insatiable ambition, et opérer la subversion totale de l'ordre établi. Ces préten-

dus patriotes sont les fils et les représentans 1775.
des républicains, qui ont désolé le royaume dans le siècle dernier. Ils font retentir le nom de liberté, parce qu'ils veulent eux-mêmes exercer la tyrannie. Sous le prétexte du salut public, ils violent et foulent aux pieds toute forme, toute institution civile : ils s'arrogent toute la plénitude du pouvoir arbitraire. S'ils affectent le mépris pour les lois protectrices des personnes, de la propriété et de l'honneur, ils ne montrent pas moins de cruauté : pour une opinion vraie, ou présumée, ou malicieusement imputée; pour un soupçon, pour une chimère, ils s'abandonnent à la fureur, aux persécutions; ils plongent dans la misère les pères de famille, les pères de la patrie, les meilleurs, les plus utiles, les plus respectables citoyens. Ils flattent le peuple quand ils sont les plus faibles : deviennent-ils les plus forts, ils l'écrasent, le déciment, l'affament; et pour ajouter la dérision à la barbarie, ils ne cessent de protester qu'ils font tout pour son bonheur. Ces amis de la liberté déclament sans relâche contre les vices des cours, comme si le pillage public et secret, la profusion scandaleuse des richesses mal acquises, la turpitude de la débauche, le prix infâme exigé des

1775. épouses fidèles pour racheter le sang de leurs maris, le triomphe public des courtisannes, les hommages rendus aux plus vils des hommes, comme si enfin toutes les horreurs qui ont signalé le règne de ces républicains, étaient des mœurs dignes de louanges ! Mais quels que soient les complots, les vœux et les espérances de cette turbulente race d'hommes, de ces partisans d'une licence effrénée qu'ils cherchent vainement à revêtir du nom de liberté, on saura leur opposer une résistance invincible, conserver la tranquillité publique, assurer aux lois l'obéissance qui leur est due, et faire exécuter contre les rebelles américains les actes solennellement émanés de l'autorité royale et de celle du parlement. La force des circonstances, la fidélité des peuples, et le souvenir de la tyrannie exercée par les prétendus patriotes, rendront vaines toutes leurs vociférations, toutes leurs manœuvres. Au reste, les Torys et non leurs adversaires, sont eux-mêmes les amis de la liberté. Elle ne consiste pas, en effet, à faire intervenir à tout instant la populace dans la direction des affaires d'Etat, mais à obéir fidèlement à ces statuts fondamentaux, qui sont le résultat de la volonté générale de la nation, et qui balancent et tem-

pèrent l'autorité royale par l'autorité populaire. 1775.

C'était avec cette animosité, cette amertume réciproques, que se combattaient les deux partis politiques. On craignait qu'il n'en résultât une explosion violente, et l'inquiétude s'emparait de tous les hommes sages. C'est peut-être ici le lieu d'observer à quel point les esprits s'éloignent de toute modération, de toute bienséance, lorsqu'ils sont en proie à la chaleur des factions. Certes, si aux diverses époques de la domination des royalistes et des républicains, les uns et les autres s'abandonnèrent à de coupables excès, ce n'est pas qu'il n'y eût parmi eux des hommes droits qui pouvaient juger mal, mais qui souhaitaient le bien. Avec des êtres semblables, toute forme de gouvernement serait bonne, pourvu qu'elle ne fût point purement despotique. Mais les ambitieux, race malheureusement si féconde, sont le fléau le plus funeste dans tout état bien constitué. Toujours en opposition avec les lois de leur patrie, ils secouent leur frein dès qu'ils le peuvent; ils amènent ainsi les révolutions et le règne du pouvoir arbitraire. Le législateur qui voudrait asseoir un gouvernement sur les bases inébranlables, devrait moins s'oc-

1775. cuper des formes monarchiques ou républicaines, que de l'établissement de lois capables de réprimer les ambitieux. Nous n'examinerons pas si ces lois ont existé jusqu'à ce jour, ou si elles peuvent atteindre le but désiré; mais nous ferons observer que ce n'est pas aux hommes modérés qui veulent, ou la royauté, ou la république, que le blâme doit s'attacher : ce sont les ambitieux seuls qu'il faut craindre et détester, puisque ce sont eux qui font dégénérer les monarchies en despotisme tyrannique, et les républiques en anarchie plus tyrannique encore.

Telle était l'agitation générale en Angleterre, lorsqu'elle fut augmentée par la déclaration de lord Darmouth, un des secrétaires d'Etat, à Penn et à Lee, qui avaient apporté la pétition adressée au roi par le congrès. Il leur signifia qu'il n'y serait fait aucune réponse. Les partisans des Américains laissèrent éclater leur indignation ; ils blâmèrent avec une nouvelle force l'impolitique obstination des ministres.

Ceux-ci avaient des défenseurs qui répondaient : « Il est temps d'agir ; la nation a conçu de grandes espérances ; l'Europe entière est en suspens pour voir quelle sera le fruit de nos résolutions tardives, et le résultat de nos

apprêts. Il faut frapper, il faut pousser avec 1775.
vigueur cette guerre que la Grande-Bretagne a voulu éviter par une longanimité sans exemple, mais à laquelle d'insolens et opiniâtres sujets l'ont défiée et provoquée par tant d'outrages. »

Ces discours du parti ministériel agissaient puissamment sur une nation qui, de sa nature, est orgueilleuse et brave. Tout se disposait à la guerre, quoiqu'il parût encore de fréquentes pétitions en faveur de la paix.

Il arriva, sur ces entrefaites, des nouvelles fâcheuses des pêcheries de Terre-Neuve. Le congrès ayant défendu tout transport de vivres vers ces parages, les pêcheurs qui s'y trouvaient furent contraints par la disette à s'éloigner précipitamment. Mais un autre malheur plus redoutable les attendait : la mer, enflée et débordée tout-à-coup, monta de trente pieds au-dessus de son niveau ordinaire. L'irruption fut si soudaine, que tout moyen de salut devint inutile; plus de sept cents barques de pêcheurs furent submergées avec leurs équipages : quelques vaisseaux périrent également, corps et biens. La dévastation ne fut pas moins affreuse sur la terre; les eaux s'y portèrent au loin, renversant tout sur leur passage. Ce funeste évènement

1775. fit une impression sinistre en Angleterre ; on l'y regarda comme un mauvais présage. Il semblait que la fortune fût irritée en tout lieu, contre l'Empire britannique.

La superstition glaçait les esprits ; elle portait à des comparaisons décourageantes. Du côté des colons, un ciel propice, l'abondance des vivres, la santé des troupes, le succès des armes, la multitude accourant sous les drapeaux. Du côté des Anglais, au contraire, une armée assiégée, des maladies mortelles, des blessures incurables, l'épuisement, la famine, toutes les souffrances réunies, un ciel irrité, une mer furieuse, d'effroyables naufrages, l'ardeur guerrière éteinte, une langueur universelle. Les antagonistes du gouvernement, par ambition ou par amour de la liberté ; les négocians, par intérêt personnel ou par zèle pour le bien public, saisirent ce moment de découragement général. Les pétitions contre la guerre arrivaient de toutes parts : les villes de Londres et de Bristol furent les premières à en envoyer. On y exposait le sang et l'or qu'il faudrait répandre, les nouveaux ennemis qu'il faudrait combattre; on y représentait que l'opiniâtreté des colons rendrait la victoire trop coûteuse ; que le vainqueur et le vaincu seraient enveloppés dans

une ruine commune ; enfin on suppliait, on 1775.
conjurait le gouvernement de renoncer à de funestes résolutions qui ne promettaient aucun bien, et menaçaient de tant de désastres.

Mais les ministres ne se laissaient point ébranler par les remontrances. L'animosité de leurs adversaires fut cependant augmentée par un incident qui attira tous les regards : le comte d'Effingham, militaire distingué par ses services, et possesseur d'une grande fortune, avait défendu avec une extrême chaleur, en toute occurrence, la cause des colons. Ne voulant pas trahir sa conscience, il offrit sa démission au roi ; sa conduite fut l'objet des plus grands éloges ; les villes de Londres, de Dublin et d'autres, le félicitèrent et le remercièrent dans des lettres publiques. Plusieurs autres officiers suivirent son exemple : les démissions devinrent fréquentes. Les personnes qui s'occupent par goût d'objets politiques, observeront, sans doute, à cette occasion, avec quelle facilité on peut adopter en Angleterre une autre opinion que celle du gouvernement. Au lieu de se voir exposés à sa vengeance, ses antagonistes sont souvent l'objet de la faveur publique. Si l'on se retrace les entreprises exécutées en divers temps par la nation britannique ; si l'on se rappelle

1775. avec quelle énergie elle a soutenu de longues guerres contre les puissances les plus formidables, on reconnaîtra combien s'abusent ceux qui pensent qu'un gouvernement libre énerve les peuples, et que leur force ne peut être déployée que par le despotisme.

Les déclamations du parti de l'opposition et les nombreuses démissions des officiers, avaient causé une extrême lenteur dans les enrôlemens. En vain les militaires qui en étaient chargés faisaient battre la caisse, et arborer l'étendard royal dans les villes les plus populeuses; en vain ils promettaient des engagemens exorbitans : à peine quelques individus venaient offrir leur service; catholiques et protestans, tous montraient la même répugnance. Ce n'est que parmi les habitans des parties septentrionales de la Grande-Bretagne, que les régimens trouvèrent à se recruter, sans pouvoir néanmoins parvenir à se mettre au complet. Les ministres se virent, à ce sujet, dans un grand embarras; et ils ne trouvèrent d'expédient pour en sortir, que de recourir aux secours étrangers. Avec l'or qu'ils avaient en abondance, ils cherchèrent à se procurer les hommes dont ils manquaient. Ils négocièrent donc auprès de la cour de Pétersbourg,

pour en obtenir vingt mille Russes, qu'ils 1775.
auraient fait passer en Amérique le printemps suivant. Ils comptaient beaucoup sur ces soldats, qui, dans la guerre précédente contre les Turcs, s'étaient acquis une brillante réputation de bravoure et de discipline. Mais leurs espérances ne se réalisèrent point : cette puissance ne voulut point consentir à livrer ses troupes à un gouvernement étranger, qui, pour prix d'un peu d'or, leur ferait verser leur sang dans une querelle où la Russie n'avait aucun intérêt. Les ministres tournèrent alors leurs vues du côté des Provinces-Unies. Les Etats-Généraux avaient à leur solde quelques bataillons écossais : le gouvernement anglais les leur demanda pour les employer dans la guerre d'Amérique. Il se flattait que leur antique alliance et d'autres intérêts communs, les détermineraient facilement à acquiescer à cette demande. Elle parut d'une si haute importance aux Etats-Généraux, que n'osant en prendre la décision sur eux-mêmes, ils voulurent consulter les assemblées provinciales. Celles de Zélande et d'Utrecht donnèrent leur consentement : la Hollande, au contraire, le refusa. Jean Derk, de la Chapelle, parla fortement contre la proposition, dans l'assemblée d'Overissel.

1775. Il dit qu'il était au-dessous de la dignité de la république, de s'immiscer dans les querelles d'un peuple étranger; que les forces de la Hollande étaient trop faibles, et son commerce trop florissant, pour qu'elle s'exposât aussi imprudemment à les compromettre pour une cause qui n'était point la sienne; que si elle secourait l'Angleterre contre l'Amérique, d'autres états très-puissans (il voulait parler de la France) secourraient l'Amérique contre l'Angleterre, et qu'ainsi les Provinces-Unies se trouveraient entraînées dans une guerre dangereuse. Il retraça la tyrannie que les Anglais exerçaient sur les mers; la visite forcée des vaisseaux hollandais et la confiscation de leurs cargaisons, sous prétexte de contrebande. Il n'omit point de peindre le caractère cruel qu'allait prendre cette guerre, où l'on verrait de féroces Indiens marcher sous les drapeaux britanniques. L'avis de l'orateur l'emporta, et tout devait le faire triompher. Les Hollandais trouvaient la cause des Américains singulièrement semblable à celle de leurs ancêtres, et il leur paraissait révoltant de concourir à châtier un peuple qui suivait leur propre exemple. Le parti anglais et le parti français firent éclater en cette occurrence une étonnante conformité

d'opinion : le premier, parce qu'il craignait que les moyens de violence ne forçassent les Américains à se jeter dans les bras de la France ; le second, parce qu'il désirait de voir humilier l'orgueil et la puissance de la nation britannique. Il est certain, qu'à cette époque, la prospérité et l'opulence de l'Angleterre excitaient l'envie de l'univers, et que ses procédés pleins d'orgueil remplissaient tous les cœurs d'une secrète inimitié. 1775.

Le ministère anglais prend des Allemands à sa solde.

Mais les ministres ayant envoyé de nombreux agens en Allemagne, obtinrent plus de succès auprès des princes des maisons de Hesse, de Brunswick, et autres souverains subalternes de cette contrée. Ils accédèrent à une convention qui remplit de joie et d'espérance le cabinet de Saint-James : on s'y applaudissait de ce que l'empressement des Allemands venait de suppléer à la tiédeur des Anglais. On trouvait, en outre, un double avantage à employer des troupes germaniques. Jamais les questions de liberté et de droit public ne les avaient occupées ; et la différence des idiomes rassurait contre les efforts qu'auraient pu faire les Américains, pour les séduire et les entraîner dans leur parti. Cette crainte tourmentait le ministère relativement aux soldats anglais, qui parlaient la même

1775. langue que les colons, et allaient combattre des hommes qui défendaient ou paraissaient défendre une cause plus favorable aux sujets qu'au gouvernement.

Lorsque l'on fut instruit en Angleterre des traités de subsides conclus avec les princes allemands, la fureur des antagonistes du ministère ne garda plus de mesure. L'on entendit même plusieurs de ses partisans éclater en reproches. Ils disaient que c'était un scandale révoltant, que de voir les soldats mercenaires de princes étrangers, intervenir dans des dissensions domestiques; que des ministres artificieux pourraient, un jour, se prévaloir de ce funeste exemple, pour renverser la constitution établie, et pour étouffer toute liberté dans l'Angleterre même; que lorsque ces soldats auraient terminé leur entreprise dans des régions lointaines, on pourrait trouver différens prétextes pour les rapprocher, et peut-être même pour les introduire dans le cœur du royaume; que c'était un crime d'état et de haute trahison, que d'avoir voulu ouvrir l'entrée du territoire britannique à des troupes étrangères, sans l'aveu du parlement. Aucune résolution du ministère n'avait produit, il est vrai, un mécontentement aussi vif, et une fermentation

aussi alarmante parmi le peuple. Elle redoubla la fureur des uns, refroidit les autres, et parut à tous illégale dans le principe, périlleuse dans son objet, et injurieuse au nom britannique, en ce qu'elle semblait être un aveu que les Anglais n'étaient point en état de vider seuls cette grande querelle. L'improbation était générale : l'on commençait à blâmer hautement la cause de la guerre et l'obstination du ministère. 1775.

Convocation du parlement.

Au milieu de cette fermentation, le parlement fut convoqué. Mais avant de rapporter les débats qui eurent lieu dans cette session, il nous paraît nécessaire de faire connaître quels étaient les desseins des ministres, relativement à la guerre d'Amérique. Voyant combien ils étaient devenus odieux à la nation, pour n'avoir jamais voulu prêter l'oreille à aucune proposition d'arrangement, et pour n'avoir pas su ou voulu prendre les mesures convenables pour faire la guerre, ils résolurent de montrer une grande vigueur, et de déployer contre les Américains des forces si redoutables, qu'ils ne leur restât pas même l'espoir de résister. Ils ne se dissimulaient pas combien les armes anglaises avaient perdu de leur réputation ; et ils sentirent de quelle importance il était de la relever prompte-

1775. ment, si l'on voulait prévenir de grands maux, et sur-tout une guerre avec les puissances européennes. Quoiqu'ils affectassent souvent de se féliciter des bonnes dispositions de ces puissances, ils concevaient néanmoins que leur neutralité ne pouvait durer, si la guerre se prolongeait, et toujours au préjudice de l'Angleterre. Il était facile de croire que la France avait les yeux ouverts sur ce qui ce passait, et qu'elle n'attendait que le moment de se montrer. Les ministres anglais, à cette époque, étaient peu recommandables, par leur énergie et leur sagacité. Ils ne se laissèrent cependant point abuser par les protestations amicales, qui ne sont jamais plus prodiguées qu'à la veille de faire éclater des sentimens contraires. L'on n'ignorait pas que l'on travaillait avec ardeur dans tous les ports de France, à l'armement des vaisseaux; que l'on y rassemblait de toutes parts des munitions navales, et que le gouvernement était animé du plus vif désir de réparer les pertes récentes, et de rendre à la marine française sa force et sa splendeur. La nation entière applaudissait aux vues de la cour, et se montrait prête à la seconder.

Desseins de la France.

Ce n'était plus un mystère, que chaque jour il partait des ports de France des munitions

de guerre destinées pour l'Amérique, sinon 1775.
par les ordres même du gouvernement, du moins avec son agrément tacite. Le cabinet de Saint-James ne pouvait voir sans jalousie, que les Français avaient expédié récemment une flotte nombreuse aux Indes occidentales, et que leurs troupes de terre s'y augmentaient tellement, qu'elles avaient déjà l'apparence d'une armée prête à entrer en campagne. On avait vu avec inquiétude que des officiers français s'étaient abouchés, pendant plusieurs jours, avec le général Washington, au camp de Boston, et qu'ils avaient eu ensuite des conférences avec le congrès. Le passé instruisait les ministres anglais sur l'avenir. En aucun temps la guerre n'avait éclaté en Amérique, que les nations française et britannique n'y eussent pris part l'une contre l'autre. Il était donc naturel de penser que tel serait encore l'évènement cette fois : il était même d'autant moins permis d'en douter, que jamais il ne s'était agi, entre les deux puissances, d'intérêts aussi graves. La France mettait beaucoup d'adresse dans sa conduite. Elle ne jetait pas encore le masque, dans ces commencemens; soit qu'elle craignît qu'en embrassant prématurément la défense des Américains, le gouvernement

1775. anglais ne se prêtât à un accord qui, en rapprochant les deux partis, eût pu les tourner à-la-fois contr'elle; soit, sur-tout, parce qu'elle n'était pas encore entièrement préparée à la guerre maritime. Elle voulait temporiser jusqu'à ce que ses armemens fussent terminés, et jusqu'à ce que la continuation des outrages réciproques eût rendu toute réconciliation impossible. Il lui était, d'ailleurs, important d'attendre que les Américains, mieux éclairés sur leur situation, et encouragés par le succès de leurs armes, se décidassent enfin à proclamer leur indépendance. Tout rapprochement devenait alors impraticable, moins encore à cause de l'exaspération des esprits et de la gravité des offenses, que par l'effet de l'opposition absolue des termes vers lesquels tendait chaque parti. Il ne se serait plus agi d'un accord sous certaines conditions, mais d'opérer une séparation totale. Telle était la pensée du gouvernement français, relativement à l'époque où il comptait se découvrir. Mais pour ne point faire perdre l'espérance aux Américains, il s'était déterminé à leur accorder sous-main tous les secours, et à leur faire toutes les promesses capables de leur inspirer de la confiance dans une coopération plus efficace en temps convenable.

L'on ne pouvait pas douter que, lorsque la France se serait décidée à soutenir les Américains à face découverte, l'Espagne n'épousât aussitôt la même cause, tant par suite du pacte de famille, que par l'identité des intérêts, et peut-être même par le vif désir d'effacer la tache encore récente de la malheureuse expédition d'Alger. Aucun de ces dangers n'échappait à l'attention de la cour de Londres : elle résolut, en conséquence, de les prévenir par des mesures aussi promptes qu'énergiques. 1775.

Desseins du ministère britannique.

Indépendamment des armes et des munitions que les arsenaux et les fabriques de l'Angleterre pouvaient fournir en abondance, le gouvernement ordonna que quatre-vingt vaisseaux de guerre seraient stationnés sur les côtes d'Amérique, pour protéger le transport des troupes et des munitions par-tout où le bien du service l'exigerait, seconder toutes les opérations de l'armée, traverser toutes celles de l'ennemi et détruire sa marine. Sans compter les corps qui se trouvaient déjà dans les colonies, on devait y faire passer plus de quarante-deux-mille hommes de troupes réglées, tant anglaises qu'allemandes, c'est-à-dire, vingt-cinq mille des premières, et un peu plus de dix-sept mille des secondes. Ces

1775. troupes allemandes se composaient de 4,300 Brunswickois, 12,394 Hessois du landgrave, et 668 du prince héréditaire de Hesse, comte de Hanau (1). En ajoutant à ce nombre toutes les milices du Canada, les corps des royalistes américains et les sauvages, on évaluait la totalité à 55,000 hommes, les compagnies supposées au complet. Mais on comptait du moins sur une armée de 40,000 combattans effectifs, force que l'on regardait comme plus que suffisante pour subjuguer toute l'Amérique. Les ministres crurent aussi qu'il était expédient de joindre aux préparatifs de guerre plusieurs dispositions particulières, qu'ils regardaient comme très-propres à en seconder l'effet. Sachant, par exemple, combien les Américains avaient besoin d'argent, et qu'ils ne pouvaient s'en procurer que par le moyen du commerce, ils résolurent de l'anéantir totalement, dans l'espoir que l'intérêt privé l'emporterait sur l'obstination politique, et que le manque absolu d'espèces métalliques ferait subir une baisse fatale aux billets de crédit. D'un autre côté, cependant, pour ne pas enlever toute confiance aux colons, et ne pas les réduire à chercher leur salut dans le désespoir, ils imaginèrent d'autoriser des commissaires royaux à accorder

des amnisties individuelles. Ils se persuadaient que beaucoup d'entr'eux, vaincus par la clémence, se jeteraient dans les bras de l'Angleterre, ou, du moins, que les plus timides poseraient les armes, et rentreraient dans leur repos accoutumé. Le reste, selon leurs calculs, ne pouvait plus alors opposer qu'une faible résistance. Voilà quelles étaient les mesures auxquelles les ministres s'étaient arrêtés, et qu'ils se proposaient de soumettre aux délibérations du parlement. 1775.

Discours du roi au parlement

Le roi y prononça un discours très-remarquable : il y rappela les manœuvres employées en Amérique, pour séduire les peuples et les infecter d'opinions contraires à la constitution et à la soumission envers la Grande-Bretagne. Il dit que les insurgés avaient déjà osé se porter à une résistance ouverte, et s'emparer de tous les pouvoirs appartenans au gouvernement ; que, pour tromper, ils se répandaient en protestations de fidélité, mais qu'ils visaient réellement à l'indépendance ; qu'il espérait néanmoins que la nation britannique saurait conserver par la force ce qu'elle avait acquis par tant de soins et de peines ; qu'il était temps de se lever et de déployer toute la puissance de la Couronne. Le roi ajouta que la clémence devant toujours

1775. être préférée à la rigueur, son intention était d'accorder des amnisties partielles, et de soustraire aux calamités de la guerre les sujets et les villes qui feraient preuve de fidélité. Les ministres demandèrent qu'il fût voté au roi l'adresse ordinaire de remercîment, et que leurs propositions fussent adoptées.

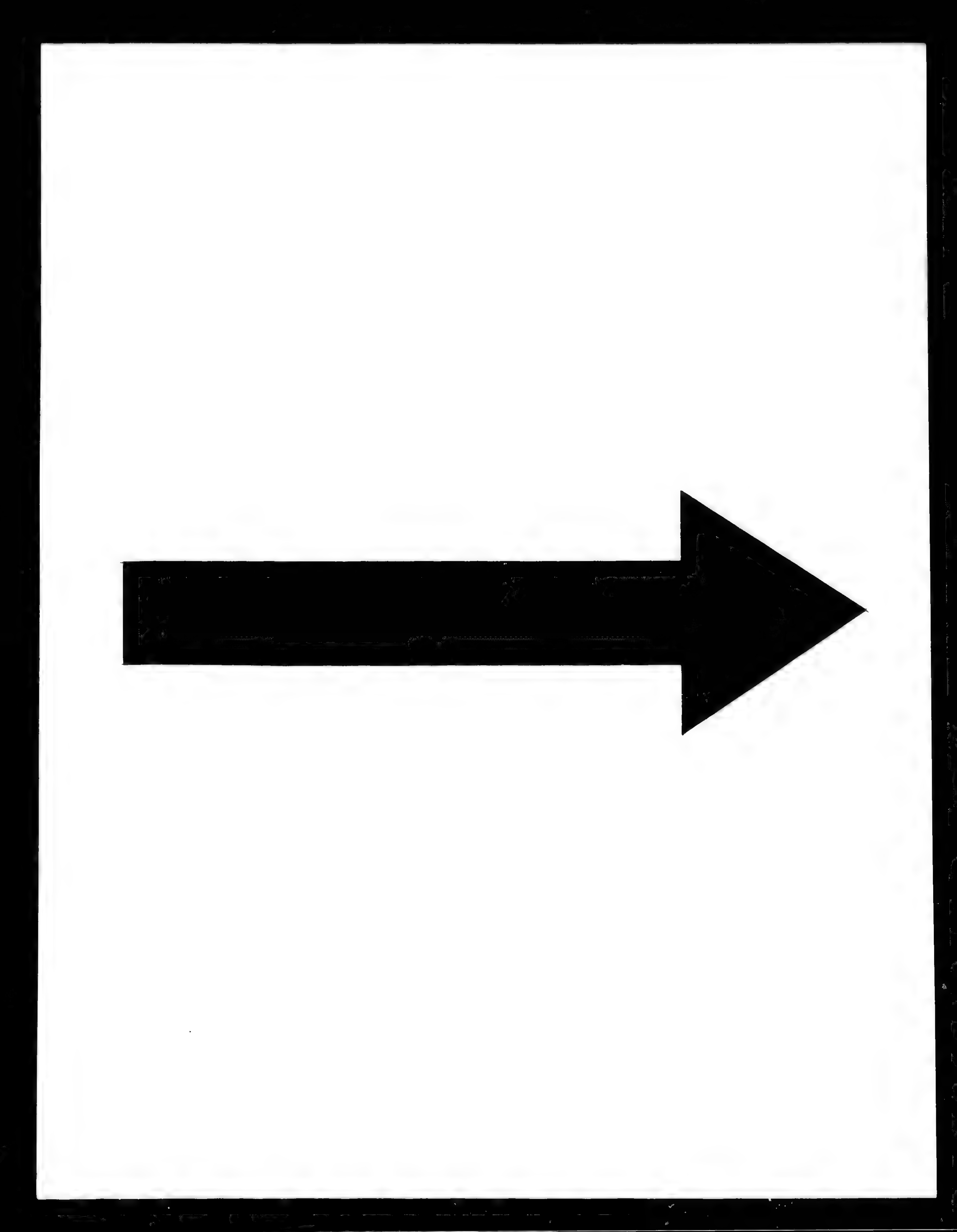
Discours de lord John Cavendish.

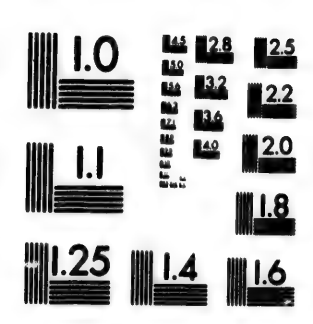
Mais lord John Cavendish leur répondit avec une extrême véhémence, qu'il ne pouvait assez témoigner sa surprise de leur obstination à suivre un plan qui avait produit des résultats aussi déplorables. « Vous le voyez, dit-il, une moitié de l'Empire est perdue ; l'autre est mécontente et chancelle. Un royaume naguère au comble de la prospérité, gémit sous toutes les infortunes ; une nation jadis renommée par ses vertus, offre l'image de la plus affreuse corruption ; à la suite de tous les vices sont arrivés les revers et la honte. On accuse les Américains de tendre à l'indépendance : certes, il n'a pas tenu à l'Angleterre qu'ils n'aient pas encore adopté ce parti, car les ministres n'ont rien négligé pour les y contraindre. On les accuse de dissimulation ; mais ils ont constamment affirmé que tous leurs vœux étaient de retourner à l'état de choses existant en 1763. On veut envoyer contr'eux de nom

breuses armées et des flottes formidables : 1775.
mais ils sont chez eux, environnés d'amis, et abondans en toutes choses. Les Anglais sont très-éloignés ; ils manquent de moyens de subsistance ; ils ont pour ennemis les hommes, les vents et le ciel. Et quelles richesses, quels trésors, ne seront point nécessaires pour nourrir vos soldats dans ces contrées lointaines ! Les forêts impénétrables, les montagnes inaccessibles, seront pour les Américains autant de refuges en cas de revers, et autant de forteresses d'où ils se précipiteront de nouveau sur vous. Vous serez donc constamment dans la nécessité de vaincre ou de mourir, ou, ce qui est pire que la mort, de fuir honteusement sur vos vaisseaux. Les Américains se serviront de la connaissance des lieux, qu'ils ont seuls, pour harceler les troupes britanniques, pour intercepter les chemins, enlever les convois, surprendre les avant-postes, harasser leurs ennemis, temporiser, et prolonger à volonté la durée de la guerre. Ne croyez pas qu'ils s'exposent au hasard des batailles ; il nous vaincront de guerre lasse, nous qui serons à quinze cents lieues de notre pays. Il sera facile pour eux, impossible pour nous, de recevoir sans cesse des renforts. Ils sauront pro-

1775. fiter de leurs momens de supériorité pour frapper des coups décisifs : les secours tardifs qui nous arriverons par l'Océan, ne préviendront pas nos revers. Ils apprendront à notre école l'usage des armes et l'art de la guerre : ils finiront par donner à leurs maîtres de funestes preuves de leurs progrès. Mais je veux accorder la victoire à nos armes : doutez-vous qu'elle ne soit sanglante, et que ses résultats ne soient des terres dévastées, des campagnes brûlées, des sujets aigris par une haine implacable, la prospérité du commerce anéantie, et la méfiance mutuelle toujours prête à rallumer la guerre ? Depuis long-temps on regarde les armées de ligne comme dangereuses pour la liberté : mais la guerre longue et difficile que vous allez avoir à soutenir, accroîtra énormément ces armées. Est-ce pour dissiper nos alarmes sur ce point, que les ministres soudoient ces bandes d'Allemands, race excellente assurément, mais admirablement propre à servir d'instrument aux fauteurs du despotisme ? J'ai supposé que nous serions victorieux : supposons que nous soyons battus. Qui nous rendra nos trésors épuisés, notre commerce anéanti, notre gloire nationale, première source de toute vertu publique, indignement éclipsée ? Qui effacera la

tache imprimée au nom britannique ? Qui rallumera le courage de nos soldats ? Dans nos revers, nous n'aurons point la consolation d'avoir agi avec maturité de réflexion, ou celle d'avoir été pris au dépourvu. La querelle de l'Amérique deviendra bientôt la querelle de l'Europe ; et si notre patri[illegible]rouve point sa perte, il faudra plutôt [illegible]er à son heureuse étoile qu'à la sages[illegible]eux qui la gouvernent. Telle est la gravité, telles sont les conséquenees du sujet qui nous occupe, que je dois regarder comme un fait incompréhensible de voir les passions déchaînées de toutes parts, au lieu du calme qui devrait présider à l'examen de notre situation, et à la recherche des moyens les plus efficaces et les plus prompts pour en sortir. Réunissons-nous donc pour prier, pour conjurer S. M. de suspendre les effets de sa colère, et d'empêcher que l'on ne courre si précipitamment verser le sang anglais avec des mains anglaises. Que l'on s'étudie plutôt à calmer, à rapprocher les esprits, à scruter les causes de nos discordes, à découvrir la voie qui peut nous conduire à rejoindre les parties déchirées de l'Empire britannique. Travaillons tous à rendre au gouvernement la majesté qui lui appartient ; aux lois, l'obéissance




1.0
2.8
2.5
3.2
2.2
3.6
4.0
2.0
1.1
1.8
1.25
1.4
1.6



1775. qui leur est due; au parlement, son autorité légitime, et au peuple britannique, le bonheur dont il est si digne. »

Réponse des ministres.

L'assemblée se trouvait dans des dispositions favorables : ce discours véhément de lord Cavendish avait fait une profonde impression sur tous les esprits. Mais les partisans du ministère ne lui répondirent pas avec moins de chaleur. « Nous avons peine à comprendre, disaient-ils, comment ces orateurs éloquens, qui vantent si pompeusement leur amour pour la patrie, prodiguent tant de phrases pathétiques pour justifier des sujets rebelles aux lois de la Grande-Bretagne; nous ignorons quel étrange plaisir ils peuvent prendre à troubler le gouvernement dans ses opérations, au milieu d'une crise si alarmante. Il nous est aussi difficile de concevoir quels motifs peuvent les déterminer à soutenir que la victoire attend les Américains. Que tel soit le langage du congrès et des proclamations de Washington, rien n'est moins surprenant; mais qu'il se trouve dans la bouche d'un anglais, d'un des pères de la patrie; qu'on le voie se complaire dans de telles assertions, et s'étudier à les propager, c'est ce qui ne peut exciter trop d'étonnement et d'indignation. On nous affirme que les Amé-

ricains n'aspirent point à l'indépendance. 1775.
Nous l'avouerons, si l'on daigne convenir qu'ils ne veulent point avoir, mais qu'ils ont déjà cette indépendance absolue. N'ont-ils pas concentré dans leurs mains toute l'autorité du gouvernement, en battant monnaie, en créant des billets de crédit, en imposant des taxes, en faisant des levées, en déclarant la guerre, en commettant des hostilités, en délivrant des lettres de marque et de représaille? Mais les indulgens personnages assis en face de nous, répondent que les colons protestent de leur dévouement, et rejettent toute idée d'indépendance. Chose neuve, en vérité, qu'il faille ajouter plus de foi aux paroles qu'aux actions! Mais tandis que ces êtres crédules argumentent dans ces murs, les Américains imaginent, organisent une nouvelle forme de gouvernement, sans doute pour conserver l'ancienne constitution, et s'unir plus intimement à la Grande-Bretagne. Ils nous ont proposé, dit-on, des conditions d'arrangement : en quoi consistent-elles? à vouloir bien reconnaître le même souverain. Assurément ils le reconnaîtront, pourvu qu'ils soient dispensés d'obéir à ses ordres, et qu'ils puissent satisfaire toutes leurs volontés. Et l'on prétendrait que l'Angleterre

1775. s'abaissât à cet arrangement qui, s'il n'est pas outrageant pour elle, est au moins ridicule! Le parlement avait ouvert une voie de conciliation, puisque, sans renoncer absolument au droit d'imposer les colonies, il l'avait tellement restreint, que les Américains pouvaient s'imposer eux-mêmes. Mais nous avons affaire à des hommes qui ne sont sensibles ni aux bienfaits, ni à la clémence. Par quels discours, de quel ton ont-ils accueilli nos propositions? L'univers le sait, et nos ennemis secrets eux-mêmes en ont été surpris. Si l'Angleterre doit se résoudre à un si profond abaissement; s'il faut qu'elle renonce à l'honneur si nécessaire aux monarchies; si, au lieu de prendre les armes contre un ennemi qui nous défie, qui méprise le gouvernement et les agens de la Grande-Bretagne, nous devons nous soumettre à ses demandes toujours plus impérieuses, suivons aveuglément la route qui nous est tracée par nos adversaires. Réduire les colonies à l'obéissance est une entreprise qui peut offrir de grandes difficultés : personne ne le nie. Mais qui craint le péril, mérite-t-il la gloire? Ceux qui voudraient semer le découragement parmi nous, connaissent peu l'habileté des généraux anglais, et la valeur

de nos soldats. La puissante maison de Bourbon, conjurée contre nous, n'a pu nous faire fléchir; et le roi de Prusse a trouvé dans notre assistance, les moyens de résister à la ligue formidable qui le menaçait. L'Angleterre est reine des mers; elle a conquis ces mêmes contrées qu'habitent aujourd'hui ses ingrats sujets; et elle ne pourrait les soumettre eux-mêmes! Il n'est certes pas improbable que quelques puissances européennes prendront part à cette guerre : il suffit, pour le croire, de considérer notre prospérité, la jalousie des étrangers, et les efforts astucieux des Américains, pour soulever le monde entier contre nous. Mais faut-il nous conduire d'après les désirs ou l'injustice d'autrui? Faisons ce que nous devons pour prévenir ce que nous craignons. Nos armes nous feront respecter, de timides conseils nous feront mépriser. La guerre s'attache au faible; elle évite le fort. Quelles chimères se sont plu à créer ces esprits pointilleux au sujet de ces Allemands qui ne peuvent leur nuire? L'exemple des troupes mercenaires n'est point nouveau; leur emploi a toujours été sans péril. Ce ne sont point des soldats étrangers qui pourraient établir la servitude sur le sol de l'Angleterre, mais les esprits dis- 1775.

1775. posés à l'esclavage : or, les clameurs et les exagérations des démagogues y conduisent bien plus souvent que les trames des gouvernemens eux-mêmes. Quant à ces longues lamentations sur les vices d'aujourd'hui, nous déclarerons de notre côté, que nous avons meilleure opinion d'un peuple qui montre le respect le plus sincère pour les bonnes mœurs, que sa civilisation a rendu fameux dans l'univers, et qui s'est illustré par tant de grandes actions, soit dans la paix, soit dans la guerre. Ces imputations ne sont que des rêves d'hommes malades, ou le fruit de la rage secrète de ces esprits ambitieux, qui s'imaginent qu'il ne peut exister de vertu, tant qu'ils ne seront pas investis du suprême pouvoir. La destinée de la Grande-Bretagne est actuellement dans la balance. Après avoir vu son Empire également florissant sur terre et sur mer, et sa fortune surpasser celle de tous les autres états de la chrétienté, il s'agit maintenant de savoir si cette prospérité doit durer ; il s'agit sur-tout de décider si ces riches et puissantes colonies, l'ouvrage de nos mains, le fruit de notre industrie, l'objet de tous nos soins, le prix de tant d'or et de sang, doivent désormais, par l'ingratitude inouie de leurs habitans mêmes, par les astu-

cieuses machinations de leurs faux amis et de 1775
nos ennemis secrets, être démembrées sans retour, et arrachées à l'affection de leur mère-patrie. Endurer patiemment un évènement aussi funeste, ne pas prodiguer nos forces, nos biens, notre vie même, pour empêcher qu'il ne s'accomplisse, serait une lâcheté qui n'a point d'exemple dans notre histoire, et un opprobre dont nous devons préserver le nom britannique. « Ainsi parlèrent les orateurs du parti ministériel : on alla aux voix, et la motion de lord Cavendish fut rejetée. Quelques autres membres de l'opposition proposèrent, avec aussi peu de succès, divers plans de conciliation avec les colonies. Les débats furent très-vifs ; mais les ministres, dont les projets étaient arrêtés, et tous les préparatifs de guerre terminés, n'eurent point de peine à faire écarter toute opinion contraire.

Non contens de se voir en mesure d'attaquer les insurgés, ils voulurent encore leur enlever leurs principales ressources, c'est-à-dire les priver d'hommes, d'armes et d'argent. Les Américains employaient une partie de leur monde sur les corsaires ; ils tiraient sous-main, ou même ouvertement, leurs armes et leurs munitions, des pays étrangers,

1775. et le commerce leur fournissait de l'argent. Les ministres proposèrent, en conséquence, un bill, portant que toute espèce de trafic avec les treize colonies confédérées, serait prohibé ; que toute propriété américaine, ou flottante sur la mer, ou stationnée dans les ports, serait déclarée de bonne prise en faveur des officiers et des équipages des vaisseaux du roi ; que les hommes pris sur les bâtimens américains, seraientobligés de servir indistinctement comme simples matelots sur ceux de l'Angleterre ; enfin, que la Couronne serait autorisée à envoyer des commissaires investis du pouvoir d'accorder amnistie aux individus qui leur en paraîtraient dignes, et de déclarer une colonie, en tout ou en partie, en état d'obéissance envers le roi : dans lequel cas ils pourraient les soustraire à la rigueur des lois, et les rétablir dans leur condition primitive.

Ce bill était une conséquence de ceux qui avaient été rendus ; il était conforme au plan de guerre adopté par les ministres, et méritait généralement d'être approuvé. Il contenait cependant certains articles d'animadversion. Vouloir faire la guerre aux Américains sur mer comme sur terre, était une résolution naturelle ; il n'était pas moins ju-

dicieux d'établir des commissaires pour accorder des amnisties, tant aux individus qu'aux provinces. Mais confisquer indifféremment les propriétés privées et les propriétés publiques, concéder le butin aux capteurs, et forcer les hommes appartenans aux équipages des bâtimens américains, quel que fût leur rang, ou leur condition, de servir comme simples matelots sur les vaisseaux anglais, de tels actes devaient exciter l'indignation de tout être bien pensant. L'opposition en fit sentir toute l'horreur : néanmoins le bill passa à une grande majorité. 1775.

Le parlement ayant terminé toutes les affaires soumises à ses délibérations, le roi mit fin à la présente session, en déclarant qu'il n'avait aucun mouvement à redouter de la part des princes européens, qui se montraient tous animés du désir de maintenir la concorde et la paix. Les ministres avaient obtenu du parlement tout ce qu'ils lui avaient demandés, et à peine leur restait-il un doute sur l'issue favorable de leur entreprise. Il leur semblait impossible que les milices du congrès pussent soutenir le simple aspect des troupes européennes ; ils s'imaginaient que le bruit seul de l'arrivée de l'armée anglaise, suffirait pour lui ouvrir l'entrée des 1776.

1776. pays qu'elle allait conquérir. « En supposant même, disaient-ils, que les troupes coloniales osassent tenir la campagne, comment se persuader que mal armées, mal disciplinées, et aussi peu aguerries qu'elles le sont, elles puissent opposer une résistance sérieuse aux vétérans d'Europe? La première impression sera fatale aux Américains ; et les mesures qui ont été prises pour semer la division parmi eux, auront alors un plein effet. Qu'un petit nombre seulement se soumette aux termes de l'amnistie, et la multitude s'empressera de suivre leur exemple : telle est la marche ordinaire des révolutions. Pour hâter ces heureux effets, il sera essentiel que les commissaires royaux, personnages aussi recommandables par leurs exploits militaires que par leur haute naissance, se tiennent toujours à portée de seconder les opérations de l'armée, en saisissant l'instant favorable d'exercer leur ministère. » Tels étaient les raisonnemens et les espérances des partisans du gouvernement; et il faut convenir que telle était aussi la façon de penser d'une grande partie de la nation. Chez les uns, c'était l'effet de l'orgueil, ou de la confiance dans le ministère ; chez les autres, de l'esprit de parti ou de l'intérêt personnel, l'homme croyant aisé-

ment ce qu'il estime utile à lui-même. Ce n'est 1776.
point qu'il ne se trouvât aussi beaucoup d'individus à qui l'amour de la patrie inspirait de vives alarmes sur l'avenir, ou que la fureur des factions portait à répandre les plus sinistres présages. Ils jugeaient de l'obstination des Américains par la leur, et ne laissaient pas échapper une occasion de retracer les prodiges, comme ils le disaient, opérés en divers temps, et chez tous les peuples, par l'amour de la liberté. Ils se plaisaient à exalter la constance, la hardiesse et le courage des Américains. Leurs bons mots, leurs sarcasmes, ne tarissaient pas contre les satellites de la tyrannie : c'était ainsi qu'ils désignaient les soldats anglais, et particulièrement les troupes allemandes. Ils faisaient voir une perte totale dans la défaite, et de nouveaux périls dans la victoire ; ils déploraient le sang répandu pour une cause inique. Chaque jour voyait éclore des écrits pour ou contre les colons. Les uns reprochaient aux autres d'avoir vendu leur plume ; ceux-ci leur répliquaient qu'ils prostituaient la leur à soutenir la licence. On distingua particulièrement un ouvrage du docteur Price, sur la liberté civile : il fut lu par-tout avec une égale avidité. Il reçut, à ce sujet, de la ville de Londres une

1776. lettre de félicitation, accompagnée du présent d'une boîte d'or.

Les deux frères Howe, l'un amiral de la flotte, et l'autre général en chef de l'armée en Amérique, furent nommés par le roi ses commissaires pour rétablir la paix dans les colonies, et accorder des lettres de grâce à ceux qui leur sembleraient dignes de la clémence royale. Sir Peter-Parker, et lord Cornwallis s'étaient déjà embarqués, depuis un certain temps, pour l'Amérique, avec plusieurs corps de troupes. L'amiral Hotham et les généraux Burgoyne et Philipps les suivirent avec d'autres divisions anglaises et allemandes.

Siége de Boston.

Tandis que l'Angleterre se disposait ainsi à soutenir ses droits, les insurgés qui assiégeaient Boston se livraient à l'espérance de s'emparer, non seulement de cette ville, mais encore de faire toute la garnison prisonnière, et de détruire l'escadre anglaise mouillée dans le port et dans la baie. Ils attendaient impatiemment que le froid devînt assez rigoureux pour geler les bords de la mer et les rivières qui s'y jettent. La gelée ne s'établit ordinairement que vers la fin de décembre. Les assiégeans comptaient qu'à cette époque la glace serait assez forte, pour leur permettre

de passer à pied sec le bras de mer qui 1776.
sépare la presqu'île du continent sur lequel ils étaient campés. Les Anglais n'eussent pu se flatter alors de résister aux forces très-supérieures de l'armée américaine. Mais, contre l'ordinaire, l'hiver fut extrêmement doux : les insurgés attendirent vainement le temps des glaces. Dans cet espoir, ils s'étaient tenus fort tranquilles dans leurs cantonnemens : ce retard fut avantageux à la garnison. Mais le mois de mars vint ranimer les opérations : les Américains brûlaient de mettre fin, par un coup d'éclat, à ce long siége. Leur ardeur le voulait, et la nécessité le leur commandait. Le discours hostile prononcé par le roi au parlement, était parvenu en Amérique ; on en voyait circuler des copies dans le camp. On y apprit aussi que la première pétition du congrès avait été rejetée. Toute l'armée fit éclater à ce sujet la plus vive indignation : le discours du roi fut brûlé publiquement par les soldats furieux. Ils changèrent alors le champ rouge de leurs drapeaux, et le rayèrent de treize bandes, comme un emblême du nombre et de l'union des treize colonies.

Le congrès, à la nouvelle des résolutions rigoureuses du gouvernement, et particulièrement de celle qui concernait le commerce,

1776. se persuada qu'il ne lui restait plus d'autres ressources que la voie des armes : il n'en douta plus quand il apprit que l'Angleterre prenait des troupes allemandes à son service. Sans perdre de temps, et pour mettre à profit la fureur générale qui animait les peuples, il recommanda instamment à Washington de renoncer à tout délai, de braver tous les dangers, et d'achever, à quelque prix que ce fût, le siége de Boston, et l'expulsion des ennemis hors de ses murs. Il prévoyait que bientôt cette armée serait nécessaire pour s'opposer sur d'autres points aux forces britanniques, et couvrir d'autres parties du territoire américain. On présumait que les Anglais dirigeraient leur attaque principale contre les lieux les plus faibles, et l'on craignait en particulier pour la ville de New-York. Il était donc extrêmement important de ne point laisser à l'ennemi la position de Boston, d'où il aurait pu, par la suite, opérer à dos de l'armée américaine. Pressé par des ordres positifs, et stimulé à-la-fois par la force des circonstances et le désir de la gloire, Washington réfléchissait aux moyens les plus efficaces d'assurer le succès de son entreprise. Il n'était point sans espérances de pouvoir attaquer la ville de vive force. La partie de

la baie contiguë à Cambridge et à Roxbury, était gelée, ce qui facilitait extrêmement le passage ; et pour achever le trajet jusque sous les murs de Boston, l'on avait rassemblé un grand nombre de bateaux. De plus, deux batteries flottantes étaient embossées à l'embouchure de la rivière de Cambridge. On savait que la garnison manquait de vivres et qu'elle était exténuée par les fatigues et les maladies. Le généralissime avait, d'ailleurs, une très-grande confiance dans la valeur et dans la constance de ses soldats. En conséquence, il rassembla tous les généraux, et leur fit part de son plan d'attaque. Ward et Gates, tous deux militaires d'une grande distinction, émirent un avis contraire. Ils alléguèrent que sans s'exposer à un aussi grand péril, on pouvait parvenir à chasser l'ennemi de Boston, en occupant les hauteurs de Dorchester, qui commandaient toute la ville. Washington ne dissimula point son mécontentement de cette opposition ; mais il fut obligé de se conformer à la décision de la majorité. On résolut, en conséquence, de s'emparer des hauteurs. D'après le désir des généraux Ward, Thomas et Spencer, on avait préparé, pour cette expédition, une grande quantité de fascines et de gabions. Les forte- 1776.

1776. resses de Ticonderago et de Crown-Point, avaient fourni du canon de gros calibre, et un nombre suffisant d'obusiers et de mortiers.

Il paraît que le général Howe, très-circonspect de sa nature, se jugea trop faible pour prévenir l'exécution de ce projet, qui devait cependant décider de l'issue totale du siége. Les Américains, pour attirer l'attention de l'ennemi d'un autre côté, dressèrent de fortes batteries sur le rivage à Cobbs-Hill, à la pointe de Leckmere, à Phipps-Farm, et à Lambsdam, près Roxbury. Ils ouvrirent un feu terrible dans la nuit du 2 mars : à tout instant des bombes tombaient dans la ville. La garnison était sans cesse occupée à éteindre l'incendie des maisons, et à tous les genres de service nécessaires en pareil cas. Pendant ce temps, les Américains se préparaient avec ardeur, ou plutôt avec joie, à s'emparer des hauteurs. Des compagnies de milice arrivaient de tous les environs pour renforcer l'armée. La nuit du 4 mars fut fixée pour l'expédition : les chefs espéraient que le souvenir des évènemens du 5 mars 1770, où le premier sang avait été versé à Boston, par les Anglais, animerait d'un désir ardent de vengeance ces esprits déjà si enflammés pour leur cause. Dès que la nuit fut venue,

toutes les dispositions étant faites, les Américains se mirent en marche, dans un profond silence, vers la presqu'île de Dorchester. L'obscurité était propice, et le vent ne pouvait porter à l'ennemi le peu de bruit que l'on ne pouvait éviter. La gelée rendait les chemins faciles. Les batteries de Phipps-Farm et celles de Roxbury tiraient sans relâche avec un fracas terrible. Huit cents hommes composaient l'avant-garde; elle était suivie de voitures chargées des outils des pionniers, et de douze cents travailleurs commandés par le général Thomas. A l'arrière-garde étaient trois cents charriots de fascines, de gabions et de bottes de foin, destinés à couvrir le flanc des troupes, dans le passage de l'isthme de Dorchester, qui, étant très-bas, était exposé à être balayé des deux côtés par l'artillerie des vaisseaux anglais. Tout réussit parfaitement : les Américains parvinrent sur les hauteurs, non seulement sans être inquiétés, mais même sans être aperçus par l'ennemi. Ils se mirent à travailler avec une activité si prodigieuse, qu'à dix heures du soir ils avaient déjà construit deux forts capables de les mettre à l'abri de la mousqueterie et de la mitraille. L'un de ces forts occupait la hauteur située du côté de 1776.

1776. la ville, l'autre celle qui regarde l'île du château (*Castle-Island*). Le jour parut; mais il n'empêcha point les insurgés de continuer leurs travaux, sans qu'il se fit aucun mouvement de la part de la garnison. Enfin, l'obscurité se dissipant entièrement, les Anglais découvrirent, avec une extrême surprise, les nouveaux ouvrages élevés sur les hauteurs. L'amiral anglais les ayant examinés, déclara que si l'on n'en délogeait promptement l'ennemi, ses vaisseaux ne pouvaient rester dans la baie sans courir le risque d'une destruction totale. La ville même était exposée à être ruinée de fond en comble, si les insurgés le jugeaient à propos. En outre, la communication entre les troupes qui gardaient l'isthme de Boston, et celles de l'intérieur, devenait singulièrement difficile et périlleuse. L'artillerie des Américains battait la plage où les Anglais devaient s'embarquer en cas de retraite. Il ne leur restait donc d'autre parti que de débusquer les colons de vive force, ou d'évacuer entièrement la ville. Le général Howe se décida pour l'attaque, et fit ses dispositions en conséquence.

De son côté, Washington s'étant aperçu de son dessein, se prépara à le repousser. Les retranchemens se perfectionnaient avec

soin; on rassemblait les milices de tous les 1776.
endroits voisins, et l'on convenait de signaux qui seraient exécutés sur tous les monticules qui forment une espèce de ceinture autour de la côte de Boston, depuis Roxbury jusqu'à la rivière Mystique, afin que les avis et les ordres fussent transmis rapidement d'un point à un autre. Washington exhortait ses soldats à se souvenir du 5 mars. Il ne se bornait pas à des mesures défensives; il songeait encore aux moyens de fondre lui-même sur l'ennemi, si, pendant ou après le combat, il s'offrait quelqu'occasion favorable. Si les assiégés, comme il l'espérait, éprouvaient une défaite totale en attaquant Dorchester, son dessein était de faire embarquer à la pointe de Cambridge quatre mille hommes d'élite, qui, traversant rapidement le bras de mer, profiteraient du tumulte et de la confusion pour donner un assaut à la ville. Le général Sullivan commandait la première division; le général Green la seconde. On s'attendait à une attaque comme celle de Charles-Town, et à un combat comme celui de Breed's-Hill. Le général Howe fit faire des échelles pour escalader les ouvrages des Américains. Il donna ordre à lord Percy de s'embarquer sur les transports à la tête d'un corps considéra-

1776. ble, et d'aborder sur la plage près de la pointe opposée à Castle-Island. Les Américains, excités par le souvenir de l'anniversaire, par celui de la bataille de Breed's-Hill, et par les continuelles exhortations de leurs chefs, attendaient l'ennemi de pied ferme; mais la marée baissait, et le vent soufflant avec violence, la traversée devint impossible. Le général Howe se vit obligé de remettre l'attaque au lendemain matin. Une tempête s'éleva pendant la nuit, et quand le jour parut, la mer était encore excessivement agitée. Une pluie continuelle vint ajouter à ces obstacles: le général anglais se tint immobile. Mais les Américains mirent ce délai à profit; ils élevèrent une troisième redoute, et achevèrent les autres ouvrages. Le colonel Mifflin avait fait préparer un grand nombre de tonneaux pleins de pierres et de sable, pour les rouler sur l'ennemi quand il monterait à l'assaut, rompre ses rangs, et le jeter dans une confusion dont on pourrait profiter pour achever sa défaite. Après avoir pris une connaissance exacte de toutes ces dispositions, les Anglais se convainquirent que l'assaut projeté offrait des difficultés presqu'insurmontables. Ils réfléchirent qu'un échec, ou même une victoire aussi sanglante que celle de

Breed's-Hill, compromettrait trop grièvement leurs intérêts en Amérique. En cas de succès, il fallait considérer que la garnison n'était pas assez nombreuse pour pouvoir conserver sans péril la possession de la presqu'île de Dorchester, ayant déjà à garder non seulement la ville, mais encore la presqu'île de Charles-Town. La bataille était plutôt nécessaire, et la victoire désirable, pour sauver les armes du roi d'un affront, que pour décider du succès total sur ce rivage. Les avantages ne pouvaient donc compenser les dangers. D'ailleurs, le port de Boston était loin d'être parfaitement convenable aux opérations futures de l'armée que l'on attendait d'Angleterre, et le général Howe lui-même avait reçu depuis peu des dépêches de lord Darmouth, un des secrétaires d'Etat, qui lui enjoignait d'évacuer la ville, et de se transporter à New-York. Le défaut de bâtimens nécessaires l'avait empêché jusqu'ici d'exécuter cet ordre. D'après toutes ces considérations, les généraux anglais se décidèrent à abandonner Boston au pouvoir des insurgés. Cette retraite offrait cependant de grandes difficultés. Cent cinquante transports de toute grosseur ne paraissaient pas pouvoir suffire à l'embarquement de dix mille hommes, nom-

1776. bre auquel se montaient les équipages et la garnison, sans y comprendre ceux des habitans à qui leur profession de royalisme ne permettait plus de rester en arrière. Le trajet était long et difficile; car avec des troupes fatiguées et affaiblies, l'on ne pouvait pas tenter d'opérer quelque descente sur les côtes. A peine espérait-on même de pouvoir débarquer de vive force à New-York, quoique la ville fut absolument sans défense du côté de la mer. Le parti le plus sûr paraissait être de gagner le port d'Halifax; mais outre le manque de vivres, l'on avait à redouter la saison qui était contraire à cette traversée, dangereuse en tout temps. Il régnait alors des vents violens de nord-est, qui auraient pu jeter la flotte jusque sur les Antilles, et les vaisseaux n'étaient pas assez bien approvisionnés pour tenir la mer. D'ailleurs, le territoire d'Halifax est une contrée stérile, dont on ne pouvait attendre aucune ressource : on n'y était même nullement préparé à y recevoir l'armée et la flotte. Les soldats ne voyaient pas sans découragement qu'il s'agissait de les emmener dans le nord, tandis qu'ils n'ignoraient pas que les opérations militaires devaient avoir lieu dans les provinces du centre, et même dans celles du midi. Mais leurs généraux n'a-

vaient plus la liberté du choix. Les Américains pouvant néanmoins, par le feu de leur artillerie, apporter les plus grands obstacles à l'embarquement des troupes anglaises, le général Howe songea aux moyens de parer à cet inconvénient. Il rassembla les habitans notables, et leur déclara que la ville n'étant plus utile aux intérêts du roi, il était décidé à l'évacuer, pourvu que Washington ne s'opposât point à son départ. Il leur montra les matières combustibles qu'il avait fait préparer pour mettre en un instant le feu à la ville, si les insurgés l'inquiétaient en aucune façon. Il les invita à réfléchir à tous les dangers qui pourraient résulter pour eux et leurs demeures d'un combat livré dans l'enceinte des murs, et il les assura que sa résolution personnelle était de se retirer paisiblement, si les Américains voulaient en agir de même. Il les exhorta enfin à se rendre auprès de Washington, pour lui faire part de ce qu'ils venaient d'entendre. 1776.

Les Anglais évacuent Boston.

Une députation de notables demanda audience au généralissime américain, et lui fit un tableau touchant de la situation de la ville. Il paraît, d'après ce qui suivit, que Washington consentit à ce qui lui fut demandé ; mais les conditions de la trêve ne furent point écrites. On a prétendu que l'une d'elles était,

1776. que les assiégés laisseraient leurs munitions de guerre : c'est ce que l'on ne peut assurer. Les munitions ne furent point embarquées, mais l'on ne sait pas si ce fut en vertu d'une convention ou par nécessité. Les Américains restèrent tranquilles spectateurs de la retraite des Anglais. Mais la ville présentait un spectacle affreux : malgré les ordres du général Howe, tout y était dans la plus horrible confusion. Quinze cents loyalistes, avec leurs familles et leurs effets les plus précieux, se hâtaient, malgré l'abattement de leurs esprits, d'abandonner un séjour qui leur était si cher, et où ils avaient joui du bonheur pendant si long-temps. Les pères, chargés de fardeaux, les mères de leurs enfans, couraient, en pleurant, vers les vaisseaux : les adieux, les embrassemens de ceux qui partaient, et de ceux qui restaient, les malades, les blessés, les vieillards, les enfans, auraient ému de compassion tous les témoins de leur détresse, si, dans un moment aussi cruel, chacun eût pu s'occuper d'autre chose que du soin de son propre salut. Les voitures et les bêtes de somme étaient devenues l'objet de vives querelles entre les habitans qui les avaient retenues, et les soldats qui voulaient se les approprier. Le désordre était encore augmenté

par l'animosité qui régnait entre les soldats de terre et de mer : ils se reprochaient mutuellement leur malheur commun. Tous ensemble se plaignaient de la froideur et de l'ingratitude de leur patrie, qui semblait les avoir abandonnés, ou plutôt oubliés sur ces rivages lointains, en proie à tant de misère et de périls. Depuis le mois d'octobre, en effet, le général Howe n'avait reçu d'Angleterre aucun ordre ou avis quelconque qui attestât que le gouvernement existait encore, et qu'il n'avait point perdu de vue l'armée de Boston. 1776.

Cependant une troupe effrénée de soldats et de matelots profitait du désordre, pour enfoncer les portes et piller les maisons et les boutiques. Ils brisaient ce qu'ils ne pouvaient emporter. La ville entière était livrée à la dévastation, et l'on craignait à tout instant d'y voir éclater un incendie. Le 15 mars, le général Howe fit publier qu'il était défendu à tout habitant de sortir de sa demeure avant onze heures du matin, pour ne pas troubler l'embarquement des troupes, qui devait avoir lieu en ce jour. Mais un vent d'est les empêcha de mettre à la voile, et, par passe-temps, elles recommencèrent à piller. Pendant ce temps, les Américains avaient construit une redoute sur la pointe de Nooks-Hill, dans la

1776. presqu'île de Dorchester, et l'avaient garnie de canons qui battaient en plein l'isthme de Boston, et toute la partie méridionale de la ville. Il était même à craindre qu'ils n'occupassent l'île de Noddles, et n'y établisssent des batteries, qui, tirant à fleur d'eau et prenant le port de revers, auraient entièrement fermé le passage aux vaisseaux, et réduit la garnison à la nécessité de se rendre à discrétion. Tout délai devenait dangereux : en conséquence, les troupes britanniques et les loyalistes commencèrent à s'embarquer le 17 mars, à quatre heures du matin : à dix, tout le monde était à bord. Les bâtimens étaient surchargés d'hommes et de bagage ; les vivres manquaient, la confusion était par-tout.

L'arrière-garde sortait à peine de la ville, que Washington y entrait de l'autre côté, enseignes déployées, tambour battant, et avec tout l'appareil du triomphe. Il fut accueilli par les habitans avec toutes les démonstrations de la reconnaissance et du respect que l'on doit à un libérateur. Leur allégresse éclatait d'autant plus vivement, que leurs souffrances avaient été longues et cruelles. Pendant seize mois, ils avaient enduré la faim, la soif, le froid, et les outrages d'une soldatesque insolente, qui les regardait comme

des rebelles. Les denrées de première néces- 1776.
sité étaient montées à des prix exorbitans (2). La chair de cheval était devenue une délicatesse pour ceux qui pouvaient s'en procurer. A défaut de combustibles, on avait brûlé les bancs des églises, et déjà l'on commençait à employer au même usage les palissades et les cloisons des magasins; on démolissait les maisons qui n'étaient pas habitées, pour en prendre le bois. Les Anglais laissèrent beaucoup d'artillerie et de munitions. On trouva deux cents cinquante pièces de canon de divers calibres, tant à Boston que dans l'île de Castle-Island, et dans les retranchemens de Bunker's-Hill et de l'isthme. Les Anglais avaient essayé, mais vainement, dans leur précipitation, de détruire ou d'enclouer ces dernières pièces; d'autres avaient été jetées dans la mer, mais on les en retira. On trouva en outre quatre mortiers à bombes, une assez grande quantité de charbon de terre, de froment et d'autres grains, et cent cinquante chevaux.

C'est ainsi qu'après un siège aussi long que pénible, la capitale de la province du Massachusset retomba au pouvoir des Américains. La joie de cet heureux évènement fut vivement sentie par toute la confédération. Il ac-

1776. quérait une importance spéciale par l'impulsion qu'il ne pouvait manquer de donner à l'esprit public, et par l'influence même qu'il devait avoir sur les opérations futures. Nous avons ici une nouvelle occasion de remarquer, avec surprise, la présomption et l'aveuglement du ministère britannique, qui, au lieu de prendre toutes les mesures nécessaires pour s'assurer du succès, dès le commencement de la guerre, sembla adopter de préférence toutes celles qui pouvaient nuire à sa cause. Soit pour avoir trop écouté l'orgueil naturel aux Anglais, soit pour s'être fié à des rapports infidèles, soit enfin pour avoir négligé les exemples de l'histoire, les ministres s'étaient persuadés que les insurgés ne soutiendraient pas l'aspect des troupes réglées, et que leur fougue se convertirait aussitôt en une terreur générale. Ils ne réfléchirent point que la nature même des choses excitait et alimentait, depuis un certain temps, la révolution américaine. Les colons étaient devenus riches et puissans, et leur premier enthousiasme était loin d'être refroidi. Egaré par ses préventions, le gouvernement ne sut point faire usage de ses forces : il refusa d'envoyer des secours quand il était temps encore, et se hâta de les prodiguer lorsqu'il était trop tard.

Les Américains, maîtres de Boston, mirent 1776.
aussitôt sous le séquestre les biens meubles et immeubles des émigrés qui avaient suivi le général Howe à Halifax. La vente en fut faite à l'enchère, et le produit appliqué aux besoins publics. Les royalistes qui étaient restés, furent traduits en jugement, et déclarés traîtres à la patrie ; leurs biens furent pareillement confisqués et vendus. Le premier soin des Bostoniens se dirigea vers la nécessité de fortifier leur ville, pour la préserver des maux dont elle venait d'être délivrée. Les travaux furent commencés sans délai, et poussés avec une extrême diligence : tous les citoyens y prêtèrent la main. Un ingénieur français, quelques Américains et quatre Prussiens en avaient la direction. L'on ne pouvait néanmoins espérer de faire de Boston une place forte, en état de soutenir un siège régulier : il suffisait de la mettre à l'abri d'un coup de main.

Certains mouvemens des insurgés, et principalement le soin qu'ils avaient mis à occuper quelques-unes des petites îles situées dans la baie de Boston, devaient leur faire supposer l'intention d'attaquer le fort William, construit dans l'île de Castle-Island. Le général Howe, voyant que la possession de ce fort leur donnerait les moyens de défendre

1776. aux vaisseaux anglais les approches de la ville, jugea nécessaire de le démanteler et de le brûler avant son départ. Il ne put, au reste, en enlever l'artillerie, qu'il se contenta de faire enclouer très-précipitamment. Les vents contraires, auxquels succéda un calme plat, empêchèrent, pendant plus d'une semaine, la flotte anglaise de gagner la haute mer. Elle y réussit enfin, et, contre toute attente, sa traversée jusqu'au port d'Halifax, fut heureuse et rapide, malgré la saison avancée. L'amiral Shuldam avait laissé dans les eaux de Boston, une escadre aux ordre du commodore Banks, pour protéger la navigation des bâtimens du roi, qui, dans l'ignorance de l'évacuation de la ville, auraient pu chercher à y entrer. Cette précaution n'eut pas tout l'effet désirable : la baie étant très-vaste, les corsaires se tenaient en embuscade derrière les nombreux îlots dont elle est semée, et ils fondaient à l'improviste sur les navires qui se présentaient sans méfiance. Le capitaine Manly fit entr'autres une prise chargée d'abondantes munitions de bouche.

Washington ignorant quels étaient les projets du général Howe, et quelle direction avait prise la flotte britannique, n'était point sans inquiétude sur la ville de New-York. Il

écrivit, en conséquence, au brigadier-général, lord Sterling, qui y commandait, de se tenir prêt à tout évènement. Il lui envoya en même temps un renfort de cinq bataillons et de plusieurs compagnies de chasseurs. Mais les troupes royales étaient bien loin de pouvoir rien entreprendre contre cette ville : elles s'estimèrent heureuses d'arriver saines et sauves à Halifax. Avant de rentrer en campagne, le général Howe voulait laisser reposer son corps d'armée, et attendre les renforts qui lui avaient été promis. 1776.

Nouveaux mouvemens dans la Caroline du Nord.

Les affaires du congrès ne prenaient pas un aspect moins prospère dans la Caroline du nord que dans le Massachusset : la fermentation y devenait de plus en plus violente. Le gouverneur Martin, quoiqu'il se fût réfugié sur les vaisseaux du roi, ne restait cependant pas oisif, et il s'occupait sans relâche de machinations nouvelles, pour relever le parti royal dans sa province. Il se flattait d'autant plus d'y réussir, qu'il savait que l'amiral Peter Parker, et le marquis de Cornwallis, étaient partis des ports d'Angleterre pour une expédition contre les Carolines. Il était également informé que le général Clinton, avec quelques compagnies, devait venir le rejoindre au cap Fear, situé à l'embouchure

1776. de la rivière de ce nom, et non loin de Wilmington. A la tête de ces forces réunies, accrues des montagnards écossais et des *régulateurs*, que leur habitude du métier des armes et leur zèle ardent pour l'Angleterre rendaient redoutables aux mécontens, il ne doutait pas de faire révolter la province et de la réduire sous l'autorité du roi. Après s'être concerté avec tous ses partisans, il arbora l'étendard royal, en sommant tous les habitans d'accourir à la défense de la patrie et des lois, contre les rebelles. Pour rendre plus efficaces les secours des montagnards et des régulateurs, ainsi que de tous les autres loyalistes, il nomma le colonel Macdonald, officier très-dévoué à la cause royale, capitaine-général de toutes les levées, dont il lui abandonna l'organisation entière. Ce plan réussit selon ses espérances. Le rassemblement de Cross-Creek grossissait chaque jour, et tout menaçait les insurgés d'une attaque dans cette partie, s'ils n'y portaient promptement remède. L'assemblée provinciale ouvrit les yeux sur ce danger, et elle fit marcher contre ce corps de loyalistes, toutes les milices qui étaient mobiles, en même temps qu'elle ordonnait d'en lever de nouvelles. Les deux partis qui divisaient la Caroline, se trouvaient

ainsi en présence l'un de l'autre, animés 1776.
d'une égale fureur.

Les insurgés étaient commandés par le général Moore : il alla prendre poste, avec quelques pièces de canon, en face des loyalistes, dans un lieu nommé Rockfish-Bridge, où il se retrancha, après rompu le pont. Macdonald lui fit signifier de venir se ranger sous l'étendard royal, ou de s'attendre à être traité en ennemi. Moore lui répondit, qu'il eût lui-même à prêter serment au congrès, et à mettre bas les armes; qu'à ces conditions il serait accueilli comme ami. Pendant ces négociations, que Moore eut l'art de traîner en longueur, ses forces s'accrurent tellement, qu'il acquit bientôt une supériorité marquée sur son adversaire. Macdonald s'aperçut enfin du péril où il se trouvait, et quoiqu'il fût déjà cerné de toutes parts, il se dégagea avec autant d'habileté que de courage. Marchant rapidement et sans interruption, mettant continuellement entre lui et le corps qui le poursuivait, des rivières, des forêts et des pas difficiles, il parcourut un espace de quatre-vingt milles, malgré la vigilance de l'ennemi, occupé à lui couper toute retraite, et il gagna Moore's-Creek, à seize milles de Willmington. Il espérait y être rejoint par

1776. le gouverneur Martin et le général Clinton, qui étaient déjà arrivés au cap Fear. Mais les insurgés, qui n'avaient point cessé de le suivre, l'empêchèrent de faire sa jonction, et le contraignirent même à accepter le combat. Il y déploya une excessive bravoure; mais le capitaine Macleod et beaucoup d'autres de ses officiers ayant été tués, ses troupes lâchèrent pied, abandonnant leur général au milieu des ennemis. Macdonald fut fait prisonnier avec un grand nombre de loyalistes. Leurs ennemis tirèrent un immense avantage de leur victoire. En effet, si Macdonald eût été vainqueur, ou qu'il eût pu opérer sa jonction avec le gouverneur Martin et le général Clinton, ils étaient alors les maîtres d'attendre au cap Fear les renforts qui leur arrivaient d'Irlande, et les affaires du congrès eussent été à peu près désespérées dans les provinces méridionales. Les Caroliniens apprirent, en outre, à connaître leurs forces, et dissipèrent l'opinion qui s'était élevée sur la faiblesse de la Caroline du nord. Ils avaient combattu avec succès les *régulateurs* et les Ecossais, qui leur avaient paru d'abord si redoutables; et, dans l'espace de peu de jours, ils avaient rassemblé dix mille hommes pleins de courage et d'audace. La précipita-

tion des loyalistes fut cause de leur défaite : 1776.
s'ils avaient temporisé jusqu'à l'arrivée des secours d'Europe, et qu'alors seulement ils eussent arboré l'étendard royal, ils auraient pu, sans doute, frapper un coup décisif, et faire pencher la balance en leur faveur, dans les provinces méridionales.

Fin déplorable de l'expédition de lord Dunmore.

Nous avons laissé lord Dunmore croisant avec ses vaisseaux sur les côtes de Virginie : il resta long-temps encore dans ce parages. Mais tous les lieux de débarquement étant soigneusement gardés par les milices, loin d'être en état d'entreprendre quelque opération, il ne put même se procurer les subsistances nécessaires à la multitude entassée à bord de son escadre. Bientôt les chaleurs excessives, la corruption de l'eau et des vivres, et l'encombrement des hommes dans les bâtimens, y engendrèrent une horrible infection et des miasmes délétères. Une maladie pestilentielle enlevait en foule les blancs et les noirs, mais elle était, sur-tout, mortelle pour ces derniers. Dans cet affreux état, l'escadre de lord Dunmore errait d'île en île, de rivage en rivage. Il trouvait sur tous les points les habitans armés pour le repousser, et il manquait de forces pour s'ouvrir un chemin parmi eux. Pour surcroît d'infortune,

1776. les vents poussèrent une partie des bâtimens sur les côtes de Virginie. Les malheureux qu'ils portaient, devenus prisonniers de leurs propresc oncitoyens, ne firent que changer ce séjour empesté contre des cachots obscurs et malsains. Enfin, pour échapper à une mort certaine sur ces funestes rivages, lord Dunmore se résolut à brûler ses vaisseaux les moins précieux. Les tristes restes des soldats et des Virginiens, battus par les tempêtes, dévorés par la faim, la soif et les maladies, allèrent chercher un refuge dans les Florides, les Bermudes et les Antilles. Délivrée ainsi de son ennemi, la province recouvra sa tranquillité. Telle fut la catastrophe qui termina l'expédition de lord Dunmore contre la Virginie, et le résultat de son plan de révolte des nègres contre leurs maîtres.

Succès des Américains sur mer.

Le congrès n'avait point ralenti les apprêts de la guerre maritime : il sentait la nécessité de mettre ses côtes à l'abri des insultes des corsaires ennemis, et en même temps l'utilité dont il serait d'intercepter les bâtimens munitionnaires des armées anglaises. Il ne manquait ni de matériaux propres à la construction des vaisseaux, ni d'excellens marins: l'interruption du commerce et des pêcheries

en laissait un très-grand nombre sans emploi. 1776
On travailla avec tant d'ardeur dans les arsenaux du Maryland, de Philadelphie et de Rhode-Island, qu'au commencement de l'année, on vit flotter sur la Délaware cinq frégates ou corvettes, et treize chaloupes canonnières parfaitement équipées et armées (3). Le congrès avait ordonné, en outre, de construire le plus promptement possible, treize frégates de trente-six canons chacune. Voulant ensuite former les équipages aux évolutions, et, en même temps, se procurer des armes, des munitions, et sur-tout de la poudre, il donna ordre à Ezechiel Hopkins, capitaine-général de la flotte, de se porter sur les îles Lucayes. Il mit à la voile vers le milieu de février, et après une traversée heureuse, il atteignit Abaco, l'une de ces îles. Ayant appris que les Anglais avaient formé un dépôt considérable de munitions de guerre dans celle de la Providence, il y descendit à l'improviste et s'en empara. Les Américains trouvèrent une grande quantité de canons, de boulets et de bombes, et cent cinquante barils de poudre, objet capital de l'expédition. Dans leur retour, ils combattirent honorablement une frégate anglaise, et capturèrent un brick. L'escadre du congrès,

1776. avec ses prises, entra dans le port de New-London. Il y eut aussi de fréquens engagemens dans la baie de Boston, entre les vaisseaux du commodore Banks et ceux du Massachusset. Un des plus remarquables est celui où le capitaine Mugford se rendit maître d'un bâtiment chargé d'une grande quantité d'armes et de munitions de guerre. La marine du congrès se distinguait, non-seulement sur ses côtes, mais encore, ce que l'on n'eût osé croire, en pleine mer. Ses succès augmentèrent sensiblement la confiance et l'espoir des Américains : ils s'accoutumaient peu à peu à agir comme un peuple jouissant de sa pleine indépendance. Le désir de la voir universellement reconnaître, naissait chez les uns et redoublait chez les autres, à proportion de la réussite de leurs efforts.

Evènemens de la guerre du Canada.

Ils n'avaient point d'aussi heureux résultats dans le Canada. Le colonel Arnold, qui avait continué, avec son faible corps, le siége de Québec, se trouvait arrêté par une foule d'obstacles. Les renforts qu'on lui avait promis n'arrivaient que lentement et par parties, soit parce que la rigueur de la saison rendait les chemins impraticables, soit parce que le mauvais succès de l'assaut de Québec avait considérablement refroidi l'ardeur que la nou-

veauté et le brillant début de cette expédition 1776.
avient inspirée aux Américains. Il paraît que le congrès lui-même, ou distrait par trop de soins, ou manquant des moyens nécessaires, avait négligé de prendre les mesures propres à conduire la guerre du Canada au but désiré. En vain l'on avait fait marcher sur Québec la plus forte partie de la garnison de Montréal : Arnold comptait à peine un millier de combattans sous ses drapeaux. Les Canadiens, qui, d'abord, avaient accueilli les Américains avec empressement, et leur avaient fourni tout ce qui était en leur pouvoir, se voyant ensuite exposés à divers excès de la part de cette milice indisciplinée, avaient passé de la bienveillance à l'aversion. On doit convenir qu'ils n'en avaient que trop de motifs. Les Américains avaient négligé non seulement de se concilier l'appui des prêtres catholiques, ce qui avait irrité leur amour-propre ; ils les avaient même accablés de mépris, ce qui produisit chez eux la haine et la soif de la vengeance. Les insinuations du gouverneur Carleton et de tous ses partisans, n'eurent donc aucune peine à leur faire prendre la résolution de refuser les sacremens à tous ceux qui s'étaient déclarés pour les Américains. Ce refus produisit une impression si

1776. vive sur l'esprit des Canadiens, que les insurgés sentirent combien leurs intérêts devaient en souffrir. Ils imaginèrent, en conséquence, de faire venir du Maryland un prêtre catholique, pour donner aux Canadiens tous les secours spirituels dont ils étaient privés: mais ce remède fut employé trop tard. Les affaires prenaient déjà l'aspect le moins consolant. Un gentilhomme français plein de courage, nommé Beaujeu, avait rassemblé un corps de nobles et autres habitans, à la tête desquels il s'était mis en campagne. Les américains lui avaient vaillamment tenu tête; mais ils n'avaient aucun moyen de réparer le tort qu'avaient fait à leur cause, et leur faiblesse connue, et les outrages dont ils s'étaient rendus coupables envers les habitans du pays. Pour augmenter leur détresse, la saison approchait où les renforts que l'on savait être partis d'Angleterre allaient arriver. Le fleuve Saint-Laurent, dégagé de ses glaces, leur ouvrait une voie sûre jusqu'à Québec même. Pouvait-on se résoudre à les attendre avec des forces tellement disproportionnées? Dans cette position critique, Arnold, que le congrès venait d'élever au grade de brigadier-général, déployait autant de courage que ses ressources étaient faibles, pour se rendre

maître de la ville assiégée. Sa possession eût 1776.
rendu l'inimitié des Canadiens à-peu-près impuissante, et les troupes anglaises auraient perdu leur communication avec les parties supérieures de la province.

Arnold ne désespérait pas entièrement du succès. Le gouverneur Carleton éprouvait une disette que rendait de plus en plus pressante la vigilance et le bonheur avec lesquels les assiégeans lui enlevaient tous ses convois de vivres. Ils ne cessaient, en outre, d'inquiéter et de fatiguer la garnison par de fausses attaques et des stratagèmes multipliés, dans l'espoir que sa faiblesse leur fournirait tôt ou tard l'occasion de surprendre la place. Ils s'étaient rapprochés des murailles pour ouvrir la tranchée, et ils avaient dressé des batteries sur les rives du fleuve, pour canonner la flotille anglaise. Ils tiraient à boulets rouges, et lançaient diverses sortes d'artifices dans la ville : mais le général Carleton veillait attentivement et déconcertait toutes leurs manœuvres. Les obstacles qu'éprouvait Arnold furent portés à leur comble par la petite vérole, maladie si redoutable dans ces climats. Les renforts qu'il attendait n'arrivaient qu'en partie moissonnés par ce fléau; les soldats fuyaient de terreur, ou étaient

1776. infectés par la contagion ; les rangs s'éclaircissaient à vue d'œil. Ce fut à cette époque que le général Thomas prit le commandement. Avant de lever le siége, il voulut tenter un dernier effort, en mettant le feu aux vaisseaux du gouverneur, et en profitant du désordre pour donner l'assaut. Le fleuve étant déjà débarrassé de ses glaces devant Québec, les Américains lâchèrent un brûlot, dans la nuit du 3 mai, leurs échelles étaient prêtes pour l'assaut. Les Anglais ayant pris l'alarme, commencèrent à tirer ; les hommes qui gouvernaient le brûlot se voyant découverts, y mirent le feu. Dans cet état de choses, ne pouvant plus rien attendre d'un siége régulier ou d'une escalade, voyant diminuer chaque jour ses troupes et leur courage, n'ayant plus de subsistances que pour trois jours, et craignant enfin à toute heure l'arrivée des renforts anglais, le général américain se résolut à renoncer entièrement à l'expédition, et à se retirer sur Montréal. La matinée même du jour désigné pour la levée du siége, l'*Isis*, vaisseau de 54 canons, arriva en vue de Québec, avec la frégate *la Surprise*, et un bâtiment de moindre force. Avec autant d'habileté que de péril, ils avaient osé remonter le fleuve depuis son embouchure, au milieu

des glaçons énormes dont il était couvert. 1776.
Ils avaient à bord plusieurs compagnies de vieilles troupes, qui furent aussitôt mises à terre. Les vaisseaux s'étant rendus maîtres du fleuve, coupèrent toute communication entre les diverses parties du camp américain; ils prirent même un grand nombre de bâtimens qui appartenaient aux assiégeans.

Cet évènement inattendu les jeta dans une profonde consternation. Ils abandonnèrent précipitamment leurs quartiers, laissant derrière eux leur bagage, leur artillerie, leurs munitions, et tout ce qui pouvait rallentir leur marche : les Anglais s'en emparèrent sur-le-champ. Les malades, attaqués la plupart de la petite vérole, s'échappèrent comme ils purent; les Canadiens en avaient compassion, et les cachaient çà et là. Cependant le gouverneur était sorti à la tête de sa garnison pour poursuivre les Américains. Il leur fit beaucoup de prisonniers; mais ils ne s'arrêtèrent qu'après avoir fait une marche de quarante-cinq milles en remontant le St.-Laurent. Après y avoir fait halte quelques heures, ils se retirèrent jusqu'à l'embouchure du Sorel, où ils furent rejoints par quatre régimens. Ils perdirent en cet endroit le général Thomas, qui mourut de la petite vérole : sa valeur

1776. et son intégrité le rendaient l'objet de la considération générale. Le commandement fut dévolu au général Sullivan. Le gouverneur Carleton, après un aussi heureux succès, réfléchissant néanmoins sur son extrême faiblesse, cessa de poursuivre l'ennemi, et retourna à Québec pour y attendre ses renforts, et se remettre alors en campagne avec des forces capables de s'y maintenir. Mais il donna auparavant les preuves les plus honorables de l'humanité qui le distinguait. Les Américains, blessés ou malades, s'étaient cachés dans les forêts et dans les habitations voisines, où ils avaient à souffrir tous les maux réunis. Le gouverneur rendit une proclamation, par laquelle il ordonna que des hommes choisis à cet effet, se missent à la recherche de ces infortunés, pour les guérir aux frais de l'Etat, et pourvoir à tous leurs besoins. Enfin, pour qu'ils ne craignissent point de se découvrir, il engagea publiquement sa foi, que dès qu'ils auraient recouvré la santé, il leur laisserait pleine et entière faculté de retourner librement dans leurs foyers.

Peu de jours après la délivrance de Québec, c'est-à-dire vers la fin du mois de mai, plusieurs régimens anglais et brunwickois arrivèrent dans le Canada. Ces renforts y por-

tèrent l'armée britannique à plus de treize 1776.
mille hommes, commandés par des généraux expérimentés, parmi lesquels on distinguait premièrement Carleton. Il avait sous ses ordres Burgoyne, Philipps, et Riedesel, général allemand très-estimé. Voulant profiter de la déroute des Américains, ils opinèrent tous pour que l'on portât la guerre dans les parties supérieures du Canada, et même plus loin si la fortune se montrait favorable. Le général anglais rassembla, en conséquence, toutes ses forces aux *Trois-Rivières*, petite ville située sur la rive gauche du Saint-Laurent, à une distance à-peu-près égale de Montréal et de Québec.

La constance des Américains avait été mise à de terribles épreuves sous les murs de cette capitale : ils eurent encore une lutte sanglante à soutenir dans les environs de Montréal, contre un corps d'Anglais, de Canadiens et de sauvages. Ils occupaient un fortin situé dans un endroit nommé *les Cèdres*, à quelques milles au-dessus de Montréal. Les royalistes s'y présentèrent, et les capitaines Beadle et Butterfield, plus occupés de leur sûreté que de leur honneur et des intérêts de leur patrie, se rendirent aussitôt par capitulation. Quelques compagnies s'étaient mises

1776. en marche pour leur porter du secours; mais elles tombèrent dans un parti ennemi qui les dispersa à la suite du combat le plus opiniâtre. Les Indiens commirent d'horribles cruautés sur les prisonniers. Arnold, qui se trouvait alors à Montréal, ne pouvant supporter que les armes américaines succombassent sous celles des Canadiens et des sauvages, se mit aussitôt en campagne pour tirer vengeance de cet échec. Mais le capitaine Forster lui signifia que s'il l'attaquait, et refusait de consentir à un échange de prisonniers, tous les Américains qui se trouvaient en son pouvoir, seraient massacrés sur l'heure par les sauvages. Arnold frémissant de rage, fut obligé de céder à la nécessité.

Ni ces revers, ni l'aspect d'une position aussi critique ne purent ébranler le courage du général américain. C'est dans ce moment même qu'il osa tenter un coup qui demandait autant de hardiesse que d'habileté. Les troupes anglaises et celles de Brunswick étaient très-disséminées et fort éloignées les unes des autres. Un gros corps était cantonné aux Trois-Rivières, sous les ordres du général Frazer; un autre, commandé par le général Nesbit, était resté sur les bâtimens de transport; et le corps le plus considérable, qui formait

plusieurs divisions, sous les généraux Carle- 1776.
ton, Burgoyne, Philipps et Riedesel, était réparti sur les bords et sur le fleuve même, dans sa partie basse, du côté de Québec. Quelques autres bateaux, chargés de soldats, avaient déjà dépassé les Trois-Rivières, et remontaient vers le Sorel. Les Américains conçurent le projet de surprendre et de tailler en pièces la division anglaise qui occupait les Trois-Rivières, avant que les autres pussent venir à son secours. Le général Sullivan ordonna en conséquence au général Thompson de s'embarquer avec deux mille hommes, sur cinquante bateaux, que l'on tenait prêts pour le service de l'armée, et de descendre le fleuve Saint-Laurent. Thompson longea la rive droite du lac Saint-Pierre, formé par l'immense largeur du fleuve en cet endroit; et il arriva, sans être aperçu, à Nicolete, lieu situé sur la même rive, un peu au-dessus des Trois-Rivières qui se trouvent sur la gauche. Son dessein était de traverser le fleuve pendant la nuit, de débarquer à neuf milles au-dessus des Trois-Rivières, et de tomber sur l'ennemi avant le jour; mais il avait déjà paru avant qu'une multitude d'obstacles imprévus eussent permis aux Américains d'aborder sur la rive gauche. Ils marchèrent néanmoins

1776. vers le point indiqué, avec une rapidité incroyable ; mais des guides infidèles les égarèrent. Dès qu'ils s'en aperçurent, ils reprirent le droit chemin, qui était excessivement difficile. Cependant le soleil s'était levé, et ils furent découverts par les troupes qui étaient à bord des vaisseaux. L'alarme devint bientôt générale, et le général Frazer fut promptement averti du danger. Les Américains se voyant reconnus, redoublèrent de vitesse. Ils arrivèrent à neuf heures du matin en vue des Trois-Rivières ; mais ils trouvèrent les Anglais rangés en bataille, et prêts à les recevoir. L'action s'engagea : les insurgés ne tardèrent pas à plier, et bientôt ils prirent la fuite. Leurs généraux parvinrent cependant à les rallier ; mais déjà la journée était perdue sans remède. Nesbit, débarquant tout-à-coup avec sa division, prit les Américains à dos. De ce moment, leur déroute fut complète. Les soldats ne gardant plus aucun ordre, cherchaient leur salut dans les bois. Pressés en front par Frazer, qui les écrasait d'un feu à mitraille, et coupés par Nesbit, qui les empêchait de regagner leurs bateaux, ils souffrirent horriblement au passage d'un marais. Ils parvinrent cependant à le franchir avec une peine excessive, et à se jeter dans d

profondes forêts, où les Anglais cessèrent de 1776.
les poursuivre. Dès qu'ils purent rejoindre leurs embarcations, ils se hâtèrent de remonter à l'embouchure du Sorel. Ils laissèrent au pouvoir des Anglais un grand nombre de prisonniers, parmi lesquels se trouvaient le général Thompson lui-même, et le colonel Irwin, avec beaucoup d'autres officiers de marque : ils eurent d'ailleurs peu de morts. La perte des troupes royales fut encore moindre. Telle fut l'issue de cette expédition des Trois-Rivières, conçue avec habileté, entreprise avec audace, mais dirigée finalement avec une témérité blâmable. Le succès dépendant entièrement d'une surprise de nuit, il est certain que lorsque les Américains reconnurent qu'ils ne pouvaient attaquer qu'au grand jour, et de plus, que leur ennemi était prévenu, la prudence leur ordonnait de faire halte, et de reprendre leur première position.

Découragés par cet échec, et par la considération de leur faiblesse, les insurgés se décidèrent à la retraite. Les Anglais, au contraire, animés par la victoire, brûlaient du désir de la mettre à profit. Ayant réuni toutes leurs divisions aux Trois-Rivières, ils se mirent en marche vers le Sorel, quatre jours après l'action, partie par le chemin de terre,

1776. et partie sur le fleuve. Ils arrivèrent au confluent, peu d'heures après que les Américains avaient détruit leurs batteries, et enlevé l'artillerie et les munitions. Alors les généraux anglais formèrent deux colonnes : celle de droite devait remonter le St.-Laurent, et s'emparer de Montréal, passer le fleuve à Longueil, traverser le pays qui s'étend de ce point jusqu'au Sorel, et se réunir sous le fort St.-Jean à la colonne de gauche. Celle-ci devait remonter la rivière jusqu'à ce fort, que l'on se proposait d'escalader ou d'assiéger, s'il était nécessaire. Il était présumable que les Américains chercheraient à y tenir. La première colonne arriva rapidement à Montréal, et y entra sans obstacle : Arnold l'avait évacuée, ainsi que toute l'île, dans la soirée précédente. Cependant Burgoyne s'avançait par le Sorel avec beaucoup de précaution; le pays lui était suspect, et il craignait quelqu'embuscade. Les Américains se retiraient avec une égale circonspection. Ils voulaient éviter une affaire d'arrière-garde, et sauver leur bagage qui était chargé sur des bateaux, à la suite de l'armée. Arnold gagna enfin le fort Saint-Jean sans avoir été entamé, et il y fit sa jonction avec Sullivan. Mais ce général, connaissant le désavantage de sa position, ne voulut point

attendre un siège : il mit le feu aux magasins 1776.
et aux casernes, démantela les fortifications, et se retira sous le canon de Crown-Point. Burgoyne ne put le suivre, tous les bateaux ayant été brûlés. Quoique cette retraite n'ait pas été absolument exempte de confusion, si l'on en excepte cependant l'échec des Trois-Rivières et celui des Cèdres, elle ne fut accompagnée d'aucune perte notable d'hommes, d'armes, de munitions et de bagage. Au milieu de tant de périls, le général Sullivan ne négligea aucun de ses devoirs : le congrès lui adressa des remercîmens publics. Les Anglais se virent forcés de suspendre leur poursuite. En se repliant jusque sous Crown-Point, les Américains avaient mis entr'eux et l'ennemi toute la longueur du lac Champlain, dont une grande quantité de bâtimens armés les rendait maîtres. Les Anglais ne pouvaient espérer d'y faire route au sud, s'ils n'armaient une flotille supérieure à celle des insurgés. Il fallait, en outre, qu'ils fabricassent un grand nombre de bateaux plats, pour servir au transport des troupes et des munitions d'une armée nombreuse. Il était arrivé d'Angleterre six gros bâtimens armés, destinés à cet usage ; mais les cascades de la rivière Sorel, près le fort Chambli, rendaient leur entrée

1776. dans le lac pour ainsi dire impossible. La fabrication des bateaux plats présentait aussi de nombreuses difficultés, et exigeait un temps considérable. D'après ces considérations, les Anglais renoncèrent à toute poursuite ultérieure, et les Américains eurent le loisir de se préparer à résister aux nouvelles attaques d'un ennemi puissant et aguerri.

C'est ainsi que les Américains se virent arrêtés par un obstacle insurmontable dans cette expédition du Canada, dont ils s'étaient promis de si grands avantages. Mais il faut considérer que, soit par l'inexpérience, soit par les difficultés qui accompagnent ordinairement les gouvernemens nouveaux et tumultueux, l'on ne se mit en marche pour cette entreprise que lorsque la saison était déjà trop avancée dans ces climats rigoureux. On n'y employa que des forces insuffisantes, et les excès de la licence militaire firent perdre aux colonies l'antique amitié des Canadiens, qui était non seulement nécessaire, mais même indispensable au triomphe de leur cause. Il est certain néanmoins que, si cette expédition avait été conduite avec une prudence égale à l'audace qui en avait dicté le projet, ou que si la destinée n'eût pas tranché les jours de Montgommery dans un

moment où ils étaient aussi précieux, les Américains auraient atteint le but de tous leurs efforts. Mais la fortune ne favorise pas toujours les audacieux, et les audacieux ne savent pas toujours profiter de la fortune. Cette expédition du Canada fit tomber, d'ailleurs, le gouvernement ou les généraux britanniques, dans une insigne erreur sur la conduite de toute cette guerre : c'est à cette cause qu'il faut spécialement attribuer l'inutilité de leurs efforts contre l'Amérique. En effet, l'invasion du Canada par les Américains, fut peut-être le premier motif qui détermina le ministère anglais à rassembler des forces aussi considérables dans cette province, et à diviser son armée en deux parties distinctes, dont l'une devait descendre du Canada, par les lacs, dans l'intérieur des colonies, et l'autre les attaquer de front sur les côtes. Il n'est pas hors de probabilité que si, au lieu de ces deux armées, les Anglais n'en eussent formé qu'une seule, la guerre aurait eu une direction et une fin très-différentes. 1776.

Eloge de Montgommery.

Le congrès, voulant honorer la mémoire d'un homme, objet de l'amour et de la vénération de tous les Américains, décréta qu'il serait commandé à Paris, un monument avec

1776. une inscription convenable, pour transmettre à la postérité le souvenir des vertus et des qualités héroïques de Richard Montgommery. Il se servait ainsi de l'exemple des morts pour encourager les vivans. Trop souvent les auteurs des révolutions emploient de préférence les mauvais citoyens, soit à cause de leur audace à vanter leurs services et leurs talens, soit parce que n'ayant d'autre principe que leur intérêt personnel, ils sont plus souples dans la main de ceux qui gouvernent. Il faut observer, au contraire, à la gloire du congrès américain, qu'il recherchait et distinguait les hommes de bien. Nous n'oserions pas affimer que le nombre, à cette époque, en fût plus considérable en Amérique que dans toute autre contrée, mais il paraît constant que s'il y régnait, comme partout, les vices produits par une soif immodérée du gain, à peine en remarquait-on de ceux qui ont leur origine dans le luxe, la dépravation des mœurs et l'ambition du pouvoir. La religion n'avait pas encore perdu de son autorité parmi les insurgés : personne n'y avait l'audace d'encenser le vice, et de livrer la vertu au ridicule. Il est, au reste, bien remarquable que les Anglais ne firent pas éclater moins d'enthousiasme que les Américains

eux-mêmes pour la mémoire de Montgom- 1776.
mery. Dans le sein du parlement même, il se trouva des orateurs dont l'éloquence se plut à lui décerner tous les éloges dont les historiens de l'antiquité ont honoré le souvenir des hommes les plus illustres de leurs siècles. On remarqua particulièrement le colonel Barré, qui consacra les regrets les plus touchans à la mort de ce noble ennemi. Burke et Fox cherchèrent à surpasser ce panégyrique dans leurs discours, Fox, surtout, qui, très-jeune encore, montrait déjà tout ce qu'il devait être un jour. Lord North les censura vivement : il s'écria qu'il était indécent de prodiguer tant de louanges à un rebelle. Il convint que Montgommery avait fait éclater de la vaillance, de l'habileté, de l'humanité et de la générosité ; mais il ajouta : Quelque vaillant, quelque généreux qu'il pût être, ce n'était pas moins un rebelle. Il cita, à ce sujet, un vers d'un ouvrage célèbre, qui signifie : *Maudites soient ses vertus ! elles ont perdu sa patrie* (4) ! Fox lui répondit aussitôt avec chaleur, qu'il mettait peu de prix à disculper un aussi excellent personnage du reproche de rébellion, puisque son honneur ne pouvait en être entaché. « Les grands hommes, ajouta-t-il, qui ont fondé la liberté

1776. des peuples, ceux qui ont sauvé leur patrie, les bienfaiteurs du genre humain, dans tous les temps ont été déclarés rebelles. La constitution même, en vertu de laquelle nous siégeons dans cette chambre, doit son origine à une rébellion. » Il termina son discours par ce passage du prince des poètes latins :

> . . . . Sunt hic etiam sua præmia laudi,
> Sunt lacrymæ rerum, et mentem mortalia tangunt (5).

Les Anglais attaquent le fort Moultrie, près Charles-Town.

Mais il est temps de reprendre le fil de l'histoire. Les Américains trouvèrent une compensation aux désastres du Canada, dans le succès qu'ils obtinrent sous les murs de Charles-Town, dans la Caroline du sud. Les ministres avaient résolu de frapper un coup d'éclat dans les provinces méridionales, parce qu'ils se persuadaient, et non sans raison, qu'il s'y trouvait plus d'amis de l'Angleterre qu'en aucune autre. Ils ne doutaient point qu'ils ne se montrassent tous, dès que les troupes du roi paraîtraient en forces sur les côtes, ou s'y rendraient maîtresses de quelque poste important. Ils espéraient, avec le secours des loyalistes, y parvenir au rétablissement de l'ancien ordre de choses; et ils calculaient ensuite que, de ces provinces, ils pourraient prendre en flanc celles du cen-

tre et du nord, qui, attaquées sur leurs der- 1776
rières, du côté du Canada, par une forte armée, et, du côté de la mer, par des forces non moins redoutables, seraient hors d'état d'opposer aucune résistance. Les ministres voyaient déjà l'Amérique rentrée dans son ancienne soumission. Ils se décidèrent à tourner d'abord leurs armes contre la Caroline du nord, comme la partie la plus faible, et à faire suivre cette conquête de celle de la Caroline méridionale et de la Virginie, selon la réussite des opérations. C'est pourquoi la flotte chargée du transport des troupes destinées à cette expédition, était partie des ports d'Angleterre et d'Irlande avant les autres. Le général Clinton, qui, à la tête d'un autre corps considérable, devait marcher de New-York pour se joindre aux nouveaux renforts, était déjà rendu au cap Fear, n'ayant pu exécuter son dessein d'attaquer la Virginie. Mais, d'un côté, l'impatience des loyalistes de la Caroline du nord avait fait manquer l'expédition, et causé leur ruine; de l'autre, les vents contraires et les tempêtes avaient tellement retardé, contre toute attente, la marche de la flotte, qui, sous le commandement de l'amiral Peter-Parker, cinglait vers le cap Fear, qu'elle

1776. ne put y arriver que long-temps après le terme convenu, c'est-à-dire, lorsque les loyalistes étaient déjà écrasés, et que les habitans des deux Carolines étaient non seulement avertis, mais avaient même déjà fait tous leurs préparatifs de résistance. Il est certain que si les loyalistes de la Caroline du nord avaient tardé quelque temps à éclater, ou que la mer eût été plus propice aux Anglais, les affaires du congrès auraient pu prendre une tournure sinistre dans le midi. L'escadre de l'amiral Peter-Parker aborda au cap Fear, dans les premiers jours de mai, avec beaucoup de troupes de débarquement, et les généraux Cornwallis, Vaughan et plusieurs autres. Ils y firent leur jonction avec le général Clinton, qui, comme le plus ancien, prit le commandement en chef. La résistance opiniâtre des Virginiens, et les désastres des partisans de l'Angleterre dans la Caroline du nord, ne permettaient d'espérer aucun succès dans ces deux provinces; il ne restait donc plus d'autre parti à prendre que de se tourner contre la Caroline du sud. Cette expédition offrait, en outre, cet avantage, que la prise de Charles-Town assurait la conquête de la province entière. Ses habitans, consternés de la perte de leur capitale, n'auraient pas

même songé à défendre un pays ouvert, et exposé aux invasions d'un ennemi actif et discipliné. L'on ne pouvait regarder la prise de Charles-Town comme une opération difficile, cette place étant située sur la côte même. 1776.

Le plan étant arrêté, les Anglais s'apprêtèrent à l'exécution. Mais les Caroliniens n'avaient rien négligé pour s'assurer les moyens de défendre leur province, et particulièrement leur capitale. Les chefs de l'insurrection, comme nous l'avons déjà rapporté, avaient mis un soin particulier à fortifier l'île de Sullivan, située en mer à la distance [illegible] milles de la pointe de terre formée par le confluent des deux rivières Ashley et Cooper, et sur laquelle est bâtie la ville de Charles-Town. Cette île commande tellement le canal qui conduit à ce port, que les vaisseaux qui veulent s'y rendre sont obligés de passer sous le canon du fort Moultrie. Il venait d'être armé de trente-six pièces de gros calibre, et de vingt-six de calibre inférieur. Le fort lui-même était construit d'une espèce de palmier du pays, dont le bois est si spongieux et si mou, que le boulet s'y amortit et s'y loge sans faire d'éclat. Les milices de toute la province furent appelées en hâte à la défense de la ville. Dans l'espace

1776. de peu de jours, la garnison s'éleva à six mille hommes, sinon parfaitement disciplinés, du moins remplis d'ardeur. Le régiment soldé de la Caroline méridionale, fut préposé à la garde du fort Johnson, situé dans l'île James, à trois milles de Charles-Town, et d'où l'on pouvait battre le canal dans toute sa largeur. Le second et le troisième régiment occupaient l'île de Sullivan. William Moultrie, qui commandait le premier de ces corps, fut chargé de la défense du fort, auquel on donna son nom par la suite, pour honorer sa belle résistance. Le reste des troupes fut réparti dans les postes les plus importans; les chemins qui aboutissaient à la mer, furent barrés par des abattis, les magasins de la côte, rasés, et des retranchemens élevés sur le rivage. Il n'était pas un habitant qui n'eût ou les armes, ou la bêche et la pioche à la main. Les noirs, que l'on avait fait venir de la campagne, secondaient admirablement les blancs dans tous les travaux de fortification. Le commandement général appartenait au général Lee, qui possédait toute la confiance des troupes et du peuple: personne ne l'égalait en dévouement à la cause commune. La haine qu'il portait depuis longtemps au gouvernement anglais, l'amour de

la gloire, et le désir de répondre à l'attente 1776.
universelle, excitaient continuellement son ardeur naturelle. Rutledge, homme d'un très-grand poids dans la province, déployait aussi un zèle excessif pour encourager les habitans à se défendre. Son exemple et ses exhortations obtenaient les plus heureux résultats. Tout le monde était à son poste, attendant l'ennemi avec une confiance intrépide.

Cependant la flotte britannique parut, et jeta l'ancre au nord de l'île Sullivan. Les vaisseaux armés en guerre, étaient le *Bristol* et l'*Experiment* de 50 canons, quatre frégates, l'*Active*, l'*Actéon*, le *Solebay* et la *Syrène*, de 28, le *Sphynx* de 20, le *Friendship* de 22; deux autres de 8, et le *Thunder*, galiote à bombes. Il était très-difficile, sur-tout pour les gros bâtimens, de franchir la barre qui se trouve à l'entrée du canal de Charles-Town. Ce ne fut qu'avec une peine excessive que les Anglais réussirent à faire passer le *Bristol* et l'*Experiment*, quoiqu'ils les eussent allégés de leur artillerie et d'une grande partie de leur charge. Ils touchèrent, et l'on crut qu'ils allaient se briser; mais l'habileté des officiers et les efforts des matelots parvinrent à les remettre à flot. L'intention des Anglais était de s'emparer du fort Moultrie, afin d'attaquer

1776. ensuite la ville sans obstacle. Le général Clinton envoya une sommation par un trompette : il exposait aux habitans de Charles-Town la subversion de toutes les lois, la tyrannie exercée par le congrès, les comités et autres autorités inconstitutionnelles ; il leur donnait un dernier avis avant de se porter aux dernières extrémités ; il les exhortait à détourner de dessus leurs têtes, par un prompt retour à l'obéissance, la vengeance d'une nation puissante et irritée. Il offrait en même temps l'amnistie à tous ceux qui mettraient bas les armes, et se soumettraient immédiatement. Cette sommation ne produisit aucun effet.

Les généraux anglais avaient disposé leur attaque de la manière suivante : les vaisseaux devaient battre le fort Moultrie de front, tandis qu'un corps de troupes, débarqué à cet effet dans *Long-island* ou l'île Longue, au Levant de celle de Sullivan, aurait traversé le bras de mer qui les sépare, et que l'on croyait guéable. Ce corps eût alors pressé le fort du côté de terre, qui était beaucoup moins bien fortifié. Ce plan leur offrait tant d'espoir de succès, que le général Lee lui-même, ne comptant point que le fort pût tenir, opinait pour qu'on l'évacuât, afin de se borner à la défense de la ville. Mais les habitans, qui redoutaient

singulièrement les bombes, s'opiniâtrèrent à 1776.
vouloir se maintenir dans le fort. Tous les préparatifs étant achevés de part et d'autre, dans la matinée du 28 juin, la galiote le *Thunder*, protégée par un autre bâtiment armé, prit position, et commença à lancer des bombes dans le fort Moultrie, pendant que le reste de l'escadre s'avançait. Vers onze heures, le *Bristol*, l'*Experiment*, l'*Active* et le *Solebay* s'étant mis en ligne, ouvrirent un feu violent contre le fort. Le *Sphynx*, l'*Actéon* et la *Syrène* allèrent se poster à l'ouest, entre la pointe de l'île Sullivan et la ville, pour pouvoir enfiler les ouvrages de revers, et intercepter en même temps toute communication entre l'île et la terre ferme. C'était couper la retraite à la garnison du fort, lui ôter les facilités de recevoir aucun secours d'hommes et de munitions, et empêcher les Caroliniens de nuire aux assiégeans, par des brûlots ou autres machines de guerre. L'impéritie des pilotes fit manquer ces dispositions : les trois vaisseaux touchèrent sur un banc, nommé *Middle-Grounds*. Les équipages de deux de ces bâtimens parvinrent à les remettre à flot, mais non sans avoir reçu des avaries considérables. Soit à cause de l'heure déjà avancée, soit à cause de ces avaries, ils ne se trou-

1776. vèrent plus en état d'exécuter les ordres des capitaines. Quant à l'*Actéon*, il était totalement engravé, et il fallut le brûler le lendemain. Pendant ce temps, les quatre premiers vaisseaux avaient entretenu contre le fort une canonnade, à laquelle il ne répondait pas moins vivement. Le *Thunder*, après avoir lancé plus de soixante bombes, se trouva tellement désemparé, qu'il cessa son feu : il se prolongea de part et d'autre avec une égale vigueur. Les Anglais ne purent s'empêcher d'admirer l'intrépidité des Américains dans une action aussi chaude. La garnison du fort, qui ne consistait qu'en miliciens et quelques soldats de ligne, déployait une audace et un sang-froid incroyables dans le service de son artillerie, au milieu de la grêle de boulets que faisait pleuvoir sur elle l'escadre ennemie. Les Américains tiraient avec une extrême précision. Les vaisseaux anglais souffrirent beaucoup : leur perte en hommes fut considérable. Le *Bristol* principalement, ayant toutes ses manœuvres endommagées, fut tellement exposé pendant quelque temps au feu des batteries, qu'il courut le danger d'être coulé bas. Le capitaine Morris, qui le commandait, avait déjà reçu plusieurs blessures, et la plus grande partie de son équipage était tuée : resté pres-

que seul sur le pont, il ne voulait pas consentir à le quitter, lorsqu'un boulet lui emporta la jambe, et le renversa mourant. L'amiral Peter-Parker lui-même reçut une forte contusion. Lord Campbell, qui, peu auparavant, était gouverneur de la colonie, fut blessé à mort. La perte de la garnison était beaucoup moindre ; cependant son feu se ralentissait, et enfin il cessa tout-à-coup. Les munitions lui manquèrent, et les Anglais regardaient déjà leur triomphe comme assuré. Mais les Américains parvinrent à faire passer des secours au fort, et la canonnade reprit avec une nouvelle vivacité. Elle dura jusqu'à sept heures du soir. Les Anglais s'apercevant alors de l'inutilité de leur attaque et de l'état déplorable de leurs vaisseaux, et ne voyant point paraître le corps qui devait déboucher de l'île Longue, se décidèrent à la retraite. 1776

Les généraux Clinton et Cornwallis auraient voulu traverser le bras de mer qui sépare les deux îles voisines, afin d'attaquer le fort Moultrie, du côté de la terre, comme il avait été convenu ; mais l'eau se trouva trop profonde, et le gué impraticable : c'est, du moins, ce qu'ils alléguèrent. D'un autre côté, quand même ils seraient parvenus à surmonter ces obstacles, il est probable

1776. qu'ils en eussent trouvé de plus redoutables sur les bords de l'île Sullivan. Le colonel Thompson, à la tête de trois cents grenadiers de son régiment, le colonel Clarke, avec deux cents soldats de la Caroline du nord, le colonel Horry, suivi de deux cents hommes des milices de la Caroline du sud, et la compagnie des chasseurs de Racoon, avec quelques pièces de canon, avaient occupé tous les postes situés à l'extrémité orientale de l'île. Il est donc à croire que ce furent plutôt les apprêts de défense des Américains, que la difficulté du gué, qui empêchèrent les généraux anglais de tenter le passage. Peut-on se persuader que des officiers aussi expérimentés soient restés neuf jours entiers dans l'île Longue, sans faire sonder la profondeur des eaux, et s'assurer, long-temps avant l'action, si elles étaient guéables ou non? Il paraît aussi difficile de comprendre comment, après avoir reconnu, ou que le gué était impraticable, ou que la position des Américains était inexpugnable, les Anglais sont demeurés inactifs dans l'île Longue, au lieu de chercher à se porter sur quelque autre point de l'île Sullivan, au moyen des embarcations qu'ils avaient rassemblées. Cette circonstance présente plusieurs points

qu'il est impossible d'éclaircir. Quoiqu'il en soit, les Anglais se retirèrent pendant la nuit, et, le lendemain matin, leurs vaisseaux étaient à deux milles au large. Quelques jours après, ayant rembarqué leurs troupes, ils firent voile pour New-York, où l'armée, grossie de tous les renforts qu'elle avait reçus d'Angleterre, attendait le général Howe. 1776.

Telle fut l'issue de l'attaque du fort Moultrie par les Anglais. Elle rassura la Caroline méridionale sur sa situation actuelle. Le fort lui-même fut peu endommagé, soit parce que les boulets de l'ennemi passèrent par-dessus, soit parce que le bois spongieux dont il était construit, en amortissait l'effet. Cette journée fut remarquable, du côté des Américains, par quelques traits de ce courage opiniâtre, produit ordinaire de la fermentation des esprits au milieu des révolutions politiques. On cita, entr'autres, un sergent de grenadiers, nommé Jasper, qui, voyant la hampe du pavillon américain coupée par un boulet, le releva et l'attacha au refouloir d'un canon. Montant ensuite sur le parapet, il hissa de nouveau ce pavillon au milieu du feu le plus violent de l'ennemi. Le président Rutledge lui fit don d'une épée, en lui adressant des félicitations solennelles. Le sergent

1776. Macdonald, blessé à mort, et sur le point d'expirer, ne cessait d'encourager ses soldats à la défense de la patrie et de la liberté. Ces exemples d'intrépidité étaient l'objet des plus grands éloges dans tous les journaux, et dans toutes les assemblées publiques et particulières. Ces heureux succès enflammaient les esprits d'une nouvelle ardeur. L'évènement ayant démontré de quelle importance était le fort Moultrie, et, d'un autre côté, combien il était difficile d'y faire passer des secours directement par la mer, on résolut d'unir l'île Sullivan à la terre ferme, par un pont. Cet ouvrage important, malgré tous les obstacles qu'il présentait, fut exécuté par le général Gadsden, partisan très-zélé de l'insurrection, et l'un des hommes les plus distingués de la province. Le congrès, par un décret spécial, rendit des actions de grâces au major-général Lee, au colonel Moultrie, au colonel Thompson, et à tous les officiers et soldats qui avaient déployé autant de valeur que de patriotisme dans cette mémorable journée.

Etrange situation de l'Amérique.

L'Amérique se trouvait, à cette époque, dans une situation étrange, et vraiment inouie jusqu'alors. La guerre qu'elle faisait depuis un an avec tant de vigueur, était dirigée

contre un roi auquel elle ne cessait de renouveler les protestations de son obéissance ; et les hommes mêmes qui se portaient à tous les actes de rébellion, ne voulaient pas être appelés rebelles. Dans les tribunaux, on continuait de rendre la justice au nom du roi, et dans les églises, on priait chaque jour pour la conservation et le bonheur de ce prince, dont l'autorité était non seulement méconnue, mais contre laquelle on combattait même avec un acharnement opiniâtre. On déclarait que l'on voulait reprendre les anciennes liaisons, rétablir la forme primitive du gouvernement royal, tandis que, dans la réalité, on avait introduit dès long-temps le régime républicain. On prétendait vouloir arriver à un but fixe, pendant que l'on recourait à tous les moyens qui devaient conduire à un autre tout opposé : dans aucune révolution d'Etat, en un mot, l'on n'avait observé tant d'incohérence entre les paroles et les faits. Un tel état de choses ne pouvait avoir de durée : si le vulgaire se persuadait que la force des armes devait réduire le gouvernement à plier devant sa volonté, les citoyens éclairés s'apercevaient parfaitement, au contraire, que la blessure était devenue incurable, et que c'était en vain que l'on se flat- 1776.

1776. tait de voir renaître les anciens rapports entre les colonies et la métropole. Ils ne se dissimulaient pas que l'obstination du gouvernement anglais était le fruit de l'orgueil, et que quelques succès que pussent obtenir les Américains dans le cours de cette guerre, ils ne seraient jamais de nature à alarmer ce gouvernement sur son existence; seule extrémité qui fût capable néanmoins de le faire condescendre à une négociation d'accommodement. Les Américains ne pouvaient faire qu'une guerre défensive : or, en supposant qu'ils battissent les armées de la Grande-Bretagne, cette puissance avait toujours les moyens de rentrer dans la lice. D'un autre côté, la perte seule du commerce avec l'Amérique, ne pouvait déterminer le gouvernement à souscrire aux conditions des insurgés, puisque toutes les autres parties du globe lui étaient ouvertes. D'ailleurs, les grandes armées navales étant la garantie la plus certaine de la sûreté du commerce, toute nation dont la marine aura acquis une supériorité reconnue, verra son commerce croître et fleurir à l'ombre de son pavillon.

Il faut observer ensuite que, si le principe de la querelle semblait résider dans une lutte entre la monarchie tempérée et la monarchie

absolue, elle n'existait plus maintenant qu'entre la monarchie et la république. Les Américains n'avaient plus d'autre perspective qu'une liberté et une indépendance entières, ou une dépendance et une soumission totales. Dans cet état de choses, il n'était pas un homme doué de pénétration et d'expérience, qui ne sentît qu'une déclaration franche et solennelle du but où l'on voulait arriver, ne fût le véritable, et même le seul parti que les Américains eussent à prendre. Leur situation n'en devenait point plus critique; elle offrait même des avantages immédiats, et de beaucoup plus grands à l'avenir. Leurs résolutions eussent acquis plus de fermeté, point essentiel pour le succès d'une telle entreprise, et les secours étrangers se fussent obtenus plus facilement. Ce serait alors que l'on pourrait croire que les colons, après avoir solennellement proclamé leur indépendance, combattraient jusqu'à l'extrémité pour la défendre. La crainte d'une réconciliation soudaine ne retenant plus les puissances étrangères, elles pouvaient embrasser ouvertement leur cause. Peut-être, enfin, l'orgueil de l'Angleterre devait-il moins souffrir, en cas de revers, de traiter avec les Américains comme avec une nation indé- 1776.

1776. pendante, que de se soumettre aux conditions qui avaient fait le premier sujet de la querelle : car une guerre peut-elle avoir un résultat plus funeste et plus amer que de contraindre celui qui l'a entreprise, à remettre à son ennemi l'objet même qu'il avait prétendu lui disputer ? La marche que devaient tenir les Américains n'était donc plus douteuse, et le congrès ne l'ignorait point. Si la résolution était urgente, elle ne pouvait être prise dans une occasion plus propice et sous des auspices plus favorables. Les succès des armes des insurgés dans le Massachusset, la Virginie et la Caroline du sud, provinces d'une importance majeure, la réussite de leurs premières courses maritimes, et l'abondance des prises faites sur l'ennemi par leurs corsaires, donnaient l'espoir le mieux fondé que tout ce qui serait décrété par le congrès, aurait l'assentiment de l'Amérique entière. La terreur des armes anglaises avait diminué dans tous les esprits, à mesure que la confiance dans les forces nationales y avait pris de l'accroissement ; les liens des diverses provinces devenaient plus intimes ; les revers qu'avaient essuyés les loyalistes dans leurs premières tentatives, les avaient découragés, et ne les faisaient plus regarder par les

patriotes, que comme des ennemis méprisa- 1776.
bles. Mais si ce parti ne pouvait prétendre à faire redouter ses armes, il ne négligeait point la ressource des complots, dont l'effet immédiat était de redoubler l'animosité des insurgés contre un gouvernement qui, disaient-ils, non content d'employer la force, soudoyait des assassins et des incendiaires pour opérer le massacre de vertueux citoyens et la ruine de cités innocentes.

Quelques loyalistes de New-York, gagnés, à ce que l'on prétendit, par le gouverneur Tryon, avaient formé une conspiration, dont le but était d'arrêter, et peut-être d'égorger le général Washington et les autres officiers supérieurs, de mettre le feu aux magasins, et d'occuper toutes les avenues de la ville, au moment où les troupes britanniques qu'on attendait s'y seraient présentées. Le complot ayant été découvert, on se saisit d'un grand nombre d'individus qui y avaient trempés, entr'autres de deux gardes du général et de son intendant même : quelques-uns furent exécutés. L'horrible projet d'incendier une ville considérable, et d'arracher la vie à un homme, objet de l'amour et du respect publics, transporta les patriotes d'indignation. Ils demandèrent à hauts cris

1776. d'être à jamais soustraits au pouvoir d'un gouvernement qui, selon l'opinion commune, stipendiait d'aussi infâmes scélérats. L'Angleterre elle-même, par ses actes publics, précipitait le moment de cette scission totale. Le discours tenu par le roi au parlement, avait persuadé aux Américains qu'on ne voulait rien rabattre des mesures de rigueur adoptées contr'eux, et qu'en conséquence, ils ne pouvaient mettre trop d'ardeur dans leurs préparatifs de guerre. Les discussions et les décisions du parlement ne firent que leur révéler la faiblesse de ceux qui avait tenté d'y défendre leur cause. Mais l'acte du 15 mai, qui abandonnait les propriétés américaines, tant publiques que privées, à ceux qui parviendraient à s'en emparer, avait achevé de convaincre les colons que, non seulement on voulait leur faire une guerre à outrance, mais que l'on avait résolu de violer à leurs égards tous les principes du droit des gens, sans respect pour ces lois qui, parmi les nations européennes, plaident encore pour l'humanité, au milieu même du carnage et des dévastations. Ils ne doutèrent plus, en un mot, que le ministère anglais n'eût le dessein d'organiser contr'eux le brigandage et la piraterie. Une nation étrangère ne se fût jamais portée à de

tels excès ; pouvaient-ils les supporter de la part de leurs propres concitoyens ? Mais pouvait-on donner encore ce nom à des ennemis qui ne gardaient plus aucune mesure ? L'affection qui a sa source dans les liens du sang et la réunion sous le même empire, ne peut plus exister, lorsque, non seulement les lois reçues parmi les nations amies, mais les usages mêmes respectés par les peuples civilisés, au milieu des plus sanglantes discordes, ont été foulés aux pieds. Et si, enfin, les Anglais voulaient faire à l'Amérique une guerre de barbares, n'était-ce pas le moins que celle-ci ne vît plus en eux que des étrangers ? 1776.

La résolution qu'avait prise l'Angleterre de stipendier et de faire marcher contre les Américains les troupes mercenaires de l'Allemagne, que les colons se représentaient comme des hordes dépourvues de toute humanité, avaient produit sur leur esprit la plus violente impression. De ce moment, ils abjurèrent tout sentiment de consanguinité envers un peuple qui osait choisir d'aussi cruels exécuteurs de ses volontés. « Voilà donc, s'écriaient-ils, les ministres de paix, les négociateurs que nous envoie l'Angleterre ! les soldats des princes de Hesse, de Brunswick et de Waldeck ! Les dévastations,

1776. les massacres, les fureurs implacables de ces Allemands soudoyés, les épouvantables barbaries des sauvages indiens, tels sont les instrumens qu'emploie le gouvernement britannique pour vaincre notre constance et nous courber de nouveau sous son joug! Les Anglais arment des étrangers contre nous : que les Anglais eux-mêmes ne soient donc plus que des étrangers à nos yeux! Leurs lois, non moins cruelles que leurs soldats, ont déchiré tous nos liens; ils nous ont ravi jusqu'à l'espoir de les renouer : qu'attendons-nous donc encore pour adopter une résolution qui d'abord nous parut douloureuse et funeste, mais dont tout nous démontre aujourd'hui les avantages et la nécessité? »

Il est hors de doute que les mesures mêmes dont les ministres attendaient le retour des Américains à la soumission, ne servirent qu'à redoubler leur opiniâtreté, et fournirent de nouvelles armes au congrès et à tous les partisans de l'indépendance. L'on vit même la plupart de ceux qui avaient professé des opinions contraires, se joindre à eux, ou ne plus montrer, du moins, qu'une extrême tiédeur pour les intérêts de l'Angleterre. Ses ennemis croissaient chaque jour en nombre et en audace, et chaque jour se

amis perdaient de leur force et de leur zèle. 1776.
Exemple mémorable pour ceux qui, dans leur aveugle précipitation, se persuadent que les mesures propres à diviser les hommes et à les armer les uns contre les autres, quand ils sont de sang froid, doivent avoir le même effet lorsqu'ils sont animés par quelque passion violente! Alors, ce qui devrait adoucir, irrite; ce qui devrait effrayer, encourage; et ce qui devrait diviser, rapproche et réunit. Le désir de l'indépendance s'insinuait par degrés dans tous les esprits. En public, en particulier, les discours n'avaient point d'autre objet : l'attention générale était fixée sur les évènemens. C'est à cette époque que parut un écrit intitulé *le Sens commun :* il avait pour auteur Thomas Paine, né en Angleterre, et arrivé depuis peu de temps en Amérique. Nul écrivain peut-être ne possédait à un plus haut point l'art d'émouvoir et de diriger la multitude à son gré. On peut affirmer, en effet, que cet ouvrage fut un des mobiles les plus puissans de l'indépendance américaine. L'auteur y avait rassemblé les argumens les plus plausibles, pour démontrer que l'opposition des partis, la diversité des intérêts, l'arrogance du gouvernement britannique et son ardeur de vengeance, rendaient toute récon-

1776. ciliation impossible. Il s'étendait ensuite sur la nécessité, l'utilité et la possibilité de l'indépendance. Il n'avait pas négligé de semer ce pamphlet de déclamations propres à rendre la monarchie odieuse aux peuples, et à leur faire désirer la république. L'excellence de la constitution anglaise n'avait jamais été mise en doute jusqu'alors : Paine la jugea très-librement en ce qui concerne la puissance royale ; mais il loua beaucoup ses autres institutions. Il fit le tableau de toutes les calamités qui avaient pesé sur l'Angleterre, malgré la bonté si vantée de sa constitution, surtout depuis le rétablissement de la monarchie : c'était, à ses yeux, une preuve manifeste qu'elle renfermait quelque vice caché, qui s'opposait à la félicité des peuples ; et ce mal secret, il le trouvait dans la royauté. Il lui attribuait les dissensions intérieures et la fréquence des guerres étrangères ; il félicitait les Américains de ce que le ciel leur avait accordé l'occasion de se former une constitution particulière, qui pourrait réunir tout ce que celle d'Angleterre offrait d'excellent, sans admettre ses défauts ; et c'était encore ainsi qu'il désignait la royauté. Le succès de l'écrit de Paine ne peut se décrire. La véhémence des opinions redoubla dans toutes les

têtes ; on vit des loyalistes se déclarer tout-à- 1776.
coup pour la liberté ; un cri unanime appelait l'indépendance.

Le congrès résolut de saisir une occasion si propice à ses vues. Mais pour agir avec prudence, il voulut d'abord sonder le terrein, et il rendit un décret, qui, s'il n'était point l'indépendance même, y conduisait évidemment. Il se proposait d'en observer l'effet, pour diriger en conséquence sa conduite ultérieure. « Le roi de la Grande-Bretagne, était-il dit dans le préambule de cet acte, conjointement avec les pairs et les communes du royaume, a déclaré les habitans des colonies unies, exclus de la protection de sa couronne ; il n'a fait ni ne fera probablement aucune réponse aux humbles pétitions qu'elles lui ont adressées, pour obtenir la révocation de lois oppressives et une entière réconciliation avec la mère-patrie. Loin de-là, toutes les forces de l'Angleterre, accrues d'étrangers qu'elle soudoie, vont être employées pour la destruction du bon peuple de ces contrées : il répugne donc autant à la raison qu'à la conscience des colons de prêter les sermens exigés, pour exercer une magistrature quelconque au nom de la couronne britannique. Elle doit être déchue, en conséquence, du

1776. droit de conférer aucun pouvoir parmi nous, et ce droit appartient désormais au bon peuple des colonies, afin qu'il puisse avoir la faculté de maintenir la paix intérieure, le règne de la morale et des lois, et défendre son existence et sa liberté contre les attaques d'un ennemi cruel. » Le décret portait que les assemblées respectives, ou conventions des provinces confédérées, dans lesquelles il n'existait pas encore de gouvernement assez fortement constitué pour les circonstances, devaient se hâter de l'organiser dans les formes que les représentans du peuple jugeraient les plus propres à assurer la tranquillité et le bonheur de leurs commettans en particulier, et de l'Amérique en général. Cet acte du congrès fut notifié rapidement à toutes les colonies, mais il y fut diversement accueilli. Quelques-unes l'avaient prévenu, en s'emparant de l'autorité du gouvernement, qu'elles avaient remplacé par des institutions indépendantes de la couronne, et non plus temporaires comme auparavant, mais stables, sans aucune restriction de temps ou de condition. C'est ainsi qu'avaient agi la Virginie et la Caroline du Sud. Le Connecticut et le Rhode-Island n'avaient rien à changer à leur régime, puisque, dès leur origine, toutes les

autorités y avaient procédé du peuple, qui 1776.
élisait également ses législateurs et les magistrats chargés de faire exécuter les lois. Le Maryland, la Pensylvanie et le New-York hésitèrent; mais l'entraînement était irrésistible, et ces provinces y cédèrent enfin comme les autres.

On était donc occupé, sur toute la surface du continent américain, à créer des constitutions nouvelles; mais, à l'exception des attributs de la prérogative royale, toutes conservèrent les formes particulières, propres à la constitution anglaise. On mit, en général, un soin scrupuleux à distinguer les trois pouvoirs, législatif, exécutif et judiciaire. Les attributions du second furent un objet d'inquiétude et de jalousie : la législature, dans quelques provinces, fut divisée en deux parties; dans d'autres, elle ne forma qu'un corps; mais dans toutes on en exclut tous ceux qui tenaient un emploi quelconque du pouvoir exécutif. Les juges étaient salariés par l'un ou l'autre des deux pouvoirs; leurs charges étaient à terme fixe, ou seulement pour autant de temps que l'on serait satisfait de leur conduite. La durée des fonctions du gouverneur avait été réglée d'après le plus ou moins d'alarmes que son autorité avait inspiré. Dans

1776. quelques colonies il obtint, et dans d'autres on lui refusa le droit de *veto*. Ici, on l'avait rendu responsable de toutes ses démarches; là, il était déchargé de toute responsabilité, parce qu'il était soumis aux décisions d'un conseil exécutif. Il est à observer que, dans toutes ces discussions si importantes pour la félicité à venir des colonies confédérées, on n'entendit ni menaces, ni reproches : il n'éclata aucune discorde qui pût être regardée comme un sinistre présage; on vit que chaque citoyen avait mis à l'écart toute ambition personnelle, pour ne s'occuper que de la prospérité et de la liberté de sa patrie. Exemple mémorable de prudence, de modération et de concorde, sur lequel les autres peuples n'arrêteront pas les yeux, sans rougir de s'être montrés en tout temps aussi éloignés de la nation américaine! Mais la corruption des mœurs a-t-elle laissé la faculté de rougir encore à ceux qui ne surent différer d'opinions sans se haïr, et se haïr sans s'égorger?

Le congrès avait trouvé tous les esprits disposés à adopter la résolution qu'il méditait; mais pour l'accomplir, il avait besoin d'être autorisé formellement à proclamer l'indépendance. Cette grande affaire fut conduite

avec tant de prudence, et elle obtint un 1776.
assentiment si général dans les provinces, que la plupart envoyèrent à leurs députés au congrès, le plein-pouvoir de l'appuyer de leurs suffrages. Quelques-unes y joignirent même la faculté de contracter des alliances avec les princes étrangers : le Maryland et la Pensylvanie furent les seules qui manifestèrent leur opposition.

Tel était l'état des choses, lorsque dans la séance du 8 juin, Richard-Henri Lee, député de la Virginie, fit au congrès la motion de l'indépendance. L'assemblée l'écouta attentivement, et il parla en ces termes :

Discours de R. H. Lee en faveur de l'indépendance.

« Je ne sais si dans les troubles civils dont « l'histoire nous a transmis le souvenir, et « qui ont eu pour origine l'amour des peuples « pour la liberté, ou l'ambition des princes, « il se présenta jamais une délibération plus « grave, plus importante que celle qui nous « occupe en ce moment. Il s'agit de la desti- « née future de ce peuple innocent et libre « qui m'écoute, de celle de nos ennemis mê- « mes, de ces ennemis qui, malgré leur « tyrannie et la guerre cruelle qu'ils nous « livrent, sont cependant nos frères, et for- « més du même sang que nous. Peut-être « enfin s'agit-il du sort de toutes les autres

1776. « nations du globe, attentives au grand spec-
« tacle que nous leur donnons : elles se pro-
« mettent de notre victoire une existence
« plus libre et plus douce; elles lisent déjà
« dans nos revers l'arrêt d'un esclavage plus
« rigoureux et sans remède. La soif des con-
« quêtes ou des richesses n'a point armé nos
« bras : la lutte que nous soutenons va déci-
« der si nous devons conserver, ou si nous
« devons perdre la liberté qui nous fut trans-
« mise par nos ancêtres, que nous avons
« poursuivie au-delà des mers, à travers les
« tempêtes, et que nous avons su défendre
« sur ce rivage, contre des hommes barbares,
« contre des animaux féroces et un ciel inclé-
« ment. Si tant de louanges ont été données,
« si tant d'éloges se prodiguent encore tous
« les jours aux généreux défenseurs de la li-
« berté grecque ou romaine, que dira-t-on
« de nous, qui défendons une liberté fondée,
« non sur les caprices d'une multitude tumul-
« tueuse, mais sur des statuts immuables et
« des lois tutélaires? Ce n'est plus ici le privi-
« lége de quelques patriciens, c'est la pro-
« priété de tous; ce n'est plus enfin cette
« liberté souillée par l'injuste ostracisme, et
« par l'effroyable décimation des armées.
« Celle que nous réclamons est douce, pure,

« tempérée ; elle est conforme à la civilisation 1776.
« de nos mœurs actuelles. Qu'attendons-nous « donc pour marcher vers le but de la carrière où nous avons déjà fait de si grands « pas ? Puisque notre union avec l'Angleterre « ne peut plus nous assurer la liberté et le « bonheur, qui font l'objet de nos vœux, rompons ce nœud fatal, et osons conquérir « pour jamais ce bien dont nous jouissons « déjà : une indépendance entière et absolue.

« Mais n'aurais-je point dû commencer par « faire observer, que si nous sommes arrivés « à ce terme extrême, au-delà duquel il ne « peut plus exister entre l'Amérique et l'Angleterre que la paix ou la guerre, telles que « les font entr'elles les nations étrangères, « la faute en est à ces ministres seuls qui, « depuis dix ans, nous accablent de demandes insatiables, et nous provoquent par de « cruels outrages. Que n'avons-nous point « fait pour ramener la paix, pour rétablir « l'ancienne harmonie ? Où nos prières, nos « supplications n'ont-elles pas retenti ? Elles « ont fatigué l'univers. L'Angleterre seule « nous a refusé la compassion que nous avons « trouvée chez tous les autres peuples du « monde. Quels égards a-t-elle eus pour « notre patience et nos prières ? Quels fruits

1776. « avons-nous recueillis de notre résistance « et du sang que nous avons répandu ? N'é« coutons plus de vains ménagemens, et pro« clamons notre indépendance. Et que l'on « n'imagine point qu'il nous reste un autre « parti que celui que je propose ! Il viendra « un jour, n'en doutez pas, où malgré vous« mêmes, cette séparation absolue s'accom« plira : ainsi le veut la nature même des « choses, l'accroissement progressif de notre « population, la fertilité de notre sol, l'éten« due de notre territoire, l'industrie de ses « habitans et l'immensité des mers qui sépa« rent les deux états. Si ce que j'avance est « incontestable, pourquoi différer encore ? Ce « ne serait pas une simple imprudence, j'ose « dire que ce serait une déplorable folie de « notre part, que de ne point saisir l'occasion « où l'injustice britannique a semé l'indigna« tion dans tous les cœurs, excité tous les « courages, réuni toutes les volontés dans « une seule, et mis les armes dans toutes les « mains. Et jusqu'à quand faudra-t-il que nous « traversions quinze cents lieues d'une mer « orageuse, pour aller demander à des hom« mes arrogans ou des conseils, ou des or« dres, pour régler nos affaires domestiques ? « Ne convient-il pas à une nation grande,

« riche et puissante, comme nous le sommes, 1776.
« d'avoir chez elle-même, et non chez au-
« trui, le gouvernement de ses propres af-
« faires ? Et un ministère composé d'indi-
« vidus étrangers, peut-il décider avec quel-
« que discernement de nos intérêts, lorsqu'ils
« ne savent pas, lorsqu'il leur importe peu
« de savoir ce qui nous est bon ou mauvais ?
« L'épreuve que nous venons de faire de la
« justice des ministres britanniques, doit
« nous éclairer sur l'avenir, s'ils parvenaient
« jamais à nous ressaisir dans leurs serres
« cruelles. Nos barbares ennemis nous ont
« réduits à l'alternative de l'esclavage ou de
« l'indépendance : y a-t-il un homme assez
« dégradé, assez peu dévoué à sa patrie,
« pour hésiter sur le choix? Pour ces êtres
« perfides, nulle promesse n'a de valeur, nul
« serment n'est sacré. Supposons, ce que le
« ciel veuille détourner ! supposons que nous
« avons repris nos liens, supposons un ac-
« commodement : qui nous garantira la gé-
« nérosité de l'Angleterre à user de la vic-
« toire, sa fidélité à observer les traités ?
« Est-ce le soin qu'elle a pris d'armer et de
« lancer contre nous d'impitoyables Alle-
« mands et de barbares Indiens ? Est-ce sa
« foi donnée et violée si souvent dans cette

1776. « querelle ; cette foi britannique qui sera « plus honteusement célèbre encore que la « foi punique ? Sachons prévoir que lorsque « nous serons tombés nus et sans défense « entre leurs mains, ils assouviront sur nous « leur fureur et leur vengeance ; ils nous « chargeront de chaînes pesantes pour nous « ôter, non seulement la force, mais l'espé- « rance même de recouvrer jamais notre li- « berté.

« Mais je veux croire, quoiqu'il n'en existe « pas un seul exemple, que le gouvernement « britannique abjurera tout ressentiment, et « qu'il accomplira ses promesses : pensez- « vous qu'après de si longues dissensions, « après tant d'outrages, tant de combats, « tant de sang répandu, la réconciliation « puisse être durable ? Et doutez-vous que « la première étincelle ne rallume ce feu mal « éteint ? Déjà les deux nations sont séparées « de cœur et d'intérêt : l'une connaît son an- « cienne force, l'autre vient d'apprendre à « connaître la sienne ; l'une veut exercer « un pouvoir absolu, l'autre ne veut obéir « qu'à son gré. Quelle paix, quelle concorde « peut-on espérer dans une telle situation ? « Les Américains peuvent devenir les amis « fidèles des Anglais ; ils ne seront jamais

« leurs sujets. Quand il serait possible que 1776.
« la réunion s'opérât sincèrement, elle ne
« serait jamais sans danger. La puissance
« même de la Grande-Bretagne, sa richesse,
« doivent remplir les hommes prévoyans de
« crainte sur l'avenir. Au point de grandeur
« où elle sera parvenue, n'ayant plus rien à
« redouter des états voisins, les courages
« s'amolliront dans le sein d'une paix oiseuse,
« les mœurs se corrompront, la jeunesse
« croîtra au milieu des vices, et dans cet état
« de dégénération, l'Angleterre deviendra la
« proie d'un ennemi étranger ou d'un citoyen
« ambitieux. Si nous restons liés avec elle,
« nous participerons à sa corruption et à son
« infortune, d'autant plus déplorable qu'elle
« sera sans remède. Séparés d'elle, au con-
« traire, comme nous le sommes mainte-
« nant, nous n'aurons à craindre ni une paix
« trompeuse, ni une guerre fatale. En décla-
« rant notre indépendance, nous n'augmen-
« tons point nos périls, mais nous ajoutons
« à l'ardeur de nos défenseurs et à l'éclat de
« la victoire. Il faut sortir enfin d'une pénible
« incertitude, il faut nous dégager de tant
« d'entraves. Nous avons saisi le pouvoir sou-
« verain, et nous n'osons nous en parer; nous
« désobéissons à un roi, et nous nous recon-

1776. « naissons ses sujets ; nous faisons la guerre « à une nation, dont nous protestons sans « cesse que nous voulons dépendre. Quel est « l'effet de tant d'inconséquences ? L'hésitation « tion paralyse toutes nos mesures, le chemin « min que nous devons suivre n'est point « tracé ; nos généraux n'obtiennent ni respect, « pect, ni obéissance ; nos soldats manquent « de confiance et de zèle ; faibles au-dedans, « nous ne sommes point considérés au-dehors ; « hors ; les souverains étrangers n'osent secourir, « courir, ne peuvent même estimer un peuple « ple si timide, si chancelant. Mais, proclamons « mons l'indépendance, désignons le but vers « lequel nous tendons, notre marche deviendra « dra aussitôt plus ferme et plus assurée ; les « courages croîtront avec la grandeur de « l'entreprise, les magistrats civils redoubleront « ront de zèle, les généraux d'audace, et tous « les citoyens de constance pour atteindre à « une si haute, à une si glorieuse destinée.

« Quelques esprits semblent redouter les « suites de cette résolution. Mais l'Angleterre « terre déploiera-t-elle, et peut-elle déployer « contre nous, plus de vigueur et de rage « qu'elle en a fait paraître jusqu'ici ? La résistance « tance à l'oppression n'est pas moins une « révolte à ses yeux que l'indépendance même

« Où sont, d'ailleurs, ces armées formida- 1776.
« bles qui doivent nous terrasser ? Ce que
« n'ont pu les Anglais, les Allemands le pour-
« ront-ils ? Sont-ils plus braves, mieux disci-
« plinés ? Le nombre de nos ennemis s'est
« accru ; mais le nôtre n'est point diminué,
« et les combats que nous avons soutenus
« nous ont rendu l'usage de nos armes plus
« familier. Est-il ici un individu qui doute
« que l'indépendance nous procure des al-
« liés ? Toutes les nations recherchent les
« productions de notre fertile territoire ; elles
« viendront aborder dans nos ports, fermés
« jusqu'à ce jour par le monopole de l'avare
« Angleterre. Elles ne sont pas moins avides
« de contempler l'abaissement de l'odieuse
« puissance britannique ; sa barbare domi-
« nation est pour toutes un objet de haine ;
« leurs encouragemens, leurs secours, té-
« moigneront aux valeureux Américains la
« reconnaissance qu'elles leur porteront pour
« avoir les premiers ébranlé ce colosse. Les
« souverains de l'Europe n'attendent pour se
« déclarer, que l'impossibilité reconnue d'un
« arrangement avec nos ennemis. Si le parti
« que je propose est avantageux, il n'est pas
« moins conforme à notre dignité. L'Améri-
« que est parvenue au degré de puissance qui

1776. « lui assigne une place parmi les nations
« indépendantes : nous n'y avons pas moins
« de droits que les Anglais eux-mêmes. S'ils
« sont riches, nous le sommes aussi ; s'ils
« sont courageux, nous ne le sommes pas
« moins ; s'ils sont plus nombreux, notre
« population, grâce à la fécondité de nos
« chastes épouses, égalera bientôt la leur ;
« s'ils ont des hommes recommandables dans
« la paix et dans la guerre, nous pouvons en
« citer parmi nous : les révolutions politiques
« engendrent et développent les grands cou-
« rages et les génies audacieux. De ce que
« nous avons déjà fait dans ces pénibles com-
« mencemens, il est facile de présumer ce
« que nous pourrons faire : l'expérience est
« la source des sages conseils, et la liberté est
« la mère des grands hommes. N'avez-vous
« pas vu l'ennemi chassé de Lexington par
« trente mille citoyens armés et rassemblés
« en un jour ? Déjà les plus fameux généraux
« ont cédé dans Boston à l'habileté des nôtres ;
« déjà leurs marins, repoussés de nos côtes,
« errent sur l'Océan, où ils sont le jouet des
« tempêtes et la proie de la famine. Accep-
« tons de si favorables augures : combattons,
« non pas pour savoir à quelles conditions
« nous devons être les esclaves de l'Angle-

« terre, mais pour nous assurer une exis- 1776.
« tence libre, pour fonder un gouvernement
« juste et indépendant. Animés par la liberté,
« les Grecs ont repoussé l'innombrable ar-
« mée des Perses; soutenus par l'amour de
« l'indépendance, les Suisses et les Hollan-
« dais ont humilié par de nombreuses dé-
« faites, la puissance de l'Autriche, et ils ont
« conquis un rang parmi les nations. Mais
« l'astre qui éclaira leurs exploits luit aussi
« sur nos têtes; la pointe de nos armes n'est
« pas moins redoutable, notre courage ne le
« cède pas au leur : on voit régner parmi
« nous la même union, le même mépris des
« dangers et de la mort, pour briser les fers
« de la patrie.

« Pourquoi donc nous consumer dans de plus longs délais? Que ce jour même, que cet heureux jour voye naître la république américaine! Qu'elle s'élève, non pour dévaster et conquérir, mais pour rétablir le règne de la paix et des lois! L'Europe a les yeux fixés sur nous : elle nous demande, au nom du bonheur de ses habitans, d'opposer le triomphe éclatant de la liberté à la tyrannie toujours croissante sur ces malheureux bords. Elle nous invite à préparer un doux asyle où l'infortune puisse échap-

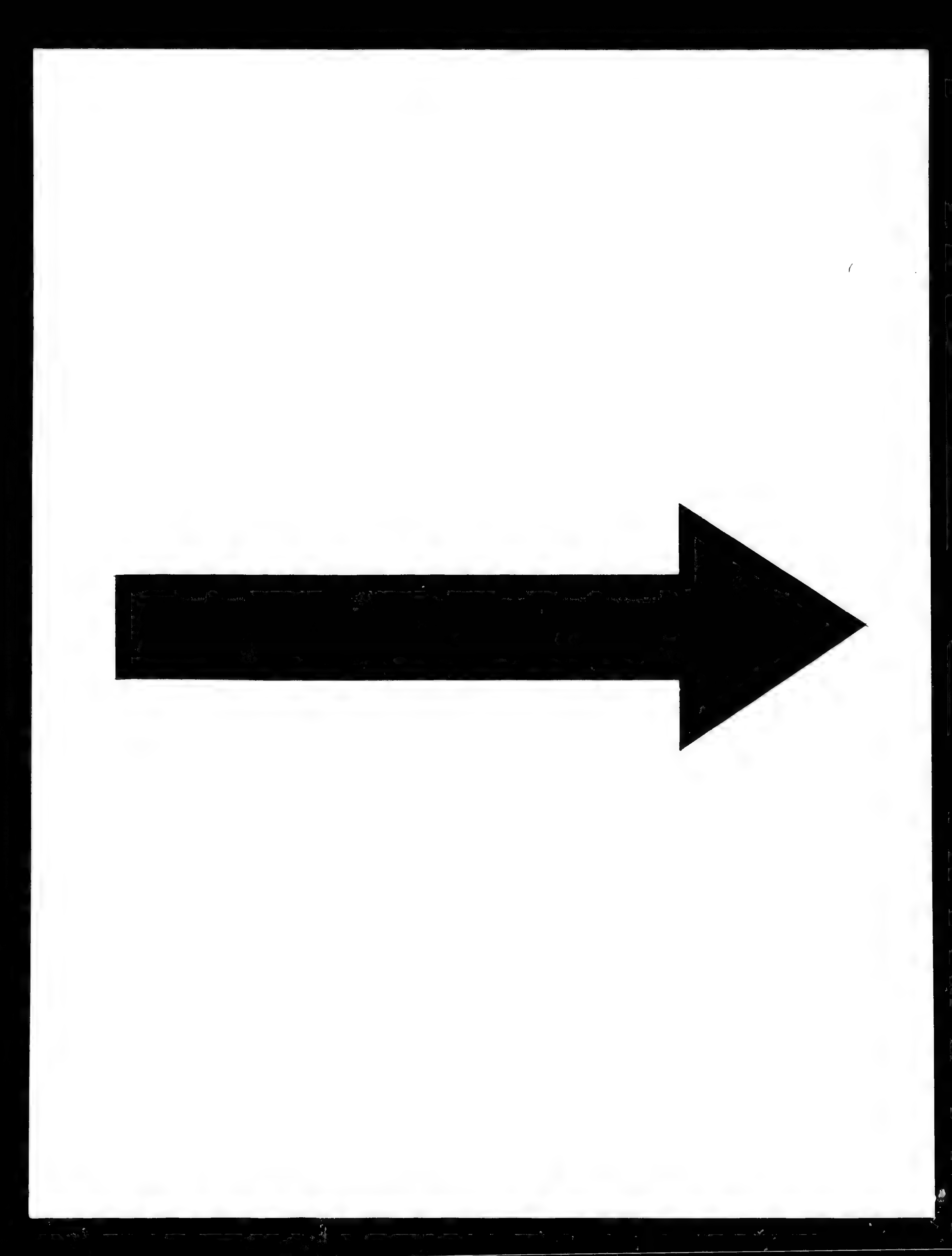
1776. « per à la persécution. Elle réclame de nous « un champ où puissent croître et s'étendre « au loin les rameaux de cet arbre précieux « qui, né dans sa vigueur sur le sol de l'An- « gleterre, mais bientôt flétri par le souffle « de la tyrannie écossaise, ne trouve plus « dans tout l'hémisphère oriental un terrein « où il puisse ranimer ses racines languis- « santes. Voilà le but auquel ont aspiré nos « premiers efforts, voilà le prix dû à nos « premières victoires et à l'ardeur qui nous « embrâse tous également aujourd'hui! Se- « ront-ce des augures insignifians pour nous « que la fuite de Howe, le fléau qui dévora « les troupes de Dunmore, les vents qui re- « poussèrent les flottes de la Grande-Breta- « gne, les tempêtes qui engloutirent sept- « cents vaisseaux sur les côtes de Terre- « Neuve? Si nous ne trahissons pas aujour- « d'hui nos devoirs envers la patrie, les noms « des législateurs américains seront placés « par la postérité à côté de ceux de Thésée, « de Lycurgue, de Romulus, de Numa, des « trois Guillaume de Nassau, et de tous ceux « dont la mémoire a été et sera toujours chère « aux hommes de bien et aux citoyens ver- « tueux. »

Lee avait à peine cessé de parler, que les

signes d'approbation éclatèrent de toutes parts. Mais les députés de la Pensylvanie et du Maryland n'étant point présens à l'assemblée, et le congrès voulant, par quelque délai, donner un gage de la maturité de ses délibérations, il ajourna la suite des débats au 1er juillet. Les patriotes mirent ce temps à profit pour faire décider l[illegible]ux provinces opposantes a l'indépenda[illegible]e se bornèrent pas à la persuasion[illegible] ajoutèrent la menace, et insinuèrent que non seulement les autres colonies les excluraient de la confédération, mais qu'elles les traiteraient aussitôt en ennemies. L'assemblée provinciale de Pensylvanie ne se laissa point influencer. Enfin, les habitans de cette contrée se formèrent en convention; les deux partis y firent éclater une égale animosité. Jean Dickinson, un des députés de la province au congrès-général, homme d'un esprit très-ardent, et l'un des partisans les plus zélés de la liberté américaine, restreinte dans les termes de l'union avec l'Angleterre, parla ainsi contre l'indépendance: 1776.

Discours de J. Dickinson contre l'indépendance.

« Trop souvent les hommes livrés à l'es-
« prit de parti, s'attachent plus, dans leurs
« discours, à l'apparence des objets qu'à la
« raison et à la justice; on voit que leur but



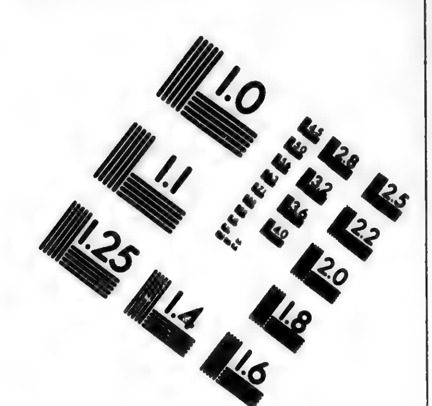
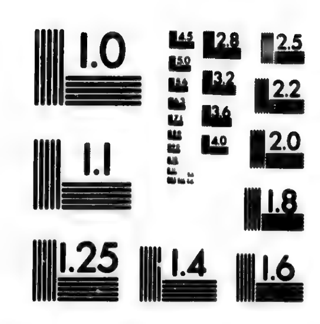


IMAGE EVALUATION
TEST TARGET (MT-3)



6"

1776. « n'est point de calmer les troubles, mais de « les exciter ; non de réprimer les passions, « mais de les enflammer. Ils n'aspirent qu'à « plaire aux puissans, à satisfaire leur propre « ambition, et à flatter les caprices de la « multitude, pour capter sa faveur. Aussi, dans « les commotions populaires, le parti de la « sagesse et de l'équité se trouve-t-il commu- « nément dans la minorité : ce serait elle, et « non la majorité, qu'il faudrait consulter « dans les circonstances difficiles. J'appelle « sur cette vérité, l'attention de ceux qui m'é- « coutent, parce que mon opinion peut n'être « point celle du grand nombre; mais j'ose « croire qu'elle sera partagée par tous les ci- « toyens impartiaux et modérés, qui con- « damnent la violence que l'on prétend faire « aux volontés, et la précipitation avec la- « quelle on veut nous entraîner à la plus « grave, à la plus importante des décisions. « Eh quoi! l'homme sage abandonne-t-il les « objets certains, pour poursuivre ceux qui « n'offrent que de l'incertitude? Or, c'est un « fait constant que l'Amérique peut être uti- « lement et heureusement régie par les lois « anglaises, sous le même roi et le même « parlement. Deux cents ans de bonheur en « fournissent la preuve, et nous la trouvons

« encore dans la prospérité que nous devons 1776.
« nous-mêmes à ces vénérables lois et à cette
« antique union. Ce n'est point comme indé-
« pendans, mais comme sujets ; non comme
« république, mais comme monarchie, que
« nous sommes parvenus à ce degré de puis-
« sance et de grandeur. Quel est donc le but
« de ces chimères enfantées dans des jours
« de discorde et de guerre ? Les emportemens
« de la fureur auront-ils plus de pouvoir sur
« nous que l'expérience des siècles ? Détrui-
« rons-nous dans un moment de colère, l'ou-
« vrage élevé par le temps ? Je sais que le
« nom de liberté est cher à chacun de nous ;
« mais n'avons-nous pas joui de la liberté,
« même sous la monarchie anglaise ? Y renon-
« cerons-nous aujourd'hui pour aller la cher-
« cher dans je ne sais quelle forme de répu-
« blique, qui se convertirait bientôt en licence
« anarchique, et en tyrannie populaire ? Dans
« le corps humain, la tête seule soutient et
« gouverne tous les membres, qu'elle dirige
« avec une admirable harmonie vers un même
« but, qui est celui de de sa conservation ;
« de même, la tête du corps politique, c'est-
« à-dire le roi, assisté du parlement, peut
« seul maintenir l'union des membres de cet
« Empire, naguère si florissant, et prévenir

1776. « la guerre civile, en écartant tous les maux « produits par la variété des opinions et la « diversité des intérêts.

« Telle est ma conviction à cet égard, que « j'ose avancer que la plus cruelle guerre que « pût nous faire la Grande-Bretagne, serait « de ne point nous la faire, et que le moyen « le plus sûr de nous ramener à son obéis- « sance, serait de n'en employer aucun. « Qu'arriverait-il en effet? La crainte des « armes anglaises une fois écartée, les pro- « vinces s'éleveraient contre les provinces, « les villes contre les villes; l'on nous verrait « enfin tourner contre nous-mêmes les ar- « mes que nous avons prises pour combattre « l'ennemi commun. L'insurmontable néces- « sité nous forcerait alors de recourir à l'au- « torité tutélaire que nous aurions téméraire- « ment abjurée, et si elle consentait à nous « reprendre sous son égide, ce ne serait plus « comme citoyens libres, mais comme es- « claves. Encore inexpérimentés et dans l'en- « fance, quelle preuve avons-nous donné « de notre habileté à marcher sans guide « aucune : et si nous jugeons de l'avenir pa « le passé, nous reconnaîtrons que notr « concorde durera autant que le péril, et no « davantage. Lors même que la main puis

« sante de l'Angleterre nous soutenait, ne 1776.
« nous sommes-nous pas abandonnés aux « dissensions, aux violences mêmes, pour « de futiles démarcations de territoire ou de « juridictions lointaines? A quoi ne faut-il « pas s'attendre, maintenant que les esprits « sont échauffés, les ambitions réveillées, et « les armes dans les mains de tous?

« Dois-je omettre d'observer que, si notre « union avec l'Angleterre nous offre tant d'a- « vantages pour le maintien de la paix inté- « rieure, elle ne nous est pas moins néces- « saire pour nous faire obtenir des puissances « étrangères, les égards et le respect, sans les- « quels nous ne pouvons espérer de voir « prospérer notre commerce, de jouir d'au- « cune dignité, et d'accomplir aucune en- « treprise. Jusqu'à ce jour, dans nos rela- « tions avec les différens peuples du monde, « l'Angleterre nous prêtait l'appui de son « nom et de ses armes; nous nous présen- « tions dans tous les ports et dans toutes les « cités du globe, non comme Américains à « peine connus, mais comme Anglais; et « c'est à ce titre seul que nous devions de voir « toutes les portes s'ouvrir pour nous, tous les « chemins s'applanir, et toutes nos demandes « accueillies. Dès l'instant où la séparation

1776. « sera effectuée, tout prendra une direction « contraire. Les nations s'accoutumeront à « nous regarder avec dédain ; les pirates « mêmes d'Afrique et d'Europe courront « sur nos vaisseaux ; ils massacreront nos « marins ou les réduiront dans un perpétuel « esclavage. Il y a dans l'espèce humaine, sou- « vent inexplicable dans ses affections, un « penchant manifeste à opprimer le faible, « comme à ramper devant le fort. Toujours « la crainte l'emporte sur la raison, l'orgueil « sur la modération, la cruauté sur la clé- « mence. L'indépendance a des attraits pour « tous les hommes ; mais je soutiens que dans « la querelle présente, les amis de l'indé- « pendance sont les fauteurs de l'esclavage, « et que ceux qui veulent nous séparer, ne « feront que nous rendre plus dépendans; « si l'indépendance signifie le droit de com- « mander et non la nécessité d'obéir, et si « l'on doit se croire véritablement dépen- « dant, lorsqu'on obéit et que l'on ne com- « mande point. Si en nous rendant indépen- « dans de l'Angleterre, en supposant toute- « fois que nous puissions y parvenir, nous « pouvions l'être en même temps de toutes « les autres nations, j'applaudirais à ce pro- « jet ; mais changer la qualité de sujets an-

« glais contre celle d'esclaves du monde en- 1776.
« tier, est un parti qui ne pourrait être con-
« seillé que par la démence. Si vous voulez
« vous voir réduits à obéir en tout aux or-
« dres de l'orgueilleuse France, qui attise au-
« jourd'hui le feu sous nos pas, déclarez-
« vous indépendans. Si à la liberté britan-
« nique vous préférez la liberté de la Hol-
« lande, de Venise, de Gênes ou de Raguse,
« déclarez-vous indépendans. Mais si nous
« ne voulons pas changer la signification des
« mots, conservons et maintenons soigneu-
« sement cette dépendance, qui a été jusqu'à
« cette heure le principe et la source de notre
« prospérité, de notre liberté ; enfin, de
« notre véritable indépendance.

« Mais ici je m'entends interrompre : on
« me crie que personne ne conteste les avan-
« tages que l'Amérique a retirés d'abord de
« ses liens avec l'Angleterre ; mais que les
« nouvelles prétentions des ministres ont
« tout changé, tout subverti. Si je niais que,
« depuis douze ans, le gouvernement anglais
« a donné la plus fatale direction aux affaires
« des colonies, et que ses mesures envers
« nous tiennent de la tyrannie, je nierais non
« seulement ce qui est la vérité manifeste,
« mais même ce que j'ai avancé et soutenu

1776. « tant de fois. Mais pense-t-on qu'il n'en « éprouve point déjà un secret repentir ? Ces « armes, ces soldats qu'il prépare contre « nous, n'ont point pour objet d'établir la « tyrannie sur nos rivages, mais de vaincre « notre obstination et de nous forcer à sous- « crire aux conditions qu'il nous propose. « En vain s'écrie-t-on que le ministère em- « ploierait tous les moyens de s'emparer en- « tièrement de nous, afin de déployer à son « gré toute la rigueur de son pouvoir sur des « peuples désarmés : mais prétendre nous ré- « duire à l'impossibilité absolue de résister à « l'oppression, serait de sa part un projet « chimérique. L'éloignement du siége du « gouvernement, la vaste étendue des mers, « l'accroissement continuel de notre popu- « lation, notre esprit belliqueux, notre ha- « bitude des armes, les lacs, les rivières, les « forêts, les défilés qui hérissent notre ter- « ritoire, nous sont des garans que l'Angle- « terre préférera toujours asseoir son em- « pire sur la modération et la liberté, que « sur la rigueur et l'oppression des peuples. « Une suite non interrompue de victoires et « de triomphes pourrait seule contraindre « l'Angleterre à reconnaître l'indépendance « américaine. Or, qui oserait se promettre

« tant de faveurs de l'inconstance de la fortune? Si nous avons combattu heureusement à Lexington et sous les murs de Boston, Québec et tout le Canada n'ont-ils pas été témoins de nos revers? Tout le monde voit la nécessité de s'opposer aux prétentions extraordinaires des ministres, mais tout le monde voit-il également celle de combattre pour arriver à l'indépendance? Il est à craindre qu'en dénaturant l'objet de la guerre, on ne trouble l'harmonie et l'on ne refroidisse l'ardeur des peuples en les alarmant sur leur nouvelle situation. En substituant une scission totale à la révocation des lois dont nous nous sommes plaints, nous justifions pleinement les ministres; nous mériterions l'infâme nom de rebelles, et toute la nation britannique s'armerait, d'un élan unanime, contre ceux qui, de sujets opprimés et réclamans, seraient devenus tout-à-coup des ennemis irréconciliables. Les Anglais chérissent la liberté que nous défendons, ils prisent la noblesse de notre cause; mais ils blâmeront, ils détesteront notre recours à l'indépendance, ils n'auront plus qu'un même esprit pour nous combattre. 1776.

« Les propagateurs de la nouvelle doc-

1776. « trine se plaisent à vous assurer que par jalousie contre l'Angleterre, les souverains « étrangers vous prodigueront leurs secours : « comme si ces souverains pouvaient sincèrement applaudir à la rébellion ; comme « s'ils n'avaient pas aussi, dans cette même « Amérique, des colonies où il leur importe « de maintenir la soumission et la tranquillité ! Supposons, toutefois, que la jalousie, « l'ambition ou la vengeance, l'emporte sur « la crainte des soulèvemens : pensez-vous « que ces princes ne vous vendront pas bien « cher l'assistance dont vous vous flattez ? « Qui n'a point appris à ses dépens à connaître la perfidie et la cupidité des Européens ? Ils déguiseront leur avarice sous « de pompeuses paroles : sous les formes les « plus bienveillantes, ils nous dépouilleront « de nos domaines, ils envahiront nos pêcheries et notre navigation, ils attentront « à notre liberté et à nos priviléges. Nous apprendrons trop tard ce qu'il en coûte de « se fier à ces flatteries européennes, et de « placer dans des ennemis invétérés, la confiance que l'on avait dans des amis éprouvés « par le temps.

« Il est encore un grand nombre d'individus qui, pour arriver à leurs fins, exaltent

« les avantages de la république sur la monar- 1776.
« chie. Je n'entreprendrai point ici de discu-
« ter laquelle de ces deux formes de gou-
« vernement mérite la préférence. Je sais
« seulement que la nation anglaise, après
« avoir essayé de l'une et de l'autre, n'a trouvé
« de repos que dans la monarchie. Je sais
« encore que dans les républiques démocra-
« tiques elles-mêmes, tant la monarchie est
« nécessaire au lien des sociétés humaines,
« il a fallu instituer des pouvoirs monarchi-
« ques plus ou moins étendus, sous les noms
« d'*archontes*, de *consuls*, de *doges*, de *gonfa-*
« *loniers*, et enfin de *rois*. Je ne dois pas
« omettre ici une observation dont la vérité
« m'est démontrée : la constitution anglaise
« semble être le fruit de l'expérience de tous
« les âges écoulés ; la monarchie y est telle-
« ment tempérée, que le monarque s'y voit
« arrêté dans ses efforts pour saisir le pouvoir
« absolu ; et l'autorité du peuple y est si ha-
« bilement contenue, que l'anarchie n'y est
« point à craindre. Mais c'est à nous à redou-
« ter que, lorsque le contre-poids de la mo-
« narchie n'existera plus, le pouvoir démo-
« cratique ne l'emporte, et n'entraîne tout
« l'Etat dans la confusion et la ruine. C'est
« alors qu'il peut s'élever un citoyen ambi-

1776. « tieux, qui s'empare de la puissance et anéan-
« tisse la liberté : car telle est la marche ordi-
« naire des démocraties mal ordonnées ; elles
« tombent dans l'anarchie, et de là sous le
« despotisme.

« Telles sont les opinions qu'on aurait pu
« vous présenter avec plus d'éloquence, mais
« non, je le proteste, avec plus de zèle et de
« loyauté. Veuille le ciel que d'aussi funestes
« présages ne s'accomplissent point un jour !
« Qu'il ne permette pas que dans cette réunion
« solennelle des amis de la patrie, le langage
« passionné de quelques hommes ardens ait
« plus de crédit que les exhortations paci-
« fiques des citoyens sages ! La prudence et la
« modération fondent et conservent les Em-
« pires ; la témérité et la présomption les font
« écrouler. »

Le discours de Dickinson avait été écouté avec attention : mais l'impulsion contraire était donnée, et la crainte agissant sur beaucoup de membres de l'assemblée, plus encore que leur opinion, la majorité se prononça en faveur de l'indépendance. Les députés de la Pensylvanie furent donc autorisés à retourner au congrès, et à y voter pour que les colonies confédérées se déclarassent libres et indépendantes. L'opposition formelle de

Dickinson l'en fit exclure. Les choses se passèrent de même dans le Maryland : cette province, faible par elle-même, et située au milieu des autres, donna aussi pouvoir à ses députés de reprendre séance au congrès, et d'y joindre leurs suffrages à ceux du parti dominant. 1776.

Déclaration de l'indépendance.

En conséquence, le 4 juillet 1776, sur le rapport de Thomas Jefferson, Jean Adams, Benjamin Franklin, Roger Shermann et Philippe Livingston, les treize colonies confédérées rompirent tous leurs liens avec la couronne britannique, et se déclarèrent indépendantes et libres, sous le nom des *treize Etats-Unis d'Amérique*. Le manifeste que le congrès fit publier pour justifier sa résolution aux yeux de l'Univers, fut attribué particulièrement à Jefferson : il était rédigé avec une grande énergie de style et d'argumens. Les écrivains du temps donnèrent beaucoup d'éloges à cette déclaration, qui servit de base à l'indépendance d'une riche et puissante nation. Elle était conçue en ces termes :

« Lorsque dans le cours des évènemens « humains, il devient nécessaire pour un peu« ple de rompre les liens politiques qui l'ont « attaché jusqu'alors à un autre, et de prendre « parmi les puissances de la terre le rang égal

1776. « et séparé auquel la loi de la nature et le « maître suprême qui la gouverne lui donnent « droit, alors un respect convenable pour « l'opinion des hommes, exige qu'il expose « les raisons qui le portent à cette sépara- « tion. Nous regardons comme des vérités « évidentes par elles-mêmes, que tous les « hommes ont été créés égaux; qu'ils ont « reçu de leur créateur certains droits inalié- « nables; qu'au nombre de ces droits sont la « vie, la liberté et la recherche du bonheur; « que c'est pour assurer ces droits que les « gouvernemens ont été institués parmi les « hommes, et qu'ils ne tirent leur juste pou- « voir que du consentement de ceux qui sont « gouvernés; que toutes les fois qu'une forme « de gouvernement devient destructive de ces « fins, le peuple est en droit de l'altérer ou de « l'abolir, et d'instituer un nouveau gouver- « nement, en établissant ses fondemens sur « les principes, et en organisant ses pouvoirs « dans les formes qui lui paraîtront les plus « propres à effectuer sa sûreté et son bon- « heur. La prudence veut, il est vrai, que des « gouvernemens établis depuis long-temps, « ne soient point changés pour des causes « frivoles et passagères. L'expérience de tous « les siècles a prouvé, en effet, que le genre

« humain est plus disposé à souffrir, tant que 1776.
« les maux sont tolérables, qu'à se faire droit
« à lui-même, en abolissant des formes aux-
« quelles il est accoutumé. Mais lorsqu'une
« longue suite d'abus et d'usurpations, ayant
« invariablement le même objet pour but,
« prouve évidemment un dessein de soumettre
« le peuple à un despotisme absolu, il est en
« droit, et c'est même son devoir, de secouer
« le joug d'un pareil gouvernement, et de se
« pourvoir de nouveaux garants de sa sûreté
« future. Telle a été la longanimité des colo-
« nies, et telle est présentement la nécessité
« qui les contraint à altérer le système primi-
« tif de leur gouvernement. »

Après une exacte énumération de tous les enres d'oppression dont les colons avaient u à gémir, il était dit qu'un prince qui a été uteur de tant d'actes de tyrannie, était de- enu inhabile à gouverner un peuple libre. on retraçait les appels publics, faits en di- ers temps à la nation anglaise, son refus onstant d'écouter la voix de la justice et de consanguinité; et le manifeste se terminait r ces mots :

« Il ne nous reste donc qu'à nous sou- mettre tranquillement à la nécessité, qui rdonne notre séparation, et à regarder les

1776. « peuples de la Grande-Bretagne de même que « nous regardons le reste du genre humain, « c'est-à-dire, comme ennemis dans la guerre, « comme amis dans la paix.

« A ces causes, nous, les représentans des « Etats-Unis d'Amérique, assemblés en con- « grès général, attestant le juge suprême de « l'univers de la droiture de nos intentions, « au nom et de l'autorité du bon peuple de « ces colonies, publions solennellement et « déclarons que ces colonies-unies, sont et « doivent être de droit des *Etats libres et indé-* « *pendans;* qu'elles sont franches et exemptes « de toute obéissance envers la couronne bri- « tannique ; que toute liaison politique entre « elles et le royaume de la Grande-Bretagne, « est et doit être entièrement dissoute; et « qu'à titre d'*Etats libres et indépendans*, elles « sont pleinement autorisées à faire la guerre, « conclure la paix, former des alliances, éta- « blir des règlemens de commerce, faire tous « autres actes, et régler tous autres objets « qu'il appartient à des *Etats indépendans*. Et « nous reposant fermement sur la protection « de la Providence divine, nous engageons « mutuellement l'un envers l'autre, pour le « maintien de la présente déclaration, nos « vies, nos biens et notre honneur (6). »

Telle fut cette fameuse déclaration de l'indépendance des États-Unis d'Amérique : si cet acte était nécessaire, comme on peut le croire, il n'était pas du moins exempt de péril. Quoique la majeure partie des Américains sentissent que le cours des choses avait dû les amener à cette extrémité, il en était encore beaucoup qui manifestaient hautement des sentimens contraires. Ils étaient malheureusement plus nombreux dans les provinces menacées par les Anglais qu'en aucune autre. Les armées américaines étaient faibles, le trésor pauvre, les secours étrangers incertains, et l'ardeur des peuples pouvait se refroidir tout-à-coup. On savait que l'Angleterre était déterminée à déployer toutes ses forces pour réduire les colonies à l'obéissance, avant qu'elles eussent le temps de s'affermir dans leur rébellion, ou de former des alliances avec les puissances étrangères. Si les armes américaines éprouvaient des revers dans la première campagne, comme on n'avait que trop lieu de le craindre, on ne pouvait se dissimuler que les peuples en accuseraient l'indépendance, et que, selon la marche ordinaire de l'esprit humain, ils rétrograderaient rapidement vers les opinions qu'ils avaient abjurées. Lorsque l'on commence à désespé- 1776.

1776. rer, on perd chaque jour de son énergie. Mais la guerre était inévitable, tout arrangement impossible, et le congrès, dans la nécessité de prendre un parti décisif. De tout côté il envisageait des dangers; mais il aima mieux les braver pour atteindre un but déterminé, que de se fier plus long-temps à l'espoir incertain de la révocation des lois contre lesquelles il s'était armé. Il se présentait même des difficultés pour désigner lesquelles de ces lois devaient être révoquées. Les uns voulaient que l'on abrogeât toutes celles qui avaient été rendues depuis l'année 1763; les autres n'en proscrivaient qu'une partie; il y avait enfin des esprits qu'une révocation totale n'eût point satisfaits, et qui voulaient même l'abolition des anciens statuts. Dans la chaleur des débats, il avait été fait des propositions auxquelles il était impossible que la Grande-Bretagne pût consentir.

D'ailleurs, il faut convenir que la déclaration d'indépendance était conforme à la nature même des choses. Les circonstances n'auraient plus comporté long-temps qu'un peuple nombreux, riche, belliqueux et accoutumé à la liberté, dépendît d'un autre, qui, peu supérieur en pouvoir, était séparé de lui par d'aussi considérables distances. Le minis-

tère anglais ne pouvait se le cacher; et telle 1776.
fut peut-être la raison secrète de son obstination à imposer aux Américains un joug plus pesant. Il est plus certain encore que les princes étrangers n'auraient point consenti à secourir ni à recevoir dans leur alliance un peuple qui s'avouait sujet d'une autre puissance, tandis que l'on pouvait se flatter de les voir unir leurs efforts à ceux d'une nation qui était résolue de faire reconnaître à tout prix sa liberté et son indépendance. Dans le premier cas, la victoire même n'eût point donné d'alliés aux insurgés; dans le second, il suffirait qu'ils se montrassent décidés à soutenir leur cause, les armes à la main.

Quoiqu'il en soit, il est certain que la déclaration fut accueillie par le peuple des colonies avec les plus vifs transports d'allégresse. On ne négligea aucune de ces réjouissances publiques, dont les gouvernemens ont coutume de faire usage en semblables circonstances, pour concilier à leurs opérations la faveur populaire. L'indépendance fut proclamée avec beaucoup de solennité à Philadelphie, le 8 juillet. On tira le canon, on alluma des feux de joie; le peuple semblait être dans un véritable délire. La publication se fit le 11 à New-York: le manifeste

1776. du congrès fut lu à chaque brigade de l'armée américaine, qui se trouvait alors rassemblée dans cette province : elle y répondit par des acclamations universelles. Le soir même, la statue du roi Georges III, qui avait été érigée en 1770, fut renversée et traînée dans les rues par les patriotes. Il fut arrêté que le plomb dont elle était composée, serait converti en balles de mousquet. Ces excès, blâmables en eux-mêmes, n'étaient point sans utilité sous le rapport politique; ils excitaient le peuple, et le précipitaient vers le but auquel on aspirait. A Baltimore, l'indépendance ayant été proclamée en présence des canonniers et des milices, le peuple ne put contenir son enthousiasme. L'air retentit de salves d'artillerie et de vœux éclatans pour la félicité des *Etats-Unis*. Le portrait du roi servit de jouet à la populace, et fut ensuite brûlé sur la place. Les réjouissances qui eurent lieu à Boston, se distinguèrent de toutes les autres. L'indépendance y fut proclamée du balcon de l'Hôtel-de-Ville, en présence de toutes les autorités civiles et militaires, et d'une immense multitude qui était accourue, tant de la ville que des campagnes. La garnison était rangée en bataille dans la rue *Royale*, qui prit de ce moment le nom de rue *des Etats* : les

troupes formaient treize détachemens, pour 1776.
désigner les treize Etats confédérés. A un signal donné, le Fort-Hill fit une salve de treize coups de canon; il y fut aussitôt répondu en nombre égal par les batteries du château, de l'Isthme, de Nantasket et de la pointe d'Alderton. La garnison fit à son tour treize salves de mousqueterie, chaque détachement tirant l'un après l'autre. Les autorités et les habitans les plus notables se réunirent ensuite à un banquet préparé dans la salle du conseil. On y porta des toasts solennels à la perpétuité et à la prospérité des Etats-Unis, au congrès américain, au général Washington, à l'heureux succès des armes de la confédération, à la destruction des tyrans et de la tyrannie, à la propagation de la liberté civile et religieuse, aux amis des Etats-Unis dans toutes les parties du monde. Toutes les cloches sonnaient en signe de réjouissance; l'allégresse était universelle, et les signes s'en renouvelaient sans cesse. Le soir, toutes les effigies du roi, les lions sculptés ou peints, les sceptres, les couronnes, furent mis en pièces et brûlés dans la rue *des Etats*.

Il serait impossible de décrire les transports de joie qui éclatèrent en Virginie. La Convention de cette province décréta que le

1776. nom du roi serait supprimé dans toutes les prières publiques. Elle ordonna que le grand sceau de la république de Virginie, représenterait la vertu, comme génie tutélaire de la province, vêtue en amazone, appuyée d'une main sur sa lance, tenant de l'autre une épée, et foulant aux pieds la tyrannie, figurée par un homme renversé, ayant près de lui sa couronne tombée de sa tête, et portant une chaîne rompue dans une main, et un fouet dans l'autre L'exergue portait le nom de *Virginia*, et autour de l'effigie de la vertu, on lisait : *Sic semper tyrannis.* Le revers représentait un groupe de figures ; on distinguait dans le milieu, la liberté avec sa baguette et son bonnet. Sur l'un des côtés, était Cérès avec la corne d'abondance dans la main droite, et un épi de blé dans la gauche ; sur l'autre paraissait l'éternité avec le globe et le phénix. L'exergue était chargé de ces mots : *Deus nobis hæc otia fecit.*

Au milieu de ces transports, on n'oublia rien de ce qui pouvait inspirer au peuple, de l'amour pour le nouvel ordre de choses, et une haine violente pour la tyrannie, nom sous lequel on désignait la monarchie ; les républicains mettant tout en œuvre pour que le peuple confondît éternellement l'une

avec l'autre, comme inséparables par leur 1776.
essence. C'est ainsi que d'un côté les patriotes américains, par leurs menées secrettes, puis par une résolution audacieuse ; et de l'autre, les ministres britanniques, d'abord par des lois oppressives, ensuite par des mesures incertaines et l'emploi d'une force insuffisante, amenèrent une crise qui produisit l'entier démembrement d'une belle et puissante portion de l'empire. Tant les hommes mettent de constance pour assurer leur liberté, ou d'opiniâtreté pour assouvir leur ambition! Mais aussi, tant ils sont timides dans leurs résolutions, et toujours plus prompts à prévenir leur ennemi du danger par leurs menaces, qu'à l'abattre par la force! Il est certain que les ministres anglais manquèrent, ou de sagacité pour prévoir le mal, ou de vigueur pour y remédier. L'insurrection de l'Amérique éclata dans l'ombre, elle s'accrut sans obstacle; et elle acquit enfin une telle impétuosité, que, semblable à un fleuve débordé, elle renversa les impuissantes digues qu'on essaya trop tard de lui opposer.

FIN DU LIVRE SIXIÈME.

NOTES DU LIVRE SIXIÈME.

(1) L'ANGLETERRE n'obtint de troupes allemandes qu'à des conditions très-onéreuses. Elle donnait, par exemple, à un Brunswickois, 160 francs d'engagement, et 9 sous de paye journalière; à un Hessois du Landgrave, 160 francs d'engagement, et 11 sous de paye; à un Hessois du prince héréditaire, 160 francs d'engagement, et 12 sous de paye, etc.

(2) Les vivres étaient devenues si rares à Boston, qu'une livre de poisson frais y coûtait 24 sous, une oie 10 francs, un dindon 15 francs, un canard 5 francs; le jambon valait 50 sous la livre. Les légumes manquaient totalement. Un mouton coûtait plus de 42 francs, les pommes 40 fr. le baril. Le bois à brûler se paya plus de 50 fr. la brasse, et il finit par manquer entièrement.

(3) Les frégates étaient l'*Alfred* et le *Colombo*, de 32 canons; les corvettes l'*André Doria*, de 16, le *Sébastien Cabot*, de 14, et la *Providence*, de 12. Les treize chaloupes canonnières portaient les noms suivans: le *Washington*, le *Dickinson*, le *Chatam*, le *Camden*, le *Burke*, l'*Effingham*, le *Bulldog*, le *Franklin*, le *Congrès*, l'*Experiment*, l'*Hancock*, l'*Adams*, et le *Warren*.

(4) Curse on his virtues! they have undone his country.

ADDISSON'S, *Cato*, act. IV.

(5) VIRGIL., *Ænœid.*, lib. I. — Delille a traduit ainsi ces deux vers :

Oui, jusque dans ces lieux la gloire a ses honneurs,
L'humanité ses droits, et la pitié ses pleurs.

(6) Les membres qui alors composaient le congrès, et qui tous signèrent la déclaration d'indépendance, étaient :

Pour le *New-Hampshire*, Josias Bartlett, William Whipple, Mathieu Thornton.

Massachusset, Samuel Adams, Jean Adams, Robert Treat-Paine, Elbrige Gerry.

Rhode-Island, Etienne Hopkins, William Ellery.

Connecticut, Roger Shermann, Samuel Hungtington, William Williams, Olivier Wolcott.

New-York, William Floyd, Philippe Livingston, François Lewis, Louis Morris.

New-Jersey, Richard Stockton, Jean Witherspoon, François Hopkinson, Jean Hart, Abraham Clark.

Pensylvanie, Robert Morris, Benjamin Rush, Benjamin Franklin, Jean Morton, George Clymer, James Smith, George Taylor, James Wilson, George Ross.

Délaware, César Rodney, George Read.

Maryland, Samuel Chase, William Paca, Thomas Stone, Charles Caroll de Carollton.

Virginie, George Ugthe, Richard-Henri Lee, Thomas Jefferson, Benjamin Hamson, Thomas Nelson *junior*, François Lightfoot Lee, Carter Braxton.

Caroline du Nord, William Hooper, Joseph Hewes, Jean Pena.

Caroline du Sud, Edouard Rutledge, Thomas Heyward *junior*, Thomas Lynch *major*, Arthur Middleton.

Géorgie, Button Gwinnet, Liman Hall, Georges Walton.

LIVRE SEPTIÈME.

Nous avons parcouru les deux premières 1776.
périodes de la lutte opiniâtre, qui s'était engagée entre les colonies américaines et la métropole. Nous avons vu, d'abord, les ministres britanniques provoquant le mécontentement et l'insurrection par des lois oppressives; nous avons observé, ensuite, l'incertitude et la faiblesse de leurs moyens, quand la guerre eût éclaté. L'ordre de cette histoire veut que nous passions maintenant au récit des évènemens qui signalèrent la troisième période. C'est celle où le gouvernement anglais déployant enfin toute sa puissance, se proposa d'étouffer entièrement la rébellion, et de faire rentrer ses sujets dans le devoir.

Le général Howe ayant mis à la voile d'Halifax, débarqua le 25 juin à Sandy-Hook, pointe de terre située à l'entrée du Golfe compris entre la terre ferme du New-Jersey, l'embouchure du Rariton, *Staten-Island* ou

1776. l'île des Etats, et l'ouverture de la baie de New-York, d'un côté, et l'île Longue de l'autre. Le 2 juillet, il prit possession de Staten-Island. On peut donc louer comme courageuse, ou blâmer comme téméraire, la résolution de l'indépendance qui fut prise, comme on le voit, à l'instant même où l'Angleterre se préparait à attaquer avec des forces redoutables les parties les plus faibles de l'Amérique. Le général eût voulu attendre à Halifax, l'arrivée des renforts que son frère l'amiral devait lui amener d'Europe, afin de se porter de concert dans les eaux de New-York, et de terminer la guerre par un coup imprévu et décisif. Mais la flotte anglaise tardait à paraître, et les cantonnemens d'Halifax étaient aussi incommodes que les vivres y étaient rares: une partie des troupes avait été obligée de rester à bord des bâtimens. La saison des opérations s'avançant, le général Howe se détermina à aller attendre ses renforts dans les parages de New-York : l'amiral Shuldam commandait l'escadre de convoi. Il recueillit dans la traversée quelques régimens qui, ayant été séparés de la flotte par des vents contraires, se dirigeaient seuls sur Halifax. D'autres corps de troupes tombèrent au pouvoir des corsaires américains. Les habitans

de Staten-Island, reçurent le général anglais 1776.
avec de grandes démonstrations de joie : les soldats cantonnés dans les villages, y trouvèrent en abondance les rafraîchissemens dont ils éprouvaient un besoin urgent. Le général Howe fut rejoint dans cette position par le gouverneur Tryon, qui lui donna des renseignemens précis sur l'état de la province et sur les forces des insurgés. Beaucoup d'habitans du New-Jersey vinrent demander à s'enrôler dans les troupes royales; ceux mêmes de Staten-Island accouraient sous les drapeaux anglais : tout annonçait qu'il suffirait que l'armée se montrât dans les provinces, pour obtenir une prompte victoire. L'amiral Howe, après avoir touché à Halifax, où il trouva des dépêches de son frère, qui le pressait de venir le rejoindre à New-York, remit aussitôt à la voile, et aborda sans accident à Staten-Island, le 12 juillet. Le général Clinton y arrivait en même temps avec les troupes qu'il ramenait de la malheureuse expédition de Charles-Town. Le commodore Hotham y amena enfin d'Europe les renforts qu'il avait été chargé d'escorter; de sorte qu'en peu de temps, toute l'armée se trouva monter à vingt-quatre mille hommes environ, tant Anglais que troupes de Hesse et de Waldek. On at-

1776. tendait encore plusieurs régimens d'élite d'infanterie hessoise, qui étaient restés en arrière, et l'armée devait alors s'élever à trente-cinq mille combattans des meilleures troupes de l'Europe. Jamais l'Amérique n'avait vu un tel déploiement de forces.

On commençait alors à voir que les ministres avaient enfin adopté des mesures énergiques, pour terminer promptement la guerre, et réparer les maux produits par leurs longues hésitations. Le général et l'amiral Howe, tous deux officiers d'une haute distinction, devaient combiner leurs opérations contre la province de New-York, qui, faible par elle-même, coupée par une grande quantité d'îles et de grandes rivières, et offrant une grande étendue de côtes, était plus exposée qu'aucune autre aux attaques d'un ennemi maître de la mer. L'armée anglaise était abondamment pourvue d'armes et de munitions, et les soldats faisaient éclater une extrême ardeur pour le service du roi. Les Anglais, outre leur haine particulière pour les insurgés, étaient encore excités par leur jalousie nationale contre les Allemands : ils regardaient comme un manque de confiance envers eux, celle que le gouvernement avait placée dans ces étrangers. Ils brûlaient de

montrer à l'univers que sans leurs secours ils 1776.
étaient capables de soumettre l'Amérique. Les Allemands, de leur côté, qui, à juste titre, ne se croyaient pas inférieurs aux Anglais, ne voulaient point paraître leur céder : l'émulation réciproque garantissait de part et d'autre des efforts extrêmes. Lorsque la soumission de la province de New-York aurait ouvert à l'armée l'accès du continent américain, de faibles garnisons, protégées par d'imposantes forces de mers, auraient suffi pour la défendre contre les insultes de l'ennemi, et l'on aurait pu marcher en sûreté à la conquête des provinces adjacentes. Le New-York formant le centre des colonies américaines, l'armée anglaise aurait pu se diriger à volonté, ou sur sa droite, pour porter la guerre dans le Connecticut et toute la Nouvelle-Angleterre, ou sur sa gauche, pour traverser le New-Jersey et menacer Philadelphie même. Il était, de plus, très-facile, par le moyen des frégates et autres bâtimens légers, d'entretenir la communication entre l'une et l'autre partie de l'armée, sur les deux rives de l'Hudson, et même de le passer au besoin, et de transporter rapidement des troupes d'un bord à l'autre. Enfin, cette position de New-York, soit par sa nature, soit

1776. à raison de la nombreuse marine des Anglais, était pour eux une place d'armes, d'où ils pouvaient à leur gré se porter sur leurs ennemis, les combattre avec succès, et se retirer sans péril. Ils résolurent, en conséquence, d'en faire le centre de leurs opérations : les loyalistes y étaient d'ailleurs très-nombreux, et en aucune ville d'Amérique le congrès n'avait un parti plus faible.

On ne peut omettre ici une considération d'une haute importance. Si le général Carleton, après avoir passé les lacs du Canada, comme on l'espérait, pouvait pénétrer jusqu'aux bords de l'Hudson, et descendre cette rivière en même temps que le général Howe la remonterait, leur jonction avait pour résultat immédiat de couper toute communication entre les provinces de la Nouvelle-Angleterre, situées sur la rive gauche, et celles du centre et du sud, qui se trouvent sur la rive droite : or, tel était le plan favori du ministère. L'on avait enfin observé que l'île Longue, séparée seulement de celle où est bâtie New-York, par la rivière de l'Est, offrait en grains et en bestiaux, des moyens de subsistance pour l'armée la plus nombreuse. Ses habitans passaient, en outre, pour être fort affectionnés au parti royal. Pendant que

le général Howe était secondé dans son invasion du New-York, par les douze ou treize mille hommes que le gouverneur Carleton amenait du Canada, le général Clinton devait agir dans les provinces du sud, et attaquer Charles-Town. Les troupes américaines étant ainsi divisées, et leurs généraux surpris et pressés de tant de côtés à-la-fois, on ne doutait pas que les armes britanniques n'obtinssent bientôt un triomphe complet. Mais il arriva, en cette occurrence, ce qui se voit souvent dans l'exécution des projets humains, lorsqu'un grand nombre de parties doivent y concourir : l'une marche vers le but, l'autre s'en éloigne, et toutes le manquent à-la-fois. Le succès, en cette occasion, paraissait d'autant moins probable, qu'indépendamment des obstacles élevés par les hommes, il fallait encore combattre les vents et les saisons. C'eût été compter sur un hasard presqu'impossible, que de se flatter que les trois corps d'armée arriveraient aux lieux indiqués à l'heure dite, pour opérer dans un parfait ensemble. Pouvait-on espérer que tous trois seraient également victorieux ? Et c'est cependant ce qui était nécessaire pour assurer l'exécution du plan de campagne. 1776.

Il arriva donc, d'une part, que l'amiral

1776. Howe ayant été retenu par les vents contraires, ses renforts ne débarquèrent qu'après que l'expédition de Charles-Town eût totalement échoué, comme nous l'avons rapporté. D'un autre côté, l'armée du Canada éprouva tant de difficultés pour passer les lacs, qu'elle ne put parvenir, cette année, sur les bords de l'Hudson. Il en résulta que, non seulement Washington ne fut point obligé d'affaiblir le corps déjà très-faible qu'il avait sur les côtes, pour envoyer des secours dans la Caroline du sud, ou vers le Canada, mais que les troupes mêmes qui avaient défendu si vaillamment Charles-Town, allèrent renforcer celles qui gardaient le passage des lacs, ou rejoignirent l'armée principale. Malgré ces contre-temps, on espérait vivement encore que le général Howe viendrait seul à bout de faire une campagne décisive. Cet espoir n'était peut-être pas dénué de tout fondement. Que l'on juge donc combien les ministres et les généraux anglais eussent réuni de probabilité en leur faveur, si, au lieu d'avoir disséminé leurs forces sur plusieurs points, ils les eussent concentrées en une seule masse, en se bornant à laisser des garnisons dans les places nécessaires à leurs opérations!

Les Américains, de leur côté, n'avaient 1776.
négligé aucun préparatif pour conjurer l'orage dont ils étaient menacés. Le congrès avait ordonné la construction de radeaux, de bateaux armés, de chaloupes canonnières et de batteries flottantes, pour défendre le port de New-York et les bouches de l'Hudson. Mais on ne pouvait se flatter que de si faibles apprêts pussent être opposés avec quelque succès à la formidable marine de l'Angleterre. Le congrès avait aussi donné ordre à treize mille hommes des milices provinciales, de rejoindre l'armée de Washington, qui, dès qu'il avait connu la situation périlleuse de New-York, s'était porté dans cette partie. On s'occupa, en outre, de l'organisation d'un corps de dix mille hommes, destiné à servir de réserve dans les provinces du centre. Tous les postes les plus faibles avaient été soigneusement retranchés et garnis d'artillerie. Un gros détachement occupait l'île Longue, pour empêcher les Anglais d'y descendre, ou les repousser, s'ils y débarquaient. Mais l'armée du congrès n'avait pas à beaucoup près tous les moyens nécessaires, pour soutenir le fardeau d'une guerre si terrible. Elle manquait d'armes, et elle était consumée par les maladies. Les instances réitérées du

1776. généralissime avaient amené dans son camp les milices des provinces voisines, et quelques régimens d'ordonnance du Maryland, de la Pensylvanie et de la Nouvelle-Angleterre, ce qui avait porté son armée à vingt-sept mille hommes : mais un quart de ces troupes était composé de malades, et à peine un autre quart était-il armé. La plus grande partie, sans ordre, sans discipline, devait inspirer peu de confiance. Des inconvéniens aussi graves, aussi alarmans pour le succès de la cause des Américains, provenaient, d'une part, de la pénurie d'argent, qui empêchait le congrès de solder des troupes réglées, et de pourvoir à leur équipement; de l'autre, d'une parcimonie impolitique contractée pendant la paix, qui ne savait pas se prêter aux dépenses nécessitées par l'état de guerre. On peut même en chercher une autre cause dans le préjugé enraciné chez ces peuples, contre les troupes de ligne : il leur avait suggéré l'espoir insensé d'organiser, chaque année, une armée capable de résister aux forces ennemies. Peut-être enfin beaucoup de colons répugnaient-ils à prendre les armes, parce qu'ils se flattaient encore que les commissaires du roi étant à-la-fois chefs des troupes, et chargés des négociations de paix,

pourraient réussir à opérer une réconciliation générale. 1776.

L'armée américaine, telle qu'elle était, occupait les positions les plus propres à couvrir les points menacés. Le corps qui avait été détaché dans l'île Longue, était commandé par le major-général Greene, qui, pour cause de maladie, fut ensuite remplacé par le général Sullivan. Le gros de l'armée campait dans l'île de New-York, qui paraissait destinée à recevoir les premiers coups des Anglais. Deux faibles détachemens gardaient l'île du Gouverneur, et la pointe de Paulus-Hook, située en face de New-York, sur la rive droite de l'Hudson. Les milices de la province, commandées par le général américain Clinton, étaient postées sur les bords du détroit (*Sound*), où elles occupaient les deux Chester, nord et sud, et la Nouvelle-Rochelle. Il était à craindre, en effet, que l'ennemi débarquant en force sur la rive septentrionale du Sound, ne pénétrât jusqu'à Kingsbridge, et ne mît ainsi entre deux feux toutes les troupes américaines enfermées dans l'ile de New-York.

Tout étant prêt, d'un côté, pour l'attaque, de l'autre, pour la défense, et les deux partis paraissant également décidés à remettre la

1776. destinée de l'Amérique au sort des batailles, les commissaires anglais voulurent, avant d'en venir aux mains, faire usage des pouvoirs pacifiques dont ils étaient investis. Dès le mois de juin, lord Howe se trouvant à bord du vaisseau de ligne *l'Aigle*, sur les côtes du Massachusset, avait adressé, au nom du roi, une lettre à tous les gouverneurs qui avaient été chassés de leurs provinces, en leur enjoignant d'user de tous les moyens possibles pour la répandre parmi les habitans. Il y annonçait que le roi avait autorisé deux commissaires à accorder des amnisties générales ou particulières à tous ceux qui, pendant les troubles, s'étaient écartés de l'obéissance due à la couronne, mais qui désiraient présentement rentrer dans le devoir, et participer aux bienfaits de la clémence royale. Il signifiait, en outre, que les commissaires avaient le pouvoir de déclarer toute province ou ville *dans la paix du roi*, ce qui les mettait à l'instant même à l'abri des lois pénales portées contre la rébellion. Il promettait enfin d'éclatantes récompenses à ceux qui travailleraient au rétablissement de l'autorité monarchique. Ces écrits, portés communément par des parlementaires, circulaient dans les campagnes : le général Washington

envoya au congrès la proclamation qui avait 1776.
été adressée à la ville d'Amboy. Le congrès prit la noble résolution de la faire imprimer dans tous les papiers publics, afin que les bons peuples des Etats-Unis (ce furent ses expressions) pussent être informés de la mission des commissaires, et des moyens par lesquelles la Grande-Bretagne espérait les endormir et les désarmer. Il espérait enfin que cette publication convaincrait les plus opiniâtres, qu'ils ne pouvaient plus attendre que de leurs armes le maintien de leurs priviléges.

Sur ces entrefaites, un parlementaire avait apporté une lettre de lord Howe, portant simplement pour suscription : *A M. Georges Washington.* Le généralissime refusa de la recevoir, alléguant que celui qui l'avait écrite, n'avait point fait mention de son grade public; et que, comme particulier, il ne pouvait, ni ne voulait entretenir aucun commerce de lettres ou autre relation quelconque avec le général des troupes du roi d'Angleterre. Le congrès donna de grands éloges à la conduite de Washington, et il décréta qu'aucun général ou officier américain, n'eût à recevoir de lettres de la part de l'ennemi, sauf celles sur lesquelles il serait tenu compte de leurs grades respectifs.

1776. Les commissaires anglais n'auraient point voulu qu'un simple objet de cérémonial rompît des négociations dont ils espéraient retirer quelqu'avantage. Ils ne pouvaient, d'un autre côté, se résoudre à reconnaître dans le généralissime des insurgés, un grade qui lui avait été conféré par une autorité illégitime. Ils imaginèrent, en conséquence, de recourir à un expédient qui leur parut propre à tout concilier; ils changèrent l'adresse de leur lettre en celle-ci : *A M. Georges Washington, etc., etc., etc.*

Le colonel Patterson, aide-de-camp du général anglais, fut chargé de cette dépêche. Etant introduit auprès de Washington, il lui donna, dans le discours, le titre d'*Excellence*. Le généralissime le reçut avec politesse, mais cependant avec beaucoup de dignité. Le colonel tenta d'excuser la formule employée sur l'adresse, en disant qu'elle était en usage entre les ambassadeurs, lorsqu'ils n'étaient pas parfaitement d'accord sur les qualités. Il ajouta que les commissaires professaient une haute estime pour le chef des Américains, et qu'ils n'avaient nullement l'intention de porter préjudice à son rang; enfin, il fit observer que les *etc.* ajoutés à son nom, devaient lever toutes les difficultés. Washington répondit

que lorsqu'on écrit à un homme élevé en grade, l'on doit en faire mention, ou qu'autrement la dépêche n'est plus qu'une lettre privée ; qu'il était vrai que les *etc.* comprenaient tout, mais qu'il était vrai aussi qu'on pouvait les interpréter comme on le voulait ; enfin, qu'il ne consentirait jamais à recevoir une dépêche officielle, sur laquelle son rang ne serait pas formellement exprimé. Le colonel anglais demanda qu'il ne fût plus question de cet article, et il parla aussitôt des prisonniers de guerre. Il s'étendit en paroles pompeuses sur la bonté du roi, qui avait choisi pour négociateurs le lord et le général Howe. Il affirma que leur désir de terminer les différends élevés entre les deux peuples, était aussi vif que leurs pouvoirs à ce sujet étaient amples : il finit par se féliciter de ce que sa visite pouvait être le premier pas vers une réconciliation sincère. Washington répliqua qu'il n'était nullement autorisé à négocier ; il observa que les commissaires anglais, d'après ce qui était parvenu à sa connaissance, avaient simplement la faculté d'accorder des amnisties ; que ceux qui n'avaient point commis de crimes, n'en avaient aucun besoin ; que les Américains avaient toujours affectionné l'honneur et la justice,

1776.

1776. et qu'ils étaient intimement convaincus de la légitimité des droits qu'ils défendaient. Le colonel Patterson s'écria que cette matière ouvrirait un champ trop vaste aux discussions; et en réitérant ses regrets de ce que la stricte observation de l'étiquette ne lui permettait pas de suivre une affaire de si haute importance, il prit congé du généralissime, et s'éloigna. Cet entretien demeura ainsi sans résultat, et l'on ne s'occupa plus que de la guerre. Le congrès ne se dissimulait pas, d'un côté, combien il serait honteux pour lui de revenir aussi promptement sur la résolution qui l'avait porté à proclamer l'indépendance; il craignait, de l'autre, que les propositions de l'Angleterre ne continssent quelque poison secret. Il fit imprimer une relation exacte de l'entrevue du généralissime et du parlementaire anglais.

Les généraux britanniques voyant que l'opiniâtreté des Américains ne laissait plus d'espoir à un accommodement, dirigèrent toutes leurs pensées vers la guerre, et résolurent de frapper les premiers coups. Voulant s'assurer d'abord d'un poste qui pût, au besoin, servir de retraite, et fournir des moyens de subsistance à une aussi puissante armée, ils se décidèrent à l'attaque de l'île

Longue, et ils comptaient, pour y réussir, 1776.
sur la supériorité de talens militaires qu'ils croyaient avoir, et qu'ils avaient réellement sur les Américains. En conséquence, toutes leurs dispositions étant faites, le 22 août, la flotte serra la côte de l'île Longue, près le détroit (*narrows*) qui la sépare de Staten-Island; on trouva un lieu de débarquement facile et sûr, entre les bourgs de Gravesend et de New-Utrecht, et toutes les troupes descendirent sans éprouver aucune résistance de la part des Américains. Une grande partie de leur armée, sous les ordres du général Putnam, campait à Brookland ou Brooklyn, dans une pointe de l'île même, qui forme une espèce de péninsule. Il en avait fortifié les gorges par des fossés et des retranchemens : sa gauche était appuyée sur la baie de Wallabond, et la droite était couverte par un marais contigu à une autre baie, appelée *Cowan's-cove*. Il avait derrière lui l'île du Gouverneur, et le bras de mer qui sépare l'île Longue de celle de New-York, et qui la mettait en communication directe avec la ville, où se trouvait Washington avec l'autre partie de l'armée. Le généralissime, reconnaissant que la bataille était inévitable, ne cessait d'exhorter les siens à garder leurs rangs, à

1776. recueillir tout leur courage : il leur rappe-lait que c'était dans leur valeur que résidai l'unique espoir de salut de la liberté améri-caine ; que de leur résistance dépendait l conservation ou le pillage de leurs propriété par des barbares ; qu'ils allaient combattr pour défendre leurs pères, leurs femmes leurs enfans, des outrages d'une soldatesqu effrénée ; enfin, que l'Amérique avait les yeu fixés sur les braves, qui ne pouvaient suc-comber sans entraîner sa perte totale.

Bataille de Brooklyn.

Dès que les Anglais furent débarqués, i se portèrent rapidement en avant. Les deu armées étaient séparées par une chaîne d collines boisées, que l'on nomme les *hauteu de Guan*, et qui, courant de l'ouest à l'es coupent l'île en deux parties. Elles ne so praticables que sur trois points ; l'une d routes qui y conduisent, est voisine du d troit : celle du centre passe par un villa nommé *Flatbush*, et la troisième, qui se jet considérablement sur la droite, traverse u autre village appelé *Flatland*. Sur la crête d collines se trouve un chemin qui les suit da leur longueur, et qui mène de Bedford à u endroit nommé *Jamaïca*. Les deux dernièr routes que l'on vient de décrire, se croise avec celle-ci sur les hauteurs : toutes so

également entrecoupées de précipices et de 1776.
gorges excessivement difficiles et étroites. Le général américain, voulant arrêter l'ennemi sur ces hauteurs, les avait soigneusement garnies de troupes; de sorte que si tout le monde eût fait son devoir, les Anglais n'auraient pu forcer les passages qu'avec une peine et des dangers extrêmes. Les postes étaient tellement multipliés sur le chemin de Bedford à Jamaïca, qu'on pouvait transmettre promptement, d'un de ces points à l'autre, avis de ce qui se passait sur les trois routes. Le colonel Miles, avec son bataillon, devait garder le chemin de Flatland, et le faire battre continuellement par ses éclaireurs, ainsi que celui de Jamaïca, pour reconnaître les mouvemens de l'ennemi.

Cependant l'armée anglaise se portait en avant, son aile gauche faisant face au nord, et sa droite au midi ; le village de Flatbush se trouvait dans son centre. Les Hessois, commandés par le général Heister, formaient le corps de bataille, les Anglais la gauche, sous les ordres du major-général Grant ; et les autres corps, à la tête desquels marchaient le général Clinton, le comte Percy et le marquis de Cornwallis, composaient la droite. C'était dans cette aile que les généraux britan-

1776. niques avaient mis leur principale espérance de succès : ils la dirigèrent sur Flatland. Leur plan était que, pendant que le corps du général Grant, et les Hessois du général Heister inquiéteraient l'ennemi sur les deux premiers défilés, l'aile droite faisant un détour, marcherait sur Flatland, et chercherait à s'emparer du point d'intersection de cette route avec celle de Jamaïca : se portant ensuite rapidement dans la plaine qui s'étend sur le revers des hauteurs, elle devait prendre les Américains en flanc et à dos. Les Anglais espéraient que ce poste étant le plus éloigné du gros de l'armée, les gardes avancées y seraient plus faibles, et peut-être plus négligentes; ils calculaient enfin que les Américains ne pourraient point y tenir contre une force aussi supérieure. L'aile droite qui marchait contr'eux, était effectivement la plus nombreuse et la mieux composée. Le soir du 26 août, le général Clinton commandant l'avant-garde, qui consistait en chasseurs; lord Percy le centre, où se trouvaient les grenadiers, l'artillerie et la cavalerie; et le marquis de Cornwallis l'arrière-garde, suivie des bagages, de quelques régimens d'infanterie et de la grosse artillerie, toute cette partie de l'armée anglaise se mit en mouvement dans

un ordre et un silence admirables : elle se di- 1776.
rigea de Flatland sur la partie dite *New-Lots*.
Le colonel Miles, qui, cette nuit, fit son ser-
vice avec peu d'exactitude, ne s'aperçut point
de l'approche de l'ennemi ; de sorte que les
Anglais étaient déjà parvenus à un demi-mille
du chemin de Jamaïca, sur les hauteurs, deux
heures avant le jour. Alors le général Clinton
fit halte, et se disposa à attaquer. Il ren-
contra une patrouille américaine qu'il enleva.
Le général Sullivan, qui commandait toutes
les troupes en avant du camp de Brooklyn,
n'eut aucun avis de ce qui se passait dans cette
partie. Il négligea d'y envoyer de nouveaux
éclaireurs : peut-être croyait-il que les Anglais
dirigeraient leurs principaux efforts contre
son aile droite, comme étant la plus proche
d'eux. Le général Clinton, apprenant, par ses
prisonniers, que le chemin de Jamaïca n'était
point gardé, s'empressa de profiter de la cir-
constance ; et il l'occupa par un mouvement
rapide. Sans perdre de temps, il se porta
aussitôt sur sa gauche, vers Bedford, et s'em-
para d'un passage important, que les généraux
américains avaient laissé sans garde. De ce
moment, le succès de cette journée fut dé-
cidé en faveur des Anglais. Le comte de Percy
suivit avec son corps ; et toute la colonne

1776. descendit, par le village de Bedford, des hauteurs dans la plaine qui s'étendait entre les collines et le camp des Américains.

Pendant ce temps, le général Grant, pour amuser l'ennemi et détourner son attention des évènemens qui avaient lieu sur la route de Flatland, chercha à l'inquiéter sur sa droite: en conséquence, comme s'il voulait forcer le défilé qui y conduisait, il s'était mis en mouvement vers minuit, et avait attaqué les milices de New-York et de la Pensylvanie, qui le gardaient. Elles lâchèrent pied d'abord; mais le général Parsons étant arrivé, et ayant occupé une éminence, il renouvela le combat, et donna le temps au brigadier-général, lord Stirling (a), de venir le joindre avec quinze cents hommes. L'action devint extrêmement vive, sans que la fortune inclinât pour l'un ou l'autre parti. Les Hessois, de leur côté, avaient attaqué le centre, dès le point du jour; et les Américains, commandés par le général Sullivan en personne, soutenaient vaillamment leurs efforts. Sur ces entrefaites, les vaisseaux anglais, après avoir fait divers mouvemens, ouvrirent une canonnade très-vive contre une batterie établie dans la petite île

(a) Ce lord, habitant des colonies, servait dans l'armée du congrès.

de Red-Hook, sur le flanc droit des Américains, qui combattaient contre le général Grant. C'était encore une diversion, dont l'objet était de les empêcher de s'occuper de ce qui se passait au centre et à la gauche. Les Américains se défendaient cependant avec une extrême intrépidité, ignorant que tant de valeur était en pure perte, puisque la victoire était déjà entre les mains de l'ennemi. Le général Clinton étant descendu dans la plaine, tomba sur le flanc gauche du centre, qui était aux prises avec les Hessois. Il avait eu soin, auparavant, de détacher un gros corps pour tourner les Américains. Dès que la vue des premiers tirailleurs anglais les avertit du danger qu'ils couraient, ils sonnèrent la retraite, et se replièrent en bon ordre sur leur camp, emmenant avec eux leur artillerie. Mais bientôt ils tombèrent dans le parti de troupes royales qui les avait tournés, et qui les chargea avec furie : ils se virent forcés de se jeter dans les bois voisins. Les Hessois, qui les occupaient déjà, les repoussèrent sur les Anglais, et les Américains furent ainsi rejetés plusieurs fois des uns sur les autres, avec une perte considérable. Ils restèrent quelque temps dans cette situation désespérée : enfin, plusieurs régimens, animés d'une valeur hé- 1776.

1776. roïque, se firent jour à travers l'ennemi, et gagnèrent le camp du général Putnam; d'autres s'enfoncèrent dans de profondes forêts. L'inégalité du terrein, le grand nombre de positions qu'il offrait, et le désordre qui régnait sur toute la ligne, firent que divers combats partiels se maintinrent durant plusieurs heures : les Américains y perdirent beaucoup de monde. Leur aile gauche et leur centre étant enfoncés, les Anglais voulurent que leur victoire fût complète; en conséquence, ils se portèrent rapidement sur les derrières de l'aile droite, qui, dans l'ignorance de la défaite des autres corps, continuait à combattre contre le général Grant. Sur de nouveaux avis, cette aile se décida enfin à la retraite. Rencontrant les Anglais qui leur coupaient le chemin, une partie des soldats se jeta dans les bois; d'autres essayèrent de traverser les marais de Gowans-Cove. Beaucoup se noyèrent dans les eaux, ou demeurèrent ensevelis dans la vase : il ne réussit qu'à un petit nombre d'échapper à la poursuite acharnée des vainqueurs, et de se réfugier dans le camp. La perte totale des Américains, dans cette bataille, fut évaluée à plus de trois mille hommes, tant tués que blessés et prisonniers. On comptait, parmi ces der-

niers, le général Sullivan lui-même, et les brigadiers-généraux lord Stirling et Woodhull. Presque tout le régiment du Maryland, composé des principaux habitans de la province, fut taillé en pièces. Six pièces de canon tombèrent au pouvoir des vainqueurs. La perte des Anglais fut de peu d'importance : elle ne s'éleva pas à quatre cents hommes, en morts, blessés ou prisonniers. 1776.

Les Américains commirent assurément une grande faute dans cette journée, puisqu'ils furent obligés de combattre avec une partie de leurs forces, contre toutes celles de l'ennemi. Ils ne mirent pas tout le soin nécessaire à s'informer de la quantité des troupes débarquées ; ils négligèrent de faire battre, par leurs éclaireurs, les chemins des hauteurs, et sur-tout ceux de leur gauche, qui était le côté menacé ; enfin, ils n'avaient pas fait garder suffisamment les passages difficiles de la route de Jamaïca. Il s'éleva même quelques voix qui jetèrent des soupçons de trahison sur ceux qui étaient chargés de cette garde : mais il est certain qu'ils furent coupables de négligence plus que de mauvaises intentions. Le colonel Miles jouissait d'une réputation qui le mettait au-dessus d'un pareil doute : il paraît, à la vérité, que le général Sullivan,

1776. par trop de confiance ou trop de douceur, ne prit pas tous les moyens rigoureux qu'exigeait une circonstance aussi grave, pour empêcher les menées secrètes des loyalistes avec les Anglais : ceux-ci se trouvèrent parfaitement informés des lieux les plus faibles, et du relâchement avec lequel se faisait le service. Les Anglais et les Hessois combattirent non seulement avec courage, mais encore avec une ardeur impétueuse, excitée par l'émulation qui régnait entr'eux, et par le désir d'effacer les affronts qu'avaient reçus leurs armes.

Pendant la bataille, le général Washington était passé de New-York à Brooklyn : on dit qu'en voyant la défaite des siens, il poussa un cri de douleur. Il pouvait, s'il eût voulu, faire sortir toutes les troupes des lignes, et les envoyer au secours des corps qui étaient aux prises avec l'ennemi ; il pouvait même tirer tout ce qu'il avait de forces à New-York, pour rétablir le combat. Mais tous ces renforts n'eussent pas suffi, à beaucoup près, pour rendre son armée égale à celle des Anglais. La victoire, qui déjà s'était déclarée pour eux, l'audace qu'elle leur inspirait, et la supériorité de leur discipline, ne permettaient plus l'espoir de ramener la fortune. Si Washington eût engagé toutes ses troupes

dans l'action, il est probable que l'armée entière eût été détruite dans ce jour funeste, et l'Amérique réduite sous le joug. On lui doit donc de grands éloges pour ne s'être point laissé entraîner à un mouvement irréfléchi, et pour s'être conservé, lui et les siens, pour un avenir plus heureux. 1776.

La victoire avait tellement enflé le courage des Anglais, que, brûlant de profiter de leurs avantages, ils voulaient attaquer immédiatement le camp des Américains. Mais leur général montra plus de prudence : soit qu'il crût les retranchemens de l'ennemi plus forts qu'ils ne l'étaient réellement, soit qu'il se regardât déjà comme sûr d'entrer à New-York sans courir de nouveaux périls, il contint l'ardeur de ses troupes. Il se contenta de camper en face des lignes des Américains, et, dans la nuit du 28 août, il déboucha à six cents pas d'une redoute, sur la gauche. Son intention était de s'approcher par le moyen des tranchées, et d'attendre que la flotte pût coopérer avec l'armée de terre.

La situation des Américains, dans leur camp, devenait extrêmement critique. Ils avaient en front un ennemi supérieur en nombre, et qui pouvait les attaquer à tout instant avec un nouvel avantage. Leurs retranchemens étaient

1776. d'une faible défense, et les Anglais, poussant leurs travaux sans relâche, avaient en leur faveur toutes les probabilités du succès. Depuis deux jours et deux nuits, la pluie tombait par torrens : les armes et les munitions en souffraient également. Les soldats, accablés de fatigue et découragés par leur défaite, ne promettaient que peu de résistance. Les vaisseaux anglais se disposaient à entrer dans la rivière de l'Est. Ils en avaient été empêchés jusqu'alors par un vent de nord-est, qui leur était aussi contraire que favorable aux Américains. Mais il pouvait changer au premier moment, et les Anglais une fois maîtres de la rivière, la retraite était coupée à l'armée du congrès : elle se serait vue en danger de rendre les armes à la force supérieure de l'ennemi. Le conseil de guerre s'étant assemblé, les généraux américains résolurent d'évacuer leur position, et de se retirer à New-York. Toutes les dispositions étant faites, on s'occupa du passage de la rivière de l'Est. Le colonel Glover eut le commandement des bâtimens et des bateaux plats de transport. Le général Macdougall fut chargé de l'embarquement, et le colonel Mifflin de couvrir l'arrière-garde. Le 29, à huit heures du soir, les troupes levèrent le camp dans le plus grand silence;

mais elles n'étaient à bord qu'à onze heures. 1776.
Un vent violent de nord-est, et le reflux qui rendait le courant très-rapide, empêchaient de passer la rivière : cependant le temps pressait. Heureusement le vent passa tout-à-coup au nord-ouest : on mit aussitôt à la voile, et l'on aborda à New-York. La providence parut avoir veillé sur les Américains : vers deux heures du matin, un brouillard épais et extraordinaire dans cette saison, couvrit toute l'île Longue, tandis que le temps le plus clair régnait du côté de New-York. Malgré les vives instances de ses officiers, Washington resta le dernier sur le rivage : il ne consentit à s'embarquer, que lorsqu'il vit toutes ses troupes en sûreté. Elles montaient en tout à neuf mille hommes. L'artillerie, les bagages, les effets de campement, les munitions, tout fut transporté sur l'autre bord. Ce ne fut que le matin, le soleil étant déjà haut, et après que le brouillard fut dissipé, que les Anglais, à leur grande surprise, s'aperçurent que les Américains avaient levé leur camp, et s'étaient déjà mis à l'abri de toute poursuite. Ils découvrirent seulement une partie de l'arrière-garde, dont les embarcations, déjà hors de portée, étaient venues reprendre quelques munitions qui étaient restées dans

1776. l'île. Un examen attentif de tous les détails de cette retraite, persuadera facilement que jamais peut-être une opération militaire ne fut conduite, par de grands capitaines, avec plus d'habileté et de prudence, et sous des auspices plus favorables.

Il restait encore à évacuer l'île du Gouverneur, située à l'embouchure de la rivière de l'Est : elle était occupée par deux régimens, avec une nombreuse artillerie et d'abondantes munitions. Les Américains l'avaient fortifiée, pour fermer aux Anglais l'entrée de la rivière. Mais après la perte de l'île Longue, on ne pouvait plus espérer de leur interdire le passage, et la garnison courait le risque de tomber au pouvoir de l'ennemi. L'évacuation de l'île du Gouverneur se fit donc, et avec non moins de bonheur, malgré les bâtimens anglais qui croisaient dans ces parages. Ainsi, toute l'armée américaine, après la défaite de l'île Longue, se trouva réunie dans celle de New-York.

L'échec de Brooklyn avait fait une profonde impression de terreur sur les Américains, et leur position devenait effectivement très-alarmante. Jusqu'à ce jour ils s'étaient plus à croire que le ciel favoriserait toujours leurs armes ; et c'était, à la vérité, la première fois que la fortune les trahissait aussi cruel-

lement. Mais n'étant point accoutumés à ses 1776.
rigueurs, de l'excès de confiance qui les enivrait dans la prospérité, ils tombèrent tout-à-coup dans celui de l'abattement. Ils s'étaient persuadés que la valeur personnelle suppléait entièrement à la discipline ; et ils en étaient venus au point de ne parler qu'avec dérision de la tactique européenne. Mais depuis qu'ils avaient fait une si fatale expérience de l'utilité dont elle était dans les batailles rangées, leurs yeux s'étaient ouverts, et ils avaient perdu toute confiance en eux-mêmes. Ils avaient cru d'abord que le courage pouvait tout sans discipline : ils pensaient maintenant que sans elle il ne pouvait rien. A tout instant ils craignaient d'être surpris ; à chaque pas, de tomber dans une embuscade. Leur découragement acheva de jeter le désordre parmi eux. Les milices sur-tout, selon l'usage des multitudes armées dans les momens de crise, se montraient de jour en jour plus indociles et plus tumultueuses. Non contentes de jouir d'une liberté sans bornes dans le camp, elles quittaient leurs drapeaux par bandes, et des régimens entiers désertaient pour regagner leurs provinces. Leur exemple devint funeste aux troupes réglées elles-mêmes : elles perdaient de leur subordination,

1776. et la désertion les affaiblissait journellement. Leur engagement n'était que d'un an, et même, dans certains corps, de quelques semaines seulement : l'espérance de retourner bientôt au milieu de leurs familles et de leurs amis, agissait tellement sur ces soldats, qu'ils évitaient les dangers. Dans les commencemens, le zèle et l'enthousiasme l'avaient emporté sur ces affections domestiques ; mais présentement, elles triomphaient d'une ardeur éteinte par la mauvaise fortune. On ne soupçonnait point la loyauté des généraux, mais on se méfiait de leurs talens : tout annonçait une dissolution totale. Atterrés par les coups du sort, et peu faits à les supporter, les Américains voyaient par-tout le présage de leur perte. Washington se consumait en exhortations et en promesses, pour remédier aux progrès de la désorganisation. S'il n'y réussit pas au gré de ses désirs, il obtint cependant au-delà de ses espérances. La plupart cédaient à son autorité, ou se laissaient toucher par la bienveillance qu'il leur témoignait. Il n'avait pas négligé, d'ailleurs, d'adresser au congrès un tableau énergique de la situation déplorable de son armée : il lui représenta combien il était important de ne plus accepter d'engagemens que pour la durée totale de la guerre, et

il ne dissimula point qu'il désespérait de la li- 1776.
berté américaine, si on ne lui fournissait une armée qui lui fût fidèle jusqu'au dernier moment. Les remontrances et les prières du généralissime furent appuyées par tout ce que l'Amérique possédait de militaires distingués, et le congrès se rendit enfin à leurs désirs. Il décréta qu'il serait formé une armée de troupes de ligne; que l'engagement des soldats n'aurait pour terme que la fin de la guerre, et que les quatre-vingt-huit bataillons dont l'Etat avait besoin, seraient levés, dans toutes les provinces, à raison de leurs facultés respectives (1). Pour exciter les habitans à s'enrôler, le congrès décréta, en outre, qu'il serait accordé une gratification extraordinaire (2) à chaque homme, au moment de l'engagement, et des portions de terres vacantes aux officiers et aux soldats (3). Mais la difficulté de trouver des hommes qui voulussent s'engager pour toute la durée de la guerre, fit apporter une modification à cet arrêté, et on limita en faveur de ceux-ci, les engagemens à trois ans, en spécifiant que, dans ce cas, ils n'avaient plus droit aux concessions de terres. Cette mesure fut d'une extrême utilité. On vit encore, en cette circonstance, tout ce que peut le malheur pour

1776. former les peuples. Si les nations qui se lais-
sent amollir par la prospérité, sont sans cou-
rage contre l'infortune, celles qui usent mo-
dérément des faveurs du sort, savent sup-
porter ses revers.

Le général Howe voulant mettre à profi
la terreur qu'inspire la victoire, et se persua
dant que les Américains, accablés de tan
d'échecs, auraient des prétentions plus mo
destes, dépêcha le général Sullivan au con
grès, pour lui exposer que, bien qu'il ne pû
traiter avec lui comme avec un corps poli
tique, il désirait néanmoins s'aboucher ave
quelques-uns de ses membres, en qualité d
personnes privées, et dans le lieu qu'ils cho
siraient eux-mêmes. Il déclarait que son frè
l'amiral et lui, avaient les pouvoirs les pl
étendus pour terminer les différends élev
entre la Grande-Bretagne et l'Amérique, so
des conditions également avantageuses à ch
cune des parties, conditions, ajoutait-
qu'il n'avait pu obtenir qu'après deux mo
d'attente, et qui l'avaient empêché d'arriv
avant la déclaration de l'indépendance. Il e
primait le vœu qu'un arrangement pût se co
clure à l'époque actuelle, où aucune acti
décisive n'avait encore eu lieu, afin que l'une
l'autre partie n'eût point l'air d'y être contrain

par la nécessité ; il assurait que si l'Amérique cherchait à se rapprocher de l'Angleterre, il lui serait fait des concessions qu'elle n'avait pas même articulées; il terminait enfin, en disant que si, après l'entrevue, il se manifestait quelque probabilité d'arrangement, l'autorité du congrès serait aussitôt reconnue, ou qu'autrement l'accord serait regardé comme nul. Les commissaires, par ces paroles insidieuses, se flattaient de disposer les Américains à reprendre sans effroi le joug de l'Angleterre. 1776.

Il serait difficile de décider si ces propositions annonçaient de la part des Anglais, ou plus d'espérance dans la victoire, ou plus de méfiance en leurs propres forces. Peut-être les commissaires n'étant pas autorisés à accorder toutes les conditions qu'ils se permettaient d'offrir, les jetaient-ils en avant pour faire naître les partis ; en un mot, pour amuser les Américains, et les distraire de leurs préparatifs de guerre. Quoiqu'il en soit, le congrès délibéra mûrement sur cette ouverture. Refuser d'entendre les propositions qu'on voulait lui faire, pouvait irriter les esprits; et consentir à entrer en négociation, était un aveu tacite que la déclaration d'indépendance n'était pas irrévocable, ou que la

1776. mauvaise fortune commençait à triompher de sa constance. Pour éviter l'un et l'autre de ces inconvéniens, le congrès, quoique persuadé que les commissaires n'agissaient pas sincèrement, se décida pour un parti intermédiaire. Il fit répondre, par l'entremise du général Sullivan, que le congrès, comme représentant les Etats libres et indépendans d'Amérique, ne pouvait décemment déléguer aucun de ses membres pour conférer avec qui que ce soit, autrement que dans sa qualité publique ; mais que désirant néanmoins que la paix pût être conclue à des conditions raisonnables, il enverrait des députés, afin de s'informer si les commissaires avaient pouvoir de traiter, et qu'elles étaient les propositions qu'ils avaient à faire. Washington reçut en même temps ordre de répondre aux ouvertures qui pourraient lui être faites, que les Etats-Unis ayant pris les armes pour défendre leur existence et leur liberté, consentiraient volontiers à la paix, pourvu que les termes en fussent équitables, et rédigés d'abord par écrit, afin d'être soumis au congrès. De cette manière, les Américains paraissaient vouloir l'indépendance, sans insister cependant sur ce point comme une condition indispensable de la paix, afin de se conserver une voie ou-

verte si le sort des armes leur était trop con- 1776.
traire. Les députés nommés par le congrès, pour écouter les propositions des commissaires, furent Benjamin Franklin, Jean Adams et Edouard Rutledge, tous trois partisans zélés de l'indépendance.

L'entrevue eut lieu le 11 septembre, dans l'île des Etats, vis-à-vis d'Amboy. Le général Howe parla le premier : il dit aux députés américains que, quoiqu'il ne pût les regarder que comme des personnes privées, comme il avait cependant le pouvoir de négocier avec tout individu autorisé de la part des colonies à traiter de la paix, il éprouvait une véritable satisfaction de pouvoir les entretenir de cet important objet. Les députés répondirent qu'ils étaient venus pour l'écouter, et qu'il était le maître de les considérer pour ce qu'il voudrait ; que, quant à eux, ils ne pouvaient se regarder sous d'autres rapports que sous celui du rang dont ils avaient été investis par le congrès. Le général Howe reprit la parole : il demanda que les colonies rentrassent dans l'obéissance et le devoir envers la couronne britannique ; il assura que le roi faisait éclater les meilleures intentions pour rétablir la concorde ; que les actes du parlement qui avaient excité les plaintes des colons, seraient révo-

1776. qués, ainsi que les instructions données aux gouverneurs. Après avoir retracé les bills oppressifs dont toutes leurs supplications n'avaient pu obtenir le redressement, les députés répliquèrent qu'on ne pouvait plus attendre que les Etats d'Amérique retournassent sous la domination de la Grande-Bretagne; qu'ils désiraient faire cesser la guerre entr'eux et elle, et que, si elle était animée du même désir, il serait plus facile à ses commissaires d'obtenir de leur gouvernement la faculté de traiter avec eux comme Etats indépendans, qu'au congrès d'obtenir des provinces le pouvoir de consentir à leur soumission. Le général Howe rompit alors l'entretien, en exprimant ses regrets de ce qu'il n'y avait plus d'espoir de conciliation.

Les trois députés rendirent compte au congrès de l'issue de cette conférence, en observant que les commissaires anglais n'avaient point de mandats assez étendus, et qu'il était impossible de faire aucun fond sur leurs offres et leurs promesses. Le congrès approuva leur conduite. Cet essai de négociation se borna donc à faire voir, d'un côté, que le congrès persistant dans sa résolution, et ne se laissant point abattre par les revers, était déterminé à ne point recevoir la

loi de ses ennemis ; et, de l'autre, combien le 1776.
gouvernement anglais était encore dans l'erreur sur l'esprit qui régnait en Amérique, et sur l'emploi des moyens propres à y rétablir l'ancien ordre de choses. Il semble, au reste, que dans cette révolution, une destinée particulière voulût que les remèdes n'arrivassent jamais que lorsque les maux étaient devenus incurables, et que le gouvernement, qui, à l'époque favorable, refusait d'acquiescer aux concessions utiles, dût à son tour, après avoir manqué l'occasion, essuyer le refus de ses inutiles propositions.

Les généraux anglais, convaincus par l'expérience qu'il fallait renoncer à tout espoir d'accommodement, ne s'occupèrent plus que des opérations militaires. L'armée royale se trouvait séparée de celle du congrès, par la seule rivière de l'Est, qui, se rejoignant au bras nommé *Harlem-Creek*, coule entre l'île Longue et la pointe de Morrissonia, d'une part, et l'île de New-York, de l'autre. L'intention des Anglais était de débarquer sur un des points de cette dernière île, qui devaient offrir le moins de résistance. Leurs vaisseaux parcouraient les côtes, menaçant tantôt un lieu, tantôt un autre, afin de tenir par-tout l'ennemi dans l'incertitude, et d'attaquer en-

suite sur un seul point avec plus d'avantage.
1776. Une partie de la flotte, en doublant l'île Longue, avait paru dans le *Sound* ou détroit, golfe d'une grande largeur, qui sépare cette île des côtes du Connecticut, et communique avec la rivière de l'Est par le moyen d'un canal étroit, auquel une navigation très-périlleuse, et des naufrages célèbres ont fait donner le nom d'*Hell-Gate*, ou porte d'Enfer. Les Anglais s'étaient emparés de l'île de Montrésor, située dans ce canal, et ils y avaient dress[é] une batterie, pour répondre à celle que le[s] Américains avaient établie sur l'autre bord d[e] la rivière, à Hovenshook. Deux frégates, e[n] passant entre l'île du Gouverneur et la point[e] de Red-Hook, étaient remontées dans la ri[-]vière de l'Est, sans être nullement endom[-]magées par l'artillerie ennemie, et elles avaien[t] jeté l'ancre hors de sa portée, près d'un îlo[t.] Le gros de la flotte anglaise mouillait dans l[es] eaux de l'île du Gouverneur, prêt à attaqu[er] la ville de New-York même, ou à entrer, so[it] dans la rivière de l'Est, soit dans l'Hudso[n.] Cependant la canonnade était toujours trè[s] vive d'un bord à l'autre, et il s'engageait d[es] actions très-fréquentes pour la possession d[es] petites îles qui se trouvent dans le premier [de] ces fleuves. Les Anglais en avaient beso[in]

pour l'exécution de leurs projets, et les Amé- 1776.
ricains sentaient la nécessité de les défendre. Mais, soit que l'artillerie anglaise fût mieux servie, soit que les soldats de cette nation eussent plus de confiance depuis leur victoire, et sur-tout grâce à l'assistance de leurs vaisseaux, ils se rendirent successivement les maîtres de toutes celles de ces îles qui étaient à leur convenance : elles leur assurèrent l'entrée de la rivière de l'Est.

Washington avait garni les deux rives de l'île de New-York d'une nombreuse artillerie : il y avait élevé des retranchemens en différens endroits. Il avait quatre mille cinq cents hommes dans la ville, six mille cinq cents à Harlem, bourg situé en face de l'ouverture du Sound, et douze mille à Kingsbridge, à l'extrémité de l'île. Il avait fait fortifier avec soin ce dernier endroit, pour conserver une communication libre avec la terre ferme, et empêcher que l'ennemi, en s'y établissant à l'improviste, n'enfermât entièrement l'armée américaine dans l'île même. Mais le généralissime éprouvait de vives appréhensions relativement à la ville ; il commençait à désespérer de la conserver dans le parti de la confédération. L'ennemi s'étant considérablement renforcé dans les parties septentrio-

1776. nales de l'île Longue, et ayant la domination du Sound, il était à craindre qu'il ne débarquât dans le centre de l'île de New-York, cas auquel la garnison de la ville et toutes les troupes campées dans les environs, ayant leur retraite coupée, se seraient vues forcées de se rendre; ou bien, que, traversant le Sound et la Morrissonia, il n'allât s'établir, avec le gros de ses forces, sur les derrières de Kingsbridge. Dans cette dernière hypothèse, les Américains perdant toute communication avec la terre ferme, n'avaient plus d'autre perspective que de capituler, ou de livrer une bataille, dont le succès paraissait assuré d'avance aux Anglais, par le choix des lieux et du temps, et le découragement qui régnait encore parmi les troupes du congrès. La fortune des insurgés ne pouvait plus alors aspirer à se relever, tant par l'effroi qui se serait emparé d'eux, que par la perte des armes, des munitions et des bagages. Washington avait fait part de ses craintes au congrès, en le priant de l'instruire de ses intentions relativement à la ville de New-York, s'il se trouvait forcé de l'évacuer. Le congrès n'écoutant que la voix de l'humanité, répondit qu'il fallait veiller à la conserver sauve et entière. Le généralissime ayant ensuite as-

semblé le conseil de guerre, l'invita à délibérer sur la nécessité d'une évacuation immédiate de la ville de New-York, et l'on voyait aisément qu'il penchait pour ce parti. 1776.
Quelques-uns étaient du même avis, par les raisons que nous venons d'exposer; ils y étaient encore affermis par une autre considération: ils calculaient qu'en s'enfonçant dans les terres, on privait les Anglais de l'avantage considérable qu'ils retiraient de la coopération de leurs flottes. D'autres membres du conseil manifestaient un sentiment contraire, parce qu'ils regardaient la défense de New-York comme un moyen de faire consumer à l'ennemi un temps précieux, et de laisser écouler la saison des opérations militaires. Ils pensaient encore que l'abandon de New-York serait une marque de lâcheté, qui pouvait influer de la manière la plus funeste sur l'esprit des soldats et des habitans: l'avis de ces derniers l'emporta. Mais les Anglais se renforçant continuellement à l'entrée du Sound et dans les îles de Montrésor et de Buchanan, un second conseil de guerre décida qu'il était non seulement prudent, mais même nécessaire, d'évacuer New-York. On travailla donc en hâte à faire remonter l'Hudson aux malades, aux bagages et aux munitions, et on

1776. les débarqua sur les terres du New-Jersey. Quelques jours après, la garnison sortit de la ville en l'abandonnant entièrement au pouvoir de l'ennemi.

Tandis que cette évacuation s'opérait avec beaucoup d'ordre de la part des troupes, mais avec de vives alarmes de la part des habitans, le bruit se répandit tout-à-coup que l'ennemi était débarqué dans l'île. L'on se hâta de rejoindre le corps stationné à Harlem. Des vaisseaux anglais étaient entrés dans la rivière d'Hudson, pour attirer de ce côté l'attention des généraux américains, et gêner le transport des bagages et des munitions. En même temps, la première division de l'armée britannique, commandée par le général Clinton, s'était embarquée dans le haut du golfe de New-Town. Débouchant de là dans le Sound, elle était parvenue dans la rivière de l'Est, par le Hell-Gate; et en descendant le courant, elle était allée débarquer à Kipps-bay, à trois milles au nord de New-York. Ce point était le plus faible de tous, et les troupes anglaises, protégées par le feu des vaisseaux, y prirent terre, presque sans éprouver de résistance. Dès que Washington eut avis de leur débarquement, il fit marcher les brigades des généraux Parsons et Fellows, pour

soutenir le corps qui défendait Kippsbay. 1775.
Mais celui-ci avait déjà lâché pied : les autres l'imitèrent, et prirent honteusement la fuite, malgré tous les efforts de leurs officiers pour les retenir. Washington arriva lui-même, et il parvint à les rallier; mais à la vue des troupes anglaises, ces milices se débandèrent de nouveau. Si les Anglais se fussent aussitôt portés en avant, ils auraient coupé, sans aucun doute, la garnison de New-York, qui se retirait. Mais, soit que leurs généraux ne pussent s'attendre à une telle lâcheté de la part des Américains, et qu'ils craignîssent de se mettre entre deux feux ; soit, comme le disent quelques relations, que, gonflés de leurs succès, ils se fussent arrêtés pendant deux heures pour se divertir dans la maison d'une dame du pays, il est certain qu'ils donnèrent le temps au général Putnam, qui commandait la garnison, de défiler et de rejoindre le reste de l'armée. Les Américains laissèrent cependant au pouvoir des Anglais leur grosse artillerie, beaucoup de bagages et de munitions, et particulièrement les tentes, dont ils avaient le plus grand besoin. Ils ne perdirent que peu d'hommes dans une escarmourche, près de Bloomingdale.

1776. L'armée britannique détacha un gros corps pour prendre possession de la ville de New-York, qui offre des logemens à une garnison considérable, et elle alla camper dans le centre de l'île, ayant son aile droite à Horens-Hook, sur la rivière de l'Est, et la gauche à Bloomingdale, sur l'Hudson. Elle occupait ainsi, d'une rive à l'autre, toute la largeur de l'île, qui est environ d'un mille. Les Américains s'étaient fortement retranchés dans l'extrémité septentrionale, et particulièrement à Kingsbridge. Ils avaient, en outre, une position sur les hauteurs d'Harlem, seulement à un mille et demi des avant-postes anglais. Ils occupaient un autre passage difficile entre Harlem et Kingsbridge, ainsi que le fort qu'ils avaient nommé *Washington*, sur la rive gauche de l'Hudson. Il résultait de la situation respective des armées, de fréquentes affaires, dans lesquelles les Américains reprenaient courage par degrés, et s'accoutumaient de nouveau à voir l'ennemi en face. Washington désirait ardemment que ses troupes se trouvassent souvent aux prises avec les Anglais. Il s'engagea un jour une action très-chaude dans la plaine de Harlem. Quelques corps anglais et hessois s'étant laissés emporter par leur ardeur, ils tombèrent

dans une embuscade que les Américains leur 1776.
avaient dressée, et y furent très-maltraités. Washington vanta beaucoup, dans des lettres officielles, la valeur que ses troupes avaient fait éclater en cette circonstance.

Peu de jours après que l'importante place de New-York fut tombée au pouvoir des troupes royales, il y éclata un incendie que les uns attribuèrent à la malice de quelques habitans mêmes, pour priver les Anglais des ressources que leur offrait cette grande ville, et les autres simplement au hasard. On imprima dans le temps, que le feu avait été mis en plusieurs endroits à-la-fois, par le moyen d'amorces préparées : mais les Américains le nient formellement. Le vent étant violent, et la température fort sèche, peu s'en fallut que la ville entière ne fût la proie des flammes. Les soldats de la garnison, commandés par le général Robertson, déployèrent un grand zèle pour arrêter l'incendie. Dans la fureur qui les transportait, ils saisirent quelques malheureux qu'ils regardaient comme les auteurs de ce désastre, et les précipitèrent au milieu des flammes.

Le général anglais reconnaissant que la force des retranchemens de l'ennemi était telle, qu'on ne pouvait se flatter de l'en déloger

1776. qu'en courant les plus grands dangers, prit le parti auquel il aurait dû se décider dès le commencement, c'est-à-dire, d'aller camper derrière la position que les Américains occupaient à Kingsbridge. Il les forçait, alors, ou de combattre avec désavantage, ou de se retirer avec perte, ou de s'exposer à être enveloppés. En conséquence, ayant laissé lord Percy avec deux brigades anglaises, et une hessoise, dans le cantonnement de Harlem, pour défendre New-York, il s'embarqua avec le reste de l'armée sur les chaloupes et les bateaux plats. Il gagna heureusement le Sound par le Hell-Gate, et alla descendre à Frogsneck, dans le voisinage de West-Chester, sur les confins du New-York et du Connecticut. Cette marche du général Howe a été l'objet de quelques critiques : on a prétendu que les Américains auraient pu écraser par une attaque imprévue, le corps anglais qui était resté à Harlem, et rentrer en possession de New-York. Mais peut-être fonda-t-il le succès de son opération sur le découragement des troupes coloniales, et sur la présence des vaisseaux qui, en cas de revers, offraient un sûr asyle au corps d'Harlem, s'il se fût trouvé trop pressé. Le général Howe avait eu soin, d'ailleurs, de fortifier

le poste de Gowans-Hill, pour couvrir la ville. Voulant également empêcher que l'ennemi pût se servir de la rivière d'Hudson, pour tirer des vivres du New-Jersey, il avait ordonné à trois frégates de remonter cette rivière jusqu'au-dessus des forts Washington et Lee. Le premier, situé sur la rive gauche, et le second sur la rive droite. Cet ordre fut exécuté avec une extrême habileté, malgré l'artillerie des deux forts, et les estacades par lesquelles les Américains avaient cherché à intercepter la navigation du fleuve. Le général anglais s'arrêta quelques jours à Frogsneck, tant pour réparer les ponts que l'ennemi avait coupés, que pour attendre un renfort considérable qui devait lui venir de Staten-Island. Le chemin de Frogsneck à Kingsbridge, est rendu très-difficile par les murs de terrasse continuels, et les Américains l'avaient, en outre, rompu en plusieurs endroits. Washington, qui avait reuni toutes ses forces à Kingsbridge, fit battre le pays en avant par son infanterie légère, pour harceler l'armée ennemie dans sa marche. 1776.

Le général Howe, ayant reçu ses renforts, se mit en mouvement de Frogs-Point, avec toutes ses troupes; il traversa Pelham-Manor, et alla camper à la Nouvelle-la-Rochelle. Il y

1776. fut rejoint par la seconde division des Hessois et des troupes de Waldeck, aux ordres du général Knyphausen, et par un régiment de cavalerie, qui venait d'arriver d'Irlande à New-York. Comme le but principal de l'expédition était de couper à Washington ses communications avec les provinces orientales, et ensuite, s'il ne voulait pas combattre, de l'enfermer dans l'île de New-York, il fallait nécessairement occuper les deux routes qui conduisent dans le Connecticut : l'une sur la côte du Sound, et l'autre dans l'intérieur des terres. La première était déjà au pouvoir des Anglais ; mais, pour se rendre maître de la seconde, il fallait s'aventurer dans la contrée difficile dont nous avons déjà fait mention, afin de s'assurer du poste des White-Plains, ou Plaines blanches, sur les derrières de Kingsbridge. Le général Howe se décida pour ce parti ; mais il ne marcha que lentement et avec précaution, après avoir laissé à la Nouvelle-la-Rochelle les corps allemands qui venaient de le rejoindre, pour tenir les chemins ouverts, et protéger les convois de vivres et de munitions qui y arrivaient chaque jour.

Washington examinait d'un œil attentif le danger de sa position. Il pénétra les desseins de l'ennemi, et se décida en conséquence à

lever, avec le gros de ses forces, le camp de Kingsbridge. Une conversion qu'il fit faire à son aile gauche, la porta dans les White-Plains, tandis que la droite occupait les hauteurs de Valentine's-Hill, près Kingsbridge : le centre remplissait exactement l'espace compris entre ces deux points. Le général américain s'y retrancha avec le plus grand soin. Son armée se trouvait ainsi rangée parallèlement à la rivière de Brunx, qui couvrait son front et la séparait des Anglais, qui remontaient la rive gauche. Washington avait derrière lui la grande rivière d'Hudson, dans laquelle les frégates anglaises n'avaient pu encore pénétrer, et intercepter les convois de vivres qu'il tirait des parties supérieures. Il fit occuper, par son aile gauche, le chemin direct du Connecticut, par lequel il recevait aussi d'abondans secours de vivres et de munitions. Il avait laissé des garnisons suffisantes à Kingsbridge, à Harlem, et dans le fort Washington : dans ce dernier lieu, à la vérité, contre son propre sentiment. Il envoyait cependant de nombreux partis sur le Brunx, pour retarder les mouvemens de l'ennemi. Une position aussi rapprochée donnait lieu à de fréquentes rencontres ; et quoique les royalistes y eussent ordinairement le 1776.

1776. dessus, elles avaient néanmoins pour effet, de dissiper la terreur des insurgés : ils se montraient chaque jour plus hardis à braver l'ennemi. Les Anglais, se rapprochant toujours plus des White-Plains, Washington resserra tout-à-coup ses positions. Il abandonna celles qu'il avait sur le Brunx, et réunit toutes ses troupes dans un camp très-fort, sur des hauteurs voisines de ces plaines, en face de l'ennemi. Son flanc droit était protégé par le Brunx, dont un détour couvrait aussi le front de l'aile droite. Le centre était à-peu-près parallèle à la rivière ; et l'aile gauche, placée presqu'à angle droit sur le centre, et conséquemment parallèle à la droite, s'étendait au nord, sur les collines, autant qu'il était nécessaire pour garder les défilés vers les régions montagneuses supérieures, dans lesquelles l'armée aurait pu se retirer. Mais l'aile droite, placée sur un terrein plus plat et moins difficile, se trouvant plus exposée, le général Macdougall reçut l'ordre d'occuper, avec un gros détachement, une montagne éloignée du camp, d'environ un mille : il s'y retrancha aussi bien que le temps le lui permit.

Telle était la position de l'armée américaine, lorsque les Anglais arrivèrent à sept ou huit

milles des White-Plains ; en manifestant l'intention d'attaquer aussitôt. Dans la matinée du 28 octobre, ils se présentèrent sur deux colonnes, celle de droite commandée par le général Clinton, et celle de gauche par le général Heister. A midi, tous les avant-postes étant repliés par les chasseurs anglais et hessois, l'armée britannique parut devant le camp américain. Il s'engagea immédiatement une canonnade de peu d'effet. Les Anglais se rangèrent en ordre de bataille : leur droite occupait le chemin qui conduit à Merrineck, à un mille de distance du centre de l'ennemi ; et la gauche, également éloignée de sa droite, bordait la rivière de Brunx. 1776.

Le général anglais avait reconnu l'importance de la position qu'avait prise le général Macdougall ; et, persuadé que la droite de l'ennemi, seul point par où l'on pût l'attaquer, ne pouvait être forcée tant qu'elle serait protégée par une position aussi forte, il résolut d'en déloger les Américains. Il ordonna à un régiment hessois, commandé par le colonel Ralle, de passer le Brunx à gué, et de se porter, par une conversion, sur le flanc du général Macdougall, tandis que le général Leslie l'attaquerait de front avec une brigade d'Anglais et de Hessois. Le colonel Ralle étant

1776. parvenu au point indiqué, Leslie, qui avait aussi traversé le Brunx, attaqua avec impétuosité les retranchemens du général Macdougall. Les milices lâchèrent pied dès la première décharge, mais les troupes de ligne se défendirent vigoureusement. Un régiment du Maryland, conduit par le colonel Smallwood; et un régiment du New-York, aux ordres du colonel Ratzemar, osèrent même sortir des lignes, et charger l'ennemi jusqu'au pied de la montagne : mais ils furent accablés par le nombre, et forcés de reculer. Alors les Anglais et les Hessois gravirent les hauteurs avec une rare intrépidité, et s'en emparèrent de vive force. Les Américains, couverts par les murs d'enclos, entretinrent un feu très-vif qui retarda, quelque temps encore, les progrès des assaillans. Mais le général Putnam, qui avait été envoyé à leur secours, ne put arriver assez tôt. Il périt, dans cette action, beaucoup de monde de part et d'autre.

Washington, attendant avec calme que l'ennemi vînt l'attaquer à son tour, avait déjà renvoyé sur ses derrières les malades et les bagages ; mais le jour tirant sur son déclin, le général anglais résolut de différer l'attaque jusqu'au lendemain. Il fit camper ses troupes

à une portée de canon des lignes américaines. 1776.
Washington profita de la nuit pour ajouter à leur force et pour faire prendre une position plus avantageuse, en arrière, à l'aile gauche, qui se trouvait à découvert depuis la perte de la montagne. Lorsque la nuit fut dissipée, le général Howe reconnut les retranchemens de l'ennemi, et il les trouva assez imposans pour attendre l'arrivée de quelques bataillons qui étaient restés à New-York, sous les ordres de lord Percy, et de plusieurs compagnies qui venaient de Merrineck. Ces renforts l'ayant rejoint le 30 au soir, il fixa l'attaque au lendemain matin; mais la pluie excessive qui tomba pendant la nuit et la matinée suivantes, l'obligèrent à différer. Le général américain, sur ces entrefaites, examina sa position avec sa prudence accoutumée : il était décidé à ne pas hasarder de bataille rangée, sans la plus forte espérance de succès. Il s'aperçut que les Anglais avaient déjà dressé quatre ou cinq batteries, et qu'en tournant son flanc droit, ils pouvaient s'emparer des hauteurs situées sur ses derrières. Il se résolut, en conséquence, à lever son camp dans la nuit du 1er novembre. Il le transporta dans une partie plus élevée encore, dans le voisinage de North-Castle, après avoir

1776. préalablement mis le feu au village de White-Plains, ainsi qu'à toutes les autres habitations, et aux fourrages qui se trouvaient dans le camp. Il détacha aussitôt un corps considérable, pour occuper le pont de la rivière Croton, qui conduit aux parties supérieures de l'Hudson. Les Anglais entrèrent le lendemain dans le camp des Américains.

Le général britannique, voyant que son ennemi refusait le combat, et qu'on ne pouvait l'y contraindre, dans une position aussi formidable, sans un péril évident, se détermina à cesser de le poursuivre. Il préféra de chercher à se rendre entièrement maître de l'île de New-York. Ses vues se portèrent particulièrement sur le fort Washington, qui en était le principal boulevard. Cependant, quoique le terrein où ce fort avait été construit fût très-escarpé et très-difficile, ses fortifications n'étaient point de nature à ré-sister à la grosse artillerie. Le peu d'étendu qu'on lui avait donné, ne permettait pas d' placer plus de mille hommes : les ouvrage extérieurs dont il était environné, sur-tou au sud, vers New-York, pouvaient, à la vé-rité, contenir une garnison beaucoup plu forte. Le généralissime, comme s'il eût prév l'évènement, manda au général Greene, qu

commandait dans cette partie, de réfléchir mûrement sur sa position. Il lui enjoignit, dans le cas où il ne croirait pas le fort Washington en état de soutenir un assaut, de le faire évacuer incontinent, et de transporter la garnison sur la rive droite de l'Hudson. Mais ce général, croyant que la force de la place et la valeur des troupes lui garantissaient une longue défense, ou dans la crainte d'augmenter, par sa retraite, le découragement des peuples, prit la résolution de tenir le plus long-temps possible. Il s'y détermina d'autant plus facilement, qu'il ne doutait point qu'il ne fût toujours libre à la garnison de se retirer dans le fort Lee, situé sur l'autre rive du fleuve. Mais Washington jugea de l'avenir moins favorablement : il était persuadé que les Anglais ne se borneraient pas à la prise du premier fort; mais que, traversant le fleuve, et se rendant aussitôt maîtres du second, qui n'était pas tenable, ils se répandraient dans toute la province de New-Jersey. Il laissa, en conséquence, le général Lee, avec les milices des provinces orientales, sur la rive gauche de l'Hudson. Quant à lui, s'étant assuré des positions de défense vers la rivière Croton, et spécialement de Peeck's-Hill, près l'Hudson même, il traversa ce fleuve avec le

1776.

1776. gros de son armée, et alla rejoindre le général Greene, dans son camp, sous le fort Lee. Le général Lee avait ordre de venir le rejoindre lui-même, dans le cas où l'ennemi, après avoir pris les forts, se serait montré sur la rive droite de l'Hudson. Il écrivit ensuite au gouverneur du New-Jersey, de faire transporter les magasins de vivres dans les parties les plus éloignées, et d'appeler toutes les milices sous les drapeaux. Toutes ces dispositions faites aussi bien qu'il pouvait le désirer, Washington épiait d'un œil attentif les mouvemens de l'ennemi.

Cependant le général Howe avait donné ordre au général Knyphausen de se porter de la Nouvelle-la-Rochelle sur Kingsbridge. Il l'exécuta sans obstacles, les Américains qui gardaient cette position, s'étant repliés sur le fort Washington. Le corps du général Knyphausen pénétra, en conséquence, dans l'île de New-York, et alla investir le fort, du côté du nord. Peu de temps après, le général Howe lui-même abandonna les White-Plains, et, côtoyant l'Hudson, il conduisit le reste de l'armée à Kingsbridge. Il assit son camp sur les hauteurs de Fordham, son aile droite couverte par l'Hudson, et la gauche par le Brunx. Les royalistes se disposèrent alors à

attaquer le fort Washington : on comptait, tant dans l'intérieur que dans les ouvrages du dehors, environ trois mille hommes commandés par le colonel Macgow, officier aussi vaillant qu'expérimenté. On le somma vainement de se rendre. Les assiégeans formaient quatre corps : le premier, qui était au nord, et commandé par le général Knyphausen, se composait de troupes de Hesse et de Waldeck; le second, qui occupait le levant, comprenait l'infanterie légère anglaise, et deux bataillons des gardes, sous les ordres du brigadier-général Matthew. Ce corps devait attaquer les retranchemens qui s'étendaient depuis le fort Washington, presque jusqu'à la rivière de l'Est; le troisième, commandé par le colonel Stirling, était destiné à passer cette rivière plus bas que le second, pour attaquer le fort du côté du sud : mais cette attaque n'était que simulée. Le quatrième enfin, qui avait à sa tête lord Percy, avait pour objet le côté occidental de la place : ces divers corps étaient pourvus d'une nombreuse et excellente artillerie. 1776.

Les Hessois, conduits par le général Knyphausen, devaient traverser une forêt très-épaisse qu'occupait déjà le colonel Rawlings, avec son régiment de chasseurs. Il s'engagea

1776. une action extrêmement chaude, dans laquelle les Allemands essuyèrent une perte considérable. Les Américains embusqués derrière les arbres et les rochers, tiraient à couvert; mais enfin les Hessois redoublant d'efforts, gravirent un escarpement très-difficile, dont ils débusquèrent leurs ennemis. Les divisions qui les suivaient eurent alors toute facilité pour débarquer. Le colonel Rawlings se replia sous le canon du fort. De son côté, lord Percy s'était emparé d'une redoute extérieure, ce qui favorisa le débarquement de la division du colonel Stirling. Dès qu'il eût abordé, il gravit la hauteur avec un courage admirable, et parvint jusqu'au sommet, où il fit beaucoup de prisonniers, malgré leur résistance opiniâtre. Le colonel Cadwallader, qui était chargé de la défense de cette partie, se retira pareillement dans le fort. Pendant ce temps, le colonel Ralle, qui commandait la droite du corps de Knyphausen, surmonta tous les obstacles par la plus brillante valeur, et il s'approcha tellement du corps de la place, qu'il n'en était plus qu'à cent pas de distance. Bientôt après, le général Knyphausen vint se joindre à lui avec l'aile gauche. Il avait fallu auparavant qu'il triomphât de toutes les difficultés que présentait le passage

de la forêt. La garnison ayant ainsi perdu, 1776.
mais non sans gloire, tous les ouvrages extérieurs, se trouvait étroitement enfermée dans le corps de la place. Les assiégeans sommèrent alors le colonel Macgow de se rendre. Il avait déjà consommé presque toutes ses munitions. La multitude de défenseurs entassée dans un espace aussi resserré, nuisait à la défense même, et tout lui interdisait l'espoir de soutenir un assaut. Il se décida, en conséquence, à capituler. La garnison, qui s'élevait à deux mille six cents hommes, en y comprenant les milices du pays, se rendit prisonnière de guerre. Les Américains perdirent peu de monde; les royalistes eurent environ huit cents morts, la plupart Allemands. La prise du fort Washington acheva de rendre l'armée du roi maîtresse de toute l'île de New-York.

Voulant tirer tout le parti possible de la défaite des insurgés, et les empêcher de se rallier sur un autre point, le général Howe confia à lord Cornwallis, le commandement d'un corps de six mille hommes. Il lui fit aussitôt passer l'Hudson à Dobbsferry, afin d'investir rapidement le fort Lee, dans l'espoir d'enlever toute la garnison par un coup de main. Elle consistait en deux mille hommes.

1776. A peine purent-ils se sauver en abandonnant la place, dès qu'ils apprirent la reddition du fort Washington, et qu'ils furent informés du passage de l'ennemi et de sa force. L'artillerie, les munitions, les bagages, et particulièrement les tentes, dont la perte leur fut très-sensible, tombèrent au pouvoir des vainqueurs. Les vaincus se retirèrent de l'autre côté de la rivière d'Hackensack. Les Anglais se virent maîtres de pénétrer jusque dans le cœur du New-Jersey.

Ces échecs successifs, la perte des deux forts Washington et Lee, et spécialement l'excessive vigueur de l'attaque à laquelle le premier avait été contraint de céder, produisirent un déplorable changement dans la fortune des Américains. Ils virent tout-à-coup ce que la funeste bataille de Brooklyn elle-même n'avait pu opérer : la dissolution de leur armée. Les milices débandées et dispersées regagnaient précipitamment leurs demeures : les troupes réglées, atteintes aussi par le désespoir, se livraient à la désertion la plus effrayante. Tout, à cette période de la guerre, menaçait l'Amérique d'une catastrophe inévitable. L'armée de Washington était tellement affaiblie, qu'à peine comptait-elle trois mille soldats, qui avaient perdu

tout courage, toute énergie, en se voyant dans un pays ouvert, sans outils pour se retrancher, sans tentes pour se mettre à l'abri de la rigueur du climat, et au milieu de peuples peu zélés, ou même ennemis de la république. Le général du congrès avait à tenir tête à une armée victorieuse, forte de plus de vingt mille hommes, tous également disciplinés et aguerris. Les excellens généraux qui la commandaient, dans l'ardeur que donne la victoire, poursuivaient vivement leurs avantages, et ils se flattaient que quelques jours leur suffiraient pour écraser les débris de l'armée républicaine, et mettre fin à la guerre. A toutes les difficultés contre lesquelles avait à lutter Washington, il faut ajouter que la cavalerie anglaise, sans être néanmoins très-nombreuse, battait tout le plat pays, tandis qu'il n'avait à lui opposer que quelques chétives escouades, venues du Connecticut, sous les ordres du major Shelden. Ce défaut total de cavalerie dans les immenses plaines de cette contrée, suffisait pour enlever aux Américains tout espoir de succès. Ils n'étaient pas mieux pourvus d'artillerie que de chevaux. La majeure partie de leur faible armée était composée de milices, presque toutes du New-Jersey. Ces

1776.

1776. hommes, d'une fidélité très-suspecte, n'aspiraient qu'au moment de regagner leurs foyers, pour soustraire leurs propriétés et leurs familles aux périls qui les menaçaient. Le peu de soldats de ligne qui étaient encore sous les drapeaux, finissaient leur engagement avec l'année : il était donc à craindre que ce simulacre d'armée ne s'évanouît entièrement dans l'espace de quelques jours. Dans une si profonde détresse, le généralissime américain ne pouvait pas espérer de recevoir des renforts prompts ou suffisans. L'effroi régnait dans toutes les provinces contiguës; chacun, tremblant pour soi, refusait de secourir les autres. Il restait encore quelques régimens de troupes réglées sur les frontières du Canada ; mais ils y étaient nécessaires pour arrêter les progrès de l'ennemi; et, d'ailleurs, le terme des engagemens allait bientôt les dissoudre.

Pour surcroît de tant de désastres, les mécontens de l'intérieur faisaient appréhender de nombreuses séditions : en plusieurs endroits, ils invoquaient hautement le nom de l'Angleterre. Tout annonçait une explosion prochaine dans le comté de Montmouth, qui fait partie de la province même du New-Jersey; de manière que Washington

se vit obligé de détacher une partie de son armée, déjà si faible, pour en imposer aux agitateurs. La présence d'une armée royale victorieuse avait dissipé la terreur que les patriotes avaient inspirée d'abord aux loyalistes. Ils commencèrent à se livrer sans réserve à toute la fureur qui les animait contre leurs adversaires. Les commissaires anglais cherchèrent à profiter de cette disposition des peuples à s'insurger contre l'autorité du congrès. Les deux frères Howe rédigèrent une proclamation, qu'ils répandirent avec profusion dans les campagnes. Ils y sommaient tous ceux qui avaient les armes à la main, de se disperser et de retourner dans leurs habitations; ils ordonnaient à ceux qui exerçaient des emplois civils, de cesser leurs fonctions, et de se dépouiller d'une autorité usurpée. Mais, en même temps, ils offraient un pardon entier à tous les individus qui, dans l'espace de soixante jours, se présenteraient devant les officiers civils et militaires de la couronne, pour y déclarer leur intention de profiter du bienfait de l'amnistie, et promettre un retour sincère à l'obéissance due aux lois et au roi. Cette proclamation eut l'effet que les commissaires s'en étaient promis. Une multitude de personnes de tout rang,

1776.

1776. profitant de la clémence du vainqueur, coururent implorer sa grâce, et protester de leur soumission. L'on remarqua, cependant, qu'ils appartenaient presque tous à la classe la plus pauvre ou à la plus riche. Les habitans d'une condition moyenne montrèrent plus de constance dans leurs opinions. Plusieurs des nouveaux amnistiés avaient occupé les premières places dans le régime populaire : ils avaient été membres, ou du gouvernement provincial, ou du comité de sûreté générale, ou des tribunaux de justice. Ils s'excusaient en disant qu'ils n'avaient agi jusque-là que par amour du bien public, et pour prévenir de plus grands désordres ; ils alléguaient enfin qu'ils avaient été entraînés par leurs parens et leurs amis, sans qu'il leur fût possible de refuser. Ceux qui les avaient contemplés dans toute leur arrogance, et qui les voyaient alors si doux, si soumis, et si humbles dans leurs paroles, avaient peine à se persuader que ce fussent les mêmes individus. Mais les hommes de cette trempe craignent bien moins de passer pour inconstans et dissimulés, que pour rebelles aux lois du plus fort ; ils aiment mieux fuir le danger avec honte, que de le braver avec honneur. Ce n'est pas seulement dans le New-Jersey, et au milieu des troupes

royales victorieuses, que l'on observa ces 1776.
brusques changemens de partis : les habitans de la Pensylvanie accouraient également s'humilier devant les commissaires anglais, et leur jurer obéissance et fidélité. On distingua parmi eux les Galloway, la famille des Allen, et quelques autres des plus riches et des plus considérées. L'exemple devenait pernicieux, et l'on devait en redouter les effets les plus funestes. Chaque jour voyait éclore une calamité nouvelle : la cause de l'Amérique paraissait à jamais désespérée. Les hommes les plus sages ne dissimulaient pas que le terme de la guerre était arrivé, et que le moment était venu où les colonies allaient rentrer sous le joug.

Mais Washington, au sein de l'adversité, ne désespérait point du salut public. Sa constance était un objet d'admiration. Loin de faire paraître aucun signe d'hésitation ou de crainte, seul au milieu de ses soldats accablés, il montrait un visage serein; il semblait vouloir y faire lire l'espérance certaine d'un meilleur avenir. La fortune contraire n'avait pu vaincre, ni même ébranler ce courage invincible. Fermement résolu à tout tenter pour arriver à son but, le congrès ne témoignait pas une moindre constance. L'on

1776. eût dit que l'audace de ces grands caractères crût avec l'adversité. C'est à cette magnanimité de ses chefs, que l'Amérique est redevable de la victoire et de l'indépendance qui ont couronné ses efforts. Ainsi pressé par le temps et les circonstances, Washington prenait, pour renforcer son armée, toutes les mesures que la prudence lui suggérait : non pas dans l'espoir d'arrêter l'ennemi dans sa marche triomphante, mais du moins pour ne point paraître avoir entièrement abandonné la république ; enfin pour faire flotter son étendard, jusqu'à ce que la providence divine ou la fortune moins sévère lui procurât l'occasion de se relever. Il y avait déjà quelque temps, comme nous l'avons rapporté, que Washington avait ordonné au général Lee d'occuper, avec une partie de l'armée, les régions arrosées par l'Hudson supérieur, afin d'être à portée de secourir le corps du Canada, qui combattait le général Carleton sur les lacs. Mais en voyant le New-Jersey à découvert, et le danger que courait la ville de Philadelphie elle-même, que l'ennemi menaçait directement, il lui manda de venir le rejoindre à marches forcées. Cet ordre était d'autant plus facile à exécuter, que l'on ne tarda pas à être informé que le général Car-

leton, après avoir occupé Crown-Point, et 1776.
s'être rendu maître du lac Champlain, ainsi que nous le verrons dans le cours de cette histoire, s'était retiré sans avoir osé entreprendre l'attaque de Tyconderago. Le généralissime écrivit, en conséquence, au général Schuyler, de lui envoyer, sans délai, les troupes de la Pensylvanie et du N[illegible]rsey, qui se trouvaient au Canada. [illegible]al Mercer, qui commandait un corp[illegible]n-terie légère à Berghen, reçut pareillement l'ordre de rejoindre promptement l'armée principale. L'on ne pouvait cependant faire que peu de fonds sur ces renforts, dans l'état de choses actuel : le trajet était long, le chemin difficile, l'engagement des soldats sur le point d'expirer, et l'ennemi victorieux menaçait sur tous les points à-la-fois. Le général américain ne négligeait pas de recourir aux levées de milices. Il avait exposé aux principales autorités de la Pensylvanie, la situation critique de Philadelphie, qu'il ne pouvait sauver qu'autant qu'on se hâterait de remonter son armée : il demandait donc instamment qu'on lui envoyât les milices de la province. Washington voyant ses lettres à-peu-près sans effet, dépêcha le général Mifflin, qui jouissait d'une grande faveur popu-

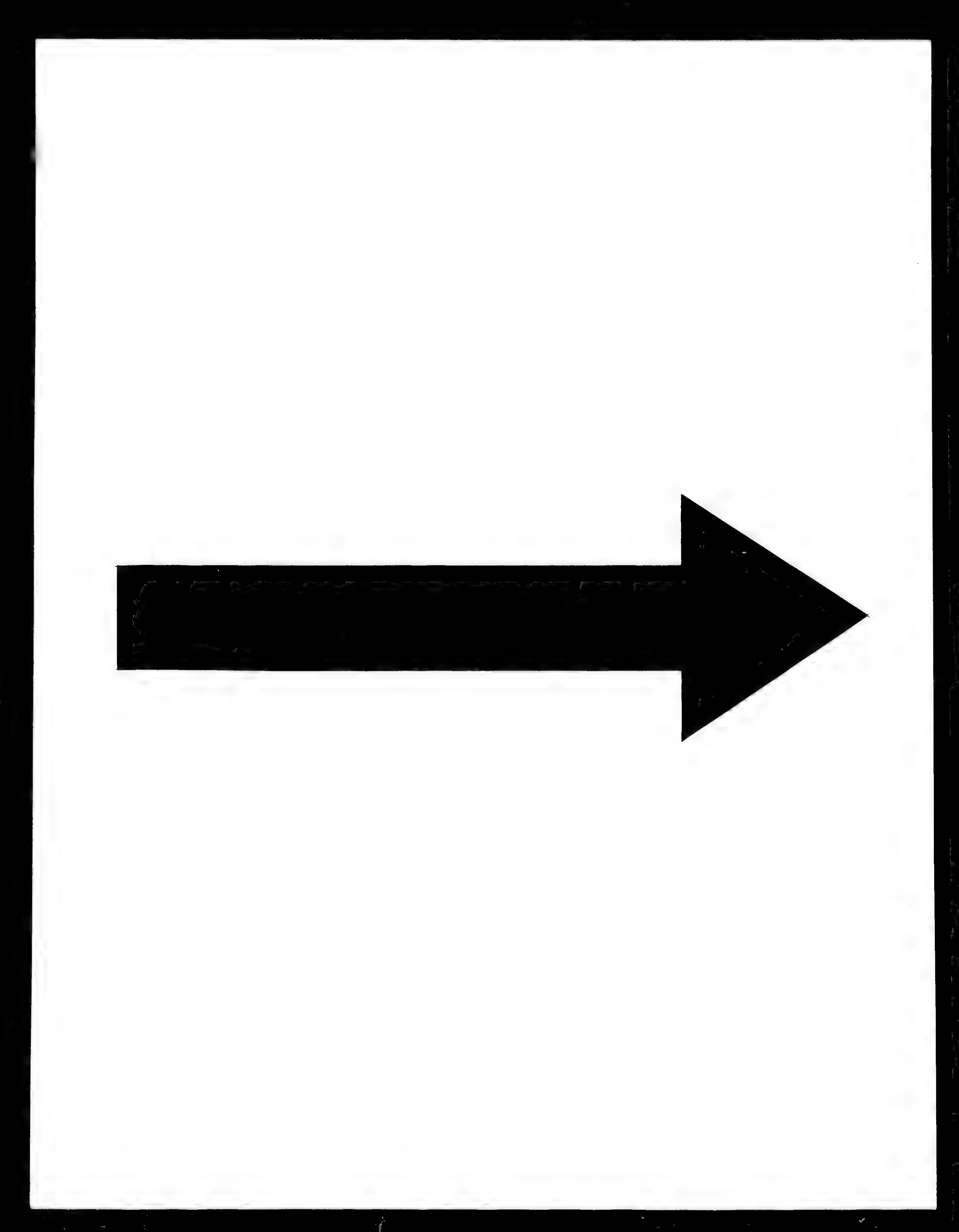
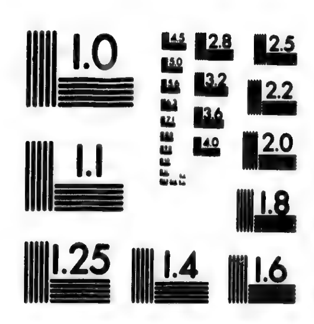


IMAGE EVALUATION
TEST TARGET (MT-3)



6"


2.8
2.5
3.2
2.2
3.6
4.0
2.0
1.8
1.6
1.1
1.0

1776. laire dans cette province, pour peindre sous les plus vives couleurs le péril prêt à fondre sur elle, et la nécessité de se porter unanimement à sa défense. Il représenta non moins énergiquement au gouverneur du New-Jersey, que s'il ne rassemblait pas ses milices et ne les dirigeait pas, à l'heure même, sur l'armée, il fallait s'attendre à voir l'ennemi parcourir toute la province en conquérant, passer la Délaware, et s'emparer de Philadelphie. Tous ses efforts furent aussi infructueux dans cette partie. Les districts inférieurs de la province manquant de zèle, ou glacés par la terreur, ne firent aucun mouvement; et ce ne fut qu'avec une sorte de répugnance que les habitans des contrées supérieures prirent les armes pour la défense de la patrie.

Réduits à l'espoir incertain de ces faibles renforts, les Américains voyaient leurs ennemis redoubler d'activité pour rendre leur triomphe plus complet. L'armée du congrès, après sa retraite, avait l'Hackensack sur son front; mais cette rivière, peu large, ne pouvait pas être regardée comme une défense suffisante contre la poursuite acharnée des Anglais. D'ailleurs, la Passaick coulant derrière Washington, et les troupes

légères de l'ennemi inondant la campagne, il courait le risque de se voir enfermé entre ces deux rivières. Il prit donc le parti de traverser la Passaick sur le pont d'Aquakannunk, et d'aller camper à Newarck, sur la rive droite. Aussitôt les Anglais passèrent aussi l'Hackensack, et coururent tout le pays, jusqu'à la Passaick. Washington voyant lord Cornwallis s'approcher avec rapidité, abandonna les bords de cette rivière, et se repliant au-delà du Rariton, il prit position à New-Brunswick. C'est là que les milices du Maryland et du New-Jersey déclarèrent que leur engagement était expiré, et quittèrent leurs drapeaux pour rentrer dans leurs foyers. Quelques corps de milices de la Pensylvanie suivirent cet exemple, et l'armée, déjà si faible, se trouva sur le point de cesser d'exister. Les Anglais se montraient par-tout, et toujours également animés. Washington, avec les débris qui lui restaient, osa faire quelques démonstrations, comme s'il voulait reprendre l'offensive; mais cette manœuvre avait pour objet de couvrir sa retraite jusqu'à Trenton, sur la rive gauche de la Délaware, tandis que lord Stirling, qu'il laissa à Princeton avec douze cents hommes, était chargé d'observer les mouvemens de 1776.

1776. l'ennemi. Ne pouvant espérer de conserver long-temps cette position, il fit transporter ses malades, ses bagages et ses munitions au-delà du fleuve. Il eut également soin de faire retirer tous les bateaux sur la rive opposée, afin que les Anglais ne pussent s'en servir pour opérer leur passage. Sa résolution était cependant de ne point abandonner les frontières du New-Jersey, pour être toujours à portée de retarder les progrès de l'ennemi. Ayant même reçu un renfort de deux mille hommes, composé de la bourgeoisie armée de Philadelphie, et du bataillon allemand dont nous avons déjà fait mention, il se porta en avant, dans le dessein de retourner à Princeton. Mais sur le bruit, toujours croissant, que lord Cornwallis s'avançait de New-Brunswick avec une force imposante, sur plusieurs colonnes, de manière à lui faire craindre de perdre ses communications avec le fleuve, il rétrograda de nouveau, et, le 8 décembre, laissant entièrement au pouvoir de l'ennemi les frontières du New-Jersey, il se retira sur la rive droite de la Délaware, après avoir toutefois coupé les ponts, rompu les chemins, et emmené toutes les embarcations. A peine l'arrière-garde avait-elle touché la rive droite, que l'on vit paraître sur la gauche les pre-

miers tirailleurs anglais; mais les moyens de 1776.
passer leur manquaient totalement. Il ne restait plus en ce moment d'autre défense aux troupes américaines, que le cours de la Délaware : en la passant, les Anglais étaient infailliblement maîtres de Philadelphie. Or, l'acquisition d'une ville de cette importance, qui était à-la-fois le chef-lieu de la confédération, le siége du gouvernement, ainsi que des principales autorités, et le dépôt central des munitions de guerre et de bouche, devait avoir une telle influence sur l'esprit des peuples, qu'elle eût suffi pour assurer aux Anglais un triomphe complet, ou au moins pour les autoriser à se flatter de voir promptement la guerre se terminer en leur faveur.

Mais lord Cornwallis, en exécutant les ordres du général Howe, qui ne mit pas dans cette opération toute la chaleur convenable, était resté trop long-temps à New-Brunswick : par-là, il laissa à Washington la faculté de multiplier les obstacles au passage du fleuve. On ne peut s'empêcher de blâmer ici la négligence des généraux anglais, qui n'avaient point rassemblé à temps tous les matériaux pour jeter des ponts, et qui ne songèrent même point à construire des radeaux pour aborder sur l'autre rive. Ils auraient pu le

1776. faire dans les premiers momens. Ne doutant plus, en conséquence, du succès certain de leurs armes, ils s'imaginèrent probablement qu'ils passeraient le fleuve dès qu'ils le voudraient, et qu'aussitôt Philadelphie leur ouvrirait ses portes. Exemple mémorable, qui prouve qu'à la guerre, plus qu'en aucune autre circonstance de la vie, l'on ne doit point penser avoir tout fait, lorsqu'il reste encore quelque chose à faire! Il est parfaitement avéré que ce retard inattendu des Anglais influa, à leur préjudice, sur toute la suite des opérations, et que ce fut à cette faute capitale que les Américains durent leur salut. Le général britannique établit son quartier-général à Trenton, en étendant ses deux ailes au-dessus et au-dessous, le long de la rive gauche de la Délaware. Ce fleuve, après avoir couru du nord-ouest au sud-est, jusqu'à Bordenton, y fait un détour assez brusque, et se porte au sud-ouest, sur Philadelphie; de sorte que si les Anglais l'eussent passé au-dessus de Trenton, dans un endroit appelé *Coryell's-Ferry*, ou dans ces environs, ils se seraient trouvés aussi près de cette capitale que les Américains mêmes qui gardaient les bords de la Délaware, vis-à-vis Trenton. Ils en avaient, au reste, formé le projet, et l'on

en voit la preuve dans la tentative qu'ils firent 1776.
de s'emparer de plusieurs barques, à Coryell's-Ferry, tentative qui fut déjouée par la vigilance de lord Stirling. Pour mettre obstacle à ce passage, le généralissime chargea le général Putnam, ingénieur d'une grande habileté, de tirer des lignes depuis le Sckuylkill jusqu'aux hauteurs de Springatsbourg. Mais les Anglais s'étant mis à réparer les ponts au-dessous de Trenton, et le corps qu'ils avaient à Bordenton grossissant chaque jour, les Américains craignirent qu'ils n'essayassent de passer à-la-fois au-dessus d'eux, à Coryell's-Ferry, et au-dessous, à Burlington, ce qui leur eût fourni les moyens de les prendre à dos, et d'envelopper toute leur armée dans cette pointe de terre, formée par le détour de la Délaware. Pour prévenir ce danger, Washington plaça ses chaloupes armées dans les lieux les plus propres à surveiller l'ennemi, et à le repousser s'il tentait le passage. Les parties supérieures étant les plus menacées, il les envoya garder par ses meilleures troupes. Des redoutes furent élevées de distance en distance, et garnies d'artillerie. Enfin l'ordre était donné, en cas de malheur, et si l'ennemi passait le fleuve, de replier toutes les troupes sur German-Town, gros bourg peu éloigné

1776. de Philadelphie. Les généraux anglais voyant les préparatifs de défense de leur ennemi, se flattèrent probablement de pouvoir passer la Délaware en sûreté, lorsqu'elle serait gelée. Attendant ce moment, que la saison déjà avancée devait faire regarder comme très-prochain, au lieu de suivre les Américains dans leur retraite, et de ne point leur donner le temps de se refaire, ils répartirent leurs troupes dans leurs cantonnemens. Quatre mille hommes prirent leurs quartiers d'hiver sur la rive même du fleuve, à Trenton, à Bordenton, à Black-Horse et à Burlington. De forts détachemens occupèrent Princeton et New-Brunswick, où se trouvaient les magasins de guerre et de bouche. Le reste des troupes fut cantonné dans les villages du New-Jersey.

Pendant que l'armée anglaise était ainsi arrêtée sur les bords de la Délaware, soit par la négligence ou la présomption de ses chefs, soit par la fermeté et la prudence de Washington, ce général déployait une activité extraordinaire pour attirer à lui des renforts de milices et de troupes réglées. Les généraux Mifflin et Armstrong, qui, l'un et l'autre, jouissaient d'un grand crédit dans la Pensylvanie, parcouraient cette province en exhor-

tant les peuples à prendre les armes pour 1776.
courir à la défense de la capitale et de la patrie. Leurs instances et l'aspect du péril produisirent l'effet désiré. Beaucoup d'habitans se rangèrent sous les drapeaux, quoique tous ne fissent pas éclater un zèle bien ardent. Voulant faire servir les troupes réglées de noyau, autour duquel les milices vinssent se rallier, Washington ordonna au général Gates de lui amener promptement l'élite des corps qu'il avait dans le Canada, après avoir laissé les milices de la Nouvelle-Angleterre à la garde des passages les plus importans. Ce général arriva le 20 décembre à l'armée de Pensylvanie. Le général Lee avait reçu le même ordre; mais il l'exécuta avec lenteur et une sorte de répugnance, soit que son ambition le portât à préférer le commandement d'une armée séparée, soit qu'il regardât comme plus avantageux de se maintenir dans la partie supérieure et montagneuse du New-Jersey, afin d'être toujours prêt à entamer le flanc droit de l'armée britannique.

Il fut tiré de cette langueur par un évènement qui le fit tomber dans une douloureuse captivité, et qui plongea dans le deuil l'Amérique entière, où son zèle, son intelligence et son habileté militaire étaient singulièrement

1776. considérés. Il se trouvait dans un endroit nommé *Baskinbridge*, distant de vingt milles des quartiers de l'ennemi; et il s'y croyait tellement en sûreté, qu'il négligeait les précautions d'usage. Il occupait, avec une faible garde, une maison absolument écartée. Le colonel Harcourt, qui, avec sa cavalerie légère battait le pays, fut informé de cette circonstance par un loyaliste, et, sur-le-champ, il se porta rapidement vers le lieu où le général Lee était loin de songer au péril qui le menaçait. Le colonel paraissant tout-à-coup, s'assura sans bruit des sentinelles, et, s'élançant dans la maison, il arrêta le général. On le fit anssitôt monter sur un cheval fort vîte, et, avec la même promptitude et le même bonheur, on le conduisit prisonnier à New-York. Cette nouvelle répandit autant de consternation parmi les Américains, que d'allégresse parmi les Anglais : ceux-ci se vantaient d'avoir enlevé le *palladium* de l'Amérique. La prise du général Lee occasionna des transports de joie jusqu'à la cour de Saint-James, comme si l'on eût remporté une victoire signalée, et comme si cet incident était plus heureux que la conquête même du New-Jersey, et que l'espoir justement fondé d'entrer bientôt à Philadelphie.

Depuis ce jour, il s'éleva entre les chefs des 1776.
deux partis de vives contestations, relativement à la manière dont le général Lee et les autres prisonniers de guerre devaient être traités. Le général Gage, lorsqu'il était revêtu du commandement, n'avait jamais voulu consentir à l'échange des prisonniers. Il en résulta de part et d'autre un système de cruauté déplorable. Mais quand le général Howe parut à la tête de l'armée britannique, soit que son caractère fût naturellement plus humain que celui de son prédécesseur, soit qu'il eût reçu des instructions particulières de son gouvernement, soit enfin qu'il y fût déterminé par le grand nombre d'Anglais qui étaient tombés au pouvoir des Américains, il s'était prêté de temps en temps à des échanges. Cependant, lorsqu'il se vit maître du général Lee, il refusa d'accomplir à son égard les lois de la guerre, et il le fit resserrer étroitement, comme s'il eût été un prisonnier d'Etat. Il donnait pour raison de sa conduite, que Lee étant revêtu du grade d'officier dans les troupes anglaises, il devait être considéré comme déserteur et traître. Il avait reçu autrefois, il est vrai, une demi-paye à titre d'officier anglais réformé; mais dès le commencement des hostilités, il avait envoyé sa démission,

1776. afin de pouvoir passer sans empêchement au service d'Amérique. Mais cette démission n'était peut-être pas arrivée à temps; ou la haine qu'il inspirait au gouvernement et aux généraux anglais étant plus puissante sur eux que l'usage des nations policées, ils affectèrent de le regarder et de le traiter plutôt comme criminel d'Etat, que comme prisonnier de guerre. Washington n'ayant en son pouvoir aucun officier anglais correspondant en grade au général Lee, avait proposé au général Howe de l'échanger contre six officiers hessois, ajoutant que, dans le cas où cette offre ne serait pas acceptée, il demandait, du moins, que le général américain fût traité d'une manière conforme à son rang, tel que le voulaient non seulement le droit des gens, mais encore la réciprocité des bons traitemens que recevaient, de la part des Américains, les officiers anglais prisonniers. Le général Howe persista dans ses refus : alors le congrès usa de représailles. Il ordonna que le lieutenant-colonel Campbell, ainsi que cinq officiers hessois, fussent emprisonnés et traités comme le général Lee. Cet ordre fut exécuté, et même avec plus de rigueur qu'il n'en prescrivait. Le lieutenant-colonel, qui se trouvait alors à Boston, fut jeté au

fond d'un cachot destiné aux malfaiteurs. 1776.
Washington blâma cet excès; il savait que Lee était détenu, mais non maltraité. D'ailleurs, il craignit à son tour les représailles, puisqu'il y avait plus d'Américains dans les mains des Anglais, que d'Anglais dans les mains des Américains. Il adressa, à ce sujet, de vives représentations au congrès; mais elles furent sans effet, et le lieutenant-colonel Campbell et les Hessois ne recouvrèrent leur liberté, que lorsque le général Howe eut consenti à mettre Lee au rang des prisonniers de guerre.

Le cartel avait été entièrement suspendu pendant ces altercations. Les prisonniers américains qui se trouvaient à New-York, eurent à éprouver des mauvais traitemens de tout genre. Ils étaient enfermés dans des églises et dans d'autres lieux, exposés à toutes les injures de l'air. On ne leur donnait pas une nourriture suffisante : à peine recevaient-ils un pain grossier, ou quelques alimens qui inspiraient le dégoût. Les malades et les valides étaient confondus, également en proie à la malpropreté la plus horrible, en butte aux outrages des soldats, et sur-tout des loyalistes. Rien n'adoucissait leurs souffrances. L'encombrement et la corruption engendrèrent des maladies mortelles : plus de quinze cents

1776. de ces infortunés périrent en quelques semaines. On crut, à cette époque, que l'on déploya sciemment tant de cruauté, afin de forcer les prisonniers à s'enrôler sous les drapeaux de l'Angleterre. Il est, du moins, certain que les officiers de l'armée royale ne cessaient de les y exhorter. Mais tous refusèrent, préférant une mort certaine à l'abandon de leur patrie. Le sort des officiers n'était pas beaucoup moins déplorable. Dépouillés de tout par la rapacité des soldats anglais, ils étaient livrés à tous les besoins. Quelques-uns d'entr'eux, quoique blessés et sans vêtemens, furent traînés sur des charrettes, dans les rues de New-York, pour servir de jouet à la populace. Au milieu des huées et des imprécations, on leur prodiguait les noms de rebelles et de traîtres. Plusieurs mêmes furent flétris du bâton, pour avoir tenté de procurer quelque soulagement à leurs soldats, qui expiraient de faim et de maladie dans leurs repaires infects. Washington avait porté des plaintes amères et fréquentes au général Howe, de cette barbare conduite envers les prisonniers de guerre. L'Anglais répondait par des dénégations, des excuses ou même des récriminations. Mais n'était-ce point s'avouer coupable que de refuser l'offre du généralis-

sime américain, qui lui proposait d'envoyer 1776
un agent à New-York, pour subvenir aux besoins des prisonniers? La haine entre les deux peuples prit un nouveau degré de violence. Enfin ceux qui avaient survécu à tant de maux, furent échangés et remis en liberté. Mais telle était leur misérable condition, que beaucoup moururent en chemin, avant de revoir leur patrie et tous les objets qui leur étaient chers. Il s'éleva de nouvelles difficultés, à ce sujet, entre les deux généraux; l'Anglais prétendant qu'on lui rendît ses prisonniers en échange des morts mêmes, et l'Américain s'y refusant. Tout ce que l'on vient de lire ne prouve que trop que, dans les guerres civiles, les amis deviennent pires que les ennemis naturels, et les nations les plus civilisées égales aux plus barbares. Au reste, la plus grande partie de ces excès inhumains retombe incontestablement sur les Anglais.

Dès que le général Lee fut tombé entre les mains de l'ennemi, le général Sullivan, qui le remplaça, montra plus d'empressement à obéir aux ordres de Washington. Il passa la Délaware à Philipsbourg, et vint le rejoindre sur la fin de décembre : ce renfort porta l'armée américaine à sept mille hommes environ. Mais la plupart de ces troupes voyaient

1776. leur engagement sur le point d'expirer, et elles étaient à la veille d'une dissolution totale.

Tandis que les Anglais poursuivaient les débris de l'armée américaine dans les plaines du New-Jersey, et que celle-ci, heureuse d'avoir pu traverser la Délaware, se trouvait à-peu-près sans espoir, la fortune ne se montrait pas plus favorable à la cause de la révolution, sur les côtes du Rhode-Island. L'amiral Peter-Parker et le général Clinton, avec quatre brigades tant anglaises que hessoises, s'étaient portés contre cette province, à bord d'une nombreuse escadre, pour la détacher de la confédération. Les américains, ne s'attendant point à cette attaque, n'avaient rien préparé pour la défense : incapables d'en opposer aucune, ils cédèrent le terrein aux Anglais, qui occupèrent le Rhode-Island le même jour que Washington passait la Délaware. Cette perte était d'une grande importance, tant par la situation même de la province, que parce que la flotille de l'amiral Hopkins et une multitude de corsaires qui étaient mouillés dans ces parages, furent obligés de remonter précipitamment la rivière de la Providence, où un étroit blocus les réduisit à l'inaction pendant longtemps. Les Anglais s'emparèrent aussi des

deux îles voisines de Conannicut et de Pru- 1776.
dence. Deux pièces de canon tombèrent en leur pouvoir, mais ils firent peu de prisonniers. La conquête du Rhode-Island était précieuse pour leurs opérations ultérieures : de cette province, ils pouvaient inquiéter le Massachusset. De plus, les renforts qu'avait rassemblés le général Lincoln, pour les conduire à l'armée de Washington, furent retenus sur les lieux, pour surveiller le général Clinton, et empêcher qu'il ne troublât la tranquillité de ces contrées. L'alarme se répandit dans la province de Connecticut elle-même, et elle ne voulut point laisser partir les renforts qu'elle était sur le point d'envoyer au camp de la Délaware.

Les Anglais, désirant également empêcher que les colonies du sud ne fissent passer des secours à celles du centre, qu'ils se proposaient d'attaquer, renouvelèrent, pendant l'été de cette année, leurs négociations avec les loyalistes, et avec les sauvages des parties supérieures, afin de les déterminer à agir contre la Géorgie, les Carolines et la Virginie. Malgré le peu de succès qu'avaient eu, dans les années précédentes, les entreprises des *Régulateurs* et des Ecossais réfugiés, les commissaires anglais, et particulièrement un

1776. certain Stuart, homme d'une activité et d'une audace extrêmes, se flattaient d'obtenir un secours plus efficace des nations indiennes. Ils étaient aussi prodigues d'exhortations et de promesses, que d'or et de présens. Ils répandaient qu'un gros corps d'Anglais débarquerait dans la Floride occidentale; qu'en traversant le territoire des Creeks, des Chickesaws et des Cherokis, ils se joindraient aux guerriers de ces nations, pour courir ensemble dans les Carolines et la Virginie; et qu'en même temps, une flotte nombreuse et une armée puissante attaqueraient les côtes. Stuart adressait aux loyalistes des lettres circulaires, pour les inviter à venir se ranger sous l'étendard royal, arboré dans le pays des Cherokis; il les engageait à se faire suivre de leurs chevaux, de leurs bestiaux, et de toute espèce de vivres, qui leur seraient exactement payés. Les loyalistes, qui se souvenaient trop bien de leur défaite récente, ne firent aucun mouvement remarquable. Mais les Indiens, excités par les discours et les présens des émissaires, non moins que par les probabilités du succès, et leur soif de pillage, accouraient en foule, et montraient une grande animosité contre les colonies. Les six tribus elles-mêmes, qui, jusqu'à cette épo-

que, avaient gardé religieusement la neutralité, commençaient à s'ébranler, et déjà elles avaient commis des hostilités sur leurs confins. Les Creeks, encore plus audacieux, entrèrent en campagne, et déployèrent leur férocité accoutumée. Mais, ayant trouvé que les faits ne répondaient point aux paroles, et ne voyant point paraître les secours annoncés, ils s'arrêtèrent, et demandèrent un pardon qui leur fut aisément accordé. Ils montrèrent, par la suite, tant de fidélité à leurs sermens, ou tant de méfiance dans les promesses des Anglais, ou enfin une si profonde terreur, que, lorsque bientôt après les Cherokis les pressèrent de se joindre à eux, ils répondirent qu'ils s'estimaient heureux d'être sortis du danger, et qu'ils ne voulaient plus s'y exposer. Mais les Cherokis n'écoutèrent que leur fureur : ils se précipitèrent sur les colonies, exerçant d'affreux ravages, scalpant et mutilant leurs prisonniers. Ils massacraient avec la même barbarie, et les hommes en état de porter les armes, et les vieillards, et les femmes, et les enfans. Leur sécurité était augmentée par l'aspect de la flotte de sir Peter-Parker, qui avait paru dans les eaux de Charles-Town. Mais lorsque cette flotte, après l'attaque infructueuse du fort Moultrie,

1776.

1776. eut abandonné les côtes de la Caroline, les Cherokis se virent dans une position très-critique. N'ayant plus rien à redouter sur leurs côtes, les habitans des deux Carolines et de la Virginie, mettant tous leurs soins à se délivrer de ce fléau, tournèrent leurs forces contre les sauvages qui dévastaient leur pays. Ces barbares furent non seulement défaits en plusieurs rencontres, mais les Américains les poursuivirent jusque sur leur territoire même, mettant tout à feu et à sang, détruisant les habitations, coupant les arbres, brûlant les maisons, et passant au fil de l'épée tous les hommes qui portaient ou avaient porté les armes. Cette expédition fut la ruine presque totale de la nation des Cherokis. Ceux qui y survécurent, se soumirent à la loi du vainqueur, ou, manquant de vivres, se réfugièrent avec ce Stuart, l'auteur de la guerre et de leurs désastres, dans la Floride occidentale, où le gouvernement anglais fut obligé de les entretenir. C'est ainsi que se termina, cette année, la campagne contre les sauvages : on peut observer que jamais châtiment ne fut plus sévère, ni jamais plus mérité que celui qui fut infligé à la nation des Cherokis. Les hommes avares et cruels qui excitèrent ces barbares à commettre tant

d'horreurs, auraient dû en ressentir d'autant 1776.
plus de honte, qu'ils avaient reçu la naissance et les lumières de la civilisation sous le ciel plus doux de l'Europe.

Mais l'ordre des évènemens nous rappelle au Canada, où les opérations militaires, loin de s'être ralenties, se poursuivaient avec une extrême vigueur. Nous avons rapporté dans le livre précédent, que les Américains avaient été contraints par la supériorité des armes britanniques, d'évacuer tout le Canada inférieur, et même Montréal et Saint-Jean. Ils s'étaient retirés à Crown-Point, où les Anglais n'avaient pu les suivre, faute des bâtimens nécessaires, non seulement pour traverser le lac Champlain, mais encore pour combattre ceux que les Américains avaient armés pour leur défense. Telle était néanmoins, pour les Anglais, l'importance de la domination absolue des lacs, que le général Carleton mit tous ses soins à l'équipement d'une flotille. Son plan était, conformément aux instructions du ministère, de pénétrer par la voie des lacs, jusqu'à la rivière d'Hudson, et d'opérer ainsi sa jonction avec l'armée de New-York, à Albany. Les provinces de la Nouvelle-Angleterre devant se trouver alors séparées des autres par une armée puissante

1776. et victorieuse, l'exécution de ce plan menaçait l'Amérique des plus grands périls. Mûrie long-temps dans les conseils du cabinet de Saint-James, c'était son idée favorite. Et en effet, la nature même des lieux, depuis le Canada jusqu'à New-York, paraissait favoriser cette entreprise. Si l'on en excepte les hauteurs que l'on rencontre entre l'extrémité supérieure du lac Georges, et la rive gauche de l'Hudson, et qui n'occupent qu'un espace de seize milles, tout le trajet de l'une à l'autre de ces provinces peut se faire aisément par eau, en remontant du fleuve Saint-Laurent dans la rivière Sorel, et traversant alors les lacs Champlain et Georges, ou le Wood-Creek, jusqu'aux terres qui le séparent de l'Hudson. Cette rivière conduit ensuite directement à la ville de New-York même. Les Anglais ayant une marine très-supérieure, le Canada étant en leur pouvoir, et le foyer de l'insurrection se trouvant dans les provinces de la Nouvelle-Angleterre, tandis que les côtes de New-York étaient accessibles à toutes les attaques maritimes, on ne peut nier que ce plan de campagne ne présentât de grands avantages. Mais la difficulté de l'entreprise du général Carleton était égale à son importance. Il fallait construire, ou du

moins équiper une flotte de trente vaisseaux 1776.
de diverses grandeurs, et les armer d'artillerie, pour les rendre propres au combat ; or, le manque de matériaux rendait l'un et l'autre de ces objets peu facile à remplir. Transporter ensuite par terre, en certains endroits, ou tirer par-dessus les rapides de Sainte-Thérèse et de Saint-Jean, trente bâtimens d'une grande longueur, dont un de 30 tonneaux, un nombre considérable de barques de transport, et quatre cents autres bateaux, était une opération qui offrait non seulement beaucoup d'obstacles, mais même une sorte d'impossibilité.

L'audace et l'habileté des marins anglais ne s'en laissèrent point intimider. Les soldats les secondaient, et les paysans, enlevés aux travaux champêtres, étaient forcés de leur prêter la main. Les généraux s'empressaient de prévenir l'hiver qui s'approchait. L'on avait à traverser deux lacs d'une grande étendue ; l'on n'avait que des renseignemens incertains sur la force de l'ennemi renfermé dans les places de Crown-Point et de Tycondérago ; enfin, après l'avoir battu sur le lac Champlain, par le moyen des gros bâtimens, il était à craindre que l'escadre ne pût passer le canal étroit qui joint ce lac au lac Georges,

1776. où cependant elle devait être d'une extrême nécessité. Cependant, si l'on parvenait à triompher de tant d'obstacles, il restait encore à faire effectuer le trajet des bois, des marais et des défilés qui se trouvent entre le point de débarquement et les rives de l'Hudson, pour gagner la ville d'Albany, seul endroit où l'on pût espérer de trouver du repos et des secours de tous les genres. Mais loin de montrer du découragement, les Anglais paraissaient redoubler d'ardeur, et les soldats rivalisaient de zèle avec leurs officiers. Ils sentaient toute l'importance de l'entreprise, et se plaisaient à considérer que s'ils pouvaient arriver à Albany avant l'hiver, le succès définitif ne leur serait plus contesté. Les brillans avantages obtenus par l'armée du New-Jersey, les remplissaient d'émulation : ils brûlaient d'y participer, et craignaient d'arriver trop tard sur le théâtre de la gloire de leurs compagnons d'armes. Ils se portaient au travail avec une activité difficile à décrire : mais, malgré tous leurs efforts, les préparatifs ne purent être achevés, et la flotte ne fut prête à mettre à la voile qu'au milieu du mois d'octobre. Elle était nombreuse et bien équipée : il n'en avait jamais paru d'aussi forte sur ces lacs, et elle n'eût point même été à

dédaigner sur les mers d'Europe. Le vaisseau amiral nommé l'*Inflexible*, portait dix-huit canons de 12; on comptait ensuite deux sloops, l'un de 14, et l'autre de 12 pièces; un large radeau armé de douze canons et de plusieurs obusiers, vingt barques canonnières, et quelques autres barcasses destinées à servir de chaloupes. Tels étaient les bâtimens propres au combat. Ils étaient suivis d'un grand nombre d'autres pour le transport des vivres, des munitions, des bagages et des armes de toute espèce. Toute cette flotille était sous les ordres du capitaine Pringle, marin très-expert; les équipages étaient nombreux, exercés et pleins d'ardeur. Les troupes de terre campaient dans les environs, prêtes, dès qu'on se serait assuré de la navigation des lacs, à fondre sur l'ennemi. Trois mille hommes occupaient l'île des Noix : on en comptait autant à Saint-Jean; le reste était réparti sur les vaisseaux ou dans les garnisons voisines. 1776.

Les Américains réunirent toutes leurs forces pour résister à de si formidables apprêts. Les généraux Schuyler et Gates étaient à leur tête, et Arnold se montrait par-tout, inspirant aux soldats le courage ardent qui le distinguait. L'issue de la campagne

1776. dans ces parages dépendant totalement des opérations navales, les Américains ne négligeaient rien pour armer et équiper convenablement une flotille qui tînt tête à celle de l'ennemi. Mais le succès ne put repondre à leurs efforts : les bois de construction leur manquaient, ou le peu qu'ils pouvaient s'en procurer, ne venait que de très-loin ; leur artillerie était de calibre beaucoup trop petit. A peine trouvèrent-ils des charpentiers : la plupart avaient été envoyés dans les ports de mer, où ils étaient employés sans relâche pour le service de la marine militaire. Aussi, malgré l'activité et la persévérance des généraux du Canada, leur escadre ne put s'élever au-delà de quinze bâtimens de diverses grandeurs, deux bricks, une corvette, et le reste, de moindre rang. Leur plus forte artillerie n'était pas de plus de six livres de balle. Mais pour que cette flotille ne manquât point d'un chef, dont l'intrépidité égalât le danger de l'entreprise, le commandement en fut confié au général Arnold. On attendait de lui qu'il soutînt sur ce nouvel élément, la réputation qu'il s'était acquise sur terre. L'armée américaine, malgré tous les obstacles et les ravages de la petite vérole, montait encore à huit ou neuf mille hommes : elle était

rassemblée sous le canon de Tyconderago, 1776.
après avoir laissé une garnison suffisante à Crown-Point.

Toutes les dispositions étant faites des deux côtés, le général Carleton, impatient de triompher, fit avancer toutes ses forces navales sur Crown-Point, dans l'intention d'y attaquer l'ennemi. Déjà il était parvenu au milieu du lac sans avoir pu le découvrir, et il marchait sans aucune défiance, quand tout-à-coup les Anglais aperçurent l'escadre américaine, qui s'était habilement embossée derrière l'île de Valicour, et qui barrait le passage du bras du Saint-Laurent, qui coule entre cette île et la rive gauche. Cet aspect inattendu causa une vive agitation parmi les uns et les autres; les Anglais voyant quel péril ils avaient couru, et les Américains quelle était la force de l'escadre ennemie, dont quelques vaisseaux portaient trois mâts, spectacle nouveau sur ces lacs. Un violent combat s'engagea sur-le-champ. Mais les Anglais étant sous le vent, ne pouvaient déployer toute leur ligne : l'*Inflexible* ni les autres bâtimens de premier rang, ne prirent aucune part à l'action. Le brick le *Carleton*, suivi de quelques chaloupes canonnières, se porta seul sur l'ennemi avec un courage et

1776. une habileté extraordinaires. Les Américains ne firent pas éclater moins de bravoure dans ce combat, qui dura quatre heures entières. Le vent continuant à être contraire aux Anglais, le capitaine Pringle observa qu'il ne pouvait se flatter d'obtenir d'avantages avec une partie de ses forces, contre toutes celles de l'ennemi. En conséquence, la nuit approchant, il fit signal de retraite, en ordonnant à son escadre de conserver sa ligne en présence de celle des Américains. Ceux-ci avaient perdu dans le combat leur plus gros brick, qui brûla, et un sloop, qui coula à fond. Ils regardèrent comme extrêmement dangereux d'attendre une seconde action dans le mouillage qu'ils occupaient : ils se déterminèrent, en conséquence, à se retirer sous les murs de Crown-Point, dans l'espoir que l'artillerie de la place compenserait la supériorité des forces ennemies. La fortune sembla vouloir seconder ce projet du général Arnold; et déjà ses vaisseaux ayant perdu de vue ceux des Anglais, cinglaient rapidement vers leur nouvelle station, lorsque le vent devint tout-à-coup favorable à l'ennemi qui les poursuivait, et qui les atteignit avant leur arrivée à Crown-Point. Le combat se rengagea aussitôt, et avec une nouvelle furie : il dura plus de deux

heures. Mais quatre des bâtimens américains 1776.
qui composaient l'avant-garde, profitèrent de ce que les autres divisions occupaient l'ennemi, pour forcer de voiles et entrer à Tyconderago. Il restait au général Arnold, sept bâtimens qui firent une résistance désespérée. Cependant le brick le *Washington*, commandé par le brigadier-général Waterbourg, amena son pavillon et se rendit. Arnold vit alors tout le désavantage de sa position : le nombre de ses vaisseaux était moindre, son artillerie d'un calibre inférieur, et quelques-uns de ses capitaines ne remplissaient pas exactement leur devoir. Il se détermina donc à céder au sort; mais de manière que ni son escadre, ni ses matelots, ni ses soldats, ne tombassent au pouvoir de l'ennemi. En conséquence, manœuvrant avec autant d'intrépidité que d'adresse, il fit échouer sur le rivage le brick le *Congrès,* qu'il montait, et donna l'ordre aux autres bâtimens de l'imiter. Ses mesures étaient si bien prises, que tous ses équipages eurent le temps de débarquer et de brûler les vaisseaux : un vent de terre qui soufflait alors, et le peu de largeur du lac, rendirent vains tous les efforts des Anglais pour s'y opposer. Arnold fut le dernier qui descendit à terre. Il ne voulut

1776. abandonner son vaisseau que lorsqu'il était déjà en flammes, et après avoir tenu son pavillon hissé jusqu'au dernier moment. Cet échec, quelqu'important qu'il fût, ne porta aucun préjudice à la réputation de valeur opiniâtre dont jouissait le général Arnold; elle lui acquit même celle de marin audacieux et habile. Les Américains évacuèrent promptement Crown-Point, mais après l'avoir démantelé : tout ce qu'ils ne purent emporter fut livré aux flammes. Le général Carleton l'occupa aussitôt, et le reste de son armée vint l'y rejoindre.

Telle fut l'issue de l'expédition qu'avaient entreprise les Américains dans le Canada, pour établir le théâtre de la guerre sur le territoire de leurs ennemis, avant qu'ils ne tentassent d'envahir le leur. Entièrement maîtres du lac Champlain, les Anglais ne voyaient plus d'obstacle à surmonter que la forteresse de Tyconderago, pour pénétrer dans le lac Georges. Si Carleton, profitant rapidement de son avantage, se fût porté en avant contre un ennemi livré à la confusion, peut-être se fût-il emparé, sans difficulté, de cette importante place. Mais il en fut empêché par un vent de sud, qui souffla pendant plusieurs jours. Les Américains en fi-

rent usage pour apprêter et redoubler tous 1776.
leurs moyens de défense. Ils mirent leurs canons en batterie, construisirent de nouveaux ouvrages, et réparèrent les anciens, en les entourant de fossés et de palissades. On se hâta de renforcer la garnison; et, conformément aux ordres de Washington, on fit éloigner dans des lieux écartés les bœufs et les chevaux, pour que les Anglais ne pussent profiter de ce secours. Cependant, le général Carleton n'avait point négligé d'envoyer de fréquens partis sur les deux rives du lac; et il avait eu soin même, dès que le vent cessa de s'y opposer, de faire avancer quelques bâtimens légers vers Tyconderago, afin de reconnaître les dispositions de l'ennemi et l'état de la forteresse. Tous les rapports lui persuadèrent que la place était formidable, et la garnison remplie d'ardeur. Il ne douta donc point que le siége ne dût être long, difficile et meurtrier; et il jugea, en conséquence, que la possession de cette forteresse ne l'indemniserait pas de tout ce qu'elle pourrait lui coûter. La mauvaise saison approchait : le manque de vivres, la difficulté des communications directes avec le Canada, et le peu d'espoir qu'offrait une expédition dans les régions froides et désertes

1776. qui séparent la rivière d'Hudson du lac Georges, rendaient l'hivernage sur ce lac excessivement dangereux. Ces considérations firent que le général anglais regarda la prise de Tyconderago comme à-peu-près inutile, dans les circonstances où il se trouvait, tandis que la domination des lacs lui assurait la facilité de se reporter à l'attaque de cette place, dès le retour de la belle saison, sans exposer ses troupes aux fatigues d'un siége entrepris au milieu des rigueurs de l'hiver. Après avoir pris l'avis d'un conseilde guerre, il renonça à tout projet d'attaque, et replia son armée sur Montréal, en laissant ses postes avancés dans l'île des Noix. Avant de se retirer, le général Carleton, n'écoutant que la noblesse et l'humanité de son caractère, renvoya dans leurs foyers les officiers américains qui étaient tombés en son pouvoir, en subvenant généreusement à tous leurs besoins. Il usa de la même libéralité envers les simples soldats. La plupart étaient presque nus; il les fit habiller complètement, et les mit en liberté, après avoir reçu leur serment qu'ils ne serviraient plus contre les armées du roi.

Le général Carleton fut blâmé d'avoir pris des quartiers d'hiver : on regarda cette résolution comme un signe de faiblesse, e

comme un mauvais présage pour le succès 1776.
des opérations générales. On alléguait que s'il se fût immédiatement emparé de Tyconderago, ses troupes, après avoir passé la saison rigoureuse dans des cantonnemens autour de cette place, auraient été à portée d'ouvrir la campagne de bonne heure, au printemps suivant. Il est probable, en effet, que la guerre aurait eu une fin toute différente de celle qu'elle eut réellement. Mais la conquête d'une forteresse aussi redoutable que Tyconderago, dépendait de la résistance que les Américains auraient pu y faire ; et certes leur nombre, la valeur qu'ils avaient montrée dans les actions navales, la confiance extrême qu'ils avaient dans leurs chefs, tout annonçait que leur défense serait opiniâtre et sanglante. Il fallait, en outre, prendre en considération la difficulté des subsistances et des communications avec le Canada. Quoiqu'il en soit, la retraite du général anglais, et son inaction pendant l'hiver, eurent les résultats les plus heureux pour les Américains. L'armée qui avait fait la campagne sous le général Lee, eut la faculté de faire sa jonction avec celle de Washington, sur les rives de la Délaware ; et une partie de l'armée du Canada, elle-même, put prendre la même

1776. direction, sous la conduite du général Gates.

Il est constant, néanmoins, qu'un abîme était ouvert devant les Américains : un seul revers pouvait achever leur ruine. Deux grandes provinces, celles de New-York et de Rhode-Island, et la majeure partie du New-Jersey, étaient tombées au pouvoir de l'armée victorieuse. Et quoique les efforts également heureux de Carleton se fussent arrêtés sous les murs de Tyconderago, il n'était que trop probable qu'au retour du printemps il tenterait d'emporter cette place et de pénétrer sur les bords de l'Hudson, pour y opérer sa jonction avec l'armée du New-York. Quant à Washington, pouvait-on espérer qu'inférieur lui-même à son adversaire, il serait en état de renvoyer à l'armée du Canada, les troupes auxquelles la cessation des hostilités sur les lacs, avait permis de venir le joindre? Quoiqu'il eût reçu quelques renforts, il était loin de pouvoir se comparer à l'ennemi pour le nombre, l'audace ou la discipline de ses soldats, ni pour la garantie de ses approvisionnemens en tout genre, ni pour la qualité. Il était toujours en proie, d'ailleurs, au fléau destructeur des armées américaines : la désertion motivée par le terme des engagemens, qui faisait sans cesse redouter l'époque d'une

dissolution totale. Ce n'était pas un léger 1776.
motif d'alarmes pour les membres les plus influens du congrès, que d'observer l'empressement avec lequel les habitans des provinces conquises, et sur-tout du New-York, couraient au-devant de l'amnistie et de l'abjuration de leurs sermens. On voyait même des individus de ces provinces s'enrôler sous les drapeaux du roi : il semblait qu'à la guerre civile anglaise, ils voulussent ajouter la guerre civile américaine. On devait craindre que leur exemple ne devînt contagieux pour les autres provinces, et que la défection ne se manifestât de toutes parts. Les manœuvres auxquelles se livrait le gouverneur Tryon, pour parvenir à ce but, n'étaient plus un mystère : c'est dans cette intention qu'on l'avait nommé brigadier-général, et déjà ses menées avaient réussi en beaucoup d'endroits. Les recrutemens, au contraires, ne se faisaient qu'avec une extrême lenteur de la part des Américains, tandis que la désertion minait leurs armées de jour en jour.

A tant de maux s'en joignait un autre plus funeste encore : les billets de crédit commençaient à perdre de leur valeur. Le gouvernement n'avait cependant point d'autre source de revenu. Il était encore trop peu

1776. affermi pour oser imposer des taxes payables en numéraire, et cette mesure aurait eu d'ailleurs pour résultat inévitable, d'augmenter la dépréciation du papier. Tout se réunissait donc pour faire craindre que le nerf principal de la guerre ne vînt à manquer totalement. L'on ne pouvait même émettre une plus grande quantité de billets de crédit, sans accélérer leur baisse journalière; et néanmoins on s'y voyait forcé par les besoins toujours croissans du service public. Déjà nombre de citoyens refusaient non seulement de les prendre à perte, mais même pour une valeur quelconque. Le présent était pénible, et l'avenir plus alarmant encore. Tous pensaient, et beaucoup l'osaient dire, que le tombeau de l'indépendance était près de son berceau; quelques-uns même reprochèrent hautement au congrès, d'avoir, en déclarant l'indépendance, fermé la voie à tout arrangement honorable : avant cette déclaration, disaient-ils, nous pouvions traiter avec honneur; nous ne le pourrions aujourd'hui sans opprobre et sans devenir la fable de l'univers.

Entouré d'obstacles aussi nombreux, aussi effrayans, le congrès ne perdit rien de sa fermeté, et il résolut de tenir tête à la for-

tune. Loin de laisser paraître du désespoir, 1776.
il affectait plus de confiance que jamais, et semblait n'admettre aucun doute sur le succès définitif de la grande entreprise dans laquelle il était engagé. Il savait que la constance triomphe du sort. Plein d'une généreuse ardeur, il préférait les dangers de la guerre à ceux de la paix. En général, la manière admirable avec laquelle les membres du congrès soutinrent les assauts de la fortune adverse, lorsqu'une ruine commune paraissait prête à tout engloutir avec eux, doit attacher éternellement à leurs noms la gloire d'avoir posé les fondemens d'un nouvel état. Les peuples rendirent hommage à tant de magnanimité. Lorsque, dans les commencemens, le vaisseau de l'Amérique, poussé par un vent propice, semblait prêt à entrer dans le port, la sagesse des pilotes recevait d'unanimes éloges; mais au milieu d'une horrible tempête, leur audace et leur constance brillèrent d'un nouvel éclat. Tous les peuples de l'Europe sentaient croître leur affection pour les Américains, et leur haine contre l'Angleterre, en la voyant s'acharner à réduire en esclavage une nation aussi généreuse. Tant il est naturel au cœur humain de s'intéresser par le sentiment de son indépendance aux efforts que font les

1776. faibles contre les puissans, ou, par commisération, à la lutte de l'homme courageux, contre les caprices du sort. C'est ainsi que les Américains honoraient leurs revers par des vertus, à l'époque où la chose publique paraissait prête à périr, sans qu'aucun rayon de lumière brillât dans le lointain.

Nous avons déjà fait mention des mesures prises par le congrès pour renforcer l'armée par de nouvelles levées, remédier au danger de la briéveté des engagemens, et mettre toutes les milices provinciales sous les armes. Comme s'il eût voulu braver la présence et les menaces d'un ennemi formidable, il s'occupa de la rédaction de divers articles de confédération et d'union perpétuelle entre les Etats, afin que chacun d'eux pût connaître son autorité particulière au-dedans, ses devoirs réciproques envers les autres, et déterminer l'étendue de puissance exécutrice dont il convenait que le congrès fût investi. Ces articles furent adoptés dans la séance du 4 octobre, et envoyés aussitôt aux assemblées respectives de chaque état, pour y être approuvés. Les principaux étaient les suivans :

« Les treize Etats se confédéreront sous le nom des *Etats-Unis d'Amérique*.

« Ils s'engageront tous, et individuellement, à contribuer à la défense commune et au maintien de leurs libertés. 1776.

« Chaque Etat particulier conservera la faculté de régler les affaires de son gouvernement intérieur, en tout ce qui ne sera pas contraire aux articles de la Confédération.

« Aucun Etat particulier ne pourra envoyer ou recevoir des ambassadeurs à aucun roi, prince, ou puissance quelconque ; négocier, ni conclure des traités avec eux, ni leur déclarer la guerre (sauf le cas d'attaque soudaine), sans le consentement des Etats-Unis.

« Nul individu, tenant un emploi, office, ou commission quelconque des Etats-Unis, ou de quelqu'un d'entr'eux, ne pourra recevoir ni présens, ni places, ni titres d'aucune sorte, d'aucun roi, prince ou potentat étranger.

« Aucune assemblée ne pourra conférer de titres de noblesse.

« Aucun état ne pourra faire d'alliance ou de traité quelconque avec un autre, sans le consentement de tous.

« Chaque Etat particulier pourra entretenir, tant en paix qu'en guerre, le nombre de vaisseaux et de troupes de terre qui aura été fixé par l'assemblée générale, et non davantage.

1776. « Il y aura un trésor public pour le service de la Confédération, lequel sera formé des contributions particulières de chaque Etat : elles seront déterminées d'après le nombre des habitans de tout âge, de tout sexe et de tout rang, à l'exception cependant des Indiens.

« Tous les ans, le premier lundi de novembre, s'assemblera à Philadelphie un congrès général des députés de tous les Etats : il sera investi de tous les pouvoirs qu'exercent les souverains des autres nations. (Ces pouvoirs étaient amplement détaillés.)

« Tout individu exerçant un emploi, et recevant une solde, un salaire ou émolument quelconque, sera exclu du congrès.

« Il y aura un conseil d'Etat composé d'un député pour chaque province, lequel sera élu tous les ans par ses collègues de la même province, et, dans le cas où ceux-ci ne seraient pas d'accord, par l'assemblée générale.

« Chaque Etat votera séparément.

« Pendant la session, comme pendant les vacances de l'assemblée générale, le conseil d'Etat aura la faculté de gouverner les affaires publiques de la confédération, en se tenant toujours néanmoins dans les limites prescrites par les lois, et particulièrement par les articles de la confédération même. »

La province de Canada fut invitée à adhérer à l'union. 1776.

Le congrès, désirant ensuite ranimer le courage de ceux qui s'étaient laissés intimider par les revers, et ne voulant pas que leurs sentimens changeassent avec la fortune, rendit une proclamation dans laquelle il retraça de nouveau la justice de la cause des colons, leurs longues et inutiles supplications, les cruels procédés des ministres, la nécessité de la déclaration d'indépendance, et l'approbation unanime avec laquelle elle avait été accueillie. Venait ensuite l'énumération de tous les succès qu'avaient obtenus les armes américaines, dans les provinces septentrionales; les Anglais chassés de Boston, repoussés devant Charles-Town, forcés de s'arrêter à Tyconderago. On invitait enfin tous les citoyens à fixer leurs regards sur l'immensité des prises faites en mer, sur l'abondance des vivres, et sur l'espérance de voir bientôt l'armée habillée et équipée convenablement. Tous les citoyens, et spécialement ceux de la Pensylvanie, du New-Jersey et des Etats voisins, étaient exhortés à montrer autant de concorde que de courage pour défendre la patrie. « Considérez, disait la proclamation, que l'état présent de

1776. nos affaires ne doit pas être attribué aux fautes des généraux ou au manque de valeur des soldats, mais à la brièveté des engagemens. Songez que déjà les princes étrangers nous ont fourni une multitude d'objets nécessaires à la guerre, et soyez certains que nous en recevrons des secours plus efficaces encore. Ne vous manquez pas à vous-mêmes; ne permettez pas que la riche et populeuse ville de Philadelphie tombe au pouvoir de l'ennemi; ne laissez pas échapper l'occasion d'écraser sa principale armée, maintenant qu'il est loin des vaisseaux qui font une si grande partie de sa force. La perte de Philadelphie n'entraînerait point la ruine de notre cause; mais pourquoi accorder ce triomphe à l'ennemi? Arrêtons sa marche, brisons ses efforts; prouvons aux amis de l'Amérique les plus éloignés, que nous sommes tous animés d'un même esprit et d'une seule volonté, pour défendre, contre des ennemis cruels, ce que l'homme a et doit avoir de plus cher. Pensez qu'il s'agit de conquérir l'éternel repos et la sûreté des Etats-Unis, et d'attacher à vos noms une gloire immortelle; soutenez-vous, conservez-vous pour le jour de la victoire; renaissez pour une meilleure fortune! »

Voulant que l'autorité de la religion raffermît et consolidât les peuples dans leur fidélité, le congrès décréta que les assemblées des divers Etats fixeraient un jour de jeûne, d'humiliation et de prière, pour obtenir de la clémence du Très-Haut le triomphe des armes et la prospérité de la cause légitime de l'Amérique. 1776.

Mais le péril croissant continuellement, et l'ennemi s'approchant des bords de la Délaware, le congrès, sur les représentations des généraux Putnam et Mifflin, prit la résolution, le 12 décembre, de s'éloigner de Philadelphie, en s'ajournant au 20 du même mois, à Baltimore, dans le Maryland. Le départ du congrès répandit une grande consternation dans la ville : on y craignait à-la-fois et les Anglais, et les loyalistes, qui y étaient en grand nombre, quoiqu'une partie d'entr'eux se fût rendue auprès des commissaires anglais, pour se faire comprendre dans l'amnistie. On ne doutait pas qu'ils ne cherchassent à troubler la tranquillité publique ; déjà, par leurs cris et leurs menaces, ils avaient empêché qu'on ne fortifiât la ville, comme on avait eu intention de le faire. La plupart des quakers appartenaient à ce parti. Washington avait été forcé d'envoyer à Phi-

1776. ladelphie un corps nombreux sous le commandement de lord Stirling, pour soutenir les amis de la révolution, et réprimer ses adversaires.

Le congrès s'étant assemblé à Baltimore, arrêta d'abord ses regards sur le péril imminent qui semblait réclamer l'autorité dictatoriale. Il décréta, en conséquence, qu'ayant mis la plus entière confiance dans la sagesse, l'énergie et la loyauté du général Washington, il l'investissait de la faculté la plus ample et la plus complète, de lever et d'organiser, de la manière la plus expéditive, dans un Etat ou dans tous les Etats-Unis, seize bataillons d'infanterie, en outre de ceux dont le congrès avait déjà ordonné la levée, et d'en nommer les officiers; de lever, équiper et pourvoir d'officiers trois mille hommes de cavalerie, trois régimens d'artillerie, un corps d'ingénieurs, et de fixer leur solde; de convoquer et de faire marcher les milices; d'établir des magasins de vivres, où et comme il le jugerait à propos; de donner des congés, et de remplacer tous les officiers au-dessous du grade de brigadier-général, et de nommer aux emplois vacans, dans tous les corps de l'armée; de mettre en réquisition tout ce qui pouvait être utile à l'armée, en fixant lui-même un prix aux objets requis, lorque les habitans

ne voudraient pas les vendre de bon gré ; de faire arrêter et détenir tous ceux qui refuseraient des billets de crédit, ou se montreraient mal-intentionnés, de quelque façon que ce fût, en ayant soin seulement de faire connaître à leurs provinces respectives, les noms des détenus, la nature de leurs délits, et les preuves qui les constataient. Le décret portait que Washington conserverait la jouissance de ses pouvoirs extraordinaires pendant six mois, si toutefois le congrès ne changeait de résolution. C'est ainsi que les membres du gouvernement de l'Amérique, pressés par l'extrême péril, et rassurés par la vertu du généralissime, déposèrent sur lui seul tout le poids de la guerre. Au milieu de tant de revers, on n'entendit pas un seul Américain jeter un soupçon de trahison, ou même un reproche de négligence ou d'incapacité, sur les chefs de l'armée : rien n'altéra surtout le respect et la confiance dont le généralissime était l'objet. Exemple remarquable de modération et de retenue ! L'orgueil n'avait pas persuadé à ce peuple qu'il fût invincible, et l'ambition ne le rendait pas soupçonneux. Il attribuait ses défaites à la force des choses, et non aux fautes de ses généraux. Cette confiance dans la foi de ses défenseurs, méritait qu'il n'en trouvât que de 1776.

1776. fidèles, et ils le furent tous. Trop souvent, au contraire, on a vu d'autres peuples enclins aux soupçons, prêtant une oreille crédule aux rapports de l'envie, irrités des revers, ou enivrés des succès, apprendre à leurs dépens, que, qui n'a pas de confiance dans autrui, n'en trouve pas à son tour.

Il était essentiel de pourvoir aux ressources pécuniaires. Le congrès se décida à faire un emprunt de cinq millions de dollars, à un intérêt de quatre pour cent : la loyauté des Etats-Unis fut engagée comme garantie du remboursement du capital au bout de trois ans, et des intérêts chaque année. Des receveurs furent établis, avec un droit de huit pour cent sur les sommes qui leur seraient remises. Peu de temps après, sur l'observation que l'emprunt ne se remplissait que lentement, les intérêts furent portés de quatre à six.

Ce fut encore dans la même intention que le congrès créa une loterie, dont les billets étaient de dix, vingt, trente, ou quarante dollars. Déduction faite des lots, elle devait rapporter une somme de plus de sept millions cinq cent mille francs. Les porteurs des billets gagnans pouvaient recevoir en échange, sous certaines conditions, un billet du trésorier, payable en argent, à un terme fixe, et avec l'addition des intérêts de quatre pour

cent. On espérait ainsi ramasser une somme 1776. considérable, soit par le bénéfice de la loterie, soit par l'emprunt des lots gagnans.

Ces opérations avaient, d'ailleurs, un autre but : en éloignant la nécessité d'émettre de nouveaux billets de crédit, elles tendaient à relever ceux qui étaient en circulation. Mais le mal était déjà si grand, que, si ces remèdes n'étaient pas tout-à-fait inutiles, on ne pouvait du moins en attendre que peu de soulagement. On jugea donc nécessaire de recourir à des moyens plus efficaces. Comme c'était spécialement dans la Pensylvanie que le papier-monnaie était en discrédit, le congrès décréta que le comité de sûreté de cette province ferait les recherches les plus rigoureuses, pour punir ceux qui refuseraient d'accepter des billets : le général avait ordre de prêter main-forte aux mesures du comité. Cette assemblée arrêta que quiconque refuserait de recevoir des billets de crédit en paiement ou acquit d'une dette ou contrat, ou comme prix de denrées ou marchandises quelconques, ou enfin qui en demanderait une valeur plus grande en papier qu'en numéraire, serait considéré, la première fois, comme ennemi de la société, et perdrait, ou sa créance, ou l'objet vendu, qui seraient

1776. regardés, de ce moment, comme propriété du débiteur ou de l'acheteur. Il était, en outre, puni d'une amende plus ou moins forte, selon la valeur des sommes stipulées. Mais, en cas de récidive, indépendamment des peines ci-dessus mentionnées, les délinquans devaient être bannis, ou détenus, où et comment le comité le jugerait à propos. Plusieurs des contrevenans à la loi, ayant été condamnés à fermer leurs boutiques et à cesser leur commerce, quelques-uns même ayant été bannis, on permit aux uns de reprendre leur négoce, et aux autres de rentrer dans leurs foyers, dans l'espérance que le souvenir du châtiment qu'ils avaient subi, et la crainte de s'y exposer de nouveau, les détermineraient à s'abstenir de toute pratique aussi nuisible au crédit public et à la cause de l'indépendance.

Peu de temps après, le congrès s'aperçut que, non seulement l'autorité du comité de sûreté de Pensylvanie avait été insuffisante pour arrêter la dépréciation du papier de l'Etat dans cette province, mais que le mal commençait à se manifester aussi dans les autres. Il jugea donc expédient de travailler directement lui-même à prévenir ce fléau, et décréta que quiconque, dans un achat, vente

ou marché, de quelque nature que ce fût, 1776.
prétendrait donner aux espèces d'or et d'argent, une valeur supérieure à celle des billets de crédit du congrès, serait déclaré ennemi de la liberté des Etats-Unis, et perdrait le prix convenu de la transaction dans laquelle cette différence de valeur aurait été statuée. Il décréta, en outre, que les assemblées provinciales seraient requises de constituer les billets monnaie légale, que l'on ne pourrait refuser dans le paiement des dettes publiques et privées, sans que le refus entraînât l'extinction de la dette. Les assemblées prirent les mesures qui leur parurent propres à remplir les intentions du congrès.

Le premier effet de ces divers règlemens, fut que toutes les denrées renchérirent à proportion de la baisse du papier : sa dépréciation semblait augmenter en raison des efforts que l'on faisait pour l'empêcher. Il en résulta, en outre, que les débiteurs se libéraient envers leurs créanciers, avec une monnaie qui perdait continuellement de sa valeur ; et quoique cette année l'escompte fût encore peu considérable, puisqu'on recevait cent dollars en argent pour cent-quatre dollars en billets, beaucoup de fortunes particulières en souffrirent, et l'exemple devint pernicieux. Pour

1776. prévenir de si graves inconvéniens, le congrès invita les assemblées provinciales à se rendre caution du rachat des billets qu'il avait émis, espérant que la garantie de chaque Etat pour sa quote-part, ajoutée à la sienne même, pourrait ramener la confiance publique. On estima encore très-convenable que ces assemblées provinciales imposassent, sans délai, les taxes qui leur paraissaient pouvoir être encore supportées par les peuples, malgré leur détresse, et perçues avec le moins de difficulté. Le congrès promit qu'il serait tenu compte à chaque Etat des sommes produites par ces taxes, en déduction de leur quote-part de la dette publique. Les assemblées se conformèrent aux vues du congrès, qui décréta bientôt lui-même un second emprunt de deux millions de dollars. Mais toutes ces mesures demeuraient à-peu-près sans effet, par suite de la rigueur des circonstances, de l'incertitude de l'avenir, de l'abondance des billets déjà émis, enfin, de la facilité et du besoin qu'avaient le congrès et les Etats particuliers d'en mettre chaque jour de nouveaux en circulation.

Mais quel que pût être le succès des efforts du congrès pour lever des troupes, maintenir le crédit public, et arracher la victoire des

mains de l'ennemi, il ne se dissimulait nulle- 1776.
ment que, si les puissances européennes ne venaient promptement au secours de l'Amérique, elle ne pouvait se flatter de triompher. On savait heureusement que ces puissances, et principalement celles dont les forces navales devaient rendre l'assistance plus précieuse, à la tête desquelles était la France, se montraient favorablement disposées en faveur des insurgés, soit par haine pour l'Angleterre, soit par la perspective d'avantages particuliers. Indépendamment de la propension générale des peuples, ces sentimens politiques se manifestaient à des signes certains. Les bâtimens américains étaient reçus dans les ports français et espagnols, tant en Europe qu'aux Antilles, comme appartenans à une nation non seulement amie, mais, de plus, réellement indépendante. Les Français et les Espagnols y trouvaient un grand avantage; ils commençaient à recueillir les bénéfices de ce commerce avec l'Amérique, dont l'Angleterre s'était jusque-là réservé la propriété exclusive. Ils ne se bornaient pas à accueillir les Américains avec empressement dans leurs ports; ils permettaient que leurs corsaires y vendissent publiquement les prises qu'ils avaient faites sur le commerce anglais,

1776. tant en Europe qu'en Amérique. Les remontrances que le ministère britannique avait adressées à ce sujet, aux cours de Versailles et de Madrid, étaient demeurées à-peu-près sans effet. Ce n'était plus un mystère que, chaque jour, il partait des ports de France des vaisseaux chargés de munitions de guerre pour l'Amérique. Il était sur-tout un fait, que les Anglais ne pouvaient supporter, et contre lequel ils réclamèrent avec le plus grand éclat : non seulement, comme nous l'avons rapporté, les corsaires américains étaient reçus dans les ports des Antilles françaises, où ils vendaient leurs prises, et se pourvoyaient de tous les objets nécessaires, mais un certain nombre de Français mêmes, armant en course sous le pavillon américain, et munis de lettres de marque du congrès, infestaient toutes ces mers, et désolaient le commerce anglais. Le gouvernement français ne s'y opposant point, on dut conclure qu'il l'approuvait.

On observait en France même une inclination générale dans toutes les classes, et sur-tout parmi la haute noblesse, pour aller prendre du service en Amérique ; déjà plusieurs officiers y étaient arrivés et avaient traité avec le congrès. On comptait parmi

eux le chevalier de Fermoy, nommé briga- 1776.
dier-général dans les armées américaines, et M. de Portail, militaire distingué par ses talens et sa valeur, qui fut mis à la tête des ingénieurs, corps très-imparfaitement organisé, à cette époque, en Amérique. Jamais, dans aucune autre guerre, les Français, naturellement si portés aux entreprises belliqueuses, n'avaient montré un empressement aussi vif à se ranger sous les drapeaux d'une puissance étrangère. Si l'on peut, en partie, attribuer cette ardeur aux opinions politiques qui régnaient généralement alors en Europe, il faut y reconnaître aussi l'inclination non équivoque du gouvernement. C'est même un fait extrêmement probable, que la France aurait déclaré plutôt la guerre à la Grande-Bretagne, si Louis XVI eût été d'un caractère moins pacifique. L'Angleterre voyait avec autant d'inquiétude, que les Américains voyaient avec espérance, les préparatifs qui se faisaient avec une incroyable activité dans les ports de France et d'Espagne. Si les ministres britanniques en demandaient la raison, on leur répondait qu'une discussion entamée avec le Portugal, faisait craindre une rupture prochaine avec ce royaume; que les mers étaient couvertes

1776. de flottes anglaises et de corsaires américains, et qu'indépendamment d'une guerre maritime aussi acharnée, l'Angleterre envoyait des armées si formidables dans le nouveau monde, que la France et l'Espagne devaient augmenter leurs forces, pour protéger leur commerce et couvrir leurs colonies, s'il était nécessaire. On ajoutait qu'il était assez surprenant que ceux qui, non contens de mettre sur pied toutes leurs troupes nationales, avaient fait passer en Amérique une armée entière d'étrangers à leur solde, trouvassent extraordinaire que leurs voisins se tinssent en garde contre tous les évènemens dont ils pouvaient être menacés. Ces explications ne satisfaisaient point le gouvernement anglais, et ne diminuaient rien aux espérances des Américains, qui voyaient clairement que les motifs allégués étaient loin de répondre à l'immensité des préparatifs. Jamais l'on n'avait douté que le pacte de famille conclu en 1761, entre le roi très-chrétien et le roi catholique, n'eût pour objet principal de réunir et de liguer toutes les branches de la maison de Bourbon, pour abaisser la puissance de l'Angleterre : et quelle occasion plus favorable pouvait s'offrir que la guerre d'Amérique? Tel était évidemment

le but auquel tendaient les armemens ex- 1776.
traordinaires de la France et de l'Espagne ; et si, au lieu de ces profonds jurisconsultes qui dirigeaient alors les conseils de l'Angleterre, l'énergique comte de Chatam, ou quelque homme d'Etat de sa trempe, eût tenu le timon des affaires, il est indubitable que l'Angleterre aurait dès-lors déclaré la guerre à la maison de Bourbon. L'expérience a prouvé, cette fois, que la fortune favorise l'audace, et que ce monde appartient à qui sait s'en emparer. Quant à la Hollande, si, comme moins belliqueuse que la France et l'Espagne, elle ne faisait point d'armemens qui pussent donner de l'ombrage, du moins ses négocians, excités par l'appât du gain, fournissaient abondamment les Américains de munitions, d'armes, et de tout ce dont ils avaient besoin pour soutenir la guerre. Toutes les autres puissances de l''Europe se montraient à-peu-près animées du même esprit. Le Portugal seul persistait dans son alliance avec l'Angleterre. Il ne voulut jamais consentir que ses sujets procurassent aux insurgés aucune espèce d'armes ou de munitions, et il ferma tous ses ports à leurs corsaires.

Réfléchissant mûrement sur cet état de

1776. choses, et poussé par la nécessité, le congrès résolut de mettre l'occasion actuelle à profit. Toute la ligue qui se préparait contre l'Angleterre, avait la France pour appui ou plutôt pour ame : aussi, dès les commencemens de l'année 1776, le congrès avait envoyé Silas Deane auprès du gouvernement français, pour qu'il cherchât à pénétrer ses intentions relativement à l'Amérique. Il avait ordre de ne rien négliger pour disposer les esprits en sa faveur, et pour obtenir d'abord tous les secours d'armes et de munitions qu'il était permis d'espérer. Il s'acquitta de sa mission avec un zèle extrême, principalement en ce qui concernait la partie matérielle. Il sut intéresser à ces fournitures des compagnies particulières, ou quelques entrepreneurs, parmi lesquels on doit citer Caron de Beaumarchais, qui fit paraitre dans cette circonstance une activité qui ne lui fut pas moins avantageuse qu'aux insurgés mêmes. Ces armes et ces munitions étaient chargées ouvertement sur des bâtimens américains, et en secret sur des vaisseaux français. Silas Deane fit plus : il trouva le moyen d'en obtenir des arsenaux du roi. Ils lui livrèrent quinze mille fusils, qu'il se hâta d'expédier en Amérique, où ils furent d'une grande

utilité. Il traitait avec tous les gentilshommes 1776.
français qui désiraient servir sous les drapeaux de Washington. Ce ne fut pas toujours à la satisfaction du congrès, qui, quelquefois n'eut pas occasion de s'applaudir du choix des personnes, et des conditions auxquelles son envoyé avait souscrit.

Mais l'indépendance une fois déclarée, et les opérations militaires prenant une tournure alarmante, le congrès avait jugé expédient d'envoyer des hommes d'une plus grande autorité. Il voulut qu'une ambassade solennelle et digne de représenter la république, portât au roi Louis XVI, l'hommage de son respect et de son dévouement. Il ambitionnait, surtout, que, par les soins de ces nouveaux ministres, ce qui n'était qu'un simple désir devînt une volonté efficace, et que l'effet suivît enfin l'intention. En conséquence, le congrès, dans sa séance du 26 septembre, nomma commissaires à la cour de France, Franklin, Jefferson et Deane, tous personnages doués d'un excellent jugement et d'un esprit très-délié. Jefferson s'étant excusé d'accepter cette mission, il fut remplacé par Arthur Lee. Leurs instructions portaient de continuer à se procurer des armes et des munitions, d'obtenir du gouvernement la permis-

1776. sion d'équiper dans les ports français, aux frais des Etats-Unis, quelques vaisseaux de guerre, pour inquiéter le commerce de l'Angleterre; enfin, de ne négliger aucune offre pour déterminer la Cour de France à conclure, avec le congrès, un traité d'alliance dont il avait remis le plan à ses commissaires. Il leur était également commandé de solliciter un prêt de dix millions tournois, ou au moins de six, et même de quatre, s'il ne leur était point possible d'en obtenir davantage. Mais, avant toutes choses, ils devaient s'attacher à faire reconnaître l'indépendance des Etats-Unis. Le congrès sachant que ce qui causait l'irrésolution des princes étrangers à cet égard, était la crainte que les Américains ne les abandonnassent tout-à-coup, après leur avoir fait épouser leur cause, pour retourner sous leur ancienne domination, les commissaires eurent ordre de mettre tout en œuvre, pour convaincre sa majesté très-chrétienne que jamais les Etats-Unis ne rentreraient sous le sceptre du roi d'Angleterre; que la confiance qu'elle daignerait placer dans leurs efforts et leur constance, ne serait trompée en aucun temps; et qu'il ne serait jamais accordé aux Anglais nul trafic exclusif, ou des avantages et priviléges de commerce plus grands que ceux

dont jouiraient les sujets de la France. Le 1776.
congrès proposait, en outre, que, dans le cas d'une guerre entre les cours de Versailles et de Saint-James, la première et les Etats-Unis s'engageassent réciproquement à se communiquer les négociations de paix qui pourraient avoir lieu, afin que l'une et l'autre partie pussent y intervenir, si elles le jugeaient à propos. Il était enjoint aux commissaires de solliciter une nouvelle fourniture de vingt ou trente mille fusils, avec une certaine quantité d'artillerie, et d'abondantes munitions, qui seraient chargées sur des vaisseaux français, mais aux frais des Etats-Unis. Enfin, pour ajouter à l'espoir des avantages qu'offrait une alliance avec les Américains, la crainte des préjudices qui résulteraient de leur nouvelle union avec l'Angleterre, le congrès ordonna à ses envoyés de répandre adroitement, que, malgré la bonne volonté des Etats-Unis, ils ne pouvaient trouver dans leurs seules forces une résistance suffisante à la grande supériorité de puissance de la Grande-Bretagne; qu'il était donc à redouter, s'ils étaient abandonnés à eux-mêmes, qu'ils ne fussent réduits à se soumettre, et à se voir arracher par la violence ce que le gouvernement anglais n'eût jamais obtenu de leur consentement.

1776. Quant à l'Espagne, afin d'atténuer les appréhensions qu'elle pouvait concevoir d'une révolte dans ses colonies, c'était aux commissaires du congrès à la rassurer par les protestations les plus énergiques, et à la convaincre qu'en aucun cas, les colonies espagnoles n'auraient une plainte à élever contre les Etats-Unis. Il leur était prescrit de mettre la vigilance la plus assidue à découvrir si le cabinet de Saint-James avait entamé quelques nouvelles négociations en Europe, pour lever encore des troupes mercenaires, et les faire passer en Amérique. Dans le cas où ils parviendraient à les pénétrer, ils devaient s'appliquer à obtenir l'intervention de la cour de France, pour empêcher la conclusion de traités semblables.

Munis de ces instructions, les envoyés américains mirent à la voile. Franklin arriva le 13 décembre à Nantes, et, peu de jours après, à Paris. Depuis long-temps on n'y avait vu un homme qui méritât et obtînt plus de respect par son âge, qui était déjà de plus de soixante-dix ans, par la supériorité de son esprit, l'étendue de ses connaissances, et l'éclat de ses vertus. A aucune époque, peut-être, les Français, naturellement si avides de rouveauté, n'avaient montré une égale im-

patience. Leurs discours, leurs écrits, leurs 1776.
pensées mêmes, avaient pour objet unanime la cause de l'Amérique : elle ne trouvait parmi eux que des admirateurs et des partisans zélés. Aussi, dès que l'envoyé américain fut arrivé dans leur capitale, sa personne, ses actions, ses paroles, ses opinions devinrent l'objet de la curiosité publique. Or, l'on ne peut nier qu'il n'ait pris avec une grande sagacité le maintien qui convenait à la situation de sa patrie, et à la sienne propre. Par-tout il se montrait comme un citoyen d'une nation malheureuse, réduite aux abois par la cruauté de l'Angleterre. L'on ne pouvait voir ses cheveux blancs et sa marche caduque, sans songer que ce vieillard avait traversé l'Océan pour recommander la cause de sa patrie à ceux qui pouvaient en prendre la défense. « Jamais, s'écriait-on, une œuvre plus méritoire ne s'était offerte à la générosité française ; la France est le refuge des malheureux, la protectrice des opprimés. La guerre que fait l'Angleterre à ses colons, est une guerre impie et barbare ; le sang qu'elle verse est un sang innocent ; ce n'est que par l'appui tutélaire du roi que les Américains peuvent espérer d'échapper à tous les maux qui les accablent, et de retrouver un jour une existence

1776. sûre et paisible. » Bientôt Franklin se choisit une retraite à Passy, auprès de Paris : il paraissait déplorer, dans cet asile, les malheurs de l'Amérique. Le bruit courait, et peut-être était-il répandu à dessein, que le gouvernement anglais, prenant de l'ombrage de sa présence, avait demandé à la cour de France de l'éloigner. De-là naquit, dans toutes les classes, cette compassion que l'on ressent naturellement pour la vertu persécutée. Il devint l'objet d'une curiosité plus vive. Soit qu'accompagné de plusieurs de ses compatriotes, cruellement bannis ou proscrits par le gouvernement anglais, il parût à la promenade ; soit qu'il se montrât dans les réunions publiques et particulières, ou dans les académies littéraires, la multitude se pressait pour le voir. Par-tout on voyait les portraits de Franklin : il y était représenté avec une figure vénérable, et, selon l'usage, habillé d'une manière un peu étrange, pour mieux frapper les yeux. Il vivait à Passy d'une manière qui retraçait sensiblement celle des philosophes anciens. Ses bons mots, ses graves maximes le faisaient comparer à Socrate. Le nom de Franklin était dans la bouche de tout le monde; et la mode, qui dirige si souvent les esprits, en France, sur de vaines frivolités,

s'était attachée cette fois à un objet digne de fixer les regards de l'observateur. Mais le spirituel vieillard, quelque satisfait qu'il fût d'avoir attiré sur lui-même et sur sa patrie l'attention et l'intéret d'un peuple aussi renommé pour la douceur de ses mœurs, voulut obtenir des avantages plus réels. Usant d'autant de dextérité que de mystère, il voyait assidûment les ministres, et se servait de l'accueil favorable qu'il en recevait, pour servir la cause de ses mandataires. Ses efforts obtenaient les succès les plus rapides : déjà il entrevoyait le moment où la France ne dissimulerait plus l'assistance vigoureuse qu'elle était résolue de donner à l'Amérique. 1776.

Mais sur ces entrefaites, la fortune se montra si contraire aux Américains, dans le New-York et le New-Jersey, que la capitale même de la confédération était exposée au péril de tomber au pouvoir du vainqueur. Le congrès se vit donc réduit à craindre de nouveau, que, dès que ces tristes nouvelles seraient parvenues en Europe, les négociations ouvertes par ses envoyés, avec les gouvernemens de France et d'Espagne, n'éprouvassent une langueur funeste ; et que l'intérêt qu'ils avaient d'abord manifesté en faveur de l'Amérique, ne se changeât en un total abandon.

1776. Ces considérations déterminèrent le congrès à faire aux cours de Versailles et de Madrid de nouvelles protestations, plus énergiques que les précédentes, pour leur persuader qu'à quelque prix que ce fût, les Américains sauraient persister dans leur entreprise. On insinua en même temps à ces puissances, que les avantages qu'elles retireraient de leur coopération, seraient plus considérables qu'on ne le leur avait promis d'abord. Les envoyés du congrès eurent ordre de faire tous leurs efforts pour que la France se déclarât contre l'Angleterre, en attaquant l'électorat de Hanovre, ou toute autre partie des possessions britanniques tant en Europe, que dans les Indes orientales ou occidentales. Pour parvenir à ce but, ils étaient chargés de prometre à sa majesté très-chrétienne, que, si elle consentait à rompre avec la Grande-Bretagne, les Etats-Unis joindraient leurs forces aux siennes, pour conquérir les îles de Terre-Neuve et du Cap-Breton; que les sujets britanniques, ainsi que ceux de toute autre puissance, seraient à jamais exclus de la pêche de la morue dans ces parages, de manière qu'elle ne pourrait être exercée que par les Français et les Américains seulement; que le roi de France posséderait en toute propriéte la moitié de

l'île de Terre-Neuve, pourvu qu'il fournît aux 1776.
Etats-Unis les forces navales nécessaires pour s'emparer de la Nouvelle-Ecosse; qu'alors cette province, la partie restante de Terre-Neuve, et l'île du Cap-Breton, appartiendraient à la république. Si ces offres ne suffisaient pas pour décider la France, les ministres du congrès devaient déclarer que les Etats-Unis verraient avec plaisir que toutes les îles anglaises des Indes occidentales, qui seraient conquises pendant le cours de la guerre par leurs armes ou par celles de la France, demeurassent en propriété absolue à sa majesté très-chrétienne; de plus, que pour effectuer ces diverses conquêtes, les Américains feraient eux-mêmes les frais de l'expédition, jusqu'à la concurrence de deux millions de dollars, et fourniraient six frégates toutes équipées, et prêtes à mettre en mer; en un mot, qu'ils se conduiraient, en tout point, comme de bons et fidèles alliés. Une clause particulière portait que tout le commerce qui se ferait à l'avenir entre les Etats-Unis et les Antilles, n'aurait jamais lieu que par l'entremise des vaisseaux des sujets de l'une et l'autre puissance.

Quant à la cour d'Espagne, le congrès voulait s'engager avec elle, dans le cas où

1776. elle déclarerait la guerre à la Grande-Bretagne, à l'aider à réduire sous sa domination la ville et le port de Pensacola. Il lui offrait, en outre, de conclure avec elle un traité d'alliance et de commerce, semblable à celui qui avait été proposé au roi de France. Les Américains ajoutaient, enfin, que s'il était vrai que le Portugal, comme on l'assurait, se fût permis de chasser de ses ports, avec outrage, ou de confisquer les bâtimens qui leur appartenaient, les Etats-Unis lui déclareraient aussitôt la guerre, après avoir pris l'avis des cours de France et d'Espagne.

Le congrès porta ses vues plus loin. Il envoya des chargés d'affaires près les cours de Vienne, de Berlin et de Toscane, dans lesquelles il avait reconnu un intérêt réel à la cause de l'Amérique. Il voulut que ces souverains fussent convaincus de la détermination des Etats-Unis à maintenir leur indépendance. Ses ministres avaient ordre principalement de s'employer très-activement auprès de l'empereur d'Allemagne et du roi de Prusse, pour que leur intervention empêchât de nouvelles levées de soldats allemands ou russes, au préjudice de l'Amérique. On offrait même à la cour de Berlin un traité de commerce et d'amitié, si cette proposition

agréait à celles de Versailles et de Madrid. 1776.

Telles furent les résolutions adoptées par le congrès, pour raffermir l'Etat, menacé, dès sa naissance, d'une ruine prochaine. Mais les soins assidus qu'il donnait à ses négociations politiques, ne le détournaient en rien de ceux que réclamait la poursuite de la guerre. Non seulement il ne fit aucune démonstration qui pût autoriser à croire qu'il songeât à se désister de son indépendance, et à entrer en arrangement avec l'Angleterre, mais il est encore à observer que les puissances ne reçurent de sa part aucune proposition qui sentît le désespoir, ou qui fût indigne d'un Etat jouissant de toute la plénitude de sa force et de sa liberté. Quelques-uns de ses membres, à la vérité, ouvrirent des avis qui annonçaient moins de confiance et de fermeté. L'un, par exemple, voulait que l'on autorisât les envoyés près la cour de France, à lui offrir de transférer, en sa faveur, le monopole absolu dont avait joui l'Angleterre; un autre demandait qu'on lui cédât le commerce exclusif de certains articles; un autre, enfin, proposait de conclure avec cette puissance un traité d'alliance offensive et défensive. Mais la fortune de la république l'emporta : elle lui réservait un sort plus favorable. Toutes ces propositions

1776. furent rejetées par la partie la plus saine et la plus nombreuse du congrès. Il était évident que, si elles eussent été adoptées, elles ne pouvaient être regardées que comme un aveu tacite de l'état désespéré des affaires, et que, conséquemment, elles auraient produit un effet absolument contraire à celui que leurs auteurs en attendaient. Ignorait-on, d'ailleurs, que la France avait bien d'autres motifs, d'une plus haute importance, pour rompre avec l'Angleterre, et qu'il lui suffisait, pour prendre ce parti, que les Américains se montrassent déterminés à combattre jusqu'à l'extrémité, avec la même résolution ?

Les instructions que le congrès envoyait à ses ministres furent interceptées par les Anglais, qui les rendirent publiques. Il n'en ressentit aucun mécontentement : il ne doutait pas que ce témoignage de sa fermeté inébranlable à maintenir son indépendance, au milieu de tant de revers, ne convainquît les princes européens qui désiraient l'abaissement de l'Angleterre, qu'il était temps qu'ils se déclarassent, s'ils ne voulaient pas voir l'opposition des Américains rendue inutile par l'infériorité de leurs forces, et la conquête de leur pays.

Mais quelle que fût la constance du con-

grès, ou l'appât de ses propositions aux souverains étrangers, il pouvait peu se flatter de les voir épouser sa cause, dans l'état déplorable où elle était réduite : il n'est que trop naturel, en politique, de fuir ceux qui font naufrage. Les paroles ont peu d'efficacité, lorsqu'elles ne sont pas appuyées par les armes et les faveurs de la fortune. Mais elle se montrait si contraire à l'Amérique, vers la fin de cette année, qu'il n'était que trop probable qu'il suffirait du plus simple évènement, pour faire tomber la capitale de la confédération au pouvoir de l'ennemi. Deux ou trois nuits de gelée, en faisant prendre les eaux de la Délaware, livraient Philadelphie aux Anglais, sans que les Américains pussent s'y opposer. Lors même que le froid n'eût pas été aussi rigoureux qu'on devait s'y attendre dans cette saison, l'armée de Washington, déjà si faible, était menacée d'une dissolution totale, par le terme des engagemens, qui expiraient avec l'année. Or, l'on ne pouvait espérer que, dans une telle crise, de nouveaux soldats vînssent prendre la place de ceux qui se retiraient. Tout ce qu'il était permis d'entrevoir, c'est qu'après l'entière soumission des provinces ouvertes, les misérables débris de l'armée américaine 1776.

1776. se refugieraient dans les lieux les plus forts, dans les forêts et les montagnes inaccessibles, où il s'engagerait alors une guerre partielle, qui serait sans résultat pour la cause commune. Mais Washington ne perdait point courage; et, avant que la gelée ou le départ de la plus grande partie de ses soldats lui enlevât toutes ses forces, il résolut, par un coup audacieux et bien calculé, de tenter de nouveau la fortune de la république, en affrontant un ennemi victorieux qui ne soupçonnait même pas qu'il pût en avoir l'audace. Résolution héroïque, et dont la postérité doit lui avoir une éternelle reconnaissance! De ce moment, la guerre changea tout-à-coup de face, et la victoire commença enfin à pencher en faveur des Américains.

Attaque imprévue des quartiers de l'armée anglaise.

Washington avait observé que le général Howe, pour procurer de meilleurs cantonnemens à ses troupes, dans la saison rigoureuse, ou pour empêcher les Américains de se recruter, ou enfin parce qu'il croyait la guerre terminée, et son ennemi hors d'état de rien entreprendre, avait trop étendu les ailes de son armée, qui occupait toute la province du New-Jersey, et la rive gauchede la Délaware, depuis Trenton jusqu'à Burlington. Le colonel Ralle, officier hessois d'un grand mé-

rite, était cantonné dans le premier de ces 1776.
endroits, avec sa brigade d'infanterie, un détachement de dragons anglais, et cinquante chasseurs ; ce qui formait en tout quatorze ou quinze cents hommes. Bordenton, à quelques milles au-dessous, était occupé par le colonel Donop, avec une autre brigade de Hessois ; et plus bas encore, à vingt milles de Philadelphie, se trouvaient les quartiers d'un autre corps de Hessois et d'Anglais. Connaissant l'extrême faiblesse de leur ennemi, et le regardant même comme dégradé par ses défaites récentes, les uns et les autres étaient à peine sur leurs gardes. Le reste de l'armée s'était cantonné dans des lieux plus éloignés, et principalement à Princeton, à New-Brunswick, et à Amboy. Washington ayant pris une connaissance attentive de l'étendue des quartiers de l'ennemi, conçut l'espérance d'enlever les corps qui étaient les plus près du fleuve, et tellement séparés des autres, qu'ils ne pouvaient en être secourus à temps. Pour que l'attaque se fît avec plus d'ordre et d'effet, il divisa son armée, qui consistait presqu'entièrement en milices de Pensylvanie et de Virginie, en trois corps, dont le premier et le plus considérable devait passer la Délaware, à Mackenky's-Ferry, à

1776. neuf milles environ au-dessus de Trenton. Le généralissime, accompagné des généraux Sullivan et Greene, s'était réservé le commandement de ce corps, auquel étaient attachées quelques pièces d'artillerie. Il était destiné à l'attaque de Trenton. La seconde division, aux ordres du général Irwin, avait son passage marqué à Trenton-Ferry, à un mille au-dessous du bourg de ce nom. Arrivée sur la rive gauche, elle devait s'emparer promptement du pont de la petite rivière d'Assumpink, afin de couper la retraite à l'ennemi, lorsque le généralissime l'aurait délogé de Trenton. Enfin, le troisième corps, commandé par le général Cadwallader, avait ordre de traverser le fleuve à Bristol, et de se porter sur Burlington.

La nuit de Noël fut choisie pour l'expédition. Les dispositions étant faites d'après le plan ci-dessus, les Américains se mirent en marche, avec ordre et en silence, vers la Délaware. Les chefs n'oubliaient rien de ce qui pouvait encourager leurs soldats ; ils les exhortaient à effacer les taches de Long-Island, de New-York et du New-Jersey ; ils leur faisaient entrevoir la nécessité, la gloire et les fruits brillans de la victoire ; ils leur répétaient sans cesse que cette nuit allait dé-

cider du sort de la patrie. Une vive ardeur 1776.
éclatait dans tous les rangs. Les trois colonnes arrivèrent, à la chute du jour, sur la rive du fleuve. Washington avait espéré que le passage des troupes, et le transport de l'artillerie, auraient pu s'effectuer avant le milieu de la nuit, de manière à avoir le temps de gagner les points indiqués, dès le point du jour, et de surprendre l'ennemi à Trenton. Mais le froid était si vif, le fleuve se trouva tellement embarrassé de glaçons, qu'il fut impossible de passer et de débarquer l'artillerie avant quatre heures du matin. Toutes les troupes se trouvant enfin sur la rive gauche, le premier corps se partagea en deux divisions : la première, tournant à sa droite, marcha sur Trenton, en suivant le chemin qui longe le fleuve ; la seconde, guidée par Washington en personne, prit la route supérieure, ou le chemin de Penington. Le trajet étant à-peu-près égal par l'un et par l'autre, on espérait que les deux colonnes pourraient arriver en même temps. Il leur était ordonné d'engager le combat sans aucun délai, et, après avoir culbuté les avant-postes, de tomber aussitôt sur le gros de l'ennemi, à Trenton, sans lui laisser le temps de se reconnaître. Elles firent tous leurs efforts pour

1776. arriver avant le jour; mais un épais brouillard, et une pluie mêlée de grêle, qui rendaient les chemins glissans, retardèrent leur marche. Les deux divisions n'arrivèrent qu'à huit heures. Malgré tant d'obstacles, et le jour qui était dejà grand, les Hessois du colonel Ralle n'eurent aucun avis de l'approche de l'ennemi. Les Américains ayant donc paru à l'improviste devant les gardes avancées, celles-ci prirent aussitôt la fuite. Le colonel les fit appuyer par son régiment, afin de soutenir le premier choc, et de donner le temps au reste de ses forces de se mettre en défense. Mais la première ligne entraîna la seconde dans sa déroute, et tous se replièrent pêle-mêle sur Trenton. Le colonel Ralle, ayant rallié ses Hessois à la hâte, se porta en avant, pour charger l'ennemi en rase campagne; mais il fut blessé à mort dès la première décharge, et les Américains se précipitant avec fureur sur les Allemands, ceux-ci lâchèrent pied, en abandonnant six pièces d'artillerie légère. Ils tentaient de fuir par le chemin de Princeton, lorsque Washington, qui s'en aperçut, fit occuper ce chemin par quelques compagnies, qui reçurent les fuyards de front. Ainsi cernés de toutes parts, les trois régimens allemands de Ralle, d'Anspach et de

Knyphausen, se virent contraints à mettre 1776.
bas les armes, et à se rendre à discrétion. Il réussit seulement à quelques cavaliers et chasseurs, au nombre d'environ cinq cents hommes, de s'échapper par la route inférieure qui conduit à Bordenton. Un autre détachement de Hessois, qui était sorti le matin même pour aller fourrager à une certaine distance du camp, averti par le bruit, et ensuite par la fuite des autres, se retira précipitamment à Princeton. Le général Irwin avait fait tous ses efforts pour passer le fleuve au temps prescrit, et prendre part à l'action; mais les glaçons s'étaient tellement accumulés sur ce point, que le passage fut jugé impraticable. Ce détachement de Hessois eut donc la facilité de se retirer à Bordenton. Le général Cadwallader ne fut pas plus heureux dans la tentative qu'il fit pour passer plus bas et prendre poste à Burlington, comme le portait le plan d'attaque. Lorsque son infanterie eût atteint la rive gauche, on trouva une impossibilité absolue à faire avancer l'artillerie : incapable d'agir, et se voyant même dans une situation périlleuse, il repassa sur la rive droite. Les projets du généralissime ne purent donc être accomplis que partiellement; mais l'évènement démontra

1776. que sans le froid rigoureux de cette nuit, qui en empêcha l'exécution entière, toutes les troupes royales qui se trouvaient dans le voisinage de la Délaware, auraient été cernées et prises. La perte des Hessois ne s'éleva pas à plus de trente ou quarante tués ou blessés, mais le nombre des prisonniers monta d'abord à neuf cents, et même à mille, quand on eut ramassé tous ceux qui s'étaient cachés dans les maisons. Après avoir obtenu ce succès, Washington s'arrêta : il ne voulut point perdre, par imprudence, les avantages qu'il devait à la sagesse de ses mesures. Ses forces n'étaient pas suffisantes pour tenir tête à celles que les généraux anglais auraient pu rassembler en peu d'heures. Un gros corps d'infanterie légère avait ses quartiers à Princeton, bourg situé à peu de milles de Trenton; il aurait pu facilement être joint par la brigade de Donop et d'autres bataillons qui étaient cantonnés dans les environs. En conséquence, les Américains évacuèrent Trenton, et repassèrent sur la rive droite du fleuve, avec leurs prisonniers et les trophées de leur victoire.

Leurs généraux résolurent de la mettre à profit pour ranimer le courage et la confiance des peuples effrayés. Ils firent défiler, avec

une sorte de pompe triomphale, dans les rues 1776. de Philadelphie, les Hessois, avec leurs canons et leurs drapeaux. Et, cependant, telle était l'épouvante qu'inspirait le nom seul de ces Allemands, que dans le moment même où ils traversaient la ville comme vaincus et captifs, beaucoup d'habitans s'imaginaient que c'était une ruse de leur gouvernement pour les exciter : il leur paraisait impossible que des guerriers venus d'Allemagne, eussent été battus par des soldats américains. Les Anglais leur semblaient beaucoup moins formidables, parce qu'ils les connaissaient. L'homme est naturellement porté à craindre les objets qui sont nouveaux pour lui : la langue inusitée, les manières et les habits mêmes des soldats allemands, faisaient que le peuple ne les regardait qu'avec une espèce d'effroi. Mais quand ils se convainquirent que le spectacle qui s'offrait à leurs yeux n'était point une illusion, la joie que leur causa un succès aussi inespéré, fut inexprimable ; après avoir placé les Hessois fort au-dessus des Anglais, tout-à-coup ils les placèrent au-dessous. Et, dans le fait, cette affaire de Trenton avait tellement changé la face des choses, que, du désespoir, les esprits passèrent à une extrême confiance. Les An-

1776. glais ne purent observer eux-mêmes, sans surprise, la métamorphose subite qui venait de s'opérer dans ce peuple qu'ils croyaient abattu sans retour. Ils ne pouvaient comprendre comment des troupes aussi renommées avaient été contraintes de mettre bas les armes, devant des milices sans armes et sans discipline. Aussitôt, comme il arrive dans les revers, les soupçons, les reproches, les accusations, s'élevèrent de toutes parts. On s'écria que le général anglais avait trop étendu ses quartiers; que le colonel Ralle avait fait une imprudence, se voyant le plus faible, de sortir de ses cantonnemens pour charger l'ennemi; qu'il avait négligé, d'ailleurs, de se garder, et que ses soldats, au lieu de rester à leurs postes, étaient allés en maraude. Quoiqu'il en pût être, toute l'armée britannique se mit en mouvement: le colonel Donop, craignant pour lui et pour les siens, se retira précipitamment par le chemin d'Amboy, pour rejoindre le général Leslie à Princeton; et le général Grant, qui, avec le gros de l'armée, occupait New-Brunswick, se porta sur Princeton, pour s'y réunir à l'avant-garde. Le marquis de Cornwallis, lui-même, qui se trouvait à New-York, et sur le point de faire voile

pour l'Angleterre, au bruit de cet évènement fatal, retourna promptement dans le New-Jersey. 1776.

Mais les Américains sentaient renaître leur courage. De toutes parts ils couraient aux armes, et les forces de Washington se trouvèrent tellement augmentées, qu'il conçut le projet d'opérations plus vastes : il médita une expédition sur les frontières du New-Jersey. Il ordonna, en conséquence, au général Cadwallader, de passer la Délaware, et de prendre une forte position sur la rive gauche, mais de ne s'avancer qu'avec précaution, et d'éviter les engagemens imprévus. Le général Mifflin, avec un gros corps de milices de Pensylvanie, avait joint le général Irwin, et tous deux passèrent le fleuve. Washington lui-même ne tarda point à les suivre, et il concentra toutes ses troupes à Trenton. Les milices de la Nouvelle-Angleterre, dont l'engagement était expiré, voulaient quitter les drapeaux; mais les instances des généraux, et une gratification de dix dollars, en firent rester la plus grande partie. Les Anglais, qui avaient rassemblé de grandes forces à Princeton, résolurent de ne point perdre de temps, et d'aller attaquer Washington dans ses quar-

1776. tiers de Trenton, avant qu'il ne reçût de nouveaux renforts : ils espéraient, d'ailleurs, que le terme des engagemens lui enleverait un grand nombre de soldats.

Le 2 janvier, lord Cornwallis marcha, avec l'avant-garde, sur Trenton, où il arriva vers quatre heures du matin. L'arrière-garde se trouvait à Maidenhead, village situé à mi-chemin de Princeton et de Trenton. D'autres régimens arrivaient de New-Brunswik, pour renforcer l'armée principale. Washington voyant l'ennemi tellement en forces, et si près de lui, se retira derrière la rivière d'Assumpink, où il travailla aussitôt à se retrancher, après s'être assuré du pont. Les Anglais tentèrent le passage sur différens points, mais par-tout sans succès, tous les gués étant soigneusement gardés. Il s'engagea une canonnade qui produisit peu d'effet, quoiqu'elle durât jusqu'à la nuit : les Américains tinrent ferme dans leurs retranchemens. Cornwallis attendait ses renforts pour les attaquer de vive force, le jour suivant ; mais son adversaire ne voulait pas courir de si grands hasards. D'un autre côté, repasser la Délaware, qui charriait d'énormes glaçons, en présence d'un ennemi redoutable, était une opération trop périlleuse pour être en-

treprise sans témérité. Washington se vit 1776.
donc de nouveau dans une situation très-critique : mais c'est alors même qu'il prit une résolution pleine d'audace. Réfléchissant qu'il s'était trop avancé pour pouvoir reculer sans un danger manifeste, il se décida à abandonner tout-à-coup les rives de la Délaware, et à porter la guerre dans le cœur même du New-Jersey. Il considéra que Cornwallis, selon toutes les probabilités, appréhenderait d'être coupé de la province de New-York, et que, craignant d'ailleurs pour les magasins que Brunswick renfermait en abondance pour le service de toute l'armée britannique, il s'éloignerait lui-même du fleuve : mouvement dont devait résulter que la ville de Philadelphie serait à l'abri d'un coup de main, une partie du New-Jersey recouvrée, et la guerre défensive changée en guerre offensive, tous avantages qui ne pouvaient manquer de relever le courage des habitans. Si, à la vérité, l'Anglais persistait dans son dessein, il passait le fleuve sans obstacle, et s'emparait de Philadelphie. Mais, quelques dussent être les effets de ce fâcheux évènement, il était toujours plus sage d'abandonner Philadelphie et de conserver l'armée entière, que de perdre à-la-

1776. fois l'une et l'autre. Un conseil de guerre où tous les généraux de l'armée furent appelés, ayant donné son assentiment à ce projet, on ne s'occupa plus que de le mettre promptement à exécution.

On fit descendre les bagages à Burlington; et, à une heure du matin, les ennemis ne faisant aucun mouvement, les Américains rallumèrent les feux de leur camp, et laissant des gardes au pont et aux gués, avec ordre de faire les rondes et les patrouilles comme à l'ordinaire, ils défilèrent avec autant de promptitude que de silence. Ils prirent le chemin d'Allentown, qui est le plus long, afin d'éviter l'Assumpink, et la rencontre de l'ennemi à Maidenhead, et se portèrent sur Princeton. Trois régimens anglais avaient logé, cette nuit même, en cet endroit; dès le point du jour, deux d'entre eux s'étaient mis en marche sur Maidenhead. Tout-à-coup les Américains paraissent et les chargent avec impétuosité. Mais les Anglais se défendirent si vigoureusement, que les milices américaines se retirèrent en désordre. Le général Mercer fut blessé mortellement en cherchant à les rallier. Mais Washington témoin de la déroute de l'avant-garde, et sachant parfaitement que la perte de la journée

entraînerait la ruine totale de son armée, se jeta en avant, à la tête de son corps d'élite, composé des vainqueurs de Trenton : le combat se rengagea. Les deux régimens anglais, écrasés par le nombre et la fureur des assaillans, furent séparés l'un de l'autre, et se trouvèrent dans la position la plus périlleuse. Le colonel Mawhood, qui en commandait un, après avoir soutenu intrépidement l'attaque pendant quelques instans, prit le parti de se faire jour à la baïonnette, à travers les rangs ennemis; il parvint à gagner Maidenhead. L'autre, qui faisait l'arrière-garde, ne pouvant suivre le premier, retourna par Hillsborough à New-Brunswick. Le troisième, qui était resté à Princeton, se replia aussi sur Brunswick, assez précipitamment, après un léger combat. Les Anglais eurent environ cent hommes tués dans cette affaire, et on leur fit trois cents prisonniers. La perte des Américains, en morts, fut à-peu-près égale; mais le général Mercer était de ce nombre : cet officier, habile et considéré, était de la province de Virginie. Il fut universellement regretté, mais sur-tout par Washington, qui l'estimait et le chérissait. Après le combat, les Américains occupèrent Princeton. 1776.

Au point du jour, lord Cornwallis s'étant

1776. aperçu que les Américains avaient abandonné leur camp de Trenton, et pénétrant bientôt quel était leur dessein, quitta également sa position pour se mettre en marche sur Brunswick. Il craignait que les bagages et les munitions qu'il y avait rassemblés, ne tombassent entre les mains de l'ennemi. Il gagna Princeton, presqu'en même temps que l'arrière-garde américaine. Washington se vit de nouveau en danger. Ses soldats, qui n'avaient point pris de repos depuis deux jours, tombaient de sommeil : la faim les tourmentait, et à peine étaient-ils vêtus dans cette saison rigoureuse. L'ennemi qui le poursuivait, outre l'avantage du nombre, avait tout en abondance. Dans cette position, loin de songer à attaquer, c'était beaucoup pour lui que de pouvoir se retirer en lieu sûr, sans être entamé. En conséquence, il quitta brusquement Princeton, et se dirigea vers les parties hautes et montagneuses du New-Jersey. Pour retarder l'ennemi, il fit rompre les ponts sur la rivière de Millstone, qui coule entre Princeton et Brunswick. Passant ensuite le Rariton, rivière plus considérable, il alla occuper Pluckemin, où ses troupes se refirent de tout ce qu'elles avaient souffert. Mais re-

connaissant bientôt que son armée était 1776.
trop faible, et qu'elle était encore minée chaque jour par les maladies et la désertion, il résolut de se retirer plus haut, et dans un lieu plus sûr. Si la nécessité l'avait contraint à tenter la fortune par des coups hardis, il voulait désormais redevenir maître de ses mouvemens, et ne plus écouter que la prudence. Il se replia donc jusqu'à Morris-Town, dans le Haut-Jersey. Cornwallis n'espérant pas pouvoir continuer sa poursuite avec succès, se porta sur New-Brunswick, où il trouva le général Matthews, qui, dans sa vive alarme, avait commencé à évacuer les bagages et les munitions. Mais Washington ayant reçu quelques bataillons d'infanterie, fit reprendre courage à sa petite armée; et rentrant bientôt en campagne, il courut tout le pays, jusqu'au Rariton. Il pénétra dans le comté d'Essex, où il s'empara de Newark, d'Elisabeth-Town, et enfin de Woodbridge, de manière qu'il dominait toute la côte du New-Jersey, en face de Staten-Island. Il sut si bien choisir et si bien fortifier ses positions, que les royalistes n'osèrent pas essayer de l'en déloger. C'est ainsi que l'armée britannique, après avoir couru en triomphe tout le New-Jersey, jusqu'à la Délaware, et après

1776. avoir fait trembler la ville de Philadelphie elle-même, se trouvait maintenant restreinte aux deux seuls postes de Brunswick et d'Amboy, qui ne pouvaient même avoir de communication avec New-York, que par mer. C'est ainsi, enfin, qu'une armée qui semblait réduite aux abois, parvint à sauver Philadelphie, à couvrir la Pensylvanie, à reconquérir le New-Jersey presqu'entier, et à mettre un ennemi puissant et victorieux dans la nécessité de quitter l'offensive pour se défendre lui-même.

Des faits d'armes aussi étonnans couvrirent de gloire le généralissime des Etats-Unis. Toutes les nations partagèrent la surprise des Américains ; toutes louaient également la sagesse, la constance et la noble audace de Washington. Une voix unanime le proclamait le sauveur de la patrie ; on se plaisait à le comparer aux plus fameux capitaines de l'antiquité, à le proclamer le Fabius américain. Son nom était dans toutes les bouches ; il était célébré par la plume des écrivains les plus distingués. Les plus grands personnages de l'Europe lui prodiguèrent la louange et leurs félicitations. Il ne manqua donc au général américain, ni une cause illustre à défendre, ni l'occasion d'acquérir de la gloire,

ni le génie pour en profiter, ni l'éclat dû à 1776.
ses triomphes, ni toute une génération d'hommes empressés à lui rendre hommage.

Redoublant de confiance en lui, et reconnaissant que c'était son bras qui avait relevé la fortune publique, le congrès décréta que, dans tous les conseils de guerre, Washington ne serait pas astreint à la pluralité des voix, ni à suivre l'avis des officiers généraux qu'il aurait jugé à propos de consulter. Il voulut enfin que, dans toutes les circonstances, le généralissime prît les résolutions qui lui paraîtraient les plus avantageuses. Le congrès retourna ensuite à Philadelphie, dans l'intention de ranimer le courage des peuples.

Il ne se passa rien d'important pendant l'hiver et la plus grande partie du printemps, à l'exception de quelques escarmouches, dont l'effet ordinaire était de fatiguer l'armée anglaise, et d'aguerrir les Américains. Les troupes royales, comme nous l'avons dit, étaient resserrées dans les deux villes de Brunswick et d'Amboy, d'où elles osaient à peine sortir; elles ne pouvaient fourrager ou marauder sans péril. Non seulement les soldats de Washington, mais les habitans même du New-Jersey, transportés de rage à la vue des horribles excès auxquels s'abandonnaient

1776. les Anglais, et sur-tout les Hessois, tendaient par-tout des embuscades à ces bandes dévastatrices, et les exterminaient à l'improviste. Ceux qui ne pouvaient porter les armes servaient d'espions; de manière qu'aussitôt que les royalistes faisaient un mouvement, les républicains en étaient informés et s'apprêtaient à s'y opposer. Ce changement rapide dans l'esprit des habitans, qui, après la prise de New-York, s'étaient montrés si favorables à la cause du roi, doit être entièrement attribuée à la férocité inouie avec laquelle les Anglais se conduisaient dans cette guerre. On n'entendait qu'un cri en Amérique, contre les cruautés, les massacres et les ravages commis par leurs soldats. En supposant même que leurs ennemis aient exagéré leurs crimes, la vérité n'est encore que trop horrible. Les Hessois, comme s'ils se fussent crus dispensés de tout respect pour l'humanité et la justice, ne connaissaient d'autre manière de faire la guerre, que de porter la dévastation dans toutes les propriétés publiques et privées de leurs adversaires. On a écrit, dans le temps, qu'il régnait parmi ces Allemands, une opinion d'après laquelle toutes les terres qu'ils pourraient conquérir en Amérique, leur appartiendraient en pro-

pre, ce qui faisait qu'ils regardaient les possesseurs de ces terres comme des ennemis naturels, qu'ils devaient exterminer de toutes façons. Mais, dès qu'ils se virent trompés dans leur espoir, ils se mirent à piller ou à détruire tout ce qui leur tombait sous la main. On affirma aussi que cette soldatesque avide était si chargée de butin, qu'elle en devint presqu'inhabile à manœuvrer. La haine furieuse que les Américains témoignaient aux Hessois, rendait ceux-ci plus effrénés dans leurs brigandages. Des hommes accoutumés à la liberté ne pouvaient voir sans une violente aversion ces stupides mercenaires qui, « non contens, disaient-ils, de ramper sous le joug dans leur patrie, viennent, pour un peu d'argent, se faire les instrumens de la tyrannie chez les autres, et s'immiscer dans une querelle domestique où ils n'ont aucun intérêt. Pourquoi, ajoutaient les Américains, ont ils quitté leurs foyers dans l'ancien monde, pour venir dans le nouveau faire une boucherie d'un peuple innocent et généreux, qui ne les a jamais offensés; qui, au contraire, avait exercé une noble hospitalité envers une multitude de leurs ancêtres, qui fuyaient une tyrannie semblable à celle qu'ils voudraient aujourd'hui établir en Amérique? » 1776.

1776. Ces propos ne faisaient qu'irriter davantage ces Allemands : ils manifestaient leur fureur par les actions les plus atroces. C'était un spectacle affreux et lamentable, que de voir ces fertiles plaines couvertes de cendres et de ruines. Amis et ennemis, républicains et royalistes, tous subissaient le même sort. Les femmes, les filles étaient outragées jusque sous les yeux de leurs époux et de leurs pères : un grand nombre de ces infortunées fuyait dans les forêts; mais elles n'y trouvaient pas même un refuge contre la rage brutale de ces barbares, qui les y poursuivaient avec ardeur. Les maisons étaient ou incendiées ou détruites, les bestiaux ou enlevés ou tués; rien n'échappait à leur soif de dévastation. Loin de chercher à réprimer cette soldatesque effrénée, le général hessois de Heister semblait lui avoir donné carte blanche. Le général anglais aurait voulu, mais ne pouvait mettre un terme à tant d'horreurs. Les Hessois étaient aussi nombreux que les Anglais mêmes, et on craignait de les rebuter. Leur exemple devint contagieux pour les troupes britanniques, et bientôt on les vit rivaliser avec les Allemands dans toutes les scènes de cruauté et de pillage. Le New-Jersey fut couvert de débris. Des plaintes s'élevèrent de toutes les parties

de l'Amérique, et l'Europe les entendit : elle 1776.
en déclara l'Angleterre responsable. Parmi les peuples indignés, on distingua d'abord les Français, naturellement humains, ennemis des Anglais, et partisans des Américains. Partout on s'écriait que le gouvernement anglais avait fait renaître, dans le nouveau Monde, la fureur des Goths et la barbarie des habitans du nord. Mais le crime remonta vers sa source, et il devint plus funeste à ses auteurs qu'à leurs victimes. Les amis que pouvait encore avoir l'Angleterre se changèrent en ennemis, et les ennemis sentirent redoubler leur haine et leur soif de vengeance. Les citoyens de toutes les classes couraient aux armes avec une sorte de rage, pour chasser de leur territoire, comme ils le disaient, ces infâmes brigands. C'est ainsi que les excès commis par l'armée du roi, furent peut-être plus nuisibles à sa cause, que les efforts mêmes de Washington et les résolutions du congrès.

Mais il faut avouer que cette ardeur de pillage s'était aussi manifestée parmi les troupes américaines. Les habitations, les terres des malheureux habitans du Jersey étaient saccagées, sous prétexte qu'elles appartenaient à des loyalistes ; les officiers donnaient eux-mêmes à leurs soldats l'exemple de la

1776. déprédation. Ainsi, pillés par les Hessois et Anglais, comme rebelles au roi, ces infortunés l'étaient encore par les Américains, comme étant ses partisans. Ces excès devinrent si révoltans, que Washington, dont le cœur en était profondément affligé, se vit contraint, pour les faire cesser, de porter les peines les plus rigoureuses contre tous ceux qui s'en rendraient coupables.

Ce fut à cette époque qu'il éclata des mouvemens parmi les loyalistes des comtés de Sommerset et de Worcester, dans le Maryland, et du comté de Sussex, sur la Délaware : pareille agitation se fit sentir dans les environs d'Albany et dans le pays des Mohawks. On y fit marcher des troupes pour imposer aux mécontens : le congrès ordonna de faire arrêter et détenir en lieux sûrs, les individus suspects. Vers le même temps, le général Heath, qui gardait les hauteurs du New-York, fit sommer le fort Indépendance, situé dans les environs de Kingsbridge. Mais le commandant répondit avec intrépidité, et se disposa à une vigoureuse résistance. Les Américains désespérant d'enlever ce fort d'assaut, renoncèrent à leur projet, et retournèrent occuper des positions escarpées et inabordables.

Le général Howe ne faisant, au commen-

cement de cette année, aucun mouvement qui 1776.
pût faire soupçonner aux Américains qu'il eût l'intention d'entrer de sitôt en campagne, Washington résolut de mettre à profit le repos dont il jouissait, pour délivrer son armée de la petite-vérole, fléau si redoutable dans ces climats. Il avait fait de si terribles ravages, l'année précédente, dans l'armée du nord, que, sans les obstacles que les Anglais avaient rencontrés sur les lacs, rien ne les eût empêchés de pénétrer jusqu'à la rivière d'Hudson. L'armée du centre était menacée d'une calamité semblable. Washington, en conséquence, jugea nécessaire de soumettre toutes ses troupes, ainsi que les milices qui lui arrivaient de différens côtés, à une inoculation générale. Les mesures furent si bien prises pour que la tranquillité du camp ne fût point troublée pendant ce temps, que l'ennemi n'osa rien entreprendre. Il fut également ordonné aux médecins de l'hôpital de Philadelphie, d'inoculer tous les soldats qui traversaient cette ville pour se rendre à l'armée. On prit les mêmes précautions dans tous les dépôts militaires; et, grâces à ces soins, on parvint à écarter totalement un mal qui aurait pu, seul, s'opposer aux succès de la campagne que l'on méditait. L'exemple

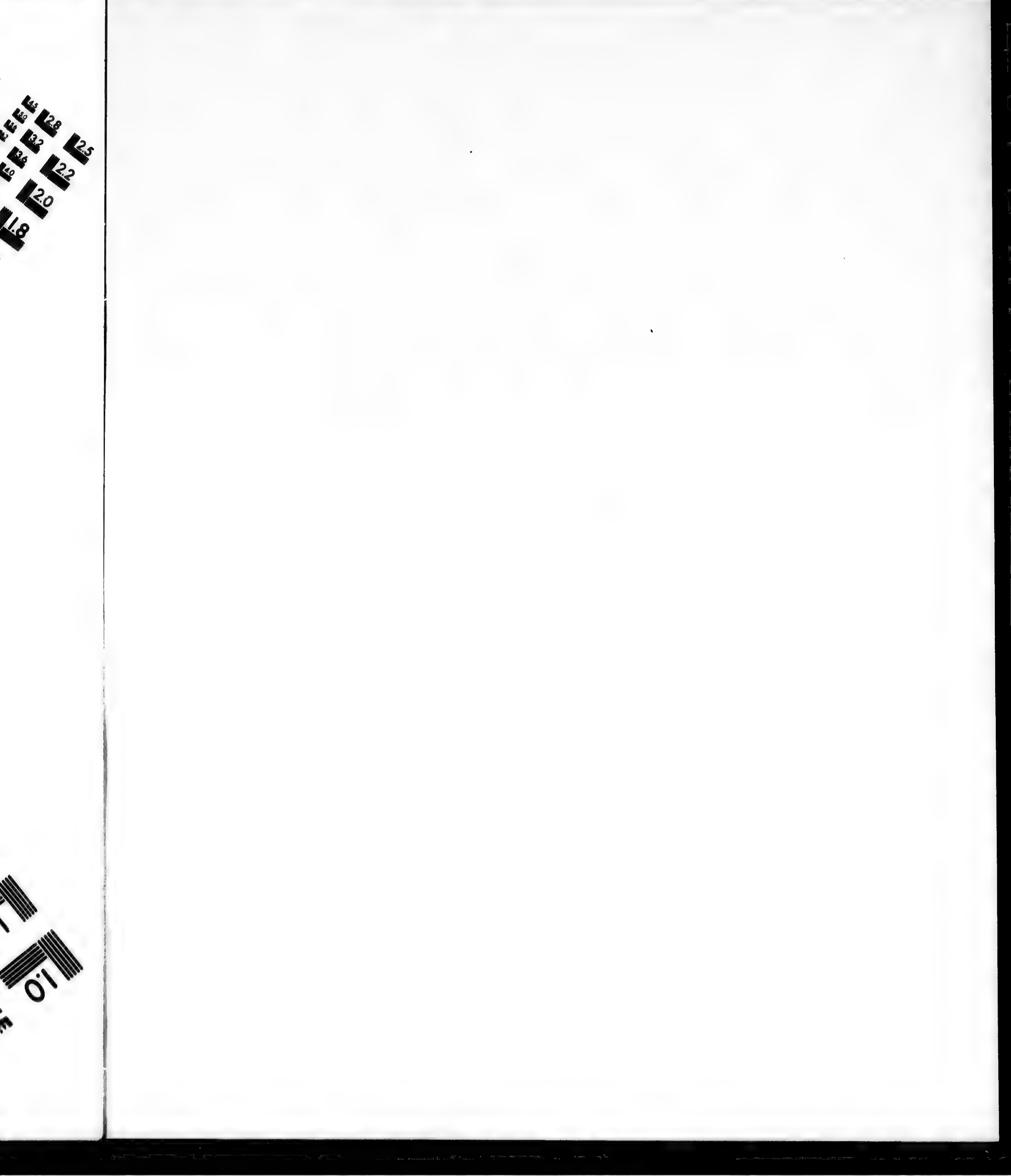
1776. donné par les troupes fut d'ailleurs excessivement profitable à toute la population : la salutaire pratique de l'inoculation devint bientôt générale ; elle fit disparaître peu-à-peu une maladie funeste.

Cependant le mois de mars était près de son terme, et le défaut de tentes et autres attirails que le général Howe attendait d'Angleterre, ne lui avait point permis encore d'entrer en campagne. Il résolut, du moins, de tenter une expédition qui pût causer un dommage sensible à l'ennemi. Les Américains, pendant l'hiver, avaient formé d'immenses magasins de vivres, de fourrages, et de munitions de tout genre, dans la contrée montagneuse appelée *Courtland-Manor*. La force naturelle des positions, le voisinage de la rivière d'Hudson, la facilité de tirer des provinces occidentales, et de faire parvenir à l'armée du New-Jersey tout ce qui était nécessaire à son entretien, avaient déterminé les généraux américains à choisir ces hauteurs pour leur entrépôt général. En descendant la rivière d'Hudson, l'on trouve, à cinquante milles de New-York, un petit bourg nommé *Peek's-Hill*, qui servait de port pour recevoir les approvisionnemens, et les expédier à l'armée. L'attaque simultanée de tou

le pays de Courtland-Manor offrant d'excessives difficultés par la situation même des lieux, et la force des corps qui les gardaient, le général anglais borna ses vues à un coup de main sur Peek's-Hill. Il fit remonter le fleuve à ses troupes : dès que les Américains eurent avis de leur approche, se croyant hors d'état de résister, et [illegible]uant du temps nécessaire pour évacu[illegible]asins, ils y mirent le feu, et se ret[illegible] Les Anglais ne tardèrent pas à débarquer. La perte fut considérable : moindre cependant que les Anglais ne cherchèrent à le faire croire, mais plus grande que les Américains ne voulurent en convenir. 1776

Les Anglais, peu de jours après, firent une expédition du même genre sur les terres du Connecticut. Les Américains avaient établi un grand dépôt de bagages et de munitions à Danbury, gros bourg du comté de Fairfield. Le général Tryon fut chargé de le détruire : on espérait, en outre, que ce mouvement exciterait les loyalistes à se réunir aux troupes du roi. Le général Tryon, surtout, paraissait n'en point douter, d'après la confiance qu'il mettait dans les paroles des émigrés, toujours prêts à croire ce qu'ils désiraient. Le 27 avril, au soir, un corps de deux




2.8
2.5
2.2
2.0
1.8

1776. mille hommes passa le Sound, débarqua sur la côte du Connecticut, entre Fairfield et Norwalk, et, sans perdre de temps, se porta sur Danbury, où il arriva le lendemain matin. Le colonel Hungtingdon, qui occupait cet endroit avec un faible détachement, à l'approche de l'ennemi, prit une position plus forte en arrière. Les Anglais, manquant de voitures pour emporter les munitions et le bagage, y mirent le feu. La perte fut sensible à l'armée américaine : elle regretta particulièrement quelques centaines de tentes, dont elle avait un très-grand besoin, et que le manque de matière ne permettait pas de remplacer. Les loyalistes ne firent pas le moindre mouvement.

Cependant toute la province était dans l'agitation : déjà les milices, brûlant de témoigner leur dévouement à la république, s'étaient réunies à Reading, sous les drapeaux du congrès. Le général Arnold, qui, par hasard, se trouvait dans les environs, occupé des enrôlemens, courut se joindre au rassemblement de Reading : au bruit des armes, toujours si flatteur pour lui, il n'avait plus écouté que son ardeur extrême. Le général Wooster, qui, du service immédiat du congrès, était passé à celui de l'état de Connec-

ticut, comme brigadier-général des milices, 1776.
arriva d'un autre point avec des renforts considérables. Toutes ces troupes demandaient à être menées à l'ennemi. Les Anglais, à la vue du péril qui les menaçait, se retirèrent précipitamment par le chemin de Ridgefield. Les Américains cherchèrent à les attaquer avec avantage, avant qu'ils ne se fussent renforcés. Le général Wooster, profitant de la nature du pays, harcela vivement leur arrière-garde, quoique leur artillerie légère protégeât habilement leur retraite, et que leurs flancs fussent couverts d'une nuée de tirailleurs. Mais enfin, le général américain, qui, à l'âge de soixante-dix ans, faisait éclater plutôt l'audace d'un jeune homme que la prudence d'un vieillard, reçut une blessure mortelle, et expira avec toute la fermeté qui avait honoré sa vie. Consternés de sa perte, ses soldats se dispersèrent. Heureusement, Arnold arrivait au moment même à Ridgefield : il s'y fortifia à la hâte de retranchemens et de barricades. Les Anglais se présentèrent, et il s'engagea une action extrêmement chaude, qui dura plusieurs heures. Les Anglais ayant emporté les hauteurs qui couvraient les flancs des Américains, les écrasaient de leur feu. Le désordre se mit parmi ces derniers, et

1776. malgré tous les efforts d'Arnold pour les rallier, ils se retirèrent à la débandade, jusqu'à Pangatuck, à trois milles de Norwalk. Les Anglais, maîtres de Ridgefield, y passèrent la nuit ; et, le lendemaln matin, après avoir mis le feu à quelques maisons, ils se remirent en marche vers la mer. Ils furent de nouveau rencontrés par Arnold, qui avait rassemblé un corps de troupes avec quelques pièces de canon. De continuelles escarmouches eurent lieu d'un bord à l'autre de la rivière de Sagatuck, dont le pont fut vivement disputé. Mais, finalement, les Anglais, supérieurs en nombre et en discipline, surmontèrent tous les obstacles, et parvinrent au point de la côte où leurs vaisseaux les attendaient : ils ne purent néanmoins se rembarquer sans de nouvelles difficultés et de nouveaux combats. Le congrès fit ériger un monumen Wooster, et témoigna sa satisfaction à Arnold, par le don d'un cheval richement enharnaché.

Cette expédition, faite avec tant d'appareil, n'indemnisa point des frais qu'elle avait occasionnés. Les magasins détruits, si l'on en excepte les tentes, n'avaient qu'une médiocre valeur ; et l'incendie des maisons de Danbury et de Ridgefield, joint à d'autres

excès commis par les troupes royales, ne fit 1776.
qu'accroître la fureur des peuples, et les affermir dans leur résistance. Cette occasion servit ensuite à faire voir combien étaient vaines les espérances que le général Tryon avaient mises dans les loyalistes. Pas un d'eux n'osa se montrer en faveur des Anglais : de toutes parts, au contraire, les habitans accoururent en foule pour repousser l'agression de l'ennemi.

Il est même à remarquer que cette entreprise des Anglais donna l'idée aux Américains de tenter un coup rempli d'audace. Les généraux du Connecticut avaient été informés qu'un fournisseur de l'armée anglaise avait formé d'immenses magasins de munitions de guerre et de bouche, et spécialement de grains, dans un petit port nommé *Sagg-Harbour*, dans l'île Longue : il n'était défendu que par un détachement d'infanterie, et un sloop de douze pièces de canon. Les Anglais se croyaient cependant suffisamment protégés par les croisières qu'ils entretenaient dans le Sound : ils ne pouvaient se persuader que les Américains osassent passer ce détroit pour aborder dans l'île Longue. Mais ceux-ci ne se laissèrent nullement intimider par les obstacles, et ils résolurent de surprendre Sagg-

1776. Harbour, par une attaque inopinée. En conséquence, le colonel Meigs, un des audacieux compagnons d'Arnold, dans l'expédition du Canada, traversa le détroit avec autant de promptitude que d'habileté, et arriva avant le jour sur le point où étaient situés les magasins. Malgré la résistance de la garnison et des équipages, il brûla un grand nombre de vaisseaux, et tout ce qui se trouva à sa portée, sur le rivage. L'objet de l'expédition accompli, il rentra, sans perte, à Guilford, dans le Connecticut, ramenant avec lui beaucoup de prisonniers. Les Américains témoignèrent, en cette circonstance, une grande humanité : ils s'abstinrent du pillage des propriétés particulières, et rendirent même aux prisonniers tous les effets qu'ils réclamèrent.

L'hiver avait achevé de s'écouler au milieu de ces opérations, et la saison approchait où les armées allaient rentrer en campagne. Personne ne doutait que les Anglais ne fissent les derniers efforts, pour terminer la guerre cette même année. Un corps formidable s'apprêtait à attaquer les provinces américaines, du côté du Canada, et une armée plus nombreuse encore menaçait celles du centre. On s'attendait de part et d'autre aux plus grands évènemens. Si les généraux anglais avaient

pu commencer à opérer dès la fin de la mauvaise saison, il est certain qu'ils auraient pu obtenir les avantages les plus importans. Le printemps était venu, que l'armée de Washington était encore d'une extrême faiblesse. Si une partie de ceux dont les engagemens étaient expirés, avait été déterminée à rester par les instances de leurs généraux et l'aspect des dangers de la patrie, le plus grand nombre, inhabile à supporter dans les camps les rigueurs de l'hiver, était rentré dans ses foyers. L'enrôlement pour tout le temps de la guerre, ou au moins pour trois ans, ne s'effectuait que lentement, malgré les promesses avantageuses du congrès: ces peuples étaient naturellement trop ennemis de la sujétion et trop attachés à leur liberté personnelle. On regardait, d'ailleurs, comme une innovation dangereuse, de tirer par la voie du sort les soldats que les milices devaient fournir aux troupes de ligne : et c'était cependant la dernière ressource qui restât. On ne pouvait songer à renforcer l'armée du New-Jersey, en la faisant joindre par les milices des provinces de la Nouvelle-Angleterre, toutes belliqueuses qu'elles étaient, car on craignait pour Tyconderago, la rivière d'Hudson, et pour Boston même. Une multitude 1776.

1776. d'armateurs américains s'y étaient retirés avec leurs prises, et les Anglais conservaient toujours leur ancienne haine contre cette ville. Il fallait aussi avoir l'œil sur les troupes britanniques cantonnées dans le Rhode-Island : elles pouvaient prendre le Massachusset de revers, et faire impunément des excursions dans les provinces voisines.

Telle était cependant la difficulté qu'éprouvaient les Américains à se procurer des hommes, qu'ils donnèrent la liberté à leurs esclaves, moyen auquel ils avaient eu d'abord horreur de recourir. Ils enrégimentèrent aussi les apprentis-artisans. L'hiver et le printemps avaient été employés à ces préparatifs; mais, vers la fin du mois de mai, les habitans coururent volontairement aux armes, et Washington voyait journellement augmenter ses forces. Les Anglais perdirent ainsi l'occasion d'une victoire facile; on écrivit, dans le temps, qu'ils furent contraints à ce retard, par celui qu'éprouva l'arrivée de leurs tentes. Quoiqu'il en soit, ils ne reprirent leurs opérations que lorsque les obstacles s'étaient multipliés autour d'eux. Washington ne pouvant encore pénétrer les desseins du général Howe, observait avec attention vers quelles parties il allait tourner

ses armes. Il appréhendait que, renouvelant 1776.
les hostilités dans le New-Jersey, il ne cherchât à se rapprocher de la Délaware; et que, passant ce fleuve sur un pont qu'il savait y avoir été jeté à dessein, il ne se rendît maître de Philadelphie. Il conjecturait même que le général anglais se porterait dans les parties supérieures de la province de New-York, en remontant la rivière d'Hudson, afin de coopérer avec l'armée britannique du Canada, qui devait attaquer, en même tems, Tyconderago, et, après la prise de cette place, se rapprocher d'Albany, pour faire sa jonction avec le général Howe. Cette marche de l'ennemi était d'autant plus à craindre, qu'indépendamment des avantages qu'elle offrait, elle était prescrite par les instructions du ministère anglais. Le général Howe n'avait été distrait du soin de les remplir, que par les succès qu'il avait obtenus dans le New-Jersey, et l'espérance qu'il avait conçue de pouvoir mettre, seul, un terme à cette guerre. Dans une aussi grande incertitude sur les opérations futures de l'ennemi, Washington, qui avait reçu ses renforts, se décida à prendre des positions telles, qu'elles fussent également propres à s'y opposer, soit queles Anglais se portassent sur Albany, soit

1776. qu'ils voulussent marcher sur Philadelphie, par le New-Jersey. D'après ce plan, les milices des provinces septentrionales furent stationnées, partie à Tyconderago, partie à Peeks-Hill ; celles des provinces du centre et du sud, jusqu'à la Caroline du nord, occupèrent le New-Jersey, en laissant quelques corps pour la garde des provinces plus occidentales.

De cette manière, si le général Howe, se portait sur Philadelphie, il trouvait de front toutes les forces réunies dans le New-Jersey, et, de plus, le corps campé à Peek's-Hill, qui serait descendu pour harceler son flanc droit. S'il voulait se diriger sur Albany, le corps de Peek's-Hill lui barrait les passages directement, tandis que son flanc gauche pouvait encore être attaqué par les troupes du New-Jersey, sur les bords de l'Hudson. Si, au contraire, l'armée anglaise du Canada venait par la voie de mer, se joindre à celle du général Howe, sur les rivages du New-Jersey, le corps de Peek's-Hill pouvait aussitôt se réunir aux autres qui occupaient la même province, et composer ainsi une armée formidable pour défendre Philadelphie. Si, enfin, l'armée du Canada attaquait Tyconderago, le camp de Peek's-Hill pouvait

porter du secours au corps chargé de défendre cette forteresse. Mais comme il était d'une importance au-dessus de toute expression de conserver Philadelphie au pouvoir des Etats-Unis, le congrès ordonna la formation d'un camp sur la rive occidentale de la Délaware. Il avait pour double objet de recueillir toutes les milices qui arrivaient des provinces du sud et de l'ouest, et de servir de réserve en cas de besoin. C'est là aussi que devaient se réunir toutes les levées de la Pensylvanie, renforcées de quelques régimens de troupes de ligne. Cette armée fut mise sous le commandement du général Arnold, qui se trouvait alors à Philadelphie. Toutes ces dispositions faites, Washington leva son camp de Morristown, et alla se porter, le 28 mai, à Middlebrook, à peu de milles de New-Brunswick, sur la rive gauche du Rariton, dans une contrée montagneuse et difficile, où il ne pouvait craindre d'être forcé. Il ne négligea pas cependant d'y ajouter plusieurs ouvrages : aussi ce nouveau camp devint-il, en peu de jours, réellement inexpugnable. Il avait sur son front quelques crêtes de montagnes, et le Rariton qui le couvrait par ses détours. Ses flancs et ses derrières étaient protégés par des lieux escarpés et

1776.

1776. sauvages. Maîtres de tout le pays, depuis Brunswick jusqu'à Amboy, les Américains pouvaient découvrir tous les mouvemens des Anglais. L'armée du congrès, à cette époque, comptait quinze mille hommes, en y comprenant les Caroliniens du nord et les milices du New-Jersey; mais, dans ce nombre, étaient beaucoup de valets et quelques bandes absolument indisciplinées.

Toujours dominé par cette fatale nécessité qui fut la cause manifeste de tous les revers de son parti, le général Howe ne voulut jamais remonter la rivière d'Hudson, vers le Canada, pour coopérer et se joindre avec le corps qui descendait de ce pays. Il s'était obstiné à porter ses armes dans le New-Jersey, et dans la Pensylvanie, d'après le dessein qu'il avait conçu de pénétrer, par la première de ces provinces, jusqu'à la Délaware, d'en chasser entièrement Washington, et de réduire si complètement toute cette contrée, que la communication entre l'armée et New-York, fût libre et exempte de tout péril. Il pensait, ou que Washington accepterait la bataille, et alors il se regardait infailliblement comme victorieux; ou que les Américains se retireraient progressivement, ce qui lui paraissait plus probable. Dans ce cas, ayant

derrière lui le New-Jersey soumis et paisible, 1776.
et n'ayant en avant qu'un ennemi affaibli et découragé par tant d'échecs, il se flattait de passer tout-à-coup la Délaware sur un pont qu'il avait fait préparer, et de se rendre maître de Philadelphie. Le général américain n'aurait pu sauver cette ville sans hasarder un combat, que l'Anglais désirait vivement. Si les obstacles qui lui seraient opposés dans le New-Jersey ne pouvaient être surmontés sans une grande perte de sang et de temps, il comptait recourir à l'assistance de la flotte, et employer cette multitude de bâtimens de transport qui étaient assemblés à New-York. Cette nombreuse marine pouvait servir à transporter l'armée, soit aux bouches de la Délaware, et de là à Philadelphie, soit dans la baie de Chesapeak, qui donnait également accès dans le cœur de la Pensylvanie, et dansle voisinage de Philadelphie même. Dans l'une et l'autre hypothèse, elle ne pouvait manquer de tomber au pouvoir des Anglais. Cette ville devenait alors leur place d'armes centrale; et, de ce point, ils étaient les maîtres de porter la guerre dans le sein même des provinces de Pensylvanie, de Virginie et de Maryland, contrées qui, par les grands fleuves dont elles sont arro-

1776. sées, et les profondes baies qu'elles recèlent, sont particulièrement exposées aux attaques d'un ennemi puissant sur mer.

Il est, au reste, évident que le premier but auquel dût tendre le général anglais, était la destruction de l'armée de Washington. C'est pourquoi, avant de recourir au transport par mer, il voulut tenter la fortune dans le New-Jersey, en déployant toutes les ressources de l'art pour forcer l'ennemi à accepter la bataille. Ayant donc reçu d'Europe ses tentes et d'autres effets de campement, avec quelques renforts composés principalement de troupes allemandes, il se rendit en personne sur les frontières du New-Jersey, et fit marcher toute son armée à Brunswick, après avoir laissé une garnison suffisante dans Amboy. Lorsqu'il eut fait un examen attentif de la force du camp retranché qu'occupait Washington, il renonça au projet de l'attaquer. Il demeura pendant plusieurs jours en sa présence, lui présentant le combat: l'Américain le refusant, il fit mine de vouloir se porter sur la Délaware. Il pensait que son ennemi, voyant Philadelphie en danger, aurait abandonné ce poste inexpugnable pour le suivre. Mais Washington, ferme dans sa résolution de ne point s'exposer au sort des

armes, qu'avec toute sûreté, ne fit aucun 1776.
mouvement. D'après les démonstrations des Anglais, observant que leur dessein était de poursuivre leurs opérations, non contre les passages qui mènent au Canada, mais dans le New-Jersey, il ordonna au corps stationné à Peek's-Hill, de venir le rejoindre. Il donna au colonel Morgan, le même qui avait déployé une valeur si brillante à l'assaut de Québec, le commandement d'un corps de cavalerie légère, destiné à harceler le flanc gauche de l'armée anglaise, et à enlever ses éclaireurs. Le général Sullivan, qui occupait Princeton, avec un gros détachement, eut ordre de se replier dans une position mieux choisie, sur les hauteurs de Rocky-Hill. Mais, le général Howe, considérant que Washington ne se laissait point prendre à ces démonstrations, se décida à se mettre en marche, et à se rapprocher davantage de la Délaware. En conséquence, dans la nuit du 14 juin, toute l'armée britannique, à l'exception de deux mille soldats qui restèrent à la gauche de Brunswick, se mit en mouvement vers le fleuve, sur deux colonnes. La tête de la première, conduite par lord Cornwallis, et qui suivait la route de droite, arriva, au point du jour, à Sommerset-Court-House, à

1776. neuf milles de distance de New-Brunswick, après avoir passé sans obstacle la petite rivière de Millstone. La colonne de gauche, aux ordres du général de Heister, parvenait en même temps à Middlebush, village situé plus bas, sur le chemin de Princeton. Mais Washington, fidèle à son plan de temporisation, ne s'en laissa point détourner. Il réfléchit, qu'à moins de supposer à l'ennemi une témérité qui était entièrement opposée au caractère prudent et circonspect du général Howe, on ne pouvait imaginer qu'il osât se porter sur les bords de la Délaware, et passer ce fleuve, ayant une armée à combattre sur la rive opposée, et une autre plus forte encore sur ses derrières. Il était, d'ailleurs, évident que si l'intention réelle des Anglais eût été jusque-là de passer la Délaware, ils s'y seraient portés rapidement, au lieu de faire halte, comme ils l'avaient fait à moitié chemin. Il n'ignorait pas, en outre, qu'ils s'étaient avancés à la légère jusqu'à ce point, laissant à Brunswick leur bagage et leurs équipages de pont. Après une mûre délibération, Washington conclut que le projet de l'ennemi n'était point de pousser jusqu'à la Délaware, mais de l'attirer hors de son camp de Middlebrook, pour le mettre en-

suite dans la nécessité d'accepter le combat. 1776.
Il ne fit, en conséquence, aucun mouvement, et continua à se tenir tranquillement derrière ses lignes. Seulement, l'ennemi étant aussi près de lui, il rangea son armée en bataille sur les hauteurs qui défendaient le front de son camp, et il la tint toute la nuit suivante sous les armes. Cependant, les milices du New-Jersey accouraient de toutes parts sous les drapeaux; et le général Sullivan, en suivant la rive gauche du Millstone, s'était approché du Rariton, de manière à pouvoir inquiéter l'ennemi de front, par de fréquentes escarmouches, et à se joindre, au besoin, avec le généralissime.

Le général Howe ne tarda point à se convaincre que son adversaire savait éviter tous les piéges qu'il lui tendait, et que ses menaces de passer la Délaware seraient infructueuses. Il résolut alors d'essayer si l'apparence de la crainte, et une retraite précipitée sur Amboy, auraient le pouvoir de l'attirer en plaine, et de le réduire à l'obligation de combattre. D'après ce nouveau plan, il quitta brusquement, dans la nuit du 19, la position où il avait commencé à se retrancher; il se replia en hâte sur Brunswick, et de là, avec la même précipitation, sur Amboy. Les An-

1776. glais, pendant cette marche, brûlèrent un grand nombre de maisons, soit par fureur personnelle, soit pour irriter l'ennemi et l'exciter à les suivre. Lorsqu'ils eurent gagné Amboy, ils jetèrent sur le canal qui sépare la terre ferme de Staten-Island, le pont qu'ils avaient préparé pour le passage de la Délaware, et transportèrent aussitôt dans cette île tout leur gros bagage. Les troupes commencèrent ensuite à passer elles-mêmes : tout annonçait que, dans peu d'heures, l'armée entière serait retirée dans Staten-Island, comme si elle avait perdu toute espérance de faire désormais aucun progrès dans le New-Jersey. Malgré son naturel circonspect, Washington se laissa tromper par ce stratagême de son adversaire. Il ordonna aux généraux Greene, Sullivan et Maxwell, de poursuivre l'ennemi avec de forts détachemens; mais les deux derniers arrivèrent trop tard. Le colonel Morgan harcela son arrière-garde avec sa cavalerie, et lord Stirling, avec le colonel Conway, molestèrent son flanc gauche. Ils ne lui firent néanmoins que peu de mal, vu le bon ordre de sa marche, et le soin qu'il avait eu de mettre une grande partie de ses forces à l'arrière-garde. Enfin, Washington lui-même, pour soutenir les corps qu'il avait dé-

tachés, descendit des hauteurs inexpugnables 1777.
de Middlebrook, et vint prendre position à Quibbletown, lieu situé à six ou sept milles plus près d'Amboy. Lord Stirling occupa avec une forte division le village de Metuckin, qui se rapproche encore plus de cette ville.

Le général Howe résolut de mettre promptement à profit l'occasion qu'il avait su se ménager. Dans la nuit du 25 juin, il fit revenir ses troupes de Staten-Island sur le continent, et, dans la matinée du 26, il marcha vivement contre les Américains. Son armée formait deux divisions distinctes. Il se proposait trois objets principaux : couper la retraite aux tirailleurs de l'ennemi, combattre le gros de ses forces, et enfin, par une marche rapide sur sa gauche, s'emparer des défilés des montagnes, pour enlever à Washington les moyens de reprendre son camp de Middlebrook. La colonne de droite, commandée par lord Cornwallis, était destinée à cette opération ; elle devait se porter avec une extrême diligence sur les Scotch-Plains, par la route de Woodbrige. La gauche, aux ordres immédiats du général Howe, devait marcher par Metuckin. L'intention des généraux anglais était que ces deux corps se rejoignissent

1777. au-delà de ce village, sur le chemin qui conduit aux Scoth-Plains : parvenus à ce point, ils devaient se séparer de nouveau, la gauche, pour se porter rapidement sur le flanc gauche de l'armée américaine, postée à Quibbletown, et la droite, pour occuper en même temps les collines situées sur la gauche du camp de Middlebrook. Quatre bataillons, avec six bouches à feu, restaient à Bonhamtown, pour couvrir Amboy contre toute attaque imprévue.

Ces dispositions faites, l'armée anglaise s'avança d'un pas rapide ; elle croyait marcher à une victoire certaine. Mais la fortune, qui réservait les Américains pour une meilleure destinée, déconcerta tout-à-coup les habiles mesures des généraux britanniques. Lord Cornwallis, après avoir passé Woodbridge, rencontra un corps de sept cents chasseurs américains. Il s'engagea une escarmouche assez vive, et les républicains ne tardèrent pas à prendre la fuite. Mais le bruit de la mousqueterie, et bientôt les fuyards eux-mêmes annoncèrent à Washington, qui veillait attentivement, le danger pressant où il se trouvait. Il se décida sur-le-champ à recouvrer ce qu'il avait peut-être abandonné avec trop d'imprudence. Il abandonna sa po-

sition de Quibbletown, et regagna avec célérité son camp de Middlebrook. Dès qu'il y fut arrivé, il envoya occuper les défilés sur sa gauche, par des forces imposantes : c'était par ce chemin que lord Cornwallis se proposait de parvenir sur les hauteurs. Après avoir dissipé sans peine la première ligne des tirailleurs qui lui disputaient le chemin, il tomba sur le corps d'armée de lord Stirling, qui, fort de trois mille hommes, fit mine de vouloir lui barrer le passage. Le général américain avait disposé fort habilement ses troupes au milieu des bois, et ses positions étaient défendues par une nombreuse artillerie. Mais les Anglais et les Hessois, excités les uns et les autres par une émulation mutuelle, attaquèrent avec tant de furie, que les Américains furent bientôt rompus et culbutés. Ils perdirent beaucoup de monde en morts, blessés et prisonniers, et trois pièces de canon. Les Anglais les poursuivirent jusqu'à Westfield; mais l'épaisseur des bois et la chaleur du jour ne leur permirent pas de recueillir tout le fruit de leur victoire. Lord Cornwallis ayant reconnu que les défilés étaient soigneusement gardés, et n'espérant plus s'en emparer, se replia sur Amboy, par le chemin de Raway. Le général Howe lui-même, voyant 1777.

1777. son plan entièrement échoué par la retraite subite de Washington dans son camp inexpugnable de Middlebrook, revint pareillement à Amboy. Les brigades de Scot et de Conway suivirent les Anglais pied à pied jusqu'aux frontières, sans pouvoir néanmoins trouver jour à les attaquer, tant ils marchaient serrés et attentifs.

Les généraux britanniques considérèrent alors que la continuation des hostilités dans le New-Jersey, dans le but de pénétrer jusqu'à la Délaware, ne pouvait non seulement avoir aucun résultat, puisque l'ennemi s'obstinait à refuser toute bataille rangée, mais qu'elle serait accompagnée de beaucoup de dangers, tant par la force des lieux que par l'inimitié des habitans. En effet, la saison commençait à s'avancer, et l'on ne pouvait plus perdre de temps dans des expéditions infructueuses. Ils résolurent donc d'attaquer la Pensylvanie par la voie de mer. On peut observer qu'ils se conduisirent encore ici, d'après leur volonté d'opérer par eux-mêmes, sans chercher à tirer aucun parti de l'armée du Canada, que l'on savait être occupée à l'investissement de Tyconderago, et qui, probablement, devait s'être rendue maîtresse de cette place. En conséquence, toutes les trou-

pes du général Howe passèrent le canal pour 1777.
se rendre dans Staten-Island : peu après, les Américains entrèrent à Amboy.

Les grands préparatifs que faisaient les Anglais dans Staten-Island et dans toute la province de New-York, pour le transport de l'armée par mer, et l'incertitude du lieu où allait tomber une si effroyable tempête, agitaient tous les esprits du continent américain. On craignait pour Boston, pour la rivière d'Hudson, pour la Délaware, pour la baie de Chesapeack, et enfin, pour Charles-Town même, dans la Caroline, où l'on avait formé de grands magasins de vivres et de munitions. Washington redoublait de vigilance : il entretenait de continuelles et secrètes pratiques avec les républicains de New-York, qui l'instruisaient journellement de tout ce qu'ils voyaient et de tout ce qu'ils entendaient. Dès qu'il était informé que les Anglais avaient l'intention de se porter sur un point, il y faisait donner l'avis de se tenir prêt à les recevoir. Les Anglais conservaient cependant un grand avantage : ayant toujours la mer libre, ils pouvaient tomber à l'improviste où bon leur semblait, avant que les habitans se fussent mis en défense, ou avant que les

1777. secours eussent eu la possibilité d'arriver.

Mais parmi tous les objets qui pouvaient fixer l'attention du général Howe, les Américains savaient fort bien distinguer qu'il en était deux auxquels il devait s'arrêter principalement L'un, était la conquête de Philadelphie ; l'autre, la coopération avec l'armée du Canada, par la rivière d'Hudson. Il n'était point facile, au reste, de pénétrer à laquelle de ces opérations il donnerait la préférence. Dans sa perplexité, Washington ne quittait point son camp retranché de Middlebrook : il s'y voyait le maître de persister dans son système de temporisation, et également à portée de courir au secours de Philadelphie, ou de remonter l'Hudson. Un mouvement que fit tout-à-coup le général Howe, lui fit croire que son intention était de marcher sur Albany. La flotte anglaise, mouillée à Prince's-Bay, endroit peu éloigné d'Amboy, se rapprocha de New-York, et vint jeter l'ancre à Watering-Place, pendant que toute l'armée, suivie de ses munitions et de ses bagages, abandonnait la côte d'Amboy, pour se porter vers la pointe septentrionale de Staten-Island. Washington, en conséquence, disposa deux régimens d'infanterie et un de chevau-légers entre Newark

et Amboy, pour couvrir cette partie contre 1777.
les excursions imprévues : il alla reprendre ensuite, avec le gros de son armée, son ancien camp de Morristown. Il s'y trouvait plus près de l'Hudson, sans être tellement éloigné de Middlebrook, qu'il ne pût l'occuper de nouveau très-promptement, si l'ennemi faisait quelque démonstration contre le New-Jersey. Il détacha, en outre, le général Sullivan avec un corpsnombreux, jusqu'à Prompton, sur le chemin de Peck's-Hill, afin que, selon le besoin, il pût avancer sur ce dernier point, ou revenir à Morristown.

Sur ces entrefaites, le bruit se répandit que le général Burgoyne, qui commandait l'armée britannique sur les lacs, avait paru en forces sous les murs de Tyconderago. Washington ne doutant plus de la coopération des deux armées de Howe et de Burgoyne, sur les bords de l'Hudson, ordonna au général Sullivan de se porter sur-le-champ en face de Peek's-Hill, tandis que lui-même occupa Prompton, et, bientôt après, Clove. On ne tarda pas à apprendre la reddition de Tyconderago, et l'on reçut en même temps l'avis que la flotte anglaise était mouillée sous New-York, et même qu'un grand nombre de bâtimens de transport étant entrés dans l'Hud-

1777. son, étaient remontés jusqu'à Dobbsferry, où le fleuve s'élargit tellement, qu'il forme un lac appelé *Tappan Sea.* Ces divers mouvemens confirmèrent encore plus Washington dans ses pensées, relativement aux projets de l'ennemi : il envoya l'ordre au général Sullivan de passer l'Hudson, et de s'établir derrière Peek's-Hill, sur la rive gauche. Il fit également passer le fleuve à lord Stirling, pour aller se rejoindre au général Putnam, qui gardait les hauteurs, objet de la jalousie mutuelle des deux armées. Mais les vaisseaux de haut-bord, et une partie des bâtimens légers s'étant reportés de Watering-Place sur Sandy-Hook, comme si la flotte eût voulu gagner le large, et se diriger vers la Délaware : de plus, toute l'armée anglaise se trouvant encore dans Staten-Island, Washington commença à soupçonner que le général Howe méditait de s'embarquer, et de se porter sur Philadelphie.

Au milieu de ces incertitudes, et tandis que le général américain cherchait à lire dans la pensée du général anglais, pendant que celui-ci s'étudiait à le tromper par de vaines démonstrations sur les bords de l'Hudson, il arriva tout-à-coup une nouvelle, qui, bien que peu importante en elle-même, causa au-

tant de joie aux Américains, que de tristesse 1777.
aux Anglais. Les troupes britanniques qui occupaient le Rhode-Island, étaient commandées par le major-général Prescott. Se voyant dans une île dont la marine royale parcourait sans cesse les côtes, et disposant d'une force très-supérieure à celle que l'ennemi pouvait réunir dans cette partie, il mettait une extrême négligence dans son service. Les Américains, qui désiraient ardemment de se venger de la prise du général Lee, formèrent le projet de surprendre le général Prescott, et de l'emmener prisonnier sur le continent. En conséquence, dans la nuit du 10 juillet, le lieutenant-colonel Barton, à la tête d'un détachement de quarante hommes du pays, très-familiarisés avec les lieux, s'embarqua sur des bateaux à l'usage de la pêche de la baleine. Après une navigation de dix milles, au milieu des croisières ennemies, qu'il évita avec une habileté extrême, il aborda sur la côte occidentale de l'île, entre New-Port et Bristol-Ferry. Il se porta aussitôt, sans faire aucun bruit, au logement du général Prescott. Ils s'assurèrent adroitement des sentinelles qui gardaient la porte. Un aide-de-camp monta à la chambre du général, qui dormait paisiblement, et l'arrêta. Sans lui donner même le

1777. temps de s'habiller, ils le ramenèrent à terre avec autant de secret que de bonheur. Cet évènement causa une vive satisfaction aux Américains : ils espéraient échanger leur prisonnier contre le général Lee. Prescott éprouva une profonde affliction ; il y avait peu de temps qu'il avait été délivré des mains des insurgés, par échange, après avoir été pris dans l'expédition du Canada. Il venait en outre de se rendre coupable d'une action indigne d'un homme d'honneur, en mettant à prix la tête du général Arnold, comme s'il eût été un voleur ou un assassin. Au reste, Arnold s'en était vengé, en mettant la tête de Prescott à un prix moindre que la sienne. Le congrès remercia publiquement le lieutenant-colonel Barton, et lui fit don d'une épée.

Cependant, l'immensité des préparatifs que faisait l'amiral Howe pour approvisionner la flotte, et plusieurs mouvemens qu'elle exécuta, confirmèrent Washington dans l'idée que les démonstrations des Anglais sur l'Hudson, n'étaient qu'un pur stratagême. Chaque jour il se convainquit de plus en plus que leur véritable projet était de se porter par mer à l'attaque de Philadelphie, comme le chef-lieu de la confédération. En conséquence, il se retira progressivement de Clove,

et partagea son armée en plusieurs corps, 1777.
afin de pouvoir secourir plus promptement les endroits attaqués. Il pria le congrès de faire rassembler en hâte les milices de la Pensylvanie, à Wilmington, et celles des comtés inférieurs de la Délaware, à Chester. Il ordonna de placer des vigies sur les points les plus élevés de la Délaware, pour observer la mer, et donner promptement avis de l'arrivée de l'ennemi. Le gouverneur du New-Jersey fut exhorté à réunir sous les drapeaux, les milices des districts riverains de ce fleuve, en leur indiquant, pour lieu de rassemblement, le bourg de Gloucester, situé sur la rive gauche, un peu au-dessous de Philadelphie.

Malgré toute la diligence que mirent les deux frères Howe pour équiper la flotte, et nonobstant l'activité des équipages de plus de trois cents vaisseaux, les Anglais ne se procurèrent qu'avec une peine excessive tous les objets nécessaires; de sorte que l'armée ne put mettre à la voile, de Sandy-Hook, avant le 23 juillet. On comptait à bord de la flotte trente-six bataillons anglais et hessois, y compris l'infanterie légère; de plus, les compagnies de grenadiers, un corps de loyalistes du New-York, nommé les *chasseurs de la*

1777. *Reine*, et un régiment de cavalerie. L'artillerie était proportionnée à ces forces. Sept bataillons, avec un régiment de chevau-légers et le reste des loyalistes, demeurèrent dans le New-York, pour la défense de la province. On en laissa autant dans le Rhode-Island. Selon les relations particulières, le général Howe aurait désiré embarquer de plus grandes forces ; mais le général Clinton, qui devait le remplacer dans le commandement, représenta le danger auquel l'exposeraient la faiblesse des garnisons, l'étendue du terrein, et le nombre des ports. Il obtint, d'après ces considérations, qu'on lui laissât un corps d'armée aussi nombreux.

Ainsi, l'Angleterre, par l'erreur de ses ministres ou de ses généraux, au lieu d'une grande et puissante armée, n'avait en Amérique que trois corps séparés, dont on ne pouvait individuellement espérer une victoire certaine. Dans ce moment, en effet, un de ces corps était au Canada, un autre dans les îles de New-York et de Rhode-Island, et le troisième, enfin, faisait route sur mer, pour se rendre à Philadelphie. Mais peut-être s'imagina-t-on que dans un pays tel que celui qui servait de théâtre à cette guerre, continuellement coupé par des lacs, des fleuves,

des forêts et des lieux inaccessibles, trois armées légères devaient agir avec plus de succès, séparément, que réunies en une seule, embarrassée par le nombre des troupes et la multitude des charrois. Cette excuse ne serait valable, néanmoins, que si les généraux anglais, au lieu d'opérer, comme ils le firent, sans harmonie et sans un plan commun, se fussent mutuellement aidés de leurs conseils et de leurs forces, pour frapper un coup décisif, et arriver ensemble au même but. Quoiqu'il en soit, les rapides progrès du général Burgoyne sur l'Hudson, la crainte d'une attaque prochaine de la part du général Howe, et l'incertitude du point qu'elle menaçait, tout concourait à entretenir une agitation et une alarme universelles sur le continent américain. De grandes batailles étaient inévitables, et personne ne doutait qu'elles ne fussent aussi disputées, aussi sanglantes, qu'elles devaient être importantes et décisives. 1777.

FIN DU LIVRE SEPTIÈME.

NOTES DU LIVRE SEPTIÈME.

---

(1) Les quatre-vingt-huit bataillons décrétés par le congrès, devaient être fournis dans la proportion suivante : la Délaware et la Géorgie, chacune 1 ; le Rhode-Island, 2; le New-Hampshire, 3; le New-York et le New-Jersey, chacun 4; la Caroline du Sud, 6; le Maryland et le Connecticut, chacun 8; la Caroline du Nord, 9; la Pensylvanie, 12; le Massachusset et la Virginie, chacun 15.

(2) L'engagement fut fixé à 20 dollars (environ 105 fr.) par tête.

(3) La concession des terres était ainsi réglée : 500 acres au colonel, 400 au major, 300 au capitaine, 200 au lieutenant, 150 à l'enseigne, 100 aux sous-officiers et soldats.

FIN DU DEUXIÈME VOLUME.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS CE VOLUME.

FIN DE LA TABLE DU DEUXIÈME VOLUME.